

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXXXVII

1929

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1958. — Etats-Unis d'Amérique et Finlande :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 7 juin 1928	9
N° 1959. — Etats-Unis d'Amérique et Finlande :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 7 juin 1928... ..	15
N° 1960. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Siam :	
Echange de notes concernant la navigation du Mékong, Bangkok, les 17 juillet 1927, 7 février, 18 et 21 août 1928	21
N° 1961. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Arrangement relatif à l'échange de colis postaux entre l'Indochine et les Straits Settle- ments, avec règlement d'exécution. Signés à Kuala-Lumpur, le 3 mai, et à Hanoï, le 23 août 1928	31
N° 1962. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Mexique :	
Accord pour l'échange des mandats-poste. Signé à Londres, le 24 septembre et à Mexico le 24 octobre 1928	63
N° 1963. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Danemark, France, Suède et Tchécoslovaquie, et Pologne :	
Accord en vue de soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale la question des limites territoriales de la juridiction de la Commission internationale de l'Oder. Signé à Londres, le 30 octobre 1928	103
N° 1964. — Autriche et Italie :	
Protocole additionnel au Traité de commerce et de navigation signé à Rome, le 28 avril 1923, avec protocole final. Signés à Rome le 30 décembre 1927	109

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXXXVII

1929

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 1958. — United States of America and Finland :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, June 7, 1928	9
No. 1959. — United States of America and Finland :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, June 7, 1928	15
No. 1960. — Great Britain and Northern Ireland and Siam :	
Exchange of Notes regarding the Navigation of the River Mekong. Bangkok, July 17, 1927, February 7, August 18 and 21, 1928	21
No. 1961. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement for the Exchange of Parcels between Indo-China and the Straits Settlements, with Detailed Regulations. Signed at Kuala Lumpur, May 3, and at Hanoi, August 23, 1928;	31
No. 1962. — Great Britain and Northern Ireland and Mexico :	
Agreement for the Exchange of Money Orders. Signed at London, September 24, and at Mexico, October 24, 1928	63
No. 1963. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, Denmark, France, Sweden and Czechoslovakia and Poland :	
Agreement to submit the Question of the Territorial Limits of the Jurisdiction of the International Commission of the Oder to the Decision of the Permanent Court of International Justice. Signed at London, October 30, 1928	103
No. 1964. — Austria and Italy :	
Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Rome, April 28, 1923, with Final Protocol. Signed at Rome, December 30, 1927	109

	Pages
N° 1965. — Allemagne, Finlande et Suède :	
Arrangement sur le Service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 7 novembre, à Stockholm, le 16 novembre, et à Berlin, le 30 novembre 1928	119
N° 1966. — Finlande et Suède :	
Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 6 juillet, et à Stockholm, le 10 juillet 1928	131
N° 1967. — Danemark, Finlande et Suède :	
Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 22 décembre 1928, à Stockholm, le 14 janvier, et à Copenhague, le 16 janvier 1929	155
N° 1968. — Finlande, Norvège et Suède :	
Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Oslo, le 29 décembre 1928, à Stockholm, le 22 janvier, et à Helsinki, le 14 janvier 1929	169
N° 1969. — Grèce et Suisse :	
Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Genève, le 21 septembre 1925	187
N° 1970. — Bulgarie et Grèce :	
Accord financier concernant la procédure selon laquelle les populations échangées seront indemnisées et le règlement des dettes incombant de ce fait aux deux gouvernements. Signé à Genève, le 9 décembre 1927	199
N° 1971. — Espagne, France, Grande-Bretagne et Italie :	
Accord portant revision de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger et accord, dispositions particulières, lettres et protocole final s'y rapportant. Signés à Paris, le 25 juillet 1928	211
N° 1972. — Estonie et Suède :	
Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge estoniens et suédois et arrangement relatif à la délivrance des lettres de jauge dites à appendice estoniennes conformément aux règlements suédois sur le jaugeage, avec protocole final. Signés à Stockholm, le 23 juin 1928	253
N° 1973. — Italie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption des droits de légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales. Rome, les 8 et 16 mars 1928, et 14 et 22 février 1929	265
N° 1974. — Estonie et Italie :	
Echange de notes comportant un accord pour le règlement provisoire des relations économiques entre les deux pays. Rome, le 1 ^{er} juillet 1928	277
N° 1975. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Chine :	
Traité préliminaire d'amitié et de commerce, avec échange de notes et déclarations y relatifs. Nankin, le 22 novembre 1928	287

	Pages
No. 1965. — Germany, Finland and Sweden :	
Agreement regarding Telephone Service. Signed at Helsingfors, November 7, at Stockholm, November 16, and at Berlin, November 30, 1928... ..	119
No. 1966. — Finland and Sweden :	
Agreement regarding Telephone Service. Signed at Helsingfors, July 6, and at Stockholm, July 10, 1928	131
No. 1967. — Denmark, Finland and Sweden :	
Agreement concerning the Telephone Service. Signed at Helsingfors, December 22, 1928, at Stockholm, January 14, and at Copenhagen, January 16, 1929	155
No. 1968. — Finland, Norway and Sweden :	
Agreement regarding Telephone Service. Signed at Oslo, December 29, 1928, at Stockholm, January 22, and at Helsinki, January 14, 1929	169
No. 1969. — Greece and Switzerland :	
Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Geneva, September 21, 1925	187
No. 1970. — Bulgaria and Greece :	
Financial Agreement on the Procedure to be followed in regard to the Compensation payable to Exchanged Populations and the Settlement of the Debts of both Governments under this Heading. Signed at Geneva, December 9, 1927	199
No. 1971. — Spain, France, Great Britain and Italy :	
Agreement revising the Convention of December 18, 1923, relating to the Organisation of the Statute of the Tangier Zone and Agreement, Special Provisions, Notes and Final Protocol relating thereto. Signed at Paris, July 25, 1928	211
No. 1972. — Estonia and Sweden :	
Declaration regarding the mutual Recognition of Estonian and Swedish Tonnage Certificates, and Agreement in regard to the Issue of Estonian Tonnage certificates "With Appendix", in accordance with the Swedish Rules of Ship Measurement, with Final Protocol. Signed at Stockholm, June 23, 1928	253
No. 1973. — Italy and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption from Legalisation Duties as regards Certificates of Origin and Commercial Invoices. Rome, March 8 and 16, 1928, and February 14 and 22, 1929	265
No. 1974. — Estonia and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of Economic Relations between the two Countries. Rome, July 1, 1928	277
No. 1975. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and China :	
Preliminary Treaty of Amity and Commerce, with Exchange of Notes and Declarations relating thereto. Nanking, November 22, 1928	287

	Pages
N° 1976. — Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie :	
Protocole concernant la prolongation du Traité d'alliance du 31 août 1922. Signé à Genève, le 19 septembre 1928	309
N° 1977. — Portugal et Suède :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité. Signé à Lisbonne, le 3 janvier 1929... ..	313
N° 1978. — Finlande et Pays-Bas :	
Traité de conciliation. Signé à Genève, le 9 juin 1928	321
N° 1979. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant l'abolition des restrictions relatives à l'exportation des dépôts avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 22 février 1928	331
N° 1980. — Autriche et Islande :	
Traité de commerce, avec protocole final. Signés à Vienne, le 6 avril 1928... ..	343
N° 1981. — Autriche et Suisse :	
Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Berne, le 15 mars 1927	351
N° 1982. — Hongrie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention concernant le règlement des questions relatives aux Caisses de mineurs et interdits et de certaines questions de tutelle et de curatelle, avec protocole final. Signés à Belgrade, le 22 février 1928	363
N° 1983. — Chine et Norvège :	
Traité douanier, signé à Shanghai, le 12 novembre 1928, et échange de notes y relatif, Pépin, les 12 janvier et 6 février 1929	381
N° 1984. — Autriche et Espagne :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, signé à Vienne, le 11 juin 1928, et échange de notes de la même date relatif à la non-rétroactivité de ce traité	393
N° 1985. — Colombie et Panama :	
Traité d'extradition. Signé à Panama, le 24 décembre 1927	409
N° 5^b. — Etats-Unis d'Amérique et Honduras :	
Traité d'amitié, de commerce et consulaire. Signé à Tegucigalpa, le 7 décembre, 1927	421
N° 6^b. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Etats-Unis du Brésil, Colombie, etc.	
Addition au Code sanitaire panaméricain. Signée à Lima, le 19 octobre 1927	453

	Pages
No. 1976. — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Alliance of August 31, 1922. Signed at Geneva, September 19, 1928	309
No. 1977. — Portugal and Sweden :	
Agreement regarding the reciprocal Recognition of Certificates of Seaworthiness. Signed at Lisbon, January 3, 1929	313
No. 1978. — Finland and the Netherlands :	
Treaty of Conciliation. Signed at Geneva, June 9, 1928	321
No. 1979. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention concerning the Abolition of Restrictions relative to the Export of Deposits, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, February 22, 1928	331
No. 1980. — Austria and Iceland :	
Treaty of Commerce, with Final Protocol. Signed at Vienna, April 6, 1928	343
No. 1981. — Austria and Switzerland :	
Convention regarding the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Berne, March 15, 1927	351
No. 1982. — Hungary and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Convention regarding the Settlement of Questions relating to Funds of Minors and Persons under Disability, and certain Questions relating to Guardianship and Curatorship, with Final Protocol. Signed at Belgrade, February 22, 1928... ..	363
No. 1983. — China and Norway :	
Customs Treaty, signed at Shanghai, November 12, 1928, and Exchange of Notes relating thereto, Peking, January 12 and February 6, 1929	381
No. 1984. — Austria and Spain :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, signed at Vienna, June 11, 1928, and Exchange of Notes of the same date relating to the non-retroactive Effect of this Treaty	393
No. 1985. — Colombia and Panama :	
Extradition Treaty. Signed at Panama, December 24, 1927	409
No. 5B. — United States of America and Honduras :	
Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights. Signed at Tegucigalpa, December 7, 1927	421
No. 6B. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, United States of Brazil, Colombia, etc.	
Addition to the Panamerican Sanitary Code, Signed at Lima, October 19, 1927... ..	453

N° 1958.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FINLANDE**

Traité d'arbitrage, signé à Washing-
ton, le 7 juin 1928.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FINLAND**

Treaty of Arbitration, signed at
Washington, June 7, 1928

No. 1958. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FINLAND. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 7, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1929.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le " Department of State " du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 8 mars 1929.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated for ever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries,

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Mr. L. ASTRÖM, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention²

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 14 janvier 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1958. — TRAITÉ D'ARBITRAGE² ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 7 JUIN 1928.

English official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 25, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 8, 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Fermentement décidés à empêcher, en tant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les controverses susceptibles de règlement judiciaire qui pourraient s'élever entre eux ; et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre, en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais aussi d'avancer le moment où la perfection des accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre nations aura éliminé à tout jamais les possibilités de guerre entre les diverses Puissances ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. L. ASTRÖM, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande auprès des États-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends portant sur des questions d'ordre international au sujet desquels les Hautes Parties contractantes se contestent, réciproquement, en vertu d'un traité ou autrement, un droit qui n'a pu être réglé par la voie diplomatique — quand ces différends n'auront pu être tranchés en les renvoyant devant une commission de conciliation appropriée, alors qu'ils sont susceptibles d'une solution judiciaire de par leur nature même, si on leur applique les principes du droit ou de l'équité — seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention³

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 14, 1929.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organisation of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Finland in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Finland in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Finland in accordance with its constitutional laws and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English language, and hereunto affix their seals.

Done at Washington the seventh day of June in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

(L. S.) L. ASTRÖM.

du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent ainsi qu'il sera décidé dans chaque cas d'espèce, par un accord spécial. Cet accord spécial contiendra toutes dispositions utiles concernant l'organisation dudit tribunal, le cas échéant, définira les pouvoirs de ce tribunal, déterminera l'objet ou les objets du litige, et arrêtera les termes du mandat.

Dans chaque cas, l'accord spécial sera conclu, de la part de la Finlande, conformément à la procédure prévue par les lois constitutionnelles de cet Etat, et, de la part des Etats-Unis d'Amérique, par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends portant sur des questions :

- a) Relevant de la juridiction interne de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touchant aux intérêts de tierces Parties ;
- c) Affectant directement ou indirectement le maintien de la politique traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique à l'égard des questions américaines, communément appelées doctrine de Monroe ;
- d) Affectant directement ou indirectement l'accomplissement des obligations qui incombent à la Finlande en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Finlande selon la procédure prévue par ses lois constitutionnelles, et par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington, aussitôt que possible, et le traité prendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il continuera de rester en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé moyennant un préavis d'un an adressé par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en double expédition, en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le sept juin mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) L. ASTRÖM.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

N° 1959.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FINLANDE

Traité de conciliation, signé à Wash-
ington, le 7 juin 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FINLAND

Treaty of Conciliation, signed at
Washington, June 7, 1928.

No. 1959. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FINLAND. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 7, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1929.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 8 mars 1929.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Mr. L. ASTRÖM, Envoy extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland to the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Finland and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 14 janvier 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1959. — TRAITÉ² DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 7 JUIN 1928.

English official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 25, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 8, 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui les unissent, et aussi de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à ces fins, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. L. ASTRÖM, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande auprès des États-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'État des États-Unis ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous les différends survenant entre le Gouvernement de la Finlande et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, quelle qu'en puisse être la nature, seront, lorsque les moyens de procédure diplomatique ordinaire auront été épuisés, et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une Commission internationale permanente, constituée comme il est spécifié dans l'article suivant ; en outre, les Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre ou de ne pas engager d'hostilités au cours de cette enquête ni avant la présentation du rapport.

Article II.

La Commission internationale comprendra cinq membres qui seront nommés de la façon suivante : un membre sera choisi dans chacun des États contractants par le gouvernement de cet

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, January 14, 1929.

chosen by each Government from some third country; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Finland in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English language, and hereunto affix their seals.

Done at Washington the seventh day of June in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) L. ÅSTRÖM.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

Etat ; un membre sera choisi par chacun des Gouvernements dans un Etat tiers ; le cinquième membre sera choisi, d'un commun accord entre les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne devra pas être ressortissant de l'une ou de l'autre Partie. Les dépenses de la commission seront partagées par moitié entre les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité ; il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure fixée pour la nomination primitive.

Article III.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes n'auront pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique et n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles renverront immédiatement ce différend à la Commission internationale, aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la Commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément, à la suite d'un accord unanime, ses services à cet effet et, dans ce sens, elle en avisera les deux gouvernements auxquels elle demandera leur coopération à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires en vue de procéder à l'enquête et d'établir le rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans un délai d'un an à partir de la date à laquelle la commission déclarera que l'enquête est ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes, d'un commun accord, ne limitent ou n'étendent ce délai. Le rapport sera établi en triple expédition ; un exemplaire sera adressé à chacun des gouvernements, et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir indépendamment, en ce qui concerne l'objet du litige, après que le rapport de la Commission aura été présenté.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Finlande conformément à la procédure prévue par ses lois constitutionnelles, et par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

L'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible, et le traité prendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il continuera de rester en vigueur par la suite tant qu'il n'aura pas été dénoncé, moyennant un préavis d'un an adressé par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en double exemplaire, en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le sept juin mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) L. ÅSTRÖM.

(L. S.) Frank B. KELLOGG.

N° 1960.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SIAM

Echange de notes concernant la
navigation du Mekong. Bangkok,
les 17 juillet 1927, 7 février, 18
et 21 août 1928.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SIAM

Exchange of Notes regarding the
Navigation of the River Mekong.
Bangkok, July 17, 1927, February
7, August 18 and 21, 1928.

No. 1960. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF SIAM, REGARDING THE NAVIGATION OF THE RIVER MEKONG. BANGKOK, JULY 17, 1927; FEBRUARY 7, 1928; AUGUST 18 AND 21, 1928.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 février 1929.*

I.

Mr. WATERLOW TO PRINCE TRAIIDOS.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, July 17, 1927.

M. LE MINISTRE,

Acting on the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Highness that the attention of His Majesty's Government in Great Britain has been drawn to the terms of Article 4 of the Convention recently concluded between France and Siam for the purpose of regulating the relations between Siam and Indo-China¹.

In that Article the two High Contracting Parties undertake that commercial navigation companies which may in future be authorised by either the Siamese or Indo-Chinese administration to operate those portions of the Mekong River which form the frontier between Siam and Indo-China must be exclusively either Siamese or Indo-Chinese. That frontier is defined in Article 3 of the Convention as being constituted by the "thalweg" of the river and those portions of the river which are on the right of the thalweg as defined in the Convention become Siamese territory.

Article 20 of the Anglo-Siamese Commercial Treaty² of 1925, however, provides that neither of the two Contracting Parties shall place any obstacle in the way of companies of the other which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies of any other foreign country are or may be permitted to carry on; and also that in no case shall the treatment accorded by either of the two Contracting Parties to companies of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies of the most favoured foreign country.

¹ Vol. LXIX, page 313, de ce recueil.

² Vol. XLIX, page 51; Vol. LIV, page 424; et Vol. LXXVIII, page 486, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1960. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU SIAM, CONCERNANT LA NAVIGATION DU MEKONG. BANGKOK, LES 17 JUILLET 1927, 7 FÉVRIER, 18 ET 21 AOUT 1928.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place February 25, 1929.

I.

M. WATERLOW AU PRINCE TRAIIDOS.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BANGKOK, le 17 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au Affaires étrangères, de vous informer que l'attention du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne a été attirée par les termes de l'article 4 de la Convention récemment conclue entre la France et le Siam en vue de régler les relations entre le Siam et l'Indo-Chine ².

Dans cet article, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les compagnies de navigation commerciale qui pourraient être, dans l'avenir, autorisées par l'administration du Siam ou de l'Indochine à utiliser des navires sur les parcours du fleuve Mékong qui constituent la frontière entre le Siam et l'Indochine, devront être exclusivement des compagnies siamoises ou indochinoises. Cette frontière est définie à l'article 3 de la convention comme constituée par le thalweg du fleuve, les parcours situés à droite du thalweg, tel qu'il est défini dans la convention, devenant territoire siamois.

Or, l'article 20 du Traité de commerce anglo-siamois ³ de 1925 porte que chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne créer aucun obstacle à toute compagnie de l'autre partie qui pourrait désirer se livrer, sur ses territoires, soit par la création de succursales, soit de toute autre manière, à des opérations quelconques que les compagnies, sociétés et associations d'un autre pays étranger quelconque sont autorisées ou pourront être autorisées à effectuer ; il porte, en outre, qu'en aucun cas, le traitement accordé par l'une des deux Parties contractantes aux compagnies, sociétés et associations de l'autre partie ne pourra être moins favorable, à tous égards, que celui qui est accordé aux compagnies, sociétés et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LXIX, page 313, of this Series.

³ Vol. XLIX, page 51 ; Vol. LIV, page 424 ; and Vol. LXXVIII, page 486, of this Series.

Article 24 also provides that in respect of the coasting trade as also in respect of all other matters of navigation the subjects and vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territories of the other in addition to any other advantages that may be accorded by the Treaty.

In the view of His Majesty's Government in Great Britain these provisions clearly preclude the Siamese Government from extending to Indo-Chinese Companies any authorisation to navigate the River Mekong which is not extended also to British Companies, and in inviting the attention of the Siamese Government to the matter I am instructed to request an assurance that no obstacle will be placed by the Siamese Government in the way of any British companies, British subjects or British vessels that may wish to operate on those portions of the River Mekong which lie within Siamese jurisdiction.

His Majesty's Government in Great Britain also desire in this connexion to reserve all or any of the rights which the Freedom of Transit Convention may confer upon British persons, goods and vessels passing in transit along the River Mekong or any part of it and across the frontiers between British India, Siam and French Indo-China.

I have accordingly the honour to request your Highness to give me a formal assurance that no obstacles will be placed by the Siamese Government in the way of any British companies, British subjects, or British vessels that may wish to operate on those portions of the River Mekong which lie within Siamese jurisdiction, and further to request that note may be taken of the desire of His Majesty's Government in Great Britain to reserve all or any of the rights which the Freedom of Transit Convention may confer upon British persons, goods and vessels passing in transit along the River Mekong or any part of it and across the frontiers between British India, Siam and French Indo-China.

I avail, etc.

S. P. WATERLOW.

2.

PRINCE TRAIIDOS TO MR. WATERLOW.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *February 7, 1928.*

M. LE MINISTRE,

I have the honour to refer to your letter of the 17th July last in which your Excellency informed me that your Government was of the opinion that Article 4 of the recent Convention between Siam and Indo-China was in conflict with the most-favoured-nation treatment provided for in Articles 20 and 24 of the Anglo-Siamese Commercial Treaty of 1925 ; and that the British Government desired a formal assurance to the effect that no obstacles will be placed by the Royal Siamese Government in the way of British companies, British subjects or British vessels that may wish to operate on those portions of the River Mekong which lie within Siamese jurisdiction ; and also in which you requested my Government to note the desire of His Britannic Majesty's Government to reserve all or any of the rights which the Freedom of Transit Convention may confer upon British persons, goods or vessels passing in transit along the River Mekong or any part of it, and across the frontier between British India, Siam and French Indo-China.

The River Mekong where it forms the boundary between Siam and Indo-China is not navigable from the sea, and is, therefore, not a river of international concern, according to the definition in the Barcelona Convention of 1921 concerning navigable waterways. During the negotiation of the Convention with Indo-China it did not occur to His Majesty's Government that the general most-favoured-nation provisions of Article 20 and Article 24 of the Anglo-Siamese Treaty would

L'article 24 porte également que, tant en ce qui concerne le cabotage que toutes autres questions relatives à la navigation, les ressortissants et les navires de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie du traitement de la nation la plus favorisée, en dehors de tous autres avantages qui peuvent être accordés par le Traité.

De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, ces clauses interdisent nettement au Gouvernement siamois d'accorder à des compagnies indochinoises une autorisation, sous quelque forme que ce soit, de naviguer sur le Mékong si cette autorisation n'est pas accordée également aux compagnies britanniques ; en attirant l'attention du Gouvernement siamois sur cette question, je suis chargé de lui demander l'assurance qu'il ne créera aucun obstacle aux compagnies britanniques, sujets britanniques ou navires britanniques, quels qu'ils soient, qui pourraient désirer effectuer des opérations quelconques sur les parcours du Mékong relevant de la juridiction siamoise.

Le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire également, à ce sujet, réserver tout ou partie des droits que la Convention sur la liberté du transit peut conférer à des personnes, marchandises ou navires britanniques suivant en transit le Mékong ou une partie quelconque de ce fleuve et traversant les frontières qui séparent l'Inde britannique, le Siam et l'Indo-Chine française.

J'ai donc l'honneur de vous prier de bien vouloir me donner l'assurance formelle qu'aucun obstacle ne sera créé par le Gouvernement siamois aux compagnies britanniques, sujets britanniques ou navires britanniques quels qu'ils soient, qui pourraient désirer effectuer des opérations quelconques sur les parcours du Mékong relevant de la juridiction siamoise. J'ai l'honneur, en outre, de vous prier de bien vouloir prendre acte que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire réserver tout ou partie des droits que la Convention sur la liberté du transit peut conférer à des personnes, marchandises ou navires britanniques suivant en transit le Mékong ou une partie quelconque de ce fleuve et traversant les frontières qui séparent l'Inde britannique, le Siam et l'Indo-Chine française.

Je saisi cette occasion, etc.

S. P. WATERLOW.

2.

LE PRINCE TRAILOS A M. WATERLOW.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PALAIS DE SARANROMYA, le 7 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 17 juillet 1927 par laquelle vous m'avez informé que, selon votre gouvernement, l'article 4 de la Convention récemment conclue entre le Siam et l'Indo-Chine était en conflit avec le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles 20 et 24 du Traité de commerce anglo-siamois de 1925, et que le Gouvernement britannique désirait recevoir l'assurance formelle que le Gouvernement royal siamois ne créera aucun obstacle aux compagnies britanniques, sujets britanniques ou navires britanniques qui pourraient désirer effectuer des opérations quelconques sur les parcours du Mékong relevant de la juridiction siamoise. Dans cette lettre vous invitez également mon gouvernement à prendre acte que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire réserver tout ou partie des droits que la Convention sur la liberté du transit peut conférer à des personnes, marchandises ou navires britanniques, suivant en transit le Mékong ou une partie de ce fleuve et traversant les frontières qui séparent l'Inde britannique, le Siam et l'Indo-Chine française.

Le Mékong, dans la partie de son parcours qui constitue la frontière entre le Siam et l'Indo-Chine, n'est pas navigable en venant de la mer ; il ne constitue donc pas un fleuve d'intérêt international selon la définition donnée dans la Convention de Barcelone de 1921 sur les voies navigables. Au cours des négociations engagées avec l'Indo-Chine en vue de conclure la convention, il n'est pas venu à l'esprit du Gouvernement de Sa Majesté que les dispositions générales accordant le

prevent an arrangement concerning the joint use by France and Siam of the River Mekong where it forms the boundary such as is expressed in Article 4 of the Convention. When this view was called to the attention of His Majesty's Government, it would have given the letter of assurance requested freely and without reservation, if it had been of the opinion that the view of the British Government was clearly correct. However, His Majesty's Government permits itself to doubt whether the general most-favoured-nation clauses of the Anglo-Siamese Commercial Treaty were intended to apply, or ought properly to be applied, to special privileges granted reciprocally by co-riparian States in the regulation of navigation on boundary rivers not navigable from the sea.

His Majesty's Government, however, has always desired to meet the wishes of the Government of Great Britain wherever it would do so without the sacrifice of essential rights or interests. It does not attach any practical importance to exclusive navigation on that part of the River Mekong which is under its jurisdiction. Therefore on its part my Government was not unwilling to give the assurance requested, provided that it was clear that it did not thereby admit that the legal position of the British Government was well founded. Naturally before giving such a letter it felt under the duty of consulting the French Government. This accounts for the delay in answering your letter of last July.

I am glad now to inform your Excellency that His Majesty's Government, while not admitting that the most-favoured-nation clauses in Articles 20 and 24 of the Anglo-Siamese Commercial Treaty of 1925 apply to the case of a special arrangement with France concerning navigation on the parts of the River Mekong which constitute the boundary between Siam and Indo-China, will, nevertheless, place no obstacles in the way of British companies, subjects or vessels desiring to operate on the portion of the Mekong which lies within Siamese jurisdiction that are not placed in the way of the companies, subjects or vessels of the most favoured nation.

Your Excellency will note that this assurance varies somewhat from that requested by your Government. As stated in your letter of the 17th July last, British companies, subjects or vessels would secure the treatment afforded nationals and not merely most-favoured-nation treatment.

His Majesty's Government also takes note of the desire of His Britannic Majesty's Government to reserve all or any of the rights which the Freedom of Transit Convention may confer upon British persons, goods or vessels passing in transit along the River Mekong or any part of it, and across the frontier between British India, Siam and French Indo-China. In acknowledging receipt of this notice of reservation of its rights on the part of His Britannic Majesty's Government, the Royal Siamese Government does not admit that any of the provisions of the Indo-Chinese Convention are, in fact, in conflict with the Freedom of Transit Convention; and my Government desires on its part to reserve all questions of what its legal rights are under the Transit Convention.

In expressing the hope that this letter is acceptable to your Government, I avail, etc.

TRAIIDOS,
Minister for Foreign Affairs.

3.

MR. JOHNS TO PRINCE TRAIIDOS.

BRITISH LEGATION.

BANGKOK, *August 18, 1928.*

M. LE MINISTRE,

With reference to correspondence ending with His Majesty's Minister's note of the 27th February last I have the honour to inform your Highness that His Majesty's Government in

traitement de la nation la plus favorisée stipulées à l'article 20 et à l'article 24 du Traité anglo-siamois pourraient empêcher la conclusion d'un arrangement sur l'usage en commun, par la France et le Siam, du fleuve Mékong dans les parties de son parcours où il constitue la frontière telle qu'elle est définie à l'article 4 de la convention. Lorsque ce point de vue a été signalé à l'attention du Gouvernement de Sa Majesté, ce dernier aurait, de son plein gré et sans aucune réserve, donné l'assurance requise s'il avait été d'avis que la thèse du Gouvernement britannique était bien fondée. Toutefois le Gouvernement de Sa Majesté se permet de douter que les clauses générales concernant la nation la plus favorisée, telles qu'elle figurent dans le Traité de commerce anglo-siamois, aient été destinées à s'appliquer, ou soient dûment applicables aux privilèges spéciaux que s'accordent réciproquement des États co-riverains dans une convention réglant les questions de navigation sur des rivières frontières non navigables en venant de la mer.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté a toujours tenu à répondre aux vœux du Gouvernement de la Grande-Bretagne chaque fois qu'il lui a été possible de le faire sans sacrifier des intérêts ou des droits fondamentaux. Il n'attache aucune importance pratique à des droits exclusifs de navigation sur le parcours du Mékong qui relève de sa juridiction. Aussi, pour sa part, mon gouvernement ne s'opposait-il pas à donner l'assurance requise, pourvu qu'il fût clairement établi qu'il n'admettait pas, de ce fait, que la thèse juridique du Gouvernement britannique fût fondée. Mais avant de fournir cette assurance, il a, naturellement, cru devoir consulter le Gouvernement français, ce qui explique le retard de la présente réponse à votre lettre de juillet 1927.

Je suis heureux de pouvoir maintenant informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, tout en ne reconnaissant pas que les clauses relatives à la nation la plus favorisée, qui figurent dans les articles 20 et 24 du Traité de commerce anglo-siamois de 1925, s'appliquent au cas d'un accord particulier avec la France au sujet de la navigation sur les parties du Mékong qui constituent la frontière entre le Siam et l'Indo-Chine, ne créera néanmoins pas aux compagnies, sujets ou navires britanniques, qui pourraient désirer effectuer des opérations quelconques sur les parcours du Mékong, relevant de la juridiction siamoise, des obstacles auxquels ne se heurtent pas les compagnies, sujets ou navires ressortissant à la nation la plus favorisée.

Votre Excellence voudra bien noter que l'assurance ainsi fournie diffère quelque peu de celle qu'avait demandée votre gouvernement. D'après votre lettre du 17 juillet 1927, les compagnies, sujets ou navires britanniques devaient obtenir le traitement accordé aux nationaux et non pas seulement celui de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de Sa Majesté prend également acte du désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique de réserver tout ou partie des droits que la Convention sur la liberté du transit peut conférer à des personnes, marchandises ou navires britanniques suivant en transit le Mékong ou une partie de ce fleuve et traversant les frontières qui séparent l'Inde britannique, le Siam et l'Indo-Chine française. En accusant réception de cet avis réservant tous les droits du Gouvernement de Sa Majesté britannique, le Gouvernement royal siamois ne reconnaît pas néanmoins qu'aucune des dispositions de la Convention indo-chinoise soit, en effet, incompatible avec la Convention sur la liberté du transit, et mon gouvernement désire, pour sa part, réserver toutes les questions qui se posent quant aux droits légaux qui lui appartiennent en vertu de cette convention.

J'ose espérer que la présente lettre donnera satisfaction à votre gouvernement, et je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :

TRAIOS.

3.

M. JOHNS AU PRINCE TRAIOS.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BANGKOK, le 18 août 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la correspondance se terminant par la note du Ministre de Sa Majesté en date du 27 février dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté

Great Britain are prepared to accept the assurance contained in your Highness's note of the 7th February last, that the Royal Government will place no obstacles in the way of British companies, subjects or vessels desiring to operate on the portion of the Mekong which lies within Siamese jurisdiction that are not placed in the way of companies, subjects or vessels of the most favoured nation.

My Government have, at the same time, instructed me to convey to the Royal Government an expression of their satisfaction at the receipt of this assurance.

I avail, etc.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

4.

PRINCE TRAI DOS TO MR. JOHNS.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *August 21, 1928.*

M. LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 18th August, informing me that His Britannic Majesty's Government have accepted the assurance concerning navigation on that part of the Mekong which lies within Siamese jurisdiction, contained in my letter of the 7th February last.

In expressing my pleasure that this matter has been satisfactorily adjusted, I avail, etc.

TRAI DOS,
Minister for Foreign Affairs.

en Grande-Bretagne est disposé à accepter l'assurance contenue dans votre note du 7 février dernier, portant que le Gouvernement royal ne créera pas aux compagnies, sujets ou navires britanniques qui pourraient désirer effectuer des opérations quelconques sur les parcours du Mékong relevant de la juridiction siamoise, des obstacles auxquels ne se heurtent pas les compagnies, sujets ou navires ressortissant à la nation la plus favorisée.

Mon gouvernement m'a chargé en même temps d'exprimer au Gouvernement royal la satisfaction qu'il éprouve d'avoir reçu l'assurance en question.

Je saisis cette occasion, etc.

J. F. JOHNS,
Chargé d'Affaires.

4.

LE PRINCE TRAI DOS A M. JOHNS.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PALAIS DE SARANROMYA, le 21 août 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 18 août m'informant que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a accepté l'assurance, relative à la navigation sur les parcours du Mékong relevant de la juridiction siamoise, qui était donnée dans ma lettre du 7 février dernier.

Je suis heureux que la question ait été réglée à la satisfaction des parties intéressées et je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :
TRAI DOS.

N° 1961.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Arrangement relatif à l'échange de colis postaux entre l'Indochine et les Straits Settlements, avec règlement d'exécution. Signés à Kuala-Lumpur, le 3 mai, et à Hanoï, le 23 août 1928.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement for the Exchange of Parcels between Indo-China and the Straits Settlements, with Detailed Regulations. Signed at Kuala-Lumpur, May 3, and at Hanoi, August 23, 1928.

N^o 1961. — ARRANGEMENT ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FRANCE, RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE L'INDOCHINE ET LES STRAITS SETTLEMENTS. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 3 MAI, ET A HANOI, LE 23 AOUT 1928.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 25 février 1929.

L'OFFICE POSTAL DES STRAITS SETTLEMENTS et L'OFFICE POSTAL D'INDOCHINE conviennent d'effectuer un échange régulier direct de colis postaux entre les Straits-Settlements et l'Indochine.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis pour l'Indochine déposés dans les bureaux des Straits-Settlements ne doivent pas excéder 22 livres en poids, 3 pieds 6 pouces en longueur et 6 pieds en largeur et plus grand pourtour combinés et les colis pour les *Straits-Settlements* déposés dans les bureaux de l'Indochine ne doivent pas excéder 10 kg. en poids, 1 mètre 065 en longueur et 1 mètre 83 en largeur et plus grand pourtour combinés.

2. La manière de voir de l'Office expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, est considérée comme prévalant sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux offices garantissent le droit de transit sur leur territoire pour les colis de ou pour les pays avec lesquels ils assurent respectivement un service de colis. Les colis en transit sont soumis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution y annexé autant que ceux-ci leur sont applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis est obligatoire, sauf en ce qui concerne les colis réexpédiés ou renvoyés à l'origine.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque office prenant part au transport par terre ou par mer.

No. 1961. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE, FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BETWEEN INDO-CHINA AND THE STRAITS SETTLEMENTS. SIGNED AT KUALA-LUMPUR, MAY 3, AND AT HANOI, AUGUST, 23, 1928.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place February 25, 1929.

The Post Office of the Straits Settlements and the Post Office of Indo-China agree to effect a regular direct exchange of parcels between the Straits Settlements and Indo-China.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Indo-China posted in the Straits Settlements shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the Straits Settlements posted in Indo-China shall not exceed 10 kg. in weight, 1.065 metres in length and 1.83 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

1. Pour les colis expédiés d'un des deux pays pour être distribués dans l'autre, le droit de transport territorial est fixé pour les Straits-Settlements à 0 franc 80, 1 fr. 40, 2 fr. et 3 fr., correspondant aux coupures de poids de 1, 3, 5 et 10 kg. et pour l'Indochine à 0 fr. 85, 1 fr. 25 et 2 fr. 05 correspondant aux coupures de poids de 1, 5 et 10 kg., sauf en ce qui concerne les colis originaires ou à destination des bureaux éloignés de l'Indochine. (Une liste de ces derniers bureaux sera fournie par l'Administration indochinoise) pour lesquels les taxes territoriales indochinoises sont fixées à 1 fr. 35, 1 fr. 75 et 2 fr. 55 (1 kg., 5 kg. et 10 kg.) et pour les colis originaires ou à destination des bureaux du territoire de Kouang-tchéou-wan pour lesquels elles sont de 1 fr. 10, 1 fr. 65 et 2 fr. 80 (1 kg., 5 kg. et 10 kg.).

2. Chacune des deux administrations reçoit pour n'importe quel service maritime qu'elle fournit une bonification maritime fixée à 0 fr. 35, 0 fr. 60 et 1 fr. 10 pour les coupures de poids de 1, 5 et 10 kg.

Article 5.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES FRAIS.

Les droits de douane ou autres droits non postaux doivent être acquittés par les destinataires des colis.

Article 6.

PROHIBITIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les cartouches métalliques chargées, les fusées et les allumettes) ;

b) Des objets obscènes ou immoraux ;

c) Des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de Douane ou autres.

d) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle ou personnelle ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis.

(Il est cependant permis d'insérer dans un colis la facture ouverte se rapportant au contenu de l'envoi et une copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.)

e) Des animaux vivants, les abeilles exceptées qui doivent être enfermées dans des boîtes de façon que les agents soient à l'abri de tout danger et puissent en vérifier facilement le contenu.

2. Il est interdit d'expédier des billets de banque, des pièces monnayées, des objets d'or ou d'argent manufacturé ou non, et autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Les colis qui auraient été admis à tort à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, l'Office expéditeur doit être informé d'une manière précise du traitement appliqué au colis.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle ou personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi à l'Office d'origine.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses, et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Office d'origine. L'Administration qui les a trouvés dans les envois en dispose conformément à ses règlements intérieurs.

Article 4.

1. For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the Straits Settlements territorial rates shall be francs 0.80, 1.40, 2.00 and 3.00 for parcels not exceeding 1, 3, 5, and 10 kg. respectively : and the Indo-China territorial rates shall be francs 0.85, 1.25 and 2.05 for parcels not exceeding 1, 5, and 10 kg. respectively for parcels addressed to all places except distant offices (a list of which shall be furnished by the Indo-China Administration) for which the Indo-China territorial rates shall be francs 1.35, 1.75, and 2.55 for parcels not exceeding 1, 5, and 10 kg. respectively, and for offices in the Territory of Kouang-tcheou-wan for which the Indo-China territorial rates shall be francs 1.10, 1.65, and 2.80 for parcels not exceeding 1, 5, and 10 kg. respectively.

2. Each of the two Administrations shall be entitled to receive the credits for any sea service which it provides at the rate of francs 0.35, 0.60, and 1.10 for parcels not exceeding 1, 5, and 10 kg. respectively.

Article 5.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 6.

PROHIBITIONS.

It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send bank notes, coins, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit assurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the Office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the Office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the Office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the Office of origin; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article 7.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception du colis dans les conditions fixées pour les objets de correspondance postale par l'article 49 de la Convention de Stockholm.

Article 8.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié par suite du changement de résidence du destinataire dans le pays de destination. L'administration de ce pays peut percevoir les frais de réexpédition fixés par son règlement intérieur. De même un colis peut être réexpédié d'un des deux pays qui sont parties dans le présent arrangement sur un autre pays, pourvu que le colis satisfasse aux conditions requises pour le nouvel acheminement et que l'affranchissement supplémentaire soit payé au moment de la réexpédition ou qu'une pièce témoigne que le destinataire le paiera.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

2. Les frais supplémentaires dûs pour la réexpédition et non acquittés par le destinataire ou son représentant ne sont pas annulés en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, mais ils sont recouvrés soit par le destinataire soit sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement des frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 9.

COLIS MAL DIRIGÉS.

Les colis reçus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition doivent être traités conformément aux dispositions de l'article 16, Sections 1 et 2 du Règlement d'exécution.

Article 10.

REBUTS.

1. En l'absence d'une demande spéciale de l'expéditeur les colis qui n'ont pu être distribués sont renvoyés à l'origine à l'expiration du délai de garde fixé par les règlements du pays de destination sans notification préalable et aux frais de l'expéditeur.

2. L'expéditeur peut demander au moment du dépôt qu'en cas de non livraison son colis soit :

- a) Considéré comme abandonné ;
- b) Présenté à une seconde adresse dans le pays de destination.

Aucune autre demande n'est admise. Si l'expéditeur désire user de cette faculté, sa demande doit être inscrite sur le bulletin d'expédition et sur le colis et être conforme ou affecter l'une des formes suivantes : Si le colis ne peut être distribué, « il en est fait abandon » ou « le livrer à »

3. Les frais dus pour les colis non délivrés renvoyés à l'origine sont recouvrés selon les dispositions de l'article 24.

Article 7.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for a parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union (Article 49 of the Stockholm Convention).

Article 8.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

The sender by means of a suitable entry on the despatch note and on the parcel, is entitled to forbid any redirection.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 9.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 16, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 10.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to ” The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 24.

Article 11.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux parties contractantes s'engagent à intervenir auprès des Administrations des Douanes de leur pays pour que soient annulés les droits de douane frappant les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 12.

VENTE — DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. Si pour une cause quelconque la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 13.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pas pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'Office de destination qui les traite d'après sa législation.

Article 14.

COLIS VALEUR DÉCLARÉE — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis avec valeur déclarée sont admis jusqu'à la limite d'une valeur de 2.000 francs-or.
2. Un droit d'assurance, à fixer par l'Office d'origine est perçu par tranche de 12 livres ou 300 francs-or du montant de la valeur déclarée.

Article 15.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu du colis et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 16.

RESPONSABILITÉ POUR PERTES OU DOMMAGES.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations répondent de la perte des colis et de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de leur contenu ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Pour les colis ordinaires, le montant de l'indemnité ne peut excéder 10 francs par colis jusqu'au poids de 1 kg. (3 livres), 25 francs par colis de 1 à 5 kg. (11 livres), et 40 francs par colis de 5 à

Article 11.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 12.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 13.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 14.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,000 francs (Gold).
2. An insurance fee, to be fixed by the Office of origin, shall be charged for each £12 or 300 francs or part thereof of the insured value.

Article 15.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 16.

RESPONSIBILITY FOR LOSS OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding

10 kg. (22 livres). Pour les colis avec valeur déclarée, le montant de l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans les cas où la perte, l'avarie ou la spoliation intervient dans les services du pays de destination, cet Office doit payer l'indemnité au destinataire à ses frais et sans consulter l'Office d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'indemnité.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète du colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes de transport.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance restent acquis aux Administrations postales.

Article 17.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

Les deux Administrations sont déchargées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 6 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis contenant des pierres précieuses, bijouterie ou autres articles d'or ou d'argent ayant une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs) et qui n'ont pas été emballés conformément aux indications de l'article 6 paragraphe 3 du Règlement d'exécution ;
- g) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai d'un an.

Article 18.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux Administrations cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les destinataires ou leurs représentants ont pris livraison sans formuler de réserves.

Article 19.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'Office d'origine sauf dans les cas indiqués à l'article 16 paragraphe 1, où le paiement est fait par l'office de destination. L'office d'origine peut cependant, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'office de destination à traiter avec le destinataire. L'office payeur conserve un droit de recours contre l'office responsable.

five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Office of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Office of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees shall be retained by the Postal Administrations.

Article 17.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

(a) In cases beyond control (*force majeure*) ;

(b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 6 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

(g) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period of one year.

Article 18.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 19.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Office of origin except in the cases indicated in Article 16, Section 1, where payment is made by the Office of destination. The Office of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Office of destination to settle with the addressee. The paying Office retains the right to make a claim against the Office responsible.

Article 20.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'un an à compter du jour suivant le dépôt de la réclamation.
2. L'Office d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre office si ce dernier, dûment informé de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.
3. L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal.

Article 21.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Office qui, ayant reçu le colis de l'autre office sans formuler de réserves et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni s'il y a lieu, la transmission régulière à un autre office.
2. Dans le cas d'un colis expédié d'un des deux pays pour être délivré dans l'autre, si la perte, la spoliation ou l'avarie a lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est produit, les deux administrations supportent le dommage par parts égales.
3. Le même principe est, autant que possible, appliqué quand d'autres administrations sont en cause dans l'acheminement d'un colis. Toutefois, pour les colis expédiés en transit par l'un des deux offices à travers l'autre, en aucun cas, ceux-ci ne sont tenus pour responsables quand la perte, la spoliation ou le dommage se produisent dans un service n'admettant pas de responsabilité.
4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.
5. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.
Toutefois, si ultérieurement un colis considéré comme perdu et retrouvé entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 22.

REVERSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'OFFICE EXPÉDITEUR.

L'office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué en conformité de l'article 19, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de moins de trois mois après notification du paiement. Le montant est repris d'office sur l'office responsable dans les comptes prévus à cet effet à l'article 22 paragraphe 2 du Règlement d'exécution.

L'office dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité est tenu de prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 20.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The despatching Office is authorized to settle with the sender on behalf of the other Office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The despatching Office may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 21.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Office which, having received the parcel from the other Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation, prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following Office, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 22.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE DESPATCHING OFFICE.

The Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 19 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 22, paragraph 2 of the Detailed Regulations.

The Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 23.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays pour être distribué dans l'autre, l'office expéditeur doit allouer à l'office destinataire les bonifications qui lui reviennent en vertu des stipulations de l'article 4.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays en transit par l'autre, l'office expéditeur alloue à l'autre office les bonifications dues pour le transport et l'assurance du colis.

Article 24.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays sur l'autre, l'Office réexpéditeur reprend sur l'autre office les droits qui lui sont dûs ainsi que ceux revenant à tout autre administration participant à la réexpédition ou au renvoi.

Article 25.

FRAIS POUR RÉEXPÉDITION ET RENVOI A L'ORIGINE.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 8 paragraphe 2 est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 26.

DROITS.

Le droit d'affranchissement des avis de réception prévus à l'article 7 est acquis en entier à l'office qui l'a reçu.

Article 27.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Office d'origine doit allouer à l'office de destination pour son service territorial une taxe de 5 centimes par fraction indivisible de 300 francs de valeur déclarée sauf pour les colis à destination du territoire de Kouang-tchéou-wan pour lequel cette taxe est portée à 15 centimes. Si l'office de destination assure le service maritime, l'office expéditeur lui alloue une taxe additionnelle de 10 centimes par fraction indivisible de 300 francs de valeur déclarée.

Article 28.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et centimes or tels qu'ils sont définis par la Convention postale de Stockholm.

2. Les colis ne peuvent pas être soumis à d'autres charges que celles énumérées dans le présent arrangement sauf entente entre les deux administrations.

Article 23.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Article 4.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 24.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Office shall claim from the other the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

Article 25.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 8, section 2 shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 26.

FEES.

The fees for Advices of Delivery referred to in Article 7 shall be retained in full by the Office which has collected them.

Article 27.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the despatching Office shall allow to the Office of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof, except for offices in the Territory of Kouang-Tcheou-Wan for which an additional credit of 15 centimes for each 300 francs of insured value is payable. If the Office of destination provides the sea service, the despatching Office shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 28.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of Stockholm.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires, suspendre temporairement le service des colis soit entièrement, soit partiellement, à la condition d'en donner immédiatement avis, si nécessaire est, par télégraphe, à l'autre administration.

4. Les deux Administrations ont arrêté en plein accord le Règlement d'exécution qui suit pour assurer l'exécution du présent arrangement. De plus amples instructions de détail, non incompatibles avec les dispositions générales de cet arrangement et non prévues dans le Règlement d'exécution, peuvent être prises de temps en temps après mutuel consentement.

5. La réglementation intérieure des *Straits-Settlements* et de l'Indochine reste applicable en ce qui concerne les cas non prévus par les dispositions contenues dans le présent arrangement ou dans le Règlement d'exécution.

Article 29.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date à fixer après accord entre les deux administrations et restera valable pendant une période d'un an après la date à laquelle il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait en double à Kuala-Lumpur, le troisième jour de mai 1928, et à Hanoï, le vingt-troisième jour d'août 1928.

(Signé) A. CALDECOTT.

*Secretary for Postal Affairs,
S. S. and F. M. S.*

Direction des Finances,

18 août 1928.

2189

*Le directeur des postes, des télégraphes
et des téléphones de l'Indochine,*

(Signé) WALTER.

Direction du Contrôle financier,

20 août 1928.

10474

Indochine.

(Signé) DELFOUR.

N. 3248.

Approuvé :

Hanoï, le 23 août 1928.

Le gouverneur général de l'Indochine,

(Signé) René ROBIN.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of the Straits Settlements and Indo-China shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 29.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the third day of May 1928 and at Hanoi the twenty-third day of August 1928.

(Signed) A. CALDECOTT,
Secretary for Postal Affairs,
S. S. and F. M. S.

The director of Posts, Telegraphs and
Telephones of Indo-China.
(Signed) WALTER.

RÈGLEMENT D'EXECUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX ENTRE LES STRAITS-SETTLEMENTS ET L'INDOCHINE DATÉ DE 1928.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont confiés par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont dispose l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. — FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés après accord entre les deux administrations.

2. Les colis doivent être échangés entre les deux pays dans des sacs dûment assujettis et scellés.

En l'absence de toute convention contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants, en transit par l'autre, est effectuée « à découvert ».

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange de départ et le bureau d'échange d'arrivée doit être fixée sur la gorge de chaque sac, le nombre de colis contenus dans le sac figurant au verso de l'étiquette.

4. Le sac contenant les bulletins d'expédition et autres documents doit être étiqueté distinctement.

5. De même, les colis avec « valeur déclarée » doivent être expédiés dans des sacs à part ; les étiquettes de ces sacs doivent être l'objet d'une marque distinctive arrêtée d'accord entre les deux administrations.

6. Le poids d'un sac de colis ne doit pas excéder 36 kg. (80 livres) au total.

7. Les colis sont expédiés dans des sacs fournis par l'Administration du pays d'origine. Les sacs doivent être retournés vides par le pays destinataire, par le plus prochain courrier.

8. Le nombre de sacs ainsi retournés est consigné sur une feuille de route.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque Administration doit communiquer à l'autre un tableau indiquant :

- a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut faire parvenir les colis,
- b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée dans son territoire ou dans son service,
- c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés,

d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis, ainsi que tous autres documents indispensables.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE STRAITS SETTLEMENTS
AND INDO-CHINA DATED 1928.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctively labelled.

5. Similarly, insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

7. Parcels shall be despatched in bags supplied by the Administration of the country of origin. The bags shall be returned empty by the country of destination by the next mail.

8. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other by means of a Table :

- (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
- (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
- (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;
- (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Chaque administration doit, en outre, faire connaître à l'autre quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis en transit par son territoire, sauf le cas où le nombre de ces colis est insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

En fixant les taxes des colis chaque Administration aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs qui pourront convenir à sa propre monnaie.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractère latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier de manière qu'elle ne puisse s'en détacher. L'expéditeur doit être invité à insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire avec mention de la sienne propre ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du trajet et à la protection de son contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres colis doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

c) Être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Article 6.

EMBALLAGE SPÉCIAL.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière spongieuse en quantité suffisante pour absorber tout le liquide en cas de bris de l'emballage.

2. Les matières colorantes telles que l'aniline, etc. ne sont admises que renfermées dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux emballages ; les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans une enveloppe en toile ou en parchemin.

3. Les colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des articles d'or ou d'argent ayant une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 fr.) doivent être emballés dans des boîtes ne mesurant pas plus de 3 pieds 6 pouces (1 m. 065) en longueur et pourtour combinés.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformément aux règlements du pays destinataire ; les déclarations en douane doivent être solidement fixées au bulletin d'expédition.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

(c) Be sealed either by means of impressions of the same seal in wax, or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box &c.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.065 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Toutefois, un seul bulletin d'expédition et une unique déclaration en douane peuvent servir pour deux ou trois colis ordinaires (mais pas plus) expédiés en même temps par un expéditeur à un même destinataire. Cette faculté n'est pas applicable aux colis avec « valeur déclarée. »

3. Les deux administrations n'acceptent aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter la mention très apparente « Avis de réception » ou « A. R. » Le bulletin d'expédition doit être annoté de la même manière.

2. Ces colis doivent être accompagnés d'une formule identique à celle qui est annexée au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union Postale. Cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice et fixée au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en dresse d'office un duplicata.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli « la formule », la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsqu'un expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément aux règles édictées à l'article 9 ci-après. Dans ce cas il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule les mots « Duplicata de l'avis de réception, etc. »

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine remplit une formule de réception qu'il attache à une formule d'enquête revêtue des timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union Postale.

La formule d'enquête accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les règles édictées à l'article 19 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau destinataire retire la formule d'enquête et renvoie l'avis de réception à l'origine, de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Chaque colis avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite en caractères latins et en chiffres arabes sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration doit, en outre, être converti en francs-or par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux représentant le montant de l'assurance dans la monnaie du pays d'origine.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R." The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by the other office appointed by the despatching Administration; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'avis de reception, etc."

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 19 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This statement must be shewn both in Roman characters and in Arabic figures without erasure or correction even if certified. The amount of the Insurance shall in addition be converted into gold francs by the Office of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

The amount of the gold franc equivalent must be heavily underlined in coloured pencil.

Article 11.

ETIQUETTES, TIMBRES.

Chaque colis avec valeur déclarée ainsi que son bulletin d'expédition doivent porter une étiquette rouge avec l'indication « *Insured* » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et les timbres-poste qui y sont apposés doivent être espacés suffisamment de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'enveloppe. En outre, les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'enveloppe, de manière à ne pas en cacher la bordure.

Article 12.

SCELLEMENT DES COLIS « VALEUR DÉCLARÉE. »

Les expéditeurs des colis avec valeur déclarée doivent apposer sur le bulletin d'expédition une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale de l'expéditeur prévue à l'article 5, paragraphe C.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS « VALEUR DÉCLARÉE. »

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par le bureau d'origine.

- a) Sur l'adresse du colis,
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 14.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau expéditeur. Le même bureau de dépôt ne doit pas utiliser en même temps deux ou trois séries d'étiquettes sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 15.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition doit être frappé par le bureau de dépôt, du côté de l'adresse, d'un timbre indiquant le lieu et la date de l'expédition.

Le bureau d'origine doit indiquer, en outre, la coupure de poids du colis ou le poids de ce colis en livres ou en kg.

Article 16.

RÉEXPÉDITION.

I. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres frais non postaux par l'office réexpéditeur ; lorsqu'un office renvoie un tel colis à l'office dont il l'a directement reçu, il doit lui restituer les bonifications qui lui ont été faites et signaler l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication "Insured" or "valeur déclarée" in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

The senders of insured parcels shall furnish the relative Despatch Note with an exact reproduction of the seal or special mark referred to in Article 5, paragraph C.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Office of origin:

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

The Office of origin shall show moreover to which step of the scale the parcel belongs or its weight in lbs or in kilogrammes.

Article 16.

RE-TRANSMISSION.

1. The Office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it. When an Office returns such a parcel to the Office from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

Dans les autres cas, et si la somme bonifiée est insuffisante pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, le bureau réexpéditeur doit allouer à l'office auquel il remet le colis, les frais que comporte le nouvel acheminement ; il se crédite ensuite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont il a directement reçu le colis en fausse direction.

Le motif de cette reprise doit être notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour cette raison, être renvoyé au pays d'origine, l'office qui restitue le colis doit allouer à celui qui le lui a livré, les bonifications qu'il en a reçues.

3. Les frais d'un colis réexpédié par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, dans un pays avec lequel les Straits-Settlements ou l'Indochine ont un service de colis postaux doivent être réclamés à l'administration à laquelle le colis est adressé, à moins que le port ne soit payé au moment de la réexpédition, auquel cas le colis doit être distribué comme s'il avait été adressé directement par le pays de réexpédition au nouveau pays destinataire.

4. Tout colis doit être réexpédié dans son emballage primitif et être accompagné du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif doivent être inscrits sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

Article 17.

COLIS RETOURNÉS OU NON DISTRIBUÉS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être distribué a formulé une demande non prévue à l'article 10 Section 2 de la Convention, l'Office de destination n'est pas tenu d'y accéder, mais il doit renvoyer le colis au bureau d'origine, après le délai de garde prescrit, par les règlements du pays de destination.

2. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer d'une manière claire et concise le motif de la non-remise. Cette information peut être manuscrite ou fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette.

3. Un colis à renvoyer à l'expéditeur doit faire l'objet d'une inscription sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations. » Il doit être traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 18.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 12 de la Convention, il est établi un procès-verbal de vente ou de destruction dont une copie, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente sert en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur qui supporte les frais d'envoi.

Article 19.

RÉCLAMATIONS DE COLIS.

Pour les réclamations concernant les colis qui n'ont pas été distribués, il est fait usage d'une formule conforme au spécimen annexé au règlement d'exécution de la Convention des colis postaux

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Office shall allow to the Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received.

The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Office which sends the parcel back shall allow to the Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the Straits Settlements or Indo-China has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the Office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 10, section 2, of the Agreement, the Office of destination need not comply with it but may return the parcel to the Office of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word "Rebut" in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 12 of the Agreement a report of the sale or destruction shall be prepared of which one copy together with the Despatch Note shall be forwarded to the Office of origin.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Office of origin for payment to the sender on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal

de l'Union Postale Universelle. Ces formules doivent être envoyées aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et être traitées dans la forme convenue entre les deux administrations.

Article 20.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Tous les colis doivent être inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une « feuille de route » dont le spécimen est annexé au règlement d'exécution de la Convention des colis postaux de l'Union Postale Universelle. Les bulletins d'expédition, déclarations en douane, avis de réception, etc. doivent y être joints.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur doit numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, en mentionnant autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire transporteur.

Le dernier numéro de l'année écoulée doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier soit de colis soit de sacs vides, le bureau d'échange doit vérifier les colis et les différents documents qui les accompagnent, ou les sacs vides, selon le cas, à l'aide des renseignements figurant sur la feuille de route et, s'il y a lieu, signaler les objets manquants ou autres irrégularités constatées au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute différence dans les bonifications et dans les comptes doit être notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification acceptés doivent être fixés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent.

Les corrections faites sur les feuilles de route et non appuyées des pièces justificatives ne sont pas considérées comme valables.

Article 22.

COMPTES DES SOMMES.

1. Chaque Administration fait établir mensuellement par ses bureaux d'échange pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration sur un compte qui, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et des bulletins de vérification y afférents est adressé à l'administration correspondante dans le courant du mois suivant celui auquel il se rapporte.

3. Les états mensuels après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre doivent être récapitulés sur un compte général trimestriel établi par l'office créditeur.

Article 23.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le paiement du solde de la balance du compte est fait par l'administration débitrice à l'administration créditrice conformément aux prescriptions de la Convention de l'Union Postale pour la liquidation des balances des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général et le paiement du solde de la balance de ce compte doivent être effectués dans le plus bref délai possible et au plus tard dans le délai de trois

Postal Union. These forms shall be forwarded to the Offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 20.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Customs Declarations, Advices of Delivery etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 21.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 22.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall cause each of its Offices of Exchange to prepare monthly for all the Parcel Mails received from the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which, accompanied by the monthly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which it relates.

3. The monthly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in a general quarterly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 23.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three

mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Ce délai écoulé, les sommes dues par une administration à l'autre portent intérêt au taux annuel de 7 pour cent à courir de l'expiration du terme susvisé.

Article 24.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque Administration doit fournir à l'autre tous renseignements nécessaires sur les points de détail en rapport avec la marche du service.

Article 25.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en application le jour où l'arrangement des colis postaux sera mis en vigueur et il aura la même durée que l'arrangement. Les Administrations intéressées auront toutefois la faculté par consentement réciproque d'en modifier les détails de temps en temps.

Fait en double à Kuala-Lumpur, le troisième jour de mai 1928, et à Hanoï, le vingt-troisième jour d'août 1928.

(Signé) A. CALDECOTT,
Secretary for Postal Affairs,
S. S. and F. M. S.

Direction des Finances,
18 août 1928.
2189

*Le directeur des postes, des télégraphes
et des téléphones de l'Indochine,*
(Signé) WALTER.

Direction du Contrôle financier,
20 août 1928.

10474
Indochine.

(Signé) DELFOUR.

N. 3248.

Approuvé :

Hanoï, le 23 août 1928.

Le Gouverneur général de l'Indochine,
(Signé) René ROBIN.

months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 24.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Kuala-Lumpur the third day of May 1928 and at Hanoi the twenty-third day of August 1928.

(Signed) A. CALDECOTT.
Secretary for Postal Affairs,
S. S. and F. M. S.

The Director of Posts, Telegraphs and
Telephones of Indo China.
(Signed) WALTER.

N° 1962.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET MEXIQUE

Accord pour l'échange des mandats-
poste. Signé à Londres, le 24 sep-
tembre, et à Mexico, le 24 octobre
1928.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND MEXICO

Agreement for the Exchange of
Money Orders. Signed at London,
September 24, and at Mexico,
October 24, 1928.

No. 1962. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE UNITED STATES OF MEXICO, FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 24, AND AT MEXICO, OCTOBER 24, 1928.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 février 1929.

Article I.

In this Agreement the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Article II.

Between Great Britain on the one hand and the United States of Mexico on the other hand there shall be a regular exchange of ordinary Money Orders. Telegraph Money Orders shall not be allowed.

Article III.

The Money Order Service between the contracting Administrations shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Great Britain the Office of Exchange shall be that of London and on the part of Mexico that of the City of Mexico.

Article IV.

Each of the contracting Administrations shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration.

The conversion into the gold money of Mexico of sums advised under this Agreement for payment in Mexico shall be effected at the British Office of Exchange, and the conversion into British money of sums advised for payment in Great Britain shall be effected by the Mexican Office of Exchange.

Article V.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. This maximum shall not

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1962. — CONVENIO PARA EL CAMBIO DE GIROS POSTALES ENTRE LA DIRECCIÓN GENERAL DE CORREOS DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y LA ADMINISTRACIÓN GENERAL DE CORREOS DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA SEPTENTRIONAL. FIRMADO EN LONDRES, EL 24 DE SEPTIEMBRE, Y EN MÉXICO, EL 24 DE OCTUBRE DE 1928.

English and Spanish official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place February 25, 1929.

Artículo I.

En el presente Convenio, la expresión " Gran Bretaña " abarca la Irlanda Septentrional, las Islas del Canal y la Isla de Man.

Artículo II.

Entre los Estados Unidos Mexicanos por una parte y la Gran Bretaña por la otra, se establece un cambio regular de giros postales ordinarios. No se permitirán giros telegráficos.

Artículo III.

El servicio de giros postales entre las Administraciones contratantes, se desempeñará exclusivamente por la mediación de oficinas de cambio. Por parte de México, la oficina de cambio será la de la ciudad de México, y por parte de la Gran Bretaña, la de Londres.

Artículo IV.

Cada una de las Administraciones contratantes tendrá facultad para fijar, de tiempo en tiempo, el tipo de conversión aplicable a los giros postales emitidos por ella, con la condición de notificar ese tipo a la otra Administración.

La conversión a moneda oro de México de las sumas de que se hubiere dado aviso al tenor de este Convenio para su pago en México, se efectuará en la oficina de cambio británica, y la conversión en moneda británica de las sumas de que se hubiere dado aviso para su pago en la Gran Bretaña, se efectuará en la oficina de cambio mexicana.

Artículo V.

Cada una de las Administraciones contratantes tendrá facultad para fijar, de acuerdo con la otra, el importe máximo por el cual emitirá un giro postal sólo. La cantidad máxima no excederá

exceed £40 for Money Orders issued in Great Britain and payable in Mexico, or the nearest practical equivalent of that sum in Mexican currency for Money Orders issued in Mexico and payable in Great Britain.

Article VI.

Each of the contracting Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. The commission shall belong to the issuing Administration ; but the British Post Office shall allow to the Post Office of Mexico one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the amount of Money Orders issued in Great Britain and paid in Mexico, and the Post Office of Mexico shall make a similar allowance to the British Post Office for Money Orders issued in Mexico and paid in Great Britain.

Article VII.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a penny or of five centavos.

Article VIII.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the Firm or Company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article IX.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article X.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article XI.

Repayment of an Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid, nor will be paid, and that the said Office authorises the repayment.

de £40 tratándose de giros postales emitidos en la Gran Bretaña y pagaderos en México, o el equivalente práctico de esa suma en moneda mexicana tratándose de giros postales emitidos en México y pagaderos en la Gran Bretaña.

Artículo VI.

Cada una de las Administraciones contratantes tendrá facultad para fijar, de tiempo en tiempo, las cuotas de comisión que deban cargarse a los giros postales que emita, siempre que comunique a la otra Administración su tarifa de cargos o cuotas de comisión establecida en virtud del presente Convenio. La comisión pertenecerá a la Administración emisora ; pero la Administración Británica cederá a la Administración de México la mitad del uno por ciento ($\frac{1}{2}$ por ciento) del importe de los giros postales emitidos en la Gran Bretaña y pagados en México, y la Administración de México hará igual cesión en favor de la Administración Británica por los giros emitidos en México y pagados en la Gran Bretaña.

Artículo VII.

En el pago de giros postales al público, no se considerarán fracciones ningunas de un penique o de cinco centavos.

Artículo VIII.

Se exigirá al solicitante de todo giro postal, que exprese, si fuere posible, el apellido completo y el nombre de pila o nombre personal (o a lo menos la inicial de un nombre de pila o nombre personal) tanto del remitente como del beneficiario, o el nombre de la Firma o Compañía que fueren remitentes o beneficiarios, y la dirección del remitente y del beneficiario. Si, con todo, no pudiere expresarse un nombre de pila o nombre personal o una inicial, podrá emitirse un giro pero a riesgo del remitente.

Artículo IX.

Si se extraviare o perdiere un giro postal, se concederá la emisión de un duplicado a solicitud por escrito del beneficiario (que contenga los pormenores necesarios) dirigida a la oficina principal de giros postales del país en el cual hubiere sido pagadero el giro original ; y, a menos que haya razón para creer que el giro original se haya perdido durante su transmisión por la vía postal, la Administración que expida el duplicado tendrá derecho a percibir la misma cuota que fuere de cargarse conforme a sus Reglamentos interiores.

Al recibirse del remitente una solicitud que contenga tales pormenores, se darán instrucciones para suspender el pago de un giro postal.

Artículo X.

Cuando se desee que se corrija algún error en el nombre de un destinatario o que se reintegre al remitente el importe de un giro postal, el remitente lo solicitará de la Oficina Principal del país en que el giro haya sido emitido.

Artículo XI.

En ningún caso se hará el reintegro de un giro, sino hasta haberse cerciorado, por medio de la Oficina Principal del país en que ese giro deba pagarse, de que el giro no se ha pagado ni se pagará y de que la dicha Oficina autorice el reintegro.

Article XII.

A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article XIII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the paying Office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the Office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of a "Through" Money Order (see Article XX) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner.

Article XIV.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XV.

The Mexican Office of Exchange shall communicate to the British Office of Exchange particulars of the sums received for payment in Great Britain, and the British Office of Exchange shall communicate to the Mexican Office of Exchange particulars of the sums received for payment in Mexico. Advice Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for this purpose, and every such List, always accompanied by a duplicate of the previous List, shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

Article XVI.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each year with No. 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially, the series commencing each year with No. 1.

Article XVII.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate List, duly certified as such.

Article XVIII.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

Artículo XII.

Un giro postal será pagadero durante doce meses contados desde un mes después del de emisión, y el importe de cada giro no pagado dentro de ese período se devolverá a la Administración del país que lo haya emitido, para que se le aplique el tratamiento que corresponda según los Reglamentos de ese país.

Artículo XIII.

El remitente de un giro postal podrá obtener aviso de pago del giro, pagando de antemano, en beneficio exclusivo de la Administración del país emisor, un derecho fijo igual al que se perciba en ese país por acuses de recibo de correspondencia certificada.

El aviso de pago se dará en una forma que esté de acuerdo o sea análoga al anexo modelo (Apéndice "A").

El aviso de pago lo extenderá la oficina pagadora y se enviará directamente al remitente, ya por la oficina pagadora, ya por la de cambio del país pagador.

El aviso de pago de un giro "Directo" (véase el artículo XX) se enviará por conducto de las oficinas de cambio de ambos países, y cualquiera solicitud de aviso de pago que se hiciere con posterioridad a la emisión del giro será remitida de la misma manera.

Artículo XIV.

Los giros postales enviados de un país al otro estarán sujetos, respecto a su emisión, a las disposiciones en vigor en el país de origen y, respecto al pago, a las disposiciones vigentes en el país de destino.

Artículo XV.

Las oficinas de cambio mexicanas comunicarán a las de cambio británicas los pormenores de las cantidades recibidas para su pago en la Gran Bretaña, y las oficinas de cambio británicas comunicarán a las de cambio mexicanas, los pormenores de las sumas recibidas para su pago en México. Listas de Aviso semejantes a las anexas formas "B" y "C" se usarán para ese fin, y cada una de esas Listas, acompañadas siempre de un duplicado de la Lista anterior, se remitirán por el primer correo disponible después de la emisión de los giros a que se refiera.

Artículo XVI.

Se numerarán por serie los giros postales registrados en las Listas de Aviso, empezando la serie cada año con el número 1. El número que lleve un giro postal en la Lista se denominará Número Internacional. Las Listas se numerarán asimismo por serie, empezando la serie cada año con el número 1.

Artículo XVII.

Cualquiera Lista de Aviso que falte, la reclamará inmediatamente la oficina de cambio a la cual debería haberse enviado. La Oficina de cambio remitente deberá, en tal caso, enviar sin demora a la oficina de cambio receptora una Lista duplicada, debidamente certificada como tal.

Artículo XVIII.

Cada Lista de Aviso será cuidadosamente revisada por la oficina de cambio a la que fuere enviada, y se corregirá si contiene un error manifiesto. Cualquiera corrección que se llevare al cabo, se comunicará a la oficina de cambio remitente.

If a List shews other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article XIX.

As soon as the Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amount specified in the List as payable in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying Offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

If payment in Mexico is made in silver, the Mexican Post Office shall make due allowance for any difference in value between Mexican gold and silver currencies.

Article XX.

If the Mexican Post Office desires to send Money Order remittances, through the medium of the British Post Office, to any of the countries with which the British Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Mexican Post Office shall advise the amount of any such " Through " Order to the British Office of Exchange, which will re-advise it to the country of payment.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Great Britain.

(c) The particulars of " Through " Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London, or on separate sheets, and the total amounts of the " Through " Orders shall be included in the totals of such Lists.

(d) The name and address of the payee of a " Through " Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Mexican Post Office shall allow to the British Post Office the same percentage (see Article VI) on " Through " Orders as on Orders payable in Great Britain, the British Office of Exchange crediting the Office of the country of payment with the same percentage for " Through " Orders as for Orders issued in Great Britain, and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the British Post Office.

(f) When the amount of a " Through " Order is repaid to the remitter the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the British Post Office desires to send Money Orders through the medium of the Mexican Post Office to any of the countries with which the Mexican Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Each Administration shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article XXI.

After the end of every month the Mexican Post Office shall prepare and forward to the British Post Office a List shewing particulars of every Order advised from Great Britain for payment in

Si constataren en una Lista otras irregularidades, la oficina de cambio que la reciba pedirá una explicación a la oficina de cambio expedidora, la cual dará esa explicación con la menor demora posible. Mientras tanto, la emisión de un giro postal interior relativo a cualquiera partida que resulte irregular, habrá de suspenderse.

Artículo XIX.

Tan pronto como llegue la Lista de Aviso a la oficina de cambio destinataria, esa oficina misma, después de revisar el contenido de la Lista, extenderá giros postales interiores en favor de los beneficiarios por las cantidades especificadas en la Lista como pagaderas en moneda del país de pago, y enviará luego esos giros postales interiores a los beneficiarios o a las oficinas pagadoras, de conformidad con los reglamentos vigentes en el país de pago.

Si el pago en México se hace en plata, la Administración Postal Mexicana deberá hacer concesión por cualquiera diferencia en valor entre la moneda oro y plata mexicanas.

Artículo XX.

Si la Administración de Correos Mexicana desea mandar remesas de giros postales por conducto de la Administración de Correos Británica a cualquiera de los países con los cuales la Administración de Correos Británica efectúa operaciones de giros postales, estará en libertad para hacerlo, siempre que se satisfagan las condiciones siguientes :

(a) La Administración de Correos Mexicana dará aviso del importe de cualquiera de esos giros postales " Directos " a la oficina de cambio británica, la cual repetirá el aviso de aquel importe al país de pago.

(b) Ningún giro de esos excederá del importe máximo fijado por el país de destino para los giros postales emitidos en la Gran Bretaña.

(c) Los pormenores de los giros postales " Directos " se anotarán con tinta roja al final de las Listas de Aviso ordinarias expedidas a Londres, o bien en hojas separadas, y los importes totales de los giros " Directos " se incluirán en los totales de dichas Listas.

(d) El nombre y dirección del beneficiario de un giro postal " Directo, " comprendiéndose asimismo el nombre de la ciudad y el del país de pago, se darán tan completos como fuere posible.

(e) La Administración de Correos Mexicana abonará a la Administración de Correos Británica, sobre los giros " Directos, " el mismo tanto por ciento (véase el Artículo VI) fijado sobre los giros postales pagaderos en la Gran Bretaña, abonando la oficina de cambio británica a la del país de pago, el mismo tanto por ciento por giros " Directos " que por giros emitidos en la Gran Bretaña, y, por sus servicios intermediarios, deducirá el importe de cada giro postal cuyo aviso se haya repetido, una comisión especial que fijará la Administración de Correos Británica.

(f) Cuando se reintegre al remitente el importe de un giro " Directo, " la comisión cargada por el servicio intermediario no se reembolsará.

Si la Administración de Correos Británica desea enviar giros postales por conducto de la Administración de Correos Mexicana a cualquiera de los países con los cuales la Administración de Correos Mexicana efectúa operaciones de giros postales, estará en libertad para hacerlo, bajo condiciones semejantes a las expuestas en los párrafos anteriores.

Cada Administración comunicará a la otra los nombres de los países con los cuales efectúa operaciones de giros postales, el límite del importe fijado por cada uno de ellos, y los tantos de comisión deducidos por sus servicios intermediarios.

Artículo XXI.

Después de cada mes, la Administración Mexicana extenderá y remitirá a la Administración Británica, una Lista en que consten los pormenores de cada giro de que haya dado aviso la Gran

Mexico which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during that period become forfeited (see Appendix D).

The British Post Office shall similarly furnish monthly to the Mexican Post Office a List shewing particulars of every Order advised from Mexico to Great Britain which has not been paid within twelve months after the end of the month of issue.

Article XXII.

After the end of every quarter the Mexican Post Office shall furnish to the British Post Office a Money Order Account (in duplicate), which shall include the following items :

(a) To the credit of Great Britain : The total of the Advice Lists which have been despatched from Mexico during the quarter—less the total amount of Orders authorised to be repaid in Mexico and the total amount of Mexican Orders which have become void during the quarter — and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent. on the amount of Orders paid in Great Britain.

(b) To the credit of Mexico : The total of the Advice Lists which have been despatched from London during the quarter—less the total amount of Orders authorised to be repaid in Great Britain and the total amount of British Orders which have become void during the quarter—and the allowance of $\frac{1}{2}$ per cent. on the amount of Orders paid in Mexico.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix E and shall be accompanied by detailed statements of the Lists forwarded in both directions during the quarter, and of the particulars of the Repaid and Void Orders (see forms F, G and H in the Appendix). One copy of the Account, duly accepted, shall be returned to Mexico.

Article XXIII.

The balance of the Account shall be shewn in the currency of the country to which it is due. In order that this may be done, the amount of the smaller credit shall be converted into the currency of the country with the larger credit at the average of the market rates of exchange current in the debtor country for the quarter to which the Account relates. The balance shall then be ascertained by the deduction of the smaller from the larger credit. These arrangements may be modified by agreement between the contracting Administrations when they shall consider it desirable.

Article XXIV.

Whenever during a quarter it is found that the Orders drawn upon one of the two countries exceed in amount by £1,000 or its equivalent in Mexican currency the Orders drawn upon the other, the latter shall at once send to the former as a remittance on account, the approximate amount in a round sum of the ascertained difference.

Article XXV.

When the Mexican Post Office has to pay to the British Post Office the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Accounts to the British Office of Exchange, and, when the British Post Office has to pay the balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Mexican Office of Exchange the duplicate of the Account accepted.

In the absence of other arrangements, such payments, as well as any payments required under the provisions of Article XXIV, shall be effected by means of drafts payable on demand in the

Bretaña para su pago en México, y que no habiendo sido pagado dentro de los doce meses siguientes al de su emisión, haya caducado durante ese período de tiempo (véase el Apéndice " D ").

La Administración Británica proporcionará igualmente cada mes a la Administración Mexicana, una Lista en que consten los pormenores de cada giro del que se haya dado aviso por México a la Gran Bretaña, y que no hubiere sido pagado dentro del plazo de doce meses después de expirar el mes de emisión.

Artículo XXII.

Después de cada trimestre, la Administración Mexicana suministrará a la Administración Británica un cuenta de giros postales (por duplicado), que comprenda las siguientes partidas :

(a) A favor de la Gran Bretaña : El total de las Listas de Aviso que hubieren sido expedidas de México durante el trimestre—menos el total importe de giros postales autorizados para su reintegro en México y el total importe de los giros postales mexicanos que se hubieren anulado durante el trimestre—y el abono de $\frac{1}{2}$ por ciento sobre el importe de giros postales pagados en la Gran Bretaña.

(b) A favor de México : El total de las Listas de Aviso que hubieren sido expedidas de Londres durante el trimestre—menos el total importe de giros postales autorizados para su reintegro en la Gran Bretaña y el total importe de los giros postales británicos que se hubieren anulado durante el trimestre—y el abono de $\frac{1}{2}$ por ciento sobre el importe de giros postales pagados en México.

La Cuenta de Giros Postales se extenderá en una forma semejante a la del Apéndice " E " e irá acompañada de estados detallados de las listas expedidas en ambas direcciones durante el trimestre, y de los pormenores de los giros postales reintegrados y anulados (véanse las formas " F ", " G " y " H " en el Apéndice). Un ejemplar de la Cuenta, debidamente aceptado, se devolverá a México.

Artículo XXIII.

El saldo de la Cuenta constará en moneda del país al cual se adeude. Para que esto pueda llevarse al cabo, el importe del crédito menor se convertirá en moneda corriente del país cuyo crédito sea mayor, al promedio de los tipos de cambio corrientes en el país deudor en el trimestre a que se refiera la cuenta. El saldo se comprobará entonces por medio de la deducción hecha en el crédito mayor del crédito menor. Esos arreglos pueden modificarse por acuerdo entre las Administraciones contratantes cuando ambas lo consideren así conveniente.

Artículo XXIV.

Siempre que, durante el trimestre, se descubra que los giros expedidos sobre uno de ambos países exceden de la cantidad de £1000 o de su equivalente en moneda mexicana respecto a los giros expedidos sobre el otro país, éste enviará inmediatamente a aquel, como abono a cuenta, la suma aproximada que importe en cantidad redonda la diferencia descubierta.

Artículo XXV.

Cuando la Administración de Correos de México tenga que pagar a la Administración de Correos Británica el saldo de la Cuenta General, lo hará al tiempo mismo en el que expida las cuentas a la oficina de cambio británica, y, cuando la Administración Postal Británica tenga que pagar el saldo, lo hará al tiempo mismo en que devuelva a la oficina de cambio mexicana el duplicado de la Cuenta aceptada.

Por falta de otros arreglos, esos pagos, así como cualesquiera otros requeridos al tenor de las disposiciones del artículo XXIV, se efectuarán por medio de giros pagaderos a la vista en la capital

capital or other commercial town of the creditor country and in the currency of that country. Other arrangements for the settlement of the balance may, however, be made by mutual consent.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article XXVI.

Should it appear at any time that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Great Britain, or in Mexico, for the transmission of large sums of money, or should other extraordinary circumstances justify it, the British Post Office or the Mexican Post Office, as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders, provided that notice of the suspension is immediately given to the other country, by telegraph if necessary.

Article XXVII.

Each of the contracting Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Administration.

Article XXVIII.

This Agreement shall supersede the Agreement¹ signed in London on the 4th day of February, 1904, and in Mexico on the 18th day of March, 1904. It shall come into operation on a date to be agreed upon and shall be terminable on a notice by either party of six calendar months.

Done in duplicate and signed in London on the 24th day of September, 1928, and in Mexico on the 24th day of October, 1928.

(L. S.) (Signed) W. MITCHELL-THOMSON.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 60.

u otra ciudad comercial del país acreedor y en la moneda del propio país. Podrán empero hacerse, de común acuerdo, arreglos distintos de los expresados para el ajuste del saldo.

Cualquiera cantidad que una Administración haya quedado debiendo a la otra al expirar el período de seis meses siguientes al período a que se refiera la cuenta respectiva, producirá desde esa fecha en adelante un interés a razón de 7 por ciento anual.

Artículo XXVI.

Si en cualquier tiempo llegare a descubrirse que los giros postales los están usando comerciantes u otras personas de la Gran Bretaña o de México, para la transmisión de gruesas sumas de dinero o bien si otras circunstancias extraordinarias lo justifican, la Administración Postal Británica o la Administración Postal Mexicana, en su caso, están autorizadas para aumentar la comisión y tendrán facultad aun para suspender, temporalmente, la emisión de giros postales, siempre que se dé aviso inmediatamente de la suspensión al otro país, por cable, si fuere menester.

Artículo XXVII.

Cada una de las Administraciones contratantes queda autorizada para establecer cualesquiera otras reglas adicionales (si no son contrarias a las que anteceden) para mayor seguridad contra el fraude o para mejorar el funcionamiento del sistema en lo general, siempre que así lo comunique y entere de tales reglas adicionales a la otra Administración.

Artículo XXVIII.

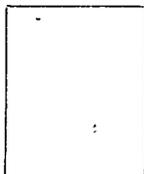
La presente Convención substituirá a la Convención firmada en Londres el día cuatro de febrero de 1904, y en México, el día dieciocho de marzo de 1904. Comenzará a regir en una fecha convenida y terminará a los seis meses de haberlo notificado alguna de las Partes contratantes a la otra.

Hecho por duplicado y firmado en Londres el día 24. de Septiembre de 1928, y en México, D.F., el día 24 de Octubre de 1928.

(L. S.) (*Signed*) C. HINOJOSA.

APPENDIX A.

Front (Recto).

Administration des postes de la Grande-Bretagne. <i>Post Office of Great Britain.</i>	Timbre du Bureau expéditeur.
Mandat No. } Money Order No. }	Avis de paiement. <i>Advice of Payment.</i>
Montant du mandat } Amount of Order }	
Emis par le bureau de <i>Issued by the Post Office of</i>	<i>Stamp of office of origin.</i>
.....	A
le } on the } 19....	To
au profit de } M.
payable to } à }	(Lieu de destination) <i>Place of destination</i>
at }
	SERVICE (Pays de destination) DES POSTES <i>Country of destination.</i>

Back (Verso).

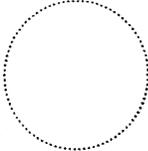
Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto <i>The undersigned certifies that the Money Order described on the other side</i>	
a été dûment payé le } <i>was duly paid on the } 19....</i>	
Timbre du bureau payeur. <i>Stamp of paying office.</i>	Signature *
	du destinataire ou de l'agent du bureau payeur <i>of the payee or of paying officer.</i>

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le <i>This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow</i> comportent, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à <i>it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.</i> l'expéditeur du mandat.	

Dimensions 105 × 148 mm.

APENDICE A.

Anverso (Recto).

Administration des postes de la Grande-Bretagne. <i>Administración Postal de la Gran Bretaña.</i>		Timbre du Bureau expéditeur
Mandat No. } Giro Postal No. }	Avis de payement. <i>Aviso de pago.</i>	
Montant du mandat } <i>Importe del giro</i> }		
émis par le bureau de <i>emitido por la oficina de correos de</i> }	A A.....	Sello de la oficina de origen
le } el } de 19....	(Lieu de destination) (<i>Lugar de destino</i>)
au profit de } Sr..... <i>pagadero a</i> }	
à } en }	SERVICE DES POSTES SERVICIO POSTAL	(Pays de destination) (<i>País de destino</i>)

Reverso (Verso).

Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto <i>El infrascrito declara que el giro postal descrito en el anverso</i>	
a été dûment payé le } <i>ha sido pagado debidamente el</i> } de 19....	
Timbre du bureau payeur. <i>Sello de la oficina pagadora.</i>	Signature (°) du destinataire ou de l'agent du bureau payeur <i>Firma</i> <i>del beneficiario o del empleado de correos pagador</i>

(°) Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le permettent, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat. <i>Este aviso debe firmarlo el beneficiario o, si las disposiciones reglamentarias del país destinario lo permiten, por el empleado de la oficina pagadora, y devuelto por el primer correo directamente al remitente del giro.</i>	

Dimensiones : 105 × 148 mm.

APPENDIX B.

Office Stamp.

Money Order Office,
Mexico City,
the..... of.....19....

List of Money Orders advised by Mexico to Great Britain.
List No. Sheet No.

Date of Issue	Inter-national number of the Money Order	Original number of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the remitter (and address if Advice of Payment is required)	Name of the person to whom the money is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in Mexico	Amount to be paid in Great Britain	Advice of Payment	For use by the British Office of Exchange	
										Ps.	£ s. d.

Entered by { 1.....
2..... }
Checked by { 1.....
2..... }

APPENDIX C.

Office Stamp.

Money Order Department,
G.P.O., London,
the..... of.....19....

List of Money Orders advised by Great Britain to Mexico.
List N.o. Sheet No.

Date of Issue	Inter-national number of the Money Order	Original number of the Money Order	Office at which the money was paid in	Name of the remitter (and address if Advice of Payment is required)	Name of the person to whom the money is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in Great Britain	Amount to be paid in Mexico	Advice of Payment	For use by the Mexican Office of Exchange				
										£ s. d.	Ps.	Cs.	Number of the Inter-national Order	Office of payment

Entered by { 1.....
2..... }
Checked by { 1.....
2..... }
Controller

APENDICE B.

Sello de la oficina.

Oficina de Giros Postales
Ciudad de México,.....de
..... de.....19...

Lista de Giros Postales de los que México ha dado aviso
a la Gran Bretaña

Hoja No.

Lista No.

Fecha de emisión	Número inter-nacional del giro postal	Número original del giro postal	Oficina en la que se pagó el giro	Nombre del remitente (y dirección si se requiere aviso de pago)	Nombre de la persona a quien debe pagarse el giro	Dirección de la persona a la que ha de pagarse el giro	Importe recibido en México			Importe pagadero en la Gran Bretaña	Aviso de pago	Para uso de la Oficina de cambio británica	
							Ps.	Cs.	£ s. d.			No. de Londres del giro postal	Oficina en la cual es pagadero

Registrado por { 1.....
2.....

APENDICE C.

Sello de la Oficina.

Administración General de Correos.
Departamento de Giros Postales.
Londres el..... de..... 19...

Lista de los Giros Postales de los que la Gran Bretaña
ha dado aviso a México,

Hoja No.

Lista No.

Fecha de emisión	Número inter-nacional del giro postal	Número original del giro postal	Oficina en la que se pagó el dinero	Nombre del remitente (y dirección si se requiere aviso de pago)	Nombre de la persona a quien debe pagarse la cantidad	Dirección de la persona a quien debe pagarse la cantidad	Importe recibido en la Gran Bretaña			Importe pagadero en México	Aviso de pago	Para uso de la oficina de cambio mexicana		Observaciones
							£	s.	d.			Número del giro interior	Oficina de pago	

Registrado por { 1.....
2..... Contralor.

APPENDIX D.

Month of.....19....

List of Money Orders advised from Great Britain and beyond for payment in Mexico during the month of.....19..., which have not been paid within twelve months after the expiration of the month of issue and have therefore become forfeited to the Country of issue.

International number of Order	Original number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount		Remarks
				Pesos	C.	

Month of.....19....

List of Money Orders advised from Mexico for payment in Great Britain and beyond during the month of.....19..., which have not been paid within twelve months after the expiration of the month of issue and have therefore become forfeited to the Country of issue.

International number of Order	Original number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	

APENDICE D.

Mes de.....de 19....

Lista de Giros Postales de los que se ha dado aviso de México para su pago en la Gran Bretaña y más allá durante el mes de.....de 19..., que no han sido pagados durante doce meses después de la expiración del mes de emisión y que, por consiguiente, han caducado para el país de emisión.

Número internacional del giro	Número original del giro	Fecha de emisión	Oficina de emisión	Importe			Observaciones
				£	s.	d.	

Mes de.....de 19....

Lista de Giros Postales de los que se ha dado aviso de la Gran Bretaña y más allá para su pago en México durante el mes de.....de 19..., que no han sido pagados dentro de doce meses después de la expiración del mes de emisión y que, por consiguiente, han caducado para el país de emisión.

Número internacional del giro	Número original del giro	Fecha de emisión	Oficina de emisión	Importe		Observaciones
				Pesos	Cs.	

APPENDIX E.

General Account of Money Order business transacted between Great Britain and Mexico for the Quarter ended 19...

Credit of Great Britain		Credit of Mexico	
£	s. d.	Ps.	Cs.
Total amount of Orders issued in Mexico.		Total amount of Orders issued in Great Britain	
To be deducted :	£ s. d.	To be deducted :	P. C.
Repaid Orders issued in Mexico		Repaid Orders issued in Great Britain	
Void Orders issued in Mexico		Void Orders issued in Great Britain	
Allowance of ½ per cent on total amount of Orders paid in Great Britain		Allowance of ½ per cent on total amount of Orders paid in Mexico	
Total credit of Great Britain		Total credit of Mexico	
Deduct credit of Mexico (converted at the rate of Pesos..... = £1)		Deduct credit of Great Britain (converted at the rate of £1 = pesos.....)	
Balance in favour of Great Britain		Balance in favour of Mexico	

APENDICE E.

Cuenta General de operaciones de Giros Postales efectuadas entre la Gran Bretaña y México en el trimestre que terminó el.....de.....de 19...

Crédito de la Gran Bretaña		Crédito de México	
£	s. d.	Ps.	Cs.
Importe total de giros emitidos en México . . . Tiene que deducirse :— Giros reintegrados emitidos en México Giros caducados emitidos en México		Importe total de giros emitidos en la Gran Bretaña Tiene que deducirse :— Ps. Cs. Giros reintegrados emitidos en la Gran Bretaña Giros caducados emitidos en la Gran Bretaña	
Comisión de ½ por ciento sobre el total importe de giros pagados en la Gran Bretaña		Comisión de ½ por ciento sobre el total importe de giros pagados en México	
Crédito total de la Gran Bretaña		Crédito total de México	
Menos crédito de México (convertido a razón de pesos..... = £1)		Menos crédito de la Gran Bretaña (convertido a razón de £1 = pesos.....)	
Saldo a favor de la Gran Bretaña		Saldo a favor de México	

APPENDIX F.

Quarter ended.....19....

Detailed Statement of Money Orders issued in Great Britain and payable in Mexico.

Number of List	Date of List	International numbers of the Orders according to the List		Total of the List	
		From	To	Pesos	Centavos
			Total		

Quarter ended.....19....

Detailed Statement of Money Orders issued in Mexico and payable in Great Britain.

Number of List	Date of List	International numbers of the Orders according to the List		Total of the List		
		From	To	£	s.	d.
			Total			

APENDICE F.

Trimestre terminado el.....de.....19....

Relación detallada de Giros Postales emitidos en México y pagaderos en la Gran Bretaña.

Número de Lista	Fecha de Lista	Números internacionales de los giros postales conforme a la Lista		Total de la Lista		
		De	A	£	s.	d.
			Total			

Trimestre terminado el.....de.....19....

Relación detallada de Giros Postales emitidos en la Gran Bretaña y pagaderos en México.

Número de Lista	Fecha de Lista	Números internacionales de los giros postales conforme a la Lista		Total de la Lista	
		De	A	Pesos	Cs.
			Total		

APPENDIX G.

List of Money Orders issued in Great Britain and beyond and payable in Mexico, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of payment and the total amount of which has been deducted from the credit of Mexico in the General Account for the Quarter ended.....19....

Number of List	Date of List	International number of Order	Original number of Order	Office of Issue	Amount in Mexican money		Remarks
					Pesos	Cs.	
				Total			

List of Money Orders issued in Mexico and payable in Great Britain and beyond, repayment of which has been authorised by the Administration of the Country of payment and the total amount of which has been deducted from the credit of Great Britain in the General Account for the Quarter ended 19....

Number of List	Date of List	International number of Order	Original number of Order	Office of Issue	Amount in British Money			Remarks
					£	s.	d.	
				Total				

APENDICE H.

Lista de Giros Postales emitidos en México sobre la Gran Bretaña y más allá, que han caducado y cuyo total se ha deducido del crédito de la Gran Bretaña en la Cuenta General correspondiente al trimestre terminado el.....de.....de 19....

Número de Lista	Fecha de Lista	Número internacional del giro postal	Número original del giro	Número de Londres	Fecha de emisión	Oficina de emisión	Importe en moneda británica		
							£	s.	d.
						Total			

Lista de Giros Postales emitidos en la Gran Bretaña y más allá sobre México, que han caducado y cuyo importe total se ha deducido del crédito de México en la Cuenta General correspondiente al trimestre terminado el.....de.....de 19....

Número de Lista	Fecha de Lista	Número internacional del giro postal	Número original del giro	Fecha de emisión	Oficina de emisión	Importe en moneda mexicana	
						Pesos	Cs.
					Total		

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1962. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE, POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 SEPTEMBRE, ET A MEXICO, LE 24 OCTOBRE 1928.

Article premier.

Dans le présent accord, l'expression « Grande-Bretagne » désigne la Grande-Bretagne proprement dite, l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Île de Man.

Article II.

Il est institué un service régulier pour l'échange des mandats-poste ordinaires entre la Grande-Bretagne, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part. Les mandats télégraphiques ne seront pas autorisés.

Article III.

Le service des mandats-poste institué entre les Administrations contractantes s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour la Grande-Bretagne, le bureau d'échange sera celui de Londres et pour le Mexique, celui de Mexico.

Article IV.

Chacune des deux administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats-poste émis par elles, à condition de notifier ce taux à l'autre administration.

La conversion, en monnaie-or mexicaine, de sommes ayant fait, aux termes du présent accord, l'objet d'un mandat de paiement au Mexique, sera effectuée au Bureau d'échange britannique, et la conversion en monnaie britannique de sommes ayant fait l'objet d'un mandat de paiement en Grande-Bretagne sera effectuée par le bureau d'échange mexicain.

Article V.

Chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum des mandats-poste qu'elle émettra. Ce montant maximum ne dépassera pas quarante livres sterling pour les mandats-poste émis en Grande-Bretagne et payables au Mexique, ou l'équivalent le plus rapproché de cette somme en monnaie mexicaine pour les mandats-poste émis au Mexique et payables en Grande-Bretagne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article VI.

Chacune des deux Administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de la commission à percevoir sur les mandats-poste qu'elle pourra émettre, à condition qu'elle communique à l'autre son tarif des taxes ou ses taux de commission établis aux termes du présent accord. La commission sera acquise à l'administration d'émission ; mais l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne allouera à l'Administration des Postes du Mexique un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant des mandats-poste émis en Grande-Bretagne et payés au Mexique, et l'Administration des Postes du Mexique accordera une commission semblable à l'Administration de la Grande-Bretagne pour les mandats-poste émis au Mexique et payés en Grande-Bretagne.

Article VII.

Pour le paiement des mandats-poste au public, il ne sera pas tenu compte des fractions d'un penny ou de cinq centavos.

Article VIII.

Tout expéditeur d'un mandat-poste sera tenu d'indiquer, si possible, les noms et prénoms (ou tout au moins l'initiale de l'un des prénoms) de l'expéditeur et du destinataire, ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Toutefois, si un prénom, ou l'initiale d'un prénom, ne peut pas être indiqué, le mandat-poste pourra néanmoins être émis aux risques et périls de l'expéditeur.

Article IX.

Si un mandat-poste est acheminé dans une fausse direction, ou perdu, il en sera délivré un duplicata, sur demande écrite (contenant les détails nécessaires), adressée par le destinataire au bureau central des mandats-poste du pays où le mandat original était payable et, à moins qu'il n'y ait des raisons de croire que le mandat original a été perdu au cours de la transmission par la poste, le bureau qui délivrera le duplicata sera autorisé à percevoir la taxe qui serait applicable selon ses règlements intérieurs.

Au reçu d'une demande de l'expéditeur, contenant des détails analogues, des instructions seront données en vue de suspendre le paiement d'un mandat-poste.

Article X.

Si l'expéditeur désire que le montant du mandat-poste lui soit remboursé, ou qu'une erreur commise quant au nom du destinataire soit rectifiée, il devra adresser une demande à cet effet au bureau central du pays où le mandat aura été émis.

Article XI.

Le remboursement d'un mandat-poste ne sera, en aucun cas, effectué avant que le bureau central du pays où ce mandat est payable, se soit assuré que le mandat n'a pas été payé et ne doit pas l'être, et avant que ledit bureau ait autorisé le remboursement.

Article XII.

Un mandat-poste sera payable pendant douze mois après l'expiration du mois d'émission, et le montant de tout mandat non payé à l'expiration dudit délai fera retour à l'administration du pays d'émission, qui en disposera conformément aux règlements en vigueur dans ledit pays.

Article XIII.

L'expéditeur d'un mandat-poste peut recevoir un avis de paiement du mandat-poste en acquittant à l'avance, au bénéfice exclusif de l'administration du pays d'émission, une taxe fixe équivalente à celle qui est perçue dans ledit pays pour les accusés de réception de la correspondance recommandée.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle ci-annexé (Annexe A).

L'avis de paiement sera préparé par le bureau payeur et envoyé directement à l'expéditeur, soit par le bureau de paiement, soit par le bureau d'échange du pays où s'effectue le paiement.

L'avis de paiement d'un mandat poste « en transmission » (voir article XX) sera envoyé par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays, et toute demande d'avis de paiement, présentée ultérieurement à l'émission du mandat, sera envoyée de la même manière.

Article XIV.

Les mandats-poste envoyés de l'un des deux pays dans l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et, en ce qui concerne le paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article XV.

Le Bureau d'échange du Mexique communiquera au Bureau d'échange de la Grande-Bretagne les détails afférents aux sommes, payables en Grande-Bretagne, qu'il aura reçues, et le Bureau d'échange de la Grande-Bretagne communiquera au Bureau d'échange du Mexique les détails afférents aux sommes, payables au Mexique, qu'il aura reçues. Des listes d'avis analogues aux formulaires « B » et « C » ci-annexés, seront utilisées à cette fin, et chacune de ces listes, toujours accompagnée d'un duplicata de la liste précédente, sera transmise par le premier courrier utilisable après l'émission des mandats-poste auxquels elle se rapporte.

Article XVI.

On donnera aux mandats-poste inscrits sur les listes d'avis un numéro d'ordre, en commençant chaque année par le numéro un ; le numéro porté sur la liste par le mandat sera désigné sous le nom de numéro international. On numérottera également les listes par série, en commençant chaque année par le numéro un.

Article XVII.

Toute liste d'avis manquante sera immédiatement réclamée par le bureau d'échange auquel elle aurait dû être envoyée. Le bureau d'échange expéditeur fera, dans chaque cas, parvenir, sans délai, au bureau d'échange destinataire, un duplicata de la liste dûment certifié conforme.

Article XVIII.

Chaque liste d'avis sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange auquel elle aura été envoyée et sera rectifiée si elle contient une erreur manifeste. Toute rectification sera communiquée au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste accuse d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur, qui devra les lui fournir aussi rapidement que possible. Dans l'intervalle, l'émission d'un mandat-poste intérieur afférent à toute inscription dont on aura découvert l'irrégularité, sera suspendue.

Article XIX.

Dès qu'une liste d'avis sera parvenue au bureau d'échange destinataire, celui-ci après en avoir vérifié le contenu, préparera, en faveur des destinataires, des mandats-poste intérieurs pour les montants indiqués, sur la liste, comme devant être payés dans la monnaie du pays de paiement, et transmettra ensuite ces mandats-poste intérieurs aux destinataires ou aux bureaux payeurs conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de paiement.

Si le paiement, au Mexique, s'effectue en monnaie-argent, l'Administration des Postes du Mexique tiendra dûment compte de toute différence de valeur entre la monnaie-or et la monnaie-argent mexicaines.

Article XX.

Au cas où l'Administration des Postes du Mexique désirerait envoyer des fonds par mandat-poste, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, à destination de l'un quelconque des pays avec lesquels l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne effectue des opérations de ce genre, elle aura la faculté de le faire, aux conditions ci-dessous :

a) L'Administration des Postes du Mexique fera connaître le montant de ces mandats-poste « en transmission » au bureau d'échange britannique qui retransmettra cet avis au pays de paiement

b) Aucun mandat de ce genre ne dépassera le montant maximum fixé par le pays de destination pour les mandats émis en Grande-Bretagne.

c) Le détail des mandats-poste « en transmission » figurera à l'encre rouge à la fin des listes d'avis ordinaires envoyées à Londres, ou sur des feuilles séparées, et les montants totaux des mandats « en transmission » seront compris dans les totaux de ces listes.

d) Le nom et l'adresse du destinataire d'un mandat « en transmission », y compris le nom de la ville et du pays de paiement seront indiqués, aussi complètement que possible.

e) L'Administration des Postes du Mexique allouera à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, la même commission (voir article VI) sur les mandats « en transmission » que sur les mandats payables en Grande-Bretagne ; le Bureau d'échange britannique portera au crédit de l'administration du pays de paiement la même commission pour les mandats « en transmission » que pour les mandats émis en Grande-Bretagne et, pour ses services d'intermédiaire, déduira du montant de chaque mandat retransmis, une commission spéciale qui sera fixée par l'Administration des postes de la Grande-Bretagne.

f) Lorsque le montant d'un mandat « en transmission » sera remboursé à l'expéditeur la commission perçue pour les services d'intermédiaire ne sera pas restituée.

Au cas où l'Administration des postes de la Grande-Bretagne désirerait envoyer des mandats-poste par l'intermédiaire de l'Administration des Postes du Mexique, à destination de l'un des pays avec lesquels l'Administration des Postes du Mexique effectue des opérations de ce genre, elle aura la faculté de le faire aux conditions stipulées dans les paragraphes précédents.

Chacune des deux administrations communiquera à l'autre le nom des pays avec lesquels elle effectue des échanges de mandats-poste, le montant maximum fixé pour chacun d'eux et les taux de commission qu'elle déduit pour ses services d'intermédiaire.

Article XXI.

A la fin de chaque mois, l'Administration des Postes du Mexique préparera et transmettra à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne une liste donnant le détail de tous les mandats dont avis aura été communiqué par la Grande-Bretagne pour paiement au Mexique, et qui, n'ayant pas été payés dans un délai de douze mois après l'expiration du mois d'émission, sont périmés et acquis au pays d'émission. (Voir Annexe D.)

L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne fournira également chaque mois à l'Administration des Postes du Mexique une liste donnant le détail de tous les mandats-poste dont avis aura été communiqué par le Mexique à la Grande-Bretagne, et qui n'auront pas été payés dans un délai de douze mois après l'expiration du mois d'émission.

Article XXII.

A la fin de chaque trimestre, l'Administration des Postes du Mexique transmettra à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne un décompte (en double exemplaire), afférent aux mandats-poste, qui contiendra les renseignements ci-après :

a) Au crédit de la Grande-Bretagne : le total des listes d'avis, expédiées du Mexique pendant le trimestre, — déduction faite du montant total des mandats dont le remboursement aura été autorisé au Mexique et du montant total des mandats du Mexique dont la validité aura expiré au cours du trimestre, — ainsi que la commission de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés en Grande-Bretagne.

b) Au crédit du Mexique : le total des listes d'avis, expédiées de Londres pendant le trimestre, — déduction faite du montant total des mandats dont le remboursement aura été autorisé en Grande-Bretagne et du montant total des mandats britanniques dont la validité aura expiré au cours du trimestre, — ainsi que la commission de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés au Mexique.

Le décompte afférent aux mandats-poste sera établi sur un formulaire analogue à celui de l'Annexe E, et sera accompagné des états détaillés des listes transmises dans les deux directions pendant le trimestre et des renseignements relatifs aux mandats remboursés et aux mandats annulés (voir les formulaires ci-annexés F. G. et H.). Un exemplaire du décompte dûment accepté sera retourné au Mexique.

Article XXIII.

Le solde du décompte sera exprimé dans la monnaie du pays auquel il est dû. A cet effet, le montant du crédit le moins élevé sera converti en la monnaie du pays dont le crédit sera le plus considérable, au taux moyen du cours du change dans le pays débiteur, pendant le trimestre auquel se rapporte le décompte. Le solde sera obtenu en déduisant du crédit le plus élevé le crédit le moins élevé. Ces dispositions peuvent être modifiées par voie d'accord entre les Administrations contractantes lorsqu'elles le jugeront désirables.

Article XXIV.

Dans le cas où, pendant un trimestre, on découvrirait que les mandats tirés sur l'un des deux pays dépassent de mille livres sterling ou de la somme équivalente en monnaie mexicaine, les mandats tirés sur l'autre pays, le pays débiteur adressera immédiatement à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif, en chiffres ronds, de la différence constatée.

Article XXV.

Si c'est l'Administration des Postes du Mexique qui doit verser à l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne le solde du décompte général, elle procédera à cette opération en même temps qu'elle transmettra les comptes au Bureau d'échange de la Grande-Bretagne, et si c'est l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne qui doit verser le solde, elle procédera à cette opération en même temps qu'elle renverra au Bureau d'échange du Mexique le duplicata du décompte accepté.

A défaut d'autres arrangements, ces versements, ainsi que tous versements prévus par les dispositions de l'article XXIV, seront effectués au moyen de traites payables à vue dans la capitale ou dans une autre ville commerciale du pays créancier et libellées dans la monnaie dudit pays. Toutefois, d'autres arrangements en vue du règlement du solde pouvant être pris d'un commun accord.

Tout montant restant dû par l'une des Administrations à l'autre, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la période visée par le décompte y afférent, portera, dès ce moment, intérêt à 7 % l'an.

Article XXVI.

Si l'on constatait, à un moment quelconque, que les mandats-poste sont utilisés par des négociants ou d'autres personnes en Grande-Bretagne ou au Mexique pour transmettre des sommes d'argent importantes, ou si d'autres circonstances extraordinaires justifiaient cette mesure, l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne ou l'Administration des Postes du Mexique, selon le cas, sera autorisée à augmenter la commission et aura même la faculté momentanément de suspendre entièrement l'émission des mandats-poste, pourvu qu'elle donne immédiatement avis de cette suspension à l'autre pays, par télégramme, si cela est nécessaire.

Article XXVII.

Chacune des Administrations contractantes sera autorisée à adopter tous règlements additionnels (qui ne devront pas être contraires aux dispositions précédentes), en vue d'assurer une sécurité plus grande contre la fraude, ou un meilleur fonctionnement général du système, à condition qu'elle communique tous ces règlements additionnels à l'autre Administration.

Article XXVIII.

Le présent accord remplacera l'Accord signé à Londres, le 4 février 1904, et à Mexico le 18 mars 1904. Il entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord et pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties, moyennant un préavis de six mois de l'année civile.

Fait en double expédition et signé à Londres, le 24 septembre 1928, et à Mexico, le 24 octobre 1928.

(L. S.) (*Signé*) W. MITCHELL-THOMSON.

(L. S.) (*Signé*) C. HINOJOSA.

ANNEXE A

(Page 76 de ce volume.)

ANNEXE B.

Cachet du Bureau.



Bureau des mandats-poste.
Mexico, le 19....

Liste des mandats-poste dont avis a été communiqué par la Grande-Bretagne.

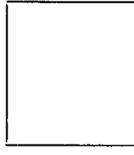
Liste N° Feuille n°

Date d'émission	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Bureau où le montant du mandat a été versé	Nom de l'expéditeur (et adresse, si un avis de paiement est demandé)	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme reçue au Mexique			Somme à verser en Grande-Bretagne	Avis de paiement	A remplir par le Bureau d'échange britannique	
							Ps.	Cs.	£ s. d.			N° donné au mandat à Londres	Bureau payeur

Inscrit par { 1
2 Vu par { 1
2}

ANNEXE C.

Cachet du Bureau.



Département des mandats-poste.
Bureau central des Postes.
Londres, le 19....

Liste des mandats-poste dont avis a été communiqué par la Grande-Bretagne au Mexique.

Liste N° Feuille N°

Date d'émission	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Bureau où le montant du mandat a été versé	Nom de l'expéditeur (et adresse, si un avis de paiement est demandé)	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Somme reçue en Grande-Bretagne			Somme à payer au Mexique	Avis de paiement	A remplir par le Bureau d'échange mexicain	
							£	s.	d.			N° du mandat intérieur	Bureau de paiement

Inscrit par { 1
2 Vu par { 1
2} Le contrôleur.....

ANNEXE D.

Mois de 19...

Liste des mandats-poste dont avis a été communiqué de la Grande-Bretagne et au-delà, payables au Mexique pendant le mois de 19..., qui n'ont pas été payés au bout de douze mois après l'expiration du mois d'émission et qui, par suite, sont périmés et acquis au pays d'émission.

N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant		Remarques
				Pesos	C.	

Mois de 19...

Liste des mandats-poste dont avis a été communiqué du Mexique, payables en Grande-Bretagne et au delà pendant le mois de 19..., qui n'ont pas été payés au bout de douze mois après l'expiration du mois d'émission et qui, par suite, sont périmés et acquis au pays d'émission.

N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant			Remarques
				£	s.	d.	

ANNEXE E.

Décompte général du service des mandats-poste échangés entre la Grande-Bretagne et le Mexique au cours du trimestre finissant le 19....

Crédit de la Grande-Bretagne		Crédit du Mexique	
£	s. d.	Ps.	Cs.
Montant total des mandats-poste émis au Mexique		Montant total des mandats-poste émis en Grande-Bretagne	
A déduire : Mandats remboursés émis au Mexique Mandats annulés émis au Mexique		P. C. Mandats remboursés émis en Grande-Bretagne Mandats annulés émis en Grande-Bretagne	
Commission de ½ % sur le montant total des mandats payés en Grande-Bretagne		Commission de ½ % sur le montant total des mandats payés au Mexique	
Crédit total de la Grande-Bretagne		Crédit total du Mexique	
A déduire : Crédit du Mexique (converti au taux de Pesos = 1£).		A déduire : Crédit de la Grande-Bretagne (converti au taux de 1 £ = Pesos)	
Solde en faveur de la Grande-Bretagne		Solde en faveur du Mexique	

ANNEXE F.

Trimestre finissant le 19...

Etat détaillé des mandats-poste émis en Grande-Bretagne et payables au Mexique.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international des mandats, d'après la liste		Total de la liste	
		De	A	Pesos	Centavos
			Total		

Trimestre finissant le 19...

Etat détaillé des mandats-poste émis au Mexique et payables en Grande-Bretagne.

Numéro de la liste	Date de la liste	Numéro international des mandats, d'après la liste		Total de la liste		
		De	A	£	s.	d.
			Total			

ANNEXE G.

Liste des mandats-poste émis en Grande-Bretagne et au delà, et payables au Mexique, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays de paiement et dont le montant total a été déduit du crédit du Mexique dans le décompte général pour le trimestre finissant le 19...

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Bureau d'émission	Montant en monnaie mexicaine		Remarques
					Pesos	Cs.	
				Total			

Liste des mandats-poste émis au Mexique et payables en Grande-Bretagne et au delà, dont le remboursement a été autorisé par l'Administration du pays de paiement et dont le montant total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le décompte général pour le trimestre finissant le 19...

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Bureau d'émission	Montant en monnaie britannique			Remarques
					£	s.	d.	
				Total				

ANNEXE H.

Liste des mandats-poste émis en Grande-Bretagne et au delà, et payables au Mexique, qui ont été annulés et dont le montant total a été déduit du crédit du Mexique dans le décompte général pour le trimestre finissant le 19....

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant en monnaie mexicaine	
						Pesos	Centavos
					Total		

Liste des mandats-poste émis au Mexique et payables en Grande-Bretagne et au delà, qui ont été annulés et dont le montant total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le décompte général pour le trimestre finissant le 19....

N° de la liste	Date de la liste	N° international du mandat-poste	N° d'émission du mandat-poste	N° donné au mandat à Londres	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant en monnaie britannique		
							{£	}sh.	pence
						Total			

N° 1963.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
DANEMARK, FRANCE, SUÈDE ET
TCHÉCOSLOVAQUIE ET POLOGNE

Accord en vue de soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale la question des limites territoriales de la juridiction de la Commission internationale de l'Oder. Signé à Londres, le 30 octobre 1928.

GERMANY, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
DENMARK, FRANCE, SWEDEN AND
CZECHOSLOVAKIA AND POLAND

Agreement to submit the Question of the Territorial Limits of the Jurisdiction of the International Commission of the Oder to the Decision of the Permanent Court of International Justice. Signed at London, October 30, 1928.

N^o 1963. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LES GOUVERNEMENTS DE L'ALLEMAGNE, DU DANEMARK, DE LA FRANCE, DE LA SUÈDE ET DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE, ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, EN VUE DE SOUMETTRE A LA DÉCISION DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE LA QUESTION DES LIMITES TERRITORIALES DE LA JURIDICTION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ODER. SIGNÉ A LONDRES, LE 30 OCTOBRE 1928.

*Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 février 1929.*

LES GOUVERNEMENTS DE L'ALLEMAGNE, DU DANEMARK, DE LA FRANCE, DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, DE LA SUÈDE et DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA POLOGNE, d'autre part, n'étant pas d'accord sur la détermination, dans l'Acte de navigation de l'Oder, des limites territoriales de la juridiction de la Commission internationale de l'Oder, ont convenu de soumettre cette question à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ¹, et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE :

Herr Hans Heinrich DIECKHOFF, chargé d'affaires *ad interim* à Londres ;

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK :

Le comte Preben AHLEFELDT-LAURVIG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE :

Son Excellence Monsieur A. DE FLEURIAU, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Londres ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE :

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXXVIII, page 435, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1963. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE GOVERNMENTS OF GERMANY, DENMARK, FRANCE, SWEDEN AND CZECHOSLOVAKIA AND THE GOVERNMENT OF POLAND TO SUBMIT THE QUESTION OF THE TERRITORIAL LIMITS OF THE JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL COMMISSION OF THE ODER TO THE DECISION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 30, 1928.

French official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place February 25, 1929.

THE GOVERNMENTS OF GERMANY, DENMARK, FRANCE, THE GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN OF HIS BRITANNIC MAJESTY, and THE GOVERNMENTS OF SWEDEN AND OF CZECHOSLOVAKIA, on the one hand, and THE POLISH GOVERNMENT, on the other hand, being in disagreement as to the determination, in the Act of Navigation of the Oder, of the territorial limits of the jurisdiction of the International Commission of the Oder, have agreed to submit this question to the decision of the Permanent Court of International Justice² and, to this end, have appointed as their plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Herr Hans Heinrich DIECKHOFF, chargé d'Affaires *ad interim* at London ;

THE DANISH GOVERNMENT :

Count Preben AHLEFELDT-LAURVIG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

THE FRENCH GOVERNMENT :

His Excellency Monsieur A. DE FLEURIAU, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at London ;

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN :

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 and Vol. LXXVIII, page 435, of this Series.

LE GOUVERNEMENT DE LA POLOGNE :

Monsieur Constantin SKIRMUNT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

LE GOUVERNEMENT DE LA SUÈDE :

Le Baron E. K. PALMSTIERNA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

LE GOUVERNEMENT DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE :

Monsieur Jan MASARYK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

Qui ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

La Cour permanente de Justice internationale est priée de statuer sur les questions suivantes :

La juridiction de la Commission internationale de l'Oder s'étend-elle, aux termes des stipulations du Traité de Versailles, aux sections des affluents de l'Oder, la Warthe (Warta) et la Netze (Notec), situées sur le territoire polonais, et, dans l'affirmative, sur quels éléments de droit doit-on se baser pour fixer les points amont jusqu'ou s'étend cette juridiction ?

Article 2.

Les Parties sont d'accord pour prier la Cour de vouloir bien, s'il lui est possible, statuer sur cette affaire dans sa session ordinaire de 1928.

Article 3.

Le présent compromis sera notifié à la Cour par l'une ou l'autre des Parties.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent compromis, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 30 octobre 1928.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Hans Heinrich DIECKHOFF.

Pour le Danemark :

(L. S.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

Pour la France :

(L. S.) A. DE FLEURIAU.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) CUSHENDUN.

Pour la Pologne :

(L. S.) SKIRMUNT.

Pour la Suède :

(L. S.) ERIC PALMSTIERNA.

Pour la Tchécoslovaquie :

(L. S.) JAN MASARYK.

THE POLISH GOVERNMENT :

Monsieur Constantin SKIRMUNT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

THE SWEDISH GOVERNMENT :

Baron E. K. PALMSTIERNA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT :

Monsieur Jan MASARYK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London ;

Who have agreed on the following provisions ;

Article 1.

The Permanent Court of International Justice is requested to decide on the following questions :

Does the jurisdiction of the International Commission extend, by the terms of the provisions of the Treaty of Versailles, to those sections of the tributaries of the Oder, the Warthe (Warta) and the Netze (Noteć), situated on Polish territory, and if so what is the principle laid down which must be adopted for the purpose of determining the up-stream limits of the Commission's jurisdiction ?

Article 2.

The Parties agree to request the Court to decide, if possible, on this question in its ordinary session of 1928.

Article 3.

The present Compromis shall be notified to the Court by one or other of the Parties.

In faith of which the undersigned have signed the present Compromis and have attached thereto their seals.

Done at London, the 30th October, 1928.

For Germany :

(L. S.) HANS HEINRICH DIECKHOFF.

For Denmark :

(L. S.) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

For France :

(L. S.) A. DE FLEURIAU.

For Great Britain :

(L. S.) CUSHENDUN.

For Poland :

(L. S.) SKIRMUNT.

For Sweden :

ERIC PALMSTIERNA.

For Czechoslovakia :

(L. S.) JAN MASARYK.

N° 1964.

AUTRICHE ET ITALIE

Protocole additionnel au Traité de commerce et de navigation signé à Rome, le 28 avril 1923, avec protocole final. Signés à Rome, le 30 décembre 1927.

AUSTRIA AND ITALY

Additional Protocol to the Treaty of Commerce and Navigation signed at Rome, April 28, 1923, with Final Protocol. Signed at Rome, December 30, 1927.

N^o 1964. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A ROME ENTRE L'ITALIE ET L'AUTRICHE LE 28 AVRIL 1923. SIGNÉ A ROME, LE 30 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 4 mars 1929.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de modifier et compléter dans la manière suivante le Traité de commerce et de navigation signé à Rome entre LE ROYAUME D'ITALIE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, le 28 avril 1923.

I.

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

(Voir Annexe A audit traité).

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée L. c.	Coefficient de majoration
		par quintal	
ex 604	Ad ex 98 a) 2 ^o La choucroute, y compris la choucroute de betteraves provenant des districts de Mödling, St. Pölten, Tulln, Efferding et Graz, avec certificats d'origine des Corporations agricoles et forestières des provinces respectives, est admise au droit réduit de 3 L. par quintal. Bois :		
	c) A compensation :		
	De bois de hêtre, quel que soit le nombre des feuilles	8,—	—
	Autre :		
	1 ^o En planches de 3 feuilles ou moins.	6,—	0,5
	2 ^o En planches de plus de 3 feuilles	7,—	0,5
ex 607	Sciure de bois		exempte

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 18 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1964. — ADDITIONAL PROTOCOL ² TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN AUSTRIA AND ITALY, SIGNED AT ROME, APRIL 28, 1923. SIGNED AT ROME, DECEMBER 30, 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place March 4, 1929.

The undersigned, being duly authorised for the purpose, have agreed to modify and complete as follows the Treaty of Commerce and Navigation between THE KINGDOM OF ITALY and THE REPUBLIC OF AUSTRIA signed at Rome on April 28, 1923.

I.

TARIFF OF DUTIES ON IMPORTS INTO ITALY.

(see Annex A to the said Treaty).

Number in Italian Tariff	Description of Goods	Import duty L. c.	Coefficient of increase
		per 100 kg.	
ex 604	Ad ex 98 (a) (2). Sauerkraut, including turnip (rape) sauerkraut from the districts of Mödling, St. Pölten, Tulln, Efferding and Graz, accompanied by certificates of origin from the Agricultural and Forest Corporations of the respective provinces, is admitted at the reduced rate of 3 lire per 100 kg.		
	Wood :		
	(c) Ply wood :		
	Of beech, whatever the number of ply	8.—	—
	Other :		
	(1) In sheets of three ply or less.	6.—	0.5
	(2) In sheets of more than three ply	7.—	0.5
ex 607	Sawdust		free

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Rome, February 18, 1929.

II.

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN AUTRICHE.

(Voir Annexe C audit traité).

Numéros du tarif autrichien		Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Couronnes or
à la date de la stipulation du traité italo-autrichien de 1923	d'après le tarif actuel		
ex 43 a)	ex 39 a)	Choux-fleurs :	par quintal
		Du 1 ^{er} novembre au 31 mai	5,—
	ex 61	Du 1 ^{er} juin au 31 octobre	10,—
		Coquillages et crustacés à l'exception des huîtres, des homards, des langoustes et des écrevisses de fleuve	100,—
116	95	Pâtes alimentaires (c'est-à-dire macaroni, nouilles et autres produits semblables de farine, non cuits)	Droit de la farine de <i>froment</i> augmenté de 8 couronnes par quintal.
393 a) et b)	ex 332	Ardoises naturelles :	
		a) En plaques simplement coupées, ardoises pour toiture et autres ardoises en tables :	
		1 ^o Plaques simplement coupées	exemptes
		2 ^o Ardoises pour toiture	0,40
		3 ^o Autres ardoises en tables	exemptes
c)		ex b) 2 ^o Ardoises ayant subi une main-d'œuvre plus complète, même passées à la meule, noircies, réglées, ainsi que encadrées dans du bois brut	10,—
ex 571 b)	474 c)	Coraux (naturels ou faux) ouvrés (égrisés, taillés)	par kg.
		Non montés	0,60

III.

La République d'Autriche renonce aux droits conventionnels établis par le traité italo-autrichien du 28 avril 1923 pour les positions suivantes du tarif italien (Voir Annexe A audit traité).

Numéros du tarif italien	
ex 407 d) 2 ex 897 h)	<i>Tritapanelli et frangibiade.</i> Boutons de nacre.

II.

TARIFF OF DUTIES ON IMPORTS INTO AUSTRIA.

(See Annex C to the said Treaty).

Number in Austrian Tariff		Description of Goods	Import Duty Gold Kronen
at the date of the framing of the Italo-Austrian Treaty, 1923	Present Tariff		
ex 43 (a)	ex 39 (a)	Cauliflowers	per 100 kg.
		From November 1 to May 31.	5.—
		From June 1 to October 31.	10.—
	ex 61	Shellfish and crustaceans, except oysters, lobsters, sea crayfish and fresh-water crayfish.	100.—
116	95	Alimentary pastes (macaroni, noodles and similar products of flour, not baked)	Duty on <i>wheat</i> flour with an additional 8 kronen per 100 kg.
393 (a) and (b)	ex 332	Natural slate :	
		(a) In slabs merely cut; roofing slates and other slates in slabs :	
		(1) Slabs merely cut	free
		(2) Roofing slates	0.40
		(3) Other slates in slabs	free
(c)		ex (b) 2 Further worked, smoothed or not, blackened, ruled and framed in unpolished wood	10.—
ex 571 (b)	474 (c)	Coral (real or imitation) worked (polished, cut)	per kg.
		Unset	0.60

III.

The Republic of Austria waives claim to the conventional duties established by the Italo-Austrian Treaty of April 28, 1923, on the following items of the Italian Tariff (see Annex A to the said Treaty) :

Number in Italian Tariff	
ex 407 (d) 2 ex 897 (h)	<i>Oilcake-cutters and oat-crushers.</i> Buttons of mother-of-pearl.

IV.

Le Royaume d'Italie renonce au droit conventionnel établi par le Traité italo-autrichien du 28 avril 1923 pour la position suivante du tarif autrichien (voir Annexe C audit traité).

Numéros du tarif autrichien		
à la date de la stipulation du traité italo-autrichien	d'après le tarif actuel	
ex 85	68 a)	Plumes à lit.

V.

Il reste entendu que :

a) Les machines agricoles d'origine et provenance autrichienne dont les types sont représentés par les reproductions annexées au présent protocole (voir Annexe A) seront admises à leur importation en Italie aux droits conventionnels établis pour les « haches-paille » sous la position 407 g) du tarif italien actuel ;

b) Les machines agricoles d'origine et provenance autrichienne dont les types sont représentés par les reproductions annexées au présent protocole (voir Annexe B) seront admises à leur importation en Italie, dans leur qualités de *concasseurs pour céréales*, au droit conventionnel prévu pour la position 445 b) du tarif italien actuel, pourvu que le fonctionnement des machines dont il s'agit soit limité exclusivement à concasser les céréales et non pas à les réduire en farine.

VI.

Il reste entendu que :

a) L'huile d'olive en fûts, extraite par le sulfure de carbone, dont à la position 83 du tarif autrichien actuel, jouira du traitement de la franchise prévu à la position 104, annexe C, du Traité de Commerce italo-autrichien du 28 avril 1923 même lorsqu'elle contient jusqu'à 75 % d'acides-gras libres ;

b) Les filets d'anchois conservés à l'huile, avec des câpres, seront admis à l'importation en Autriche au même droit que les rouleaux d'anchois conservés à l'huile, avec des câpres, prévues à la position ex 107 b) 2 du tarif autrichien actuel.

Le présent protocole additionnel sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible. In entrera en vigueur huit jours après l'échange desdites ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'échéance du Traité de Commerce italo-autrichien du 28 avril 1923 auquel il se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachet.

Fait à Rome, en double expédition le 30 décembre 1927.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Lothar EGGER.

Copie certifiée conforme :
p. le ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Rome, le 25 février 1929. VII.

Grandi.

IV.

The Kingdom of Italy waives claim to the conventional duty established by the Italo-Austrian Treaty of April 28, 1923, on the following item of the Austrian Tariff (see Annexe C to the said Treaty) :

Number in Austrian Tariff		
at the date of the framing of the Italo-Austrian Treaty	Present Tariff	
ex 85	68 (a)	Feathers for beds.

V.

It is understood that :

(a) Agricultural machines originating in and coming from Austria, of the types represented in the reproductions annexed to the present Protocol (see Annex A), will on importation into Italy be dutiable at the conventional rates established for " chaff cutters " in item 407 g) of the present Italian Tariff ;

(b) Agricultural machines originating in and coming from Austria, of the types represented in the reproductions annexed to the present Protocol (see Annex B), will on importation into Italy be dutiable as *presses and stampers for cereals* at the conventional rate established in item 445 (b) of the present Italian Tariff, provided that the machines in question are used exclusively for pressing cereals and not for reducing them to flour.

VI.

It is understood that :

(a) Olive oil in barrels, extracted by sulphide of carbon, included in item 83 of the present Austrian Tariff, shall be admitted duty-free, as provided in item 104 Annex C of the Italo-Austrian Treaty of Commerce of April 28, 1923, even when it contains up to 75 % of free fatty acids ;

(b) Slices of anchovy preserved in oil, with capers, shall on importation into Austria be dutiable at the same rate as rolled anchovies preserved in oil, with capers, provided for in item ex 107 (b) 2 of the present Austrian Tariff.

The present Additional Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible. It shall come into force eight days after the exchange of the said ratifications and shall remain valid until the expiration of the Italo-Austrian Treaty of Commerce of April 28, 1923, to which it refers.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Rome in duplicate on the thirtieth day of December, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) Lothar EGGER.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du protocole additionnel au Traité de Commerce italo-autrichien du 28 avril 1923, conclu à la date de ce jour entre l'Italie et l'Autriche, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante dudit protocole :

Il est entendu que les vins mousseux, d'origine et provenance italienne, seront admis en Autriche au traitement douanier le plus favorable qui est ou qui sera accordé à l'avenir aux vins mousseux d'origine et provenance de tout autre pays tiers.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications du protocole additionnel auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome, le 30 décembre 1927.

MUSSOLINI.

EGGER.

Copie certifiée conforme :

p. le ministre des Affaires étrangères d'Italie :
Rome, le 25 février 1929. VII^e
Grandi.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Additional Protocol to the Italo-Austrian Treaty of Commerce of April 28, 1923, concluded this day between Italy and Austria, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the said Protocol :

It is understood that sparkling wines originating in and coming from Italy shall, on admission into Austria, be granted the most favourable Customs treatment which is or may in future be accorded to sparkling wines originating in and coming from any third country.

The present Protocol, which shall without further special ratification be deemed to be approved and sanctioned by the actual exchange of ratifications of the Additional Protocol to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome on the thirtieth day of December, one thousand nine hundred and twenty-seven.

MUSSOLINI.

EGGER.

N° 1965.

**ALLEMAGNE, FINLANDE
ET SUÈDE**

Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 7 novembre, à Stockholm, le 16 novembre, et à Berlin, le 30 novembre 1928.

**GERMANY, FINLAND
AND SWEDEN**

Agreement regarding Telephone Service. Signed at Helsingfors, November 7, at Stockholm, November 16, and at Berlin, November 30, 1928.

N^o 1965. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 7 NOVEMBRE, A STOCKHOLM, LE 16 NOVEMBRE ET A BERLIN, LE 30 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 mars 1929.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et l'Allemagne, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Allemagne-Suède et des voies de communication établies sur le territoire de la Suède.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international ² (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Finlande et l'Allemagne par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaire des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générales des Postes et des Télégraphes à Helsingfors respectivement à *Fernsprechamt* à Stettin. Ces services transmettent la commande à la maison chargée de la vente du document demandé ; cette maison se fait envoyer le montant du prix d'achat, puis, lorsqu'elle a reçu l'argent, envoie directement ce document à la personne intéressée, sous forme soit de lettre, soit de colis postal.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur le 30 janvier 1929.

² Vol. LVII, page 201, et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1965. — AGREEMENT² REGARDING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND GERMANY. SIGNED AT HELSINGFORS, NOVEMBER 7, AT STOCKHOLM, NOVEMBER 16, AND AT BERLIN, NOVEMBER 30, 1928.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 5, 1929.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Germany by the Finland to Sweden and Germany to Sweden submarine cables and by connections through Swedish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg³, shall be applied to the telephone service between Finland and Germany by means of connecture through Swedish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. — LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Helsingfors, or to the *Fernsprechamt* at Stettin, as the case may be. Applications will be forwarded by those offices to the firm entrusted with the sale of the publication ordered, the latter, after obtaining payment, will forward the publication direct to the person concerned, either by letter or parcel post.

SECTION E. — URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entered into force January 30, 1929.

³ Vol. LVII, page 201, and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois l'administration suédoise se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

SECTION F. — "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is ten times that for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. — GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. — SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

The amount of the subscription, which is calculated as a general rule on a mean duration of thirty days, is computed on the basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de l'Allemagne est divisé en neuf zones terrestres limitées par des circonférences ayant Stralsund pour centre commun et espacées de 100 km. l'une de l'autre.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;

De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;

De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférent à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

ALLEMAGNE.

Pour toute conversation originaire ou à destination de :

La 1^{re} zone — deux francs-or 10 centimes ;

La 2^e zone — deux francs-or 70 centimes ;

La 3^e zone — trois francs-or 30 centimes etc. (pour chaque zone suivante 0.60 francs-or de plus).

Paragraph 6 (2).

Add :

“ The additional call is regarded as a new conversation (Section L, paragraph 1 (1)), and charged for : during the hours of heavy traffic, at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic, at not less than three-fifths (3/5) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth (1/25) of this amount, or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

SECTION K. — RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the Province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62°N. and west of 26th meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62°N. and east of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62°N. and 64° 30'N.

Zone E comprises the systems situated north of 64° 30'N.

German territory is divided into nine zones, bounded by circles with Stralsund as the common centre and distant 100 kilometres from each other.

TERMINAL QUOTAS

The quota of each terminal administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to :

Zone A — one gold franc 20 centimes ;

Zone B — three gold francs 60 centimes ;

Zone C — four gold francs 80 centimes ;

Zone D — four gold francs 80 centimes ;

Zone E — six gold francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

GERMANY.

For any call from or to :

Zone No. 1 — Two gold francs 10 centimes ;

Zone No. 2 — Two gold francs 70 centimes ;

Zone No. 3 — Three gold francs 30 centimes, etc. (for each successive zone, an additional 0.60 gold francs).

PART DE TRANSIT.

La part de transit revenant à l'administration suédoise par unité de taxe, y compris les quote-parts suédoises afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins entre la Finlande et la Suède et entre l'Allemagne et la Suède est fixée à quatre francs-or 80 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'administration suédoise, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

TRANSIT QUOTA.

The transit quota of the Swedish administration per unit fee, including the Swedish quota for the use of the submarine cables between Finland and Sweden and between Germany and Sweden, is fixed at 4 gold francs 80 centimes for all calls, whatever the offices or origin and destination.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($3/5$) of the unit rate.

SECTION L. — METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

SECTION N. — “AVIS D'APPEL” AND TELEPHONIC “PRÉAVIS”.

Paragraph 1 (4).

Communications with *préavis* and *avis d'appel* are allowed. In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: “Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel*”, supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. — ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

Additional provision.

As regards the putting-through of calls passing through a Swedish office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephone communications under the heading: “Regulations for the operation of international transit traffic”, supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (Livre rose, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris) les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en triple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à l'administration suédoise, qui incorpore dans le compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales le montant des sommes qui reviennent à la Suède.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier et section O, paragraphe 2 ci-dessus pourront être modifiées de commun accord par les trois administrations.

Chacune des trois administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2 section K, paragraphe 3.

Article 5.

Le présent arrangement sera considéré comme ayant été mis à exécution à la date fixée par les administrations contractantes.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en trois exemplaires signés :

à HELSINGFORS, le 7 novembre 1928.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

à STOCKHOLM, le 16 novembre 1928.

(L. S.) A. HAMILTON.

à BERLIN, le 30 novembre 1928.

Der Reichspostminister in Vertretung,
(L. S.) FEYERABEND.

NEW SECTION. — CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Casual calls at a fixed hour " (Pink Book, page 112).

Requests for information are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for information " (Pink Book, page 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION Q. — ACCOUNTING.

In accordance with § 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in respect of terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to each other monthly accounts in triplicate. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and another copy to the Swedish Administration, which shall enter the amount due to Sweden in the main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1 and Section O, paragraph 2, above, may be amended by agreement between the three Administrations.

Each of the three Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraph 3.

Article 5.

The present Agreement shall be regarded as having come into force on the date fixed by the contracting Administrations.

It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in triplicate and signed :

At HELSINGFORS on November 7, 1928 :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

At STOCKHOLM on November 16, 1928.

(L. S.) A. HAMILTON.

At BERLIN on November 30, 1928.

(L. S.) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of the Reich.

N° 1966.

FINLANDE ET SUÈDE

Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 6 juillet, et à Stockholm, le 10 juillet 1928.

FINLAND AND SWEDEN

Agreement regarding Telephone Service. Signed at Helsingfors, July 6, and at Stockholm, July 10, 1928.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 1966. — SOPIMUS¹ SUOMEN JA RUOTSIN VÄLISESTÄ PUHELINLIIKENTEESTÄ. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ, HEINÄKUUN 6, JA TUKHOLMASSA, HEINÄKUUN 10 PÄIVÄNÄ 1928.

N^o 1966. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 6 JUILLET ET A STOCKHOLM, LE 10 JUILLET 1928.

Textes officiels finnois, français et suédois, communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 mars 1929.

Finnish, French, and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 5, 1929.

1 artikla.

Puhelinyhteyttä Suomen ja Ruotsin välillä ylläpidetään :

1) Ahvenanmaan maakunnan ja Ruotsin välisellä vedenalaisella kaapelilla, mikä on yhdistetty Suomen mantereeseen ja Ahvenanmaan maakunnan väliseen vedenalaiseen kaapeliin,

2) kummankin maan maarajan yli vedetyillä johdoilla.

2 artikla.

Pietarin kansainväliseen lennätinliittokirjaan liittyvän virantoimitusohjesäännön² (Pariisissa v. 1925 tarkistetun painoksen) XXIV luvun (puhelinliikennettä koskevia) säännöksiä noudatetaan Suomen ja Ruotsin välisessä puhelinliikenteessä seuraavin tarkennuksin ja lisäyksin ;

¹ Entrée en vigueur le 15 février 1929.

² Vol. LVII, page 201, et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

Article premier.

La liaison téléphonique entre la Finlande et la Suède est assurée :

1^o Par un câble sous-marin entre la province d'Ålan et la Suède, relié à un câble sous-marin entre la province d'Åland et le continent de la Finlande,

2^o Par des lignes traversant la frontière terrestre entre les deux pays.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international² (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au Service téléphonique entre la Finlande et la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

¹ Came into force February 15, 1929.

² Vol. LVII, page 201, and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

C-KOHTA. PUHELINLUETTELOT.

4 pykälä.

Yleisölle myytäväksi aiottujen puhelinluetteloiden tilaukset ovat osoitettavat posti-ja lennätinhallitukselle Helsinkiin tai vastaavasti Kunink. Lennätinhallitukselle Tukholmaan, mitkä postiennakkoa vastaan lähettävät luettelon suoraan sille henkilölle, joka sitä on pyytänyt.

E-KOHTA. YKSITYISET PIKAPUHELUT.

1 pykälä.

Yksityiset pikapuhelut ovat sallittuja.

F-KOHTA. ERITTÄIN KIIREELLISET PUHELUT.

1 pykälä.

Erittäin kiireelliset puhelut ovat sallittuja.

3 pykälä.

Erittäin kiireellisen puhelun maksu vastaa samana vuorokaudenaikana välitetyn tavallisen yksityispuhelun kaksikymmenkertaista maksua.

G-KOHTA. Valtiopuhelut.

1 (2) pykälä.

Sekä valtiopikapuhelut että tavalliset valtiopuhelut ovat sallittuja.

H-KOHTA. TILAUSPUHELUT.

1 (1) pykälä.

Tilauspuhelut ovat sallittuja vähäliikenteisenä aikana samoin kuin vuorokauden muinakin aikoina.

1 (4) pykälä.

Tilauspuheluista kannetaan seuraavat maksut :

a) vähäliikenteisenä aikana : puolet maksuyksiköstä. Kuitenkin kun puhelut välitetään kello 23 ja 7 välillä ja maksu

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Helsingfors, respectivement à la Direction générale des Télégraphes, Stockholm. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1 (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1 (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1 (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe. Toutefois lorsqu'elles sont échangées entre 23 h. et

suoritetaan vähintään 5 puhelujaksolta, kannetaan ainoastaan kolmasosa maksuyksiköstä ;

b) muina aikoina : kolminkertainen maksuysikkö.

2 (1) pykälä.

Lisätään :

« Vilkasliikenteisenä aikana välitettävän tilauspuhelun tilaajalla on oikeus pyytää, että sunnuntai- ja juhlapäivät sekä juhlapäivien aatot jätetään lukuunottamatta. »

3 pykälä.

Vähäliikenteisenä aikana voivat asianomaiset rajatarkastusasemat myöntää 6 minuuttia pitempiä tilauspuheluja, jos työn säännöllinen kulku käytettävissä olevilla johdoilla sen sallii.

5 pykälä.

Tilausmaksu lasketaan yleensä 30 päivää käsittävän keskimääräisen ajan mukaan. Niissä tapauksissa, jolloin tilaaja vilkasliikenteisenä aikana välitettävien tilauspuheluiden suhteen on pyytänyt, että sunnuntai- ja juhlapäivät sekä juhlapäivien aatot jätetään lukuunottamatta (ylempänä mainittu H-kohta, 2 (1) §) myönnetään tilausmaksusta vastaava alennus.

6 (2) pykälä.

Lisätään :

« Puhelun jatkaminen tilauksen yli katsotaan uudeksi puheluksi (L-kohta 1 (1) §) ja hinnoitetaan : vilkasliikenteisenä aikana vähintään maksuysikön mukaan ja vähäliikenteisenä aikana vähintään maksuysikön kolmeviidesosan ($\frac{3}{5}$) mukaan. »

7 (3) pykälä.

Muutetaan seuraavaksi :

« Takaisinmaksuna suoritetaan se määrä, mikä vastaa menetettyä aikaa. »

K-KOHTA. MAKSUT. — MAKSUJEN LASKEMINEN.

3 pykälä.

VYÖHYKKEET.

Päätmaksujen määräämistä vartenon sekä Suomen että Ruotsin alue jaettu viiteen vyöhykkeeseen.

7 h. et la taxe est acquittée pour un minimum de 5 unités il n'est perçu que le tiers de l'unité de taxe ;

b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale. Dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic, le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), une réduction correspondante du montant de l'abonnement est accordée.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Remplacer par :

« Le remboursement à accorder est proportionné au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES.

Pour la détermination des taxes terminales le territoire de la Finlande et le territoire de la Suède sont divisés chacun en cinq zones terrestres.

Vyöhykkeet käsittävät :

SUOMI.

Vyöhyke A käsittää Ahvenanmaan maakunnan puhelinkeskukset verkkoineen ;

Vyöhyke B käsittää puhelinkeskukset verkkoineen siinä osassa Suomen mannerta, mikä sijaitsee eteläpuolella 62° pohjoista leveyttä ja 26 :en Greenwichin meridiaanin länsipuolella ;

Vyöhyke C käsittää puhelinkeskukset verkkoineen eteläpuolella 62° pohjoista leveyttä ja 26 :en Greenwichin meridiaanin itäpuolella ;

Vyöhyke D käsittää 62° ja 64° 30' välillä pohjoista leveyttä olevat puhelinkeskukset verkkoineen ;

Vyöhyke E käsittää pohjoispuolella 64° 30' pohjoista leveyttä sijaitsevat puhelinkeskukset verkkoineen.

RUOTSI.

Vyöhyke A käsittää eteläpuolella 57° 30' pohjoista leveyttä sijaitsevat puhelinkeskukset verkkoineen, paitsi Gotlannin saaren asemia ;

Vyöhyke B 1 käsittää 57° 30' ja 61° välillä pohjoista leveyttä ja Greenwichin 15 :en meridiaanin länsipuolella sijaitsevat puhelinkeskukset verkkoineen ;

Vyöhyke B 2 käsittää 57° 30' ja 61° välillä pohjoista leveyttä ja 15 :en Greenwichin meridiaanin itäpuolella olevat puhelinkeskukset verkkoineen sekä Gotlannin saaren asemat ;

Vyöhyke C käsittää 61° ja 64° 30' välillä pohjoista leveyttä sijaitsevat puhelinkeskukset verkkoineen ;

Vyöhyke D käsittää 64° 30' pohjoispuolella pohjoista leveyttä olevat puhelinkeskukset verkkoineen.

PÄÄTEMAKSUT.

Kummallekin hallinnolle maksuysiköstä tuleva päätemaksu vahvistetaan seuraaviksi määriksi :

I. *Vedenalaista kaapeia myöten.*

SUOMI :

Jokaiselta puhelulta, joka lähtee vyöhykkeeltä tai tulee vyöhykkeelle :

- A — 1 frangi 20 sentiimiä,
B — 3 frangia 60 sentiimiä,

No. 1966

Limites des zones :

LA FINLANDE.

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland ;

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'est du 26^e méridien de Greenwich ;

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26^e méridien de Greenwich ;

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

LA SUÈDE.

La zone A comprend les réseaux situés au sud de 57° 30' N, à l'exception des réseaux de l'île de Gotland ;

La zone B (1), comprend les réseaux situés entre 57° 30' N et 61° N et à l'ouest du 15^e méridien de Greenwich ;

La zone B (2), comprend les réseaux situés entre 57° 30' N et 61° N et à l'est du 15^e méridien de Greenwich, ainsi que les réseaux de l'île de Gotland ;

La zone C comprend les réseaux situés entre 61° N et 64° 30' N ;

La zone D comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration par unité de taxe est fixée comme suit :

I. *Voie du câble sous-marin.*

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

- De la zone A — un franc 20 centimes,
De la zone B — trois francs 60 centimes,

C — 4 frangia 80 sentiimiä,
D — 4 frangia 80 sentiimiä,
E — 6 frangia.

De la zone C — quatre francs 80 centimes,
De la zone D — quatre francs 80 centimes,
De la zone E — six francs.

RUOTSI :

Jokaiselta puhelulta, joka lähtee vyöhykkeeltä tai tulee vyöhykkeelle :

A — 3 frangia 60 sentiimiä,
B 1 — 3 frangia,
B 3 — 1 frangi 80 sentiimiä,
C — 3 frangia,
D — 4 frangia 80 sentiimiä.

Kuitenkin on puheluihin nähden Suomen D-vyöhykkeen kaikkien asemien toiselta puolen ja Ruotsin C-vyöhykkeen kaikkien asemien välillä lukuunottamatta asemia Holmsund, Nordmaling, Robertsfors ja Uumaja toiselta puolen Suomelle tuleva osuus 4 frangia 20 sentiimiä ja Ruotsin osuus 2 frangia 40 sentiimiä.

II. Maaajohtoja myöten.

SUOMI :

Jokaiselta puhelulta, joka lähtee vyöhykkeeltä tai tulee vyöhykkeelle :

B — 3 frangia 60 sentiimiä,
C — 3 frangia 60 sentiimiä,
D — 2 frangia 40 sentiimiä,
E — 1 frangi 20 sentiimiä.

RUOTSI :

Jokaiselta puhelulta, joka lähtee vyöhykkeeltä tai tulee vyöhykkeelle :

A — 6 frangia 60 sentiimiä,
B 1 ja B 2 — 4 frangia 80 sentiimiä,
C — 3 frangia,
D — 1 frangi 20 sentiimiä.

6 pykälä.

Vähäliikenteiseksi ajaksi lasketaan aika klo 19 :sta klo 8 :aan (lähtömaan laillisen ajan mukaan). Tilauspuheluihin nähden pidetään lähtömaana sitä maata, missä tilaus on tehty.

Vähäliikenteisenä aikana on tavallisen yksispuhelun maksu kolmeviidettäosaa ($\frac{3}{5}$) maksusyksiköstä.

SUÈDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — trois francs 60 centimes,
De la zone B 1 — trois francs,
De la zone B 2 — un franc 80 centimes,
De la zone C — trois francs,
De la zone D — quatre francs 80 centimes.

Toutefois, pour les conversations échangées entre tous les bureaux de la zone D en Finlande d'une part et tous les bureaux de la zone C en Suède excepté ceux de Holmsund, Nordmaling, Robertsfors et Umeå d'autre part, la part revenant à la Finlande est fixée à 4 francs 20 centimes et celle revenant à la Suède à 2 francs 40 centimes.

II. Voie des lignes terrestres.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone B — trois francs 60 centimes,
De la zone C — trois francs 60 centimes,
De la zone D — deux francs 40 centimes,
De la zone E — un franc 20 centimes.

SUÈDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — six francs 60 centimes,
Des zones B 1 ou B 2 — quatre francs 80 centimes,
De la zone C — trois francs,
De la zone D — un franc 20 centimes.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui ou l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L-KOHTA. MAKSUJEN SOVELTAMISSÄÄNNÖT.
PUHELUAJAN LASKEMINEN.

8 pykälä (2) ja (3).

Kun tilaaja ei vastaa, kannetaan 3 minuutin puhelumaksu pyydettyssä puheluluokassa. Kun vastaanottaja ei vastaa, ei mitään maksua kanneta.

N-KOHTA. PUHELUKUTSUT JA
PUHELUILMOITUKSET.

1 (1) pykälä.

Puheluilmoituksen ja puhelukutsun sisältävät puhelut ovat sallittuja.

2 pykälä.

Maksu puheluilmoituksesta on kolmasosa ($\frac{1}{3}$) siitä maksusta, joka kannetaan 3 minuutin tavallisesta puhelusta samana vuorokaudenaikana.

Jos puhelukutsu on toimitettava sen alueen sisäpuolella, jolla sähkösanomat jaetaan ilmaiseksi, kannetaan puhelukutsusta sama maksu kuin puheluilmoituksesta.

Maksu puhelukutsulta ulkopuolelle sen alueen, jolla jakelu toimitetaan maksutta, on sama kuin puheluilmoituksesta menevä maksu, johon lisätään pikälähettimaksu 0.50 kultafrangia kilometriltä matkalta vastaanottoasemalta kutsutun henkilön asuntoon.

Jos lähtöasemalla ei ole tarpeellisia tietoja mainitusta välimatkasta, hankkii asianomainen rajatarkastusasema osoitemaassa nämä tiedot.

Pikalähettimaksu lankeaa kokonaisuudessaan vastaanottoon hallinnolle.

3 pykälä.

Puheluilmoituksen tai puhelukutsun sisältävien puheluiden välittämisessä hallintojen tulee noudattaa Kansainvälisen neuvottelevan komitean ehdottamia « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel » nimisiä kansainvälisen ohjesäännön (Pariisin tarkistetun painoksen) määräyksiä täydentäviä ohjeita, kuitenkin seuraavin lisäyksin ja muutoksin ;

a) Jos vastaanottoasemalle on ilmoitettu, että pyydetty henkilö voi vastaanottaa puhelun vasta myöhemmin, tiedoitetaan tästä niin pian kuin mahdol-

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS.
— DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS
TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Paragraphe 2.

Les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers ($\frac{1}{3}$) de la taxe d'une conversation ordinaire de 3 minutes échangée dans la même période de taxe.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la même que la taxe afférente à un préavis.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite est fixée au même montant que la taxe d'un préavis avec une surtaxe pour la distribution par exprès calculée à raison de fr. 0.50 par kilomètre de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée.

Si le bureau d'origine ne possède pas les renseignements nécessaires concernant ladite distance, ces renseignements seront fournis par le bureau tête de ligne — côté destinataire.

La surtaxe d'exprès reviendra entièrement à l'administration du bureau destinataire.

Paragraphe 3.

Dans l'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du règlement international (Revision de Paris), avec les additions et modifications suivantes :

a) Si le bureau destinataire est informé que la personne demandée ne peut recevoir la communication que plus tard, le bureau demandeur en est avisé aussitôt que pos-

lista tilaaja-asemalle, joka puolestaan ilmoittaa asiasta tilaajalle.

b) Jos vastaanottoasema puhelua valmistaessaan saa tilatusta numerosta ilmoituksen, ettei pyydetty henkilö ole tavattavissa, siirretään puhelun välitys siihen asti, kunnes pyydetty henkilö on valmis vastaanottamaan puhelun. Jos pyydetty numero samasta syystä ei voi vastaanottaa puhelua numeroa lopullisesti kutsuttaessa eikä osoiteasema ole puhelua valmisteltaessa saanut tästä mitään ilmoitusta, kannetaan maksu kolmen minuutin puhelusta pyydetyssä puheluluokassa.

UUSI KOHTA. AIKAPUHELUT. — TIEDUSTELUT.

Aikapuhelut ovat sallittuja niillä ebdoilla, jotka Kansainvälinen neuvotteleva komitea « Communications fortuites à heure fixe » nimisissä ohjeissa (Livre rose, sivu 112) on maininnut. Kuitenkin kannetaan sellaisesta puhelusta sama maksu kuin samana vuorokaudenaikana välitetystä pikapuhelusta siihen lisättynä se maksu, mikä ylempänä N-kohdan 2 pykälän mukaan kannetaan puheluilmoituksesta.

Puhelinnumeroa y. m. koskevat tiedustelut ovat sallittuja. Niihin nähden noudatetaan kansainvälisen neuvottelevan komitean « Demandes de renseignements » nimisiä ohjeita (Livre rose, sivu 113). Niiden maksu otetaan kuitenkin kansainvälisiin tileihin.

O-KOHTA. PUHELUIEN VÄLITTÄMINEN JA KESKEYTTÄMINEN.

23 pykälä.

Jos liikenne on riittävän vilkas, ovat tilaukset rajatarkastusasemien kesken välitettävät siten, että kummallakin rajatarkastusasemalla on käynnissä olevan puhelun ohella vähintään kaksi puhelutilausta kumpaankin suuntaan valmiina välitettäväksi.

3 artikla.

Alennetut maksut ja erinäiset erikoismääräykset ovat voimassa määrättyjen rajaseutujen

sible. Ce dernier bureau renseigne le demandeur.

b) Si le bureau destinataire reçoit du poste d'abonné, lors de l'appel préalable l'information que la personne demandée ne peut être atteinte, l'établissement de la communication est différé jusqu'à ce que la personne demandée soit prête à recevoir la communication. Si pour la même cause le poste d'abonné demandé ne peut recevoir la communication lors de l'appel définitif, sans que le bureau destinataire en ait été averti lors de l'appel préalable, la taxe est due pour une conversation de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée.

SECTION NOUVELLE. — COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. — DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans des conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, page 112). Toutefois la taxe applicable est celle d'une conversation urgente échangée pendant la même période de taxe avec une taxe additionnelle égale à celle prévue par la section N, paragraphe 2, ci-dessus pour les préavis.

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (Livre rose, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Article 3.

Des taxes réduites et des dispositions spéciales sont applicables aux relations entre certaines

väliseen liikenteeseen nähden kummassakin maassa. Nämä maksut ja erikoismääräykset ilmoitetaan tähän sopimukseen kuuluvassa liitteessä.

4 artikla.

Pietarissa solmitun kansainvälisen lennätinsopimuksen 8 artiklan määräyksiä on sovellettava tässä sopimuksessa tarkoitettuihin puhelin-yhteyksiin.

5 artikla.

Edellä mainitut 2 artiklan C-kohdan 4 pykälä, H-kohdan 1, 2, 3, 5, 6 ja 7 pykälä, K-kohdan 6 pykälä, L kohdan 8 pykälä, N-kohdan 1, 2 ja 3 pykälä, N-kohdan jälkeinen uusi kohta ja O-kohdan 2 pykälä, samoinkuin 3 artiklassa mainittu liite voidaan molempien hallintojen yhteisestä sopimuksesta muuttaa.

Kumpikin hallinto pidättää itselleen oikeuden, ilmoitettuaan siitä toiselle hallinnolle, oman maansa alueeseen nähden muuttaa 2 artiklan K-kohdan 3 pykälässä mainitut vyöhykerajat ja maksuosuudet.

6 artikla.

Tätä sopimusta tehdään kaksi kappaletta ranskan, suomen ja ruotsin kielillä ja se tulee voimaan niinpiankuin edellä olevassa 1 artiklassa mainittu vedenalainen kaapeli on otettu käytäntöön. Erimielisyyden sattuessa tulkitaan nähden ranskankielinen teksti on ratkaiseva.

Sopimus on voimassa toistaiseksi ja voidaan milloin tahansa irtisanoa, jolloin se pysyy voimassa kolme kuukautta sen päivän jälkeen, jona irtisanominen on tapahtunut.

Helsinki, heinäkuun 6 päivänä 1928.

G. E. F. ALBRECHT.

Tukholma, heinäkuun 10 päivänä 1928.

A. HAMILTON.

régions frontières des deux pays. Ces taxes et dispositions sont indiquées dans une annexe à cet arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de St-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 5.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphes premier, 2 et 3, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphe 2 ci-dessus ainsi que l'annexe mentionnée à l'article 3 pourront être modifiées de commun accord par les deux administrations.

Chacune des deux administrations se réserve le droit, après notification faite à l'autre administration, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphe 3.

Article 6.

Le présent arrangement est établi en deux exemplaires rédigés en langues française, finnoise et suédoise et entrera en vigueur à partir de la mise en exploitation du câble sous-marin mentionné à l'article premier ci-dessus. En cas de divergence d'interprétation le texte français sera décisif.

L'arrangement aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait à Helsingfors, le 6 juillet 1928.

Fait à Stockholm, le 10 juillet 1928.

LIITE SUOMEN

JA RUOTSIN VÄLISEEN PUHELINLIIKENNESOPIMUKSEEN MÄÄRÄYKSINEEN ERINÄISISTÄ RAJAYHDYS-
LIIKENTEISTÄ.

Välitystie	Osuus maksuyksiköstä	
	Suomelle	Ruotsille
	Frangia	Frangia
I. <i>Vedenalaista kaapelia myöten.</i>		
Toiselta puolen Ahvenanmaan maakunnan ja toiselta puolen Ruotsin taksa-alueitten Tukholman, Norrtäljen ja Östhammarin välillä	1,20	1,20
II. <i>Tornion — Haaparannan kautta.</i>		
a) Tornion ja Haaparannan asemien välillä	0,24	0,24
b) Ruotsalaisten taksa-alueitten Haaparannan ja Karungin toiselta puolen ja allaolevien Suomen asemien välillä toiselta puolen :		
1) Karihaara, Karunki, Kemi, Kyläjoki, Lautiosaari, Röyttä, Tornio ja Vojakkala	0,30	0,30
2) Ii, Kantomaanpää, Kuivakangas, Lohijärvi, Meltosjärvi, Oulu, Pello, Portimojärvi, Raanujärvi, Rovaniemi, Simo, Sinettä, Tenkeliö, Tervola, Turtola ja Ylitornio	0,60	0,30
c) Ruotsin taksa-alueitten: Boden, Kalix, Luleå, Morjärv, Pello, Råneå, Överkalix ja Övertorneå toiselta puolen ja toiselta puolen :		
1) ylempänä II b) 1) kohdassa mainittujen Suomen asemien välillä	0,30	0,60
2) ylempänä II b) 2) kohdassa mainittujen Suomen asemien välillä	0,60	0,60
III. <i>Karesuannon — Karesuandon ja Iiton—Naimakan kautta.</i>		
a) Karesuannon ja Karesuandon asemien tai Iiton ja Naimakan asemien välillä	0,24	0,24

ANNEXE A L'ARRANGEMENT

SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE RELATIVE A CERTAINES RELATIONS DE FRONTIÈRE.

Voie de communication	Taxe par unité de conversation	
	Revenant à la Finlande	Revenant à la Suède
	Francs	Francs
I. <i>Câble sous-marin.</i>		
Entre la province d'Åland d'une part et les rayons de taxation suédois de Stockholm, de Norrtälje et d'Östhammar d'autre part	1,20	1,20
II. <i>Tornio—Haparanda.</i>		
a) Entre les villes de Tornio et de Haparanda	0,24	0,24
b) Entre les rayons de taxation suédois de Haparanda et de Karungi d'une part et les bureaux finlandais ci-dessous d'autre part :		
1° Karihaara, Karunki, Kemi, Kyläjoki, Lautiosaari, Röyttä, Tornio et Vojakkala	0,30	0,30
2° Ii, Kantomaanpää, Kuivakangas, Lohijärvi, Meltosjärvi, Oulu, Pello, Portimojärvi, Raanujärvi, Rovaniemi, Simo, Sinettä, Tenkeliö, Tervola, Turtola et Ylitornio	0,60	0,30
c) Entre les rayons de taxation suédois suivants : Boden, Kalix, Luleå, Morjärv, Pello, Råneå, Överkalix et Övertorneå, d'une part et		
1° Les bureaux finlandais énumérés sous II b) 1) ci-dessus	0,30	0,60
2° Les bureaux finlandais énumérés sous II b) 2) ci-dessus d'autre part	0,60	0,60
III. <i>Karesuanto—Karesuando et Iitto—Naimakka.</i>		
a) Entre Karesuanto et Karesuando ou entre Iitto et Naimakka	0,24	0,24

Välitystie	Osuus maksuyksiköstä		Taxe par unité de conversation	
	Suomelle	Ruotsille	Revenant à la Finlande	Revenant à la Suède
	Frangia	Frangia	Francs	Francs
b) Ruotsin taksa-alueitten : Karesuando, Muonionalusta ja Naimakka toiselta puolen ja alempana mainittujen Suomen asemien välillä toiselta puolen : 1) Iitto, Karesuanto, Kätkäsuanto, Muonio, Palojoensuu ja Ylimuonio	0,30	0,30	0,30	0,30
2) Alakylä, Enontekiö, Kallo, Kaukonen, Kihlanki, Kittilä, Kolari, Konttajärvi, Kurtakko, Lohiniva, Meltaus, Nunnanen, Pasmajärvi, Patokoski, Peltovuoma, Pohjasenvaara, Ruokojärvi, Sieppijärvi, Tapojärvi, Vuontisjärvi ja Ylläsjärvi	0,60	0,30	0,60	0,30
c) Ruotsin taksa-alueitten : Junosuando, Kiruna, Korpilombolo, Pajala, Tärendö, Vittangi ja Övre Soppero toiselta puolen ja toiselta puolen 1) ylempänä III b) 1) kohdassa mainittujen Suomen asemien välillä	0,30	0,60	0,30	0,60
2) ylempänä III b) 2) kohdassa mainittujen Suomen asemien välillä	0,60	0,60	0,60	0,60
b) Entre les rayons de taxation suédois de Karesuando, de Muonionalusta et de Naimakka d'une part et les bureaux finlandais ci-dessous d'autre part : 1 ^o Iitto, Karesuanto, Kätkäsuanto, Muonio, Palojoensuu et Ylimuonio			0,30	0,30
2 ^o Alakylä, Enontekiö, Kallo, Kaukonen, Kihlanki, Kittilä, Kolari, Konttajärvi, Kurtakko, Lohiniva, Meltaus, Nunnanen, Pasmajärvi, Patokoski, Peltovuoma, Pohjasenvaara, Ruokojärvi, Sieppijärvi, Tapojärvi Vuontisjärvi et Ylläsjärvi			0,60	0,30
c) Entre les rayons de taxation suédois suivants : Junosuando, Kiruna, Korpilombolo, Pajala, Tärendö, Vittangi et Övre Soppero, d'une part et 1 ^o Les bureaux finlandais énumérés sous III b) 1) ci-dessus			0,30	0,60
2 ^o Les bureaux finlandais énumérés sous III b) 2) ci-dessus d'autre part.			0,60	0,60

Voimassaolevia maksuja II :een ja III :een välitystiehen nähden ei voida vähäliikenteisenä aikana alentaa.

Samoilla välitysteillä kannetaan jakamaton maksuyksikkö kultakin kolmen minuutin jaksolta tai sen osalta.

Välitysteillä II ja III ovat voimassa seuraavat maksut puheluilmoituksista ja puhelukutsuista :

Puheluilmoituksista kannetaan 20 sentiimiä, mitä ei oteta kansainvälisiin tileihin.

Maksu puhelukutsusta joka on toimitettava sen alueen sisäpuolella, jolla sähkösanomat jaetaan maksutta, on 50 sentiimiä, mitä ei oteta kansainvälisiin tileihin.

Maksu puhelukutsusta ulkopuolelle sen alueen, jolla sähkösanomat jaetaan maksutta, on sama kuin puheluilmoituksesta menevä maksu, johon lisätään pikälähettimaksu 0,50 kultafrangia

La réduction des taxes pendant les heures de faible trafic n'est pas applicable aux conversations transmises sur les voies II et III ci-dessus.

Pour les mêmes voies les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes.

Pour les voies II et III la taxe des préavis et des avis d'appel est fixée comme suit :

Les préavis sont soumis à une taxe de 20 centimes. Cette date n'entre pas dans les décomptes internationaux.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est de 50 centimes. Cette taxe n'entre pas dans les décomptes internationaux.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est fixée au même montant que la taxe d'un préavis avec une surtaxe pour la distribu-

kilometriltä matkalta vastaanottoasemalta kutsutun henkilön asuntoon. Tämä pikälähettimaksu lankeaa kokonaisuudessaan osoitamaan hallinnolle.

tion par exprès calculée à raison de 50 centimes par kilomètre de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée. La surtaxe d'exprès revient entièrement à l'administration du bureau destinataire.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 1966. — ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE TELEFONTRAFIKEN MELLAN FINLAND OCH SVERIGE. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 6 JULI, OCH I STOCKHOLM, DEN 10 JULI 1928.

Artikel 1.

Telefonförbindelsen mellan Finland och Sverige upprätthålles medelst :

- 1) en undervattenskabel mellan landskapet Åland och Sverige, förbunden med en undervattenskabel mellan landskapet Åland och finska fastlandet,
- 2) ledningar över landgränsen mellan de båda länderna.

Artikel 2.

De bestämmelser, som finnas stadgade i kapitel XXIV (angående telefontrafik) i det till den i St. Petersburg avslutade internationella telegrafkonventionen fogade tjänstgöringsreglementet (Paris-editionen av år 1925), skola gälla för telefontrafiken mellan Finland och Sverige med nedanstående förtydliganden och tillägg :

AVDELNING C. TELEFONKATALOGER.

Paragraf 4.

Beställningar å telefonkataloger avsedda för försäljning till allmänheten skola adresseras till post- och telegrafstyrelsen, Helsingfors, respektive Kungl. Telegrafstyrelsen, Stockholm, vilka mot postförskott översända den önskade katalogen direkt till den person, som begärt densamma.

AVDELNING E. PRIVATA ILSAMTAL.

Paragraf 1.

Privata ilsamtal äro medgivna.

AVDELNING F. BLIXTSAMTAL.

Paragraf 1.

Blixtsamtal äro medgivna.

Paragraf 3.

Avgiften för blixtsamtal är lika med tjugo gånger avgiften för ett under samma tid av dygnet utväxlat vanligt privatsamtal.

AVDELNING G. STATSSAMTAL.

Paragraf 1 (2).

Såväl ilstatssamtal som vanliga statssamtal äro medgivna.

AVDELNING H. ABONNEMANGSSAMTAL.

Paragraf 1 (1).

Abonnemangssamtal äro medgivna såväl under trafiksvag tid som under andra tider av dygnet.

Paragraf 1 (4).

För abonnemangssamtal gälla följande taxor :

a) under trafiksvag tid : halv taxeenhet. Dock utgår, när samtalen utväxlas under tiden mellan kl. 23 och kl. 7 och avgift erlägges för minst 5 samtalsperioder, endast tredjedels taxeenhet ;

b) under övriga tider : tre gånger taxeenheten.

Paragraf 2 (1).

Tillägg :

« Rekvirent av abonnemangssamtal, som skall äga rum under trafikstark tid, har rätt att begära, att sön- och helgdagar samt dagar närmast före helgdagar undantagas. »

Paragraf 3.

Under trafiksvag tid kunna abonnemangssamtal av längre varaktighet än 6 minuter medgivas av vederbörande gränskontrollstationer, därest den normala trafikmängden å de använda ledningarna det tillåter.

Paragraf 5.

Abonnemangsavgiften beräknas normalt för en genomsnittstid av trettio dagar. I de fall, då för samtal under trafikstark tid rekvirenten begärt undantagande av sön- och helgdagar samt dagar närmast före helgdagar (Avdelning H, § 2 (1) här ovan), beviljas motsvarande nedsättning av abonnemangsavgiften.

Paragraf 6 (2).

Tillägg :

« Förlängning av samtal anses såsom nytt samtal (Avdelning L, § 1 (1)) och betingar en avgift : under trafikstark tid av minst en taxeenhet och under trafiksvag tid av minst tre femtedelar (3/5) av taxeenheten ».

Paragraf 7 (3).

Ersättes av :

« Återbetalning sker med det belopp, som motsvarar den förlorade tiden. »

AVDELNING K. AVGIFTER. — AVGIFTSBERÄKNING.

Paragraf 3.

ZONER.

För bestämmande av terminalavgifterna å finsk och svensk sida uppdelas vardera landet i fem zoner.

Zonernas omfattning :

FINLAND.

Zon A omfattar centralstationer i landskapet Åland med underlydande nät ;

Zon B omfattar centralstationer å Finlands fastland belägna söder om 62° nordlig bredd och väster om 26:e längdgraden öster om Greenwich med underlydande nät ;

Zon C omfattar centralstationer belägna söder om 62° nordlig bredd och öster om 26:e längdgraden öster om Greenwich med underlydande nät ;

Zon D omfattar centralstationer belägna mellan 62° och 64° 30' nordlig bredd med underlydande nät ;

Zon E omfattar centralstationer belägna norr om 64° 30' nordlig bredd med underlydande nät.

SVERIGE.

Zon A omfattar centralstationer belägna söder om 57° 30' nordlig bredd med underlydande nät, med undantag av stationerna å Gotland ;

Zon B 1 omfattar centralstationer belägna mellan 57° 30' och 61° nordlig bredd samt väster om 15:de längdgraden öster om Greenwich med underlydande nät ;

Zon B 2 omfattar centralstationer belägna mellan 57° 30' och 61° nordlig bredd och öster om 15:de längdgraden öster om Greenwich med underlydande nät samt stationerna å Gotland ;

Zon C omfattar centralstationer belägna mellan 61° och 64° 30' nordlig bredd med underlydande nät ;

Zon D omfattar centralstationer belägna norr om 64° 30' nordlig bredd med underlydande nät.

TERMINALAVGIFTER.

Den vardera förvaltningen tillfallande terminalavgiften per taxeenhet fastställs till följande belopp :

I. *Vid befordran över undervattenskabeln.*

FINLAND :

För varje samtal från eller till :

Zon A — 1 franc 20 centimes,
Zon B — 3 francs 60 centimes,
Zon C — 4 francs 80 centimes,
Zon D — 4 francs 80 centimes,
Zon E — 6 francs.

SVERIGE :

För varje samtal från eller till :

Zon A — 3 francs 60 centimes,
Zon B 1 — 3 francs,
Zon B 2 — 1 franc 80 centimes,
Zon C — 3 francs,
Zon D — 4 francs 80 centimes.

Dock utgör för samtal utväxlade mellan samtliga stationer tillhörande zon D i Finland å ena sidan och samtliga stationer tillhörande zon C i Sverige med undantag av stationerna Holmsund, Nordmaling, Robertsfors och Umeå å andra sidan Finlands andel 4 francs 20 centimes och Sveriges andel 2 francs 40 centimes.

II. Vid befordran över landlinjerna.

FINLAND :

För varje samtal från eller till :

Zon B — 3 francs 60 centimes,

Zon C — 3 francs 60 centimes,

Zon D — 2 francs 40 centimes,

Zon E — 1 franc 20 centimes.

SVERIGE :

För varje samtal från eller till :

Zon A — 6 francs 60 centimes.

Zonerna B 1 och B 2 — 4 francs 80 centimes,

Zon C — 3 francs,

Zon D — 1 franc 20 centimes.

Paragraf 6.

Såsom trafiksvag tid räknas tiden mellan kl. 19 och kl. 8 (enligt den i avgångslandet gällande lagliga tiden). I fråga om abonnemangssamtal är det land, varest abonnemanget tecknats, att anse såsom avgångsland.

Under trafiksvag tid utgör avgiften för vanligt privatsamtal tre femtedelar ($\frac{3}{5}$) av taxeenheten.

AVDELNING L. REGLER FÖR AVGIFTERNAS TILLÄMPNING. — SAMTALSTIDENS BERÄKNING.

Paragraf 8 (2) och (3).

Då rekvisenten ej svarar, utgår avgift för ett samtal av 3 minuters längd och av samma slag som det beställda samtalet. Då adressaten ej svarar, utgår ingen avgift.

AVDELNING N. BUDSÄNDNING OCH FÖRUTBESTÄLLNING.

Paragraf 1 (4).

Samtal med förutbeställning och samtal med budsändning äro medgivna.

Paragraf 2.

För förutbeställning utgår avgift lika med tredjedelen ($\frac{1}{3}$) av avgiften för ett under samma tid av dygnet utväxlat vanligt samtal av 3 minuters längd.

Avgiften för adressatens tillkallande medelst bud inom adresstationens telegrambäringsområde är lika med avgiften för förutbeställning.

För adressatens tillkallande medelst bud utanför adresstationens telegrambäringsområde utgår samma avgift som för förutbeställning och dessutom budsändningsavgift beräknad efter fr. 0.50 per kilometer av avståndet mellan adresstationen och adressatens bostad.

Om inlämningsstationen saknar erforderliga uppgifter om sagda avstånd, skola sådana uppgifter lämnas av vederbörande gränskontrollstation i adresslandet.

Budsändningsavgiften tillfaller odelad adresslandets förvaltning.

Paragraf 3.

Vid expedierandet av samtal med förutbeställning och samtal med budsändning skola förvaltningarna följa de av Internationella rådgivande kommittén föreslagna reglerna med titeln « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », vilka regler komplettera

föreskrifterna i det internationella telegrafreglementet (Pariseditionen), dock med iakttagande av följande tillägg och ändringar :

a) Om adresstationen erhåller upplysning, att adressaten icke kan mottaga samtalet förrän senare, skall underrättelse härom snarast möjligt framföras till avgångsstationen, som i sin tur underrättar rekvirenten.

b) Om adresstationen vid ett samtals förberedning erhåller upplysning från adressapparaten, att adressaten icke kan anträffas, skall samtalets uppsättning uppskjutas till dess adressaten bliver i tillfälle att mottaga detsamma. Om av samma skäl adressapparaten icke kan mottaga samtalet vid den slutliga uppringningen men adresstationen icke erhållit upplysning härom vid samtalets förberedning, skall avgift utgå för ett samtal av 3 minuters längd och av samma slag som det beställda samtalet.

NY AVDELNING. TIDSBESTÄLLDA SAMTAL. — FÖRFRÅGNINGAR.

Tidsbeställda samtal äro medgivna enligt de regler, som angivas i Internationella rådgivande kommitténs förslag med titeln « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, sidan 112). Dock skall avgiften för sådant samtal vara densamma som för ett vid samma tid av dygnet utväxlat ilsamtal med en tilläggsavgift lika med den, som enligt Avdelning N, paragraf 2, här ovan skall utgå för förutbeställning.

Förfrågningar rörande telefonnummer m. m. äro medgivna. De äro underkastade de regler, som angivas i Internationella rådgivande kommitténs förslag med titeln « Demandes de renseignements » (Livre rose, sidan 113). Dock skola avgifterna för desamma ingå i internationell avräkning.

AVDELNING O. SAMTALS EXPEDIERING OCH BRYTNING.

Paragraf 2 (3).

Om trafiken är tillräckligt stark, skola beställningarna framföras mellan gränskontrollstationerna på sådant sätt, att utom det pågående samtalet varje gränskontrollstation har minst två beställda samtal i vardera riktningen färdiga för uppsättning.

Artikel 3.

Nedsatta taxor och vissa särbestämmelser gälla för trafiken mellan vissa gränsområden i de båda länderna. Dessa taxor och särbestämmelser angivas i en bilaga till denna överenskommelse.

Artikel 4.

Bestämmelserna i artikel 8 i den i St. Petersburg avslutade internationella telegrafkonventionen äga tillämpning å de telefonförbindelser, som avses i denna överenskommelse.

Artikel 5:

Bestämmelserna i artikel 2, Avdelning C, paragraf 4, Avdelning H, paragraferna 1, 2, 3, 5, 6 och 7, Avdelning K, paragraf 6, Avdelning L, paragraf 8, Avdelning N, paragraferna 1, 2 och 3, den nya avdelningen efter avdelningen N och Avdelning O, paragraf 2 här ovan ävensom den i artikel 3 omnämnda bilagan kunna ändras efter gemensam överenskommelse mellan de båda förvaltningarna.

Vardera förvaltningen förbehåller sig rätt att efter den andra förvaltningens underrättande för eget lands område ändra de i artikel 2, Avdelning K, paragraf 3 angivna zongränserna och taxandelarna.

Artikel 6.

Denna överenskommelse upprättas i två exemplar på franska, finska och svenska språken och träder i kraft så snart den i artikel 1 här ovan omnämnda undervattenskabeln tagits i bruk. Vid meningsskiljaktighet beträffande tolkningen skall den franska avfattningen äga vitsord.

Överenskommelsen gäller tills vidare och kan när som helst uppsägas, varvid densamma förbliver gällande intill tre månader efter den dag, då uppsägningen skett.

HELSINGFORS, den 6 juli 1928.

G. E. F. ALBRECHT.

STOCKHOLM, den 10 juli 1928.

A. HAMILTON.

BILAGA

TILL ÖVERENSKOMMELSEN ANGÅENDE TELEFONTRAFIKEN MELLAN FINLAND OCH SVERIGE MED BESTÄMMELSER RÖRANDE TRAFIKEN Å VISSA GRÄNSFÖRBINDELSER.

Befordringsväg	Avgift per taxeenhet	
	tillfallande Finland	tillfallande Sverige
I. <i>Via undervattenskabeln.</i>	francs	francs
Mellan landskapet Åland å ena sidan och de svenska taxeorädena Stockholm, Norrtälje och Östhammar å andra sidan	1,20	1,20
II. <i>Via Tornio—Haparanda.</i>		
a) Mellan stationerna Tornio och Haparanda	0,24	0,24
b) Mellan de svenska taxeorädena Haparanda och Karungi å ena sidan och nedanstående stationer i Finland å andra sidan : 1) Karihaara, Karunki, Kemi, Kyläjoki, Lautiosaari, Röyttä, Tornio och Vojakkala	0,30	0,30
2) Ii, Kantomaanpää, Kuivakangas, Lohijärvi, Meltosjärvi, Oulu, Pello, Portimojärvi, Raanujärvi, Rovaniemi, Simo, Sinettä, Tenkeliö, Tervola, Turtola och Ylitornio	0,60	0,30
c) Mellan de svenska taxeorädena Boden, Kalix, Luleå, Morjärv, Pello, Råneå, Överkalix och Övertorneå å ena sidan och å andra sidan : 1) de under II b) 1) här ovan uppräknade stationerna i Finland	0,30	0,60
2) de under II b) 2) här ovan uppräknade stationerna i Finland	0,60	0,60
III. <i>Via Karesuanto—Karesuando och via Iitto—Naimakka.</i>		
a) Mellan stationerna Karesuanto och Karesuando och mellan stationerna Iitto och Naimakka	0,24	0,24
b) Mellan de svenska taxeorädena Karesuando, Muonionalusta och Naimakka å ena sidan och nedanstående finska stationer å andra sidan : 1) Iitto, Karesuanto, Kätkäsuanto, Muonio, Palojoensuu och Ylimuonio	0,30	0,30
2) Alakylä, Enontekiö, Kallio, Kaukonen, Kihlanki, Kittilä, Kolari, Konttajärvi, Kurtakko, Lohiniva, Meltaus, Nunnanen, Pasmajärvi, Patokoski, Peltovuoma, Pohjasenvaara, Ruokojärvi, Sieppijärvi, Tapojärvi, Vuontisjärvi och Ylläsjärvi	0,60	0,30
c) Mellan de svenska taxeorädena Junosuando, Kiruna, Korpilombolo, Pajala, Tärendö, Vittangi och Övre Soppero å ena sidan och å andra sidan : 1) de under III b) 1) här ovan uppräknade stationerna i Finland	0,30	0,60
2) de under III b) 2) här ovan uppräknade stationerna i Finland	0,60	0,60

Nedsättning under trafiksvag tid av de å befordringsvägarna II och III gällande avgifterna är icke medgiven.

Å samma befordringsvägar utgår odelad taxeenhet för varje period om tre minuter eller del därav.

Å befordringsvägarna II och III gälla följande taxor för förutbeställning och budsändning :

Avgiften för förutbeställning utgör 20 centimes och ingår icke i internationell avräkning.

Avgiften för adressatens tillkallande medelst bud inom adresstationens telegrambäringsområde utgör 50 centimes och ingår icke i internationell avräkning.

För adressatens tillkallande medelst bud utanför adresstationens telegrambäringsområde utgår samma avgift som för förutbeställning och dessutom budsändningsavgift beräknad efter 50 centimes per kilometer av avståndet mellan adresstationen och adressatens bostad. Denna budsändningsavgift tillfaller odelad adresslandets förvaltning.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1966. — AGREEMENT REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND SWEDEN. SIGNED AT HELSINGFORS, JULY 6, AND AT STOCKHOLM, JULY 10, 1928.

Article 1.

Telephonic communications between Finland and Sweden shall be ensured :

- (1) By a submarine cable between the province of Åland and Sweden, connected to a submarine cable between the province of Åland and the Finnish mainland.
- (2) By lines crossing the land frontier between the two countries.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (telephone service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Finland and Sweden, subject to the following amplifications and additions.

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Helsingfors, or to the General Directorate of Telegraphs, Stockholm, as the case may be. These offices shall despatch the publication ordered direct to the person concerned against payment on delivery.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is twenty times that of an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During the periods of light traffic, half the unit charge. When, however, they are made between 11 p. m. and 7 a. m. and the charge is paid for not less than 5 units, only one-third (1/3) of the unit rate is charged ;

(b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays, holidays and the day before every holiday to be excepted. "

Paragraph 3.

During periods of light traffic subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days. When, the subscriber has asked that as regards subscription calls during the hours of heavy traffic Sundays, holidays and the day before every holiday shall be excepted (Section H, paragraph 2 (1) above,) a corresponding reduction in the amount of the subscription shall be granted.

Paragraph 6 (2).

Add :

" The additional call is regarded as a new conversation (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of heavy traffic, at not less than the unit rate and during the hours of light traffic, at not less than three fifths (3/5) of the unit rate "

Paragraph 7 (3).

Replace by :

" The refund to be granted shall be proportionate to the time lost. "

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONES.

For the fixing of terminal charges, Finnish territory and Swedish territory are each divided into five zones.

Limits of zones :

FINLAND.

Zone A comprises the systems of the province of Åland ;

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and West of the 26th meridian east of Greenwich ;

Zone C comprises the systems situated south of 62° N and east of the 26th meridian east of Greenwich ;

Zone D comprises the systems situated between 62° N and 64° 30' N ;

Zone E comprises the systems situated north of 64° 30' N.

SWEDEN.

Zone A comprises the systems situated south of 57° 30' N, with the exception of the systems in the Island of Gotland ;

Zone B 1 comprises the systems situated between 57° 30' N and 61° N and west of the 15th meridian east of Greenwich ;

Zone B 2 comprises the systems situated between 57° 30' N and 61° N and to the east of the 15th meridian east of Greenwich, and also the systems of the Island of Gotland ;

Zone C comprises the systems situated between 61° N and 64° 30' N.

Zone D comprises the systems situated north of 64° 30' N.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each Administration per unit fee is fixed as follows :

I. *Submarine cable connections.*

FINLAND :

For any call from or to :

Zone A — One francs 20 centimes.

Zone B — Three francs 60 centimes.

Zone C — Four francs 80 centimes.

Zone D — Four francs 80 centimes.

Zone E — Six francs.

SWEDEN.

For any call from or to :

Zone A — Three francs 60 centimes.

Zone B 1 — Three francs.

Zone B 2 — — One franc 80 centimes.

Zone C — Three francs.

Zone D — Four francs 80 centimes.

Nevertheless, in the case of calls between any office in the Finnish *Zone D*, on the one hand, and any office in the Swedish *Zone C*, except those of Holmsund, Nordmaling, Robertsfors and Umeå, on the other hand, the Finnish quota is fixed at 4 francs 20 centimes and the Swedish quota at 2 francs 40 centimes.

II. Land line connections.

FINLAND :

For any call from or to :

- Zone B — Three francs 60 centimes.
- Zone C — Three francs 60 centimes.
- Zone D — Two francs 40 centimes.
- Zone E — One franc 20 centimes.

SWEDEN :

For any call from or to :

- Zone A — Six francs 60 centimes.
- Zones B 1 or B 2 — Four francs 80 centimes.
- Zone C — Three francs.
- Zone D — One franc 20 centimes.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) (3).

If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with *préavis* and *avis d'appel* are allowed.

Paragraph 2.

The charge for *préavis* is fixed at one-third (1/3) the rate for an ordinary three-minute conversation in the same rate-period.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered within the free delivery area for telegrams is the same as the charge for a *préavis*.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered outside the free delivery area is the same as for a *préavis* with a surcharge for express delivery calculated at the rate of fr. 0.50 per kilometre, according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned.

If the office of origin is not in possession of the necessary information concerning the said distance, this information shall be furnished by the terminal office at the receiving end.

The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

Paragraph 3.

In putting through calls with *préavis* or *avis d'appel*, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : "Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel*, supplementary to the

provisions of the International Regulations (Paris Revision), with the following additions and amendments :

(a) If the office of destination is informed that the person called cannot receive the call until later, the office putting through the call shall be notified as soon as possible. This latter office shall notify the caller.

(b) If the office of destination on ringing up the subscriber for the purpose of the *préavis*, is informed that the person called is not there, the actual call shall not be put through until the person called is ready to receive it. If, when the call is finally put through, he is unable for the same reason to receive it, although the office of destination was not notified thereof on making the preliminary call, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded.

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Casual calls at a fixed hour, " (Pink Book, page 112). The charge applicable, however, is that for an urgent call exchanged during the same call period with an additional charge equivalent to that stipulated in Section N, paragraph 2 above, for *préavis*:

Requests for information are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading " Requests for information, " (Pink Book, page 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Article 3.

Reduced rates and special regulations are applicable to communications between certain frontier districts of the two countries. These rates and regulations are given in an Annex to this Agreement.

Article 4.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 5.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraphs 1, 2 and 3, the new Section after Section N, and Section O, paragraph 2, above, and also the Annex mentioned in Article 3, may be amended by agreement between the two Administrations.

Each of the two Administrations reserves the right, after notifying the other Administration, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraph 3.

Article 6.

The present Agreement is drawn up in duplicate, in the French, Finnish and Swedish languages and shall come into force as from the date on which the submarine cable mentioned in Article 1 above is brought into operation. In the case of conflicting interpretations, the French text shall be decisive.

The Agreement shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done at Helsingfors, July 6, 1928.

G. E. F. ALBRECHT.

Done at Stockholm, July 10, 1928.

A. HAMILTON.

ANNEX

TO THE AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND SWEDEN, WITH REFERENCE TO CERTAIN FRONTIER COMMUNICATIONS.

Route	Charge per call unit.	
	Finnish Quota	Swedish Quota
<i>I. Submarine Cable.</i>		
Between the province of Åland and the Swedish call areas of Stockholm, Norrtälje and Östhammar	1.20	1.20
<i>II. Tornio — Haparanda.</i>		
(a) Between the towns of Tornio and Haparanda	0.24	0.24
(b) Between the Swedish call areas of Haparanda and Karungi and the Finnish offices mentioned below :		
(1) Karihaara, Karunki, Kemi, Kyläjoki, Lautiosaari, Röyttä, Tornio and Vojakkala	0.30	0.30
(2) Ii, Kantomaanpää, Kuivakangas, Lohijärvi, Meltosjärvi, Oulu, Pello, Portimojärvi, Raanujärvi, Rovaniemi, Simo, Sinettä, Tenkeliö, Tervola, Turtola and Ylitornio	0.60	0.30
(c) Between the Swedish call areas of Boden, Kalix, Luleå, Morjärv, Pello, Råneå, Överkalix, and Övertorneå, and		
(1) The Finnish Offices enumerated under II (b) (1) above	0.30	0.60
(2) The Finnish Offices enumerated under II (b) (2) above	0.60	0.60
<i>III. Karesuanto — Karesuando and Iitto — Naimakka.</i>		
(a) Between Karesuanto and Karesuando or between Iitto and Naimakka	0.24	0.24
(b) Between the Swedish call areas of Karesuando, Muonionalusta and Naimakka and the following Finnish offices :		
(1) Iitto, Karesuanto, Kätkäsuanto, Muonio, Palojoensuu and Yli-muonio	0.30	0.30
(2) Alakylä, Enontekiö, Kallo, Kaukonen, Kihlanki, Kittilä, Kolari, Konttajärvi, Kurtakko, Lohiniva, Meltaus, Nunnanen, Pasmajärvi, Patokoski, Peltovuoma, Pohjasenvaara, Ruokojärvi, Sieppijärvi, Tapojärvi, Vuontisjärvi, and Ylläsjärvi	0.60	0.30
(c) Between the Swedish call areas of Junosuando, Kiruna, Korpilombolo, Pajala, Tärendö, Vittangi and Övre Soppero, and		
(1) The Finnish Offices enumerated under III (b) (1) above	0.30	0.60
(2) The Finnish Offices enumerated under III (b) (2) above	0.60	0.60

Reduced rates during the hours of light traffic do not apply to calls using the routes specified under II and III above.

As regards these means of communication, the rates charged are for indivisible three-minute periods.

In the case of systems II and III, the charges for *préavis* and *avis d'appel* are as follows :

The charge for a *préavis* is 20 centimes. This charge is not included in the international accounts.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered within the free delivery area for telegrams is 50 centimes. This charge is not included in the international accounts.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered outside the free delivery area for telegrams is the same as for a *préavis*, with a surcharge for express delivery calculated at the rate of 50 centimes per kilometre, according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned. The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

N° 1967.

**DANEMARK, FINLANDE
ET SUÈDE**

Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Helsingfors, le 22 décembre 1928, à Stockholm, le 14 janvier, et à Copenhague, le 16 janvier 1929.

**DENMARK, FINLAND
AND SWEDEN**

Agreement concerning the Telephone Service. Signed at Helsingfors, December 22, 1928, at Stockholm, January 14, and at Copenhagen, January 16, 1929.

N^o 1967. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 22 DÉCEMBRE 1928, A STOCKHOLM, LE 14 JANVIER, ET A COPENHAGUE, LE 16 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 mars 1929.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et le Danemark, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Danemark-Suède et des voies de communication établies sur le territoire de la Suède.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international² (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de St-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Finlande et le Danemark par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsingfors respectivement à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Copenhague. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur le 15 février 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1967. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND FINLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, DECEMBER 22, 1928, AT STOCKHOLM, JANUARY 14, AND AT COPENHAGEN, JANUARY 16, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 5, 1929.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Denmark by the submarine cables between Finland and Sweden and Denmark and Sweden and by connections through Swedish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations³ (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Finland and Denmark by means of connections through Swedish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Helsingfors or to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Copenhagen, as the case may be. These offices shall despatch the publication in question direct to the person concerned, payment being made on delivery.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force February 15, 1929.

³ Vol. LVII, page 201, and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etats urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois l'Administration suédoise se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENTS.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe. Toutefois lorsqu'elles sont échangées entre 23 h. et 7 h. et la taxe est acquittée pour un minimum de 5 unités, il n'est perçu que le tiers de l'unité de taxe.

b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles d'une fête. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale. Dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is twenty times that for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During the periods of light traffic, half the unit charge. When, however, they are exchanged between 11 p. m. and 7 a. m. and the charge is paid for a minimum of 5 units, only one-third ($\frac{1}{3}$) of the unit rate is charged ;

(b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays, holidays and the day before every holiday to be excluded."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic on the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 30 days. When, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1

(Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles d'une fête, une réduction correspondante du montant de l'abonnement est accordée.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins ».

Paragraphe 7 (3).

Remplacer par :

« Le remboursement à accorder est proportionné au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragrapes 3 et 4.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire du Danemark est divisé en deux zones terrestres définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux situés à l'est d'une ligne passant du nord au sud par le Grand Belt.

La zone B comprend les réseaux situés à l'ouest d'une ligne passant du nord au sud par le Grand Belt.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes.

De la zone B — trois francs-or 60 centimes.

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes.

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes.

De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

above), the subscriber has asked for Sundays, holidays and the day before every holiday to be excepted, a corresponding reduction in the amount of the subscription shall be granted.

Paragraph 6 (2).

Add :

“ The additional call is regarded as a new conversation (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of heavy traffic, at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic, at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.”

Paragraph 7 (3).

Replace by :

“ The refund to be granted shall be proportionate to the time lost.”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the Province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and west of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62° N and east of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62° N and 64° 30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64° 30' N.

Danish territory is divided into two zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems situated east of a line passing north to south through the Great Belt.

Zone B comprises the systems situated west of a line passing north to south through the Great Belt.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to :

Zone A — 1 gold franc 20 centimes ;

Zone B — 3 gold francs 60 centimes ;

Zone C — 4 gold francs 80 centimes ;

Zone D — 4 gold francs 80 centimes ;

Zone E — 6 gold francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

DANEMARK.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes.

De la zone B — deux francs-or 40 centimes.

Ces montants comprennent la quote-part danoise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre le Danemark et la Suède.

PART DE TRANSIT.

La part de transit revenant à l'Administration suédoise par unité de taxe, y compris les quotes-parts suédoises afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins entre la Finlande et la Suède et entre le Danemark et la Suède est fixée à 4 francs-or 20 centimes pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine).

En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Paragraphe 2.

Les préavis sont soumis à une taxes qui est fixée au tiers (1/3) de la taxe d'une conversation ordinaire de 3 minutes échangée dans la même période de taxation que la communication en question.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la même que la taxe afférente à un préavis.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite est fixée au même montant que la taxe d'un préavis avec une surtaxe pour la distribution par exprès calculée à raison de fr. 0,50 par kilomètre de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée.

Si le bureau d'origine ne possède pas les renseignements nécessaires concernant la distance mentionnée, ces renseignements seront fournis par le bureau tête de ligne — côté destinataire.

La surtaxe d'exprès reviendra entièrement à l'administration du bureau destinataire.

DENMARK.

For any call from or to :

- Zone A — 1 gold franc 20 centimes ;
- Zone B — 2 gold francs 40 centimes.

These amounts include the Danish quota for the use of the submarine cable between Denmark and Sweden.

TRANSIT QUOTA.

The transit quota of the Swedish administration per unit fee, including the Swedish quota for the use of the submarine cables between Finland and Sweden and between Denmark and Sweden, is fixed at 4 gold francs 20 centimes for all calls, whatever the offices of origin and destination.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

Paragraph 2.

The charge for "préavis" is fixed at one-third ($\frac{1}{3}$) of the rate for an ordinary three-minute conversation in the same call period as the call in question.

The charge for an "avis d'appel" to be delivered within the free delivery area for telegrams is the same as the charge for a "préavis".

The charge for an "avis d'appel" to be delivered outside the free delivery area is the same as for a "préavis" with a surcharge for express delivery calculated at the rate of fr. 0.50 per kilometre according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned.

If the office of origin is not in possession of the necessary information concerning the said distance, this information shall be furnished by the terminal office at the receiving end.

The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

Paragraphe 3.

Dans l'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris), avec les additions et modifications suivantes :

a) Si le bureau destinataire est informé que la personne demandée ne peut recevoir la communication que plus tard, le bureau demandeur en est avisé aussitôt que possible. Ce dernier bureau renseigne le demandeur.

b) Si le bureau destinataire reçoit du poste d'abonné, lors de l'appel préalable l'information que la personne demandée ne peut être atteinte, l'établissement de la communication est différé jusqu'à ce que la personne demandée soit prête à recevoir la communication. Si, pour la même cause le poste d'abonné demandé ne peut recevoir la communication lors de l'appel définitif, sans que le bureau destinataire en ait été averti lors de l'appel préalable, la taxe est due pour une conversation de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée.

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (Livre rose, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, les trois Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. — COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Paragraph 3.

In putting through calls with “*préavis*” or “*avis d'appel*”, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : “Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel*”, supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision), with the following additions and amendments :

(a) If the office of destination is informed that the person called cannot receive the call until later, the office putting through the call shall be notified as soon as possible. This latter office shall notify the caller.

(b) If the office of destination, on ringing up the subscriber for the purpose of the “*préavis*”, is informed that the person called is not there, the actual call shall not be put through until the person called is ready to receive it. If, when the call is finally put through, he is unable for the same reason to receive it, although the office of destination was not notified thereof on making the preliminary call, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded.

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : “Casual calls at a fixed hour” (Pink Book, p. 112).

Requests for information are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : “Requests for Information” (Pink Book, p. 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connexions must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connexions in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

Additional provision.

As regards the putting through of calls passing through a Swedish office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephone communications under the heading : “Regulations for the operation of international transit traffic”, supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in respect of terminal charges.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en triple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à l'Administration suédoise, laquelle, à moins de contestation de sa part, incorpore dans le compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui reviennent à la Suède.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes 1^{er}, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphes 1^{er}, 2 et 3, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphes 2 et 4 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les trois administrations.

Chacune des trois administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Article 5.

Le présent arrangement sera considéré comme ayant été mis à exécution à partir de la mise en exploitation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède mentionné à l'article premier ci-dessus.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en trois exemplaires signés :

A HELSINGFORS, le 22 décembre 1928.

A STOCKOLM, le 14 janvier 1929.

A COPENHAGUE, le 16 janvier 1929.

G. E. F. ALBRECHT.

A. HAMILTON.

C. MONDRUP.

The terminal Administrations shall transmit to each other monthly accounts in triplicate. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and another copy to the Swedish Administration, which, unless it disputes the figures, shall enter the amount due to Sweden in the main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraphs 1, 2 and 3, the New Section after Section N, and Section O, paragraphs 2 and 4, above, may be amended by agreement between the three Administrations.

Each of the three Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

The present Agreement shall be regarded as having come into force as from the date on which the submarine cable between Finland and Sweden, mentioned in Article 1 above, is brought into operation.

It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to 3 months notice.

Done in triplicate and signed :

At HELSINGFORS, *December 22, 1928.*

At STOCKHOLM, *January 14, 1929.*

At COPENHAGEN, *January 16, 1929.*

G. E. F. ALBRECHT.

A. HAMILTON.

C. MONDRUP.

N° 1968.

**FINLANDE, NORVÈGE
ET SUÈDE**

Arrangement sur le service téléphonique. Signé à Oslo, le 29 décembre 1928, à Stockholm, le 22 janvier, et à Helsinki, le 14 janvier 1929.

**FINLAND, NORWAY
AND SWEDEN**

Agreement regarding Telephone Service. Signed at Oslo, December 29, 1928, at Stockholm, January 22, and at Helsinki, January 14, 1929.

N^o 1968. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA FINLANDE, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE. SIGNÉ A OSLO, LE 29 DÉCEMBRE 1928, A STOCKHOLM, LE 22 JANVIER, ET A HELSINKI, LE 14 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 mars 1929.

Article premier.

La liaison téléphonique entre la Finlande et la Norvège est assurée :

- 1^o Par l'intermédiaire d'un câble sous-marin entre la Finlande et la Suède et des voies de communication établies sur le territoire de la Suède ;
- 2^o Par l'intermédiaire des lignes terrestres de la Suède ;
- 3^o Par des lignes traversant la frontière terrestre entre les deux pays.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international² (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de St. Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Norvège et la Finlande, direct ou par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Télégraphes à Oslo respectivement à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsinki. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

¹ Entré en vigueur le 15 février 1929.

² Vol. LVII, page 201; et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1968. — AGREEMENT² BETWEEN FINLAND, NORWAY AND SWEDEN REGARDING TELEPHONE SERVICE. SIGNED AT OSLO, DECEMBER 29, 1928, AT STOCKHOLM, JANUARY 22, AND AT HELSINKI, JANUARY 14, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 5, 1929.

Article 1.

Telephonic communications between Finland and Norway shall be ensured :

- (1) By a submarine cable between Finland and Sweden and by connections through Swedish territory ;
- (2) By Swedish land lines ;
- (3) By lines crossing the land frontier between the two countries.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations³ (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applied to the telephone service between Norway and Finland, direct or by means of connections through Swedish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Telegraphs at Oslo or to the General Directorate of Posts and Telegraphs at Helsingfors, as the case may be. These offices shall despatch the publication in question direct to the customer concerned, payment being made on delivery.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 15, 1929.

³ Vol. LVII, page 201 ; and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois l'Administration suédoise se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe. Toutefois, lorsqu'elles sont échangées entre 23 h. et 7 h. et la taxe est acquittée pour un minimum de 5 unités, il n'est perçu que le tiers de l'unité de taxe.
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête. »

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale. Dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches, des jours fériés et des veilles de fête, une réduction correspondante du montant de l'abonnement est accordée.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are not allowed.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish Administration reserves the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of its offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During the periods of light traffic, half the unit charge. When, however, they are exchanged between 11 p. m. and 7 a. m. and the charge is paid for a minimum of 5 units, only one-third ($\frac{1}{3}$) of the unit rate is charged ;

(b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays, holidays and the day before every holiday to be excepted."

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days. When, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic, the subscriber has asked for Sundays, holidays and the day before every holiday to be excepted (Section H, paragraph 2 (1) above), a corresponding reduction in the amount of the subscription shall be granted.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Remplacer par :

Le remboursement à accorder doit être proportionné au temps perdu.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Norvège est divisé en six zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux situés au sud de 61° de latitude nord et à l'est de 8° de longitude est de Greenwich, sauf le réseau de Kristiansand S.

La zone B comprend les réseaux situés entre 61° et $64^{\circ} 30'$ de latitude nord et à l'est de 8° de longitude est de Greenwich.

La zone C 1 comprend les réseaux situés à l'ouest de 8° de longitude est de Greenwich et au sud de 61° de latitude nord, et le réseau de Kristiansand S.

La zone C 2 comprend les réseaux situés à l'ouest de 8° de longitude est de Greenwich et au nord de 61° de latitude nord.

La zone D 1 comprend les réseaux situés entre $64^{\circ} 30'$ et 68° de latitude nord.

La zone D 2 comprend les réseaux situés au nord de 68° de latitude nord.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et $64^{\circ} 30'$ N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de $64^{\circ} 30'$ N.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

I. Voie du câble sous-marin.

NORVÈGE.

a) Voie Norrtälje—Charlottenberg.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A — un franc 20 centimes.

De la zone B — deux francs 40 centimes.

Des zones C 1 et C 2 — deux francs 40 centimes.

De la zone D 1 — quatre francs 20 centimes.

De la zone D 2 — cinq francs 40 centimes.

Paragraph 6 (2).

Add :

“ The additional call is regarded as a new conversation (Section L, paragraph 1 (1)), and is charged for : during the hours of heavy traffic, at not less than the unit rate, and during the hours of light traffic, at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.”

Paragraph 7 (3).

Replace by :

The refund to be granted shall be proportionate to the time lost.

SECTION K. RATES. COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Norwegian territory is divided into six zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems situated south of latitude 61° N and east of longitude 8° E of Greenwich, with the exception of the Kristiansand S. system.

Zone B comprises the systems situated between latitudes 61° and $64^{\circ} 30'$ N. and east of longitude 8° E. of Greenwich.

Zone C 1 comprises the systems situated west of longitude 8° E. of Greenwich and south of latitude 61° N., and also the Kristiansand S. system.

Zone C 2 comprises the systems situated to the west of longitude 8° E. of Greenwich and north of latitude 61° N.

Zone D 1 comprises the systems situated between latitudes $64^{\circ} 30'$ and 68° N.

Zone D 2 comprises the systems situated north of latitude 68° N.

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the Province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N. and west of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62° N and east of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62° N. and $64^{\circ} 30'$ N.

Zone E comprises the systems situated north of $64^{\circ} 30'$ N.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

I. *Submarine cable route.*

NORWAY.

(a) Norrdälje-Charlottenberg route.

For any call from or to :

Zone A — One franc 20 centimes.

Zone B — Two francs 40 centimes.

Zones C 1 and C 2 — Two francs 40 centimes.

Zone D 1 — Four francs 20 centimes.

Zone D 2 — Five francs 40 centimes.

b) Voie Norrtälje—Storlien.

Pour toute conversation originaire ou à destination

- De la zone A — deux francs 40 centimes.
- De la zone B — un franc 20 centimes.
- De la zone C 1 — trois francs.
- De la zone C 2 — un franc 80 centimes.
- De la zone D 1 — deux francs 40 centimes.
- De la zone D 2 — trois francs 60 centimes.

c) Voie Norrtälje—Riksgränsen.

Pour toute conversation originaire ou à destination

- De la zone A — cinq francs 40 centimes.
- De la zone B — trois francs 60 centimes.
- De la zone C 1 — cinq francs 40 centimes.
- De la zone C 2 — quatre francs 20 centimes.
- De la zone D 1 — un franc 80 centimes.
- De la zone D 2 — un franc 20 centimes.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination

- De la zone A — un franc 20 centimes.
- De la zone B — trois francs 60 centimes.
- De la zone C — quatre francs 80 centimes.
- De la zone D — quatre francs 80 centimes.
- De la zone E — six francs.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

II. *Voie des lignes terrestres, soit par l'intermédiaire de la Suède soit par communications directes.*

NORVÈGE.

a) Voie Haparanda—Riksgränsen.

Pour toute conversation originaire ou à destination

- De la zone A — cinq francs 40 centimes.
- De la zone B — trois francs 60 centimes.
- De la zone C 1 — cinq francs 40 centimes.
- De la zone C 2 — quatre francs 20 centimes.
- De la zone D 1 — un franc 80 centimes.
- De la zone D 2 — un franc 20 centimes.

b) Voie Haparanda—Storlien.

Pour toute conversation originaire ou à destination

- De la zone A — deux francs 40 centimes.
- De la zone B — un franc 20 centimes.
- De la zone C 1 — trois francs.
- De la zone C 2 — un franc 80 centimes.
- De la zone D 1 — deux francs 40 centimes.
- De la zone D 2 — trois francs 60 centimes.

b) *Norrtälje-Storlien route.*

For any call from or to :

- Zone A — Two francs 40 centimes.
- Zone B — One franc 20 centimes.
- Zone C 1 — Three francs.
- Zone C 2 — One franc 80 centimes.
- Zone D 1 — Two francs 40 centimes.
- Zone D 2 — Three francs 60 centimes.

c) *Norrtälje-Riksgränsen route.*

For any call from or to :

- Zone A — Five francs 40 centimes.
- Zone B — Three francs 60 centimes.
- Zone C 1 — Five francs 40 centimes.
- Zone C 2 — Four francs 20 centimes.
- Zone D 1 — One franc 80 centimes.
- Zone D 2 — One franc 20 centimes.

FINLAND.

For any call from or to :

- Zone A — One franc 20 centimes.
- Zone B — Three francs 60 centimes.
- Zone C — Four francs 80 centimes.
- Zone D — Four francs 80 centimes.
- Zone E — Six francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

II. *Land route, either through Sweden or direct.*

NORWAY.

(a) *Haparanda—Riksgränsen route.*

For any call from or to :

- Zone A — Five francs 40 centimes.
- Zone B — Three francs 60 centimes.
- Zone C 1 — Five francs 40 centimes.
- Zone C 2 — Four francs 20 centimes.
- Zone D 1 — One franc 80 centimes.
- Zone D 2 — One franc 20 centimes.

(b) *Haparanda—Storlien route.*

For any call from or to :

- Zone A — Two francs 40 centimes.
- Zone B — One franc 20 centimes.
- Zone C 1 — Three francs.
- Zone C 2 — One franc 80 centimes.
- Zone D 1 — Two francs 40 centimes.
- Zone D 2 — Three francs 60 centimes.

c) *Voie Haparanda—Charlottenberg.*

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A — un franc 20 centimes.

De la zone B — deux francs 40 centimes.

De la zone C 1 — deux francs 40 centimes.

De la zone C 2 — deux francs 40 centimes.

De la zone D 1 — quatre francs 20 centimes.

De la zone D 2 — cinq francs 40 centimes.

d) *Voie Kirkenes—Petsamo ou Elvenes—Kolttaköngäs.*

Pour toute conversation originaire ou à destination de la zone D 2 — un franc 20 centimes.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination

De la zone A — six francs.

De la zone B — trois francs 60 centimes.

De la zone C — trois francs 60 centimes.

De la zone D — deux francs 40 centimes.

De la zone E — un franc 20 centimes.

PART DE TRANSIT.

La part de transit revenant à l'Administration suédoise par unité de taxe pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination, est fixée comme suit :

I. *Voie du câble sous-marin.*

a) Voie Norrtälje—Charlottenberg, trois francs.

b) Voie Norrtälje—Storlien, quatre francs 20 centimes.

c) Voie Norrtälje—Riksgränsen (Narvik), six francs, y compris les quote-parts suédoises afférentes à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

II. *Voie des lignes terrestres.*

a) Voie Haparanda—Riksgränsen (Narvik) deux francs 40 centimes.

b) Voie Haparanda—Storlien, quatre francs 20 centimes.

c) Voie Haparanda—Charlottenberg, quatre francs 80 centimes.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

(c) Haparanda—Charlottenberg route.

For any call from or to :

- Zone A — One franc 20 centimes.
- Zone B — Two francs 40 centimes.
- Zone C 1 — Two francs 40 centimes.
- Zone C 2 — Two francs 40 centimes.
- Zone D 1 — Four francs 20 centimes.
- Zone D 2 — Five francs 40 centimes.

(d) Kirkenes-Petsamo or Elvenes-Kolttakõngas route.

For any call from or to Zone D 2 — One franc 20 centimes.

FINLAND.

For any call from or to :

- Zone A — Six francs.
- Zone B — Three francs 60 centimes.
- Zone C — Three francs 60 centimes.
- Zone D — Two francs 40 centimes.
- Zone E — One franc 20 centimes.

TRANSIT QUOTA.

The transit quota of the Swedish Administration per unit fee for any call, whatever the offices of origin and destination, is fixed as follows :

I. *Submarine cable route :*

- (a)* Norrtälje-Charlottenberg route — Three francs.
- (b)* Norrtälje-Storlein route — Four francs 20 centimes.
- (c)* Norrtälje-Riksgränsen (Narvik) route — Six francs, including the Swedish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

II. *Land route.*

- (a)* Haparanda-Riksgränsen (Narvik) route — Two francs 40 centimes.
- (b)* Haparanda-Storlein route — Four francs 20 centimes.
- (c)* Haparanda-Charlottenberg route — Four francs 80 centimes.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p. m. to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS.— DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Paragraphe 2.

Les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers ($\frac{1}{3}$) de la taxe d'une conversation ordinaire de 3 minutes échangée dans la même période de taxation.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dedans du périmètre de distribution gratuite des télégrammes est la même que la taxe afférente à un préavis.

La taxe d'un avis d'appel à remettre en dehors du périmètre de distribution gratuite est fixée au même montant que la taxe d'un préavis avec une surtaxe pour la distribution par exprès calculée à raison de fr. 0.50 par kilomètre de la distance entre le bureau destinataire et le domicile de la personne demandée.

Si le bureau d'origine ne possède pas les renseignements nécessaires concernant ladite distance, ces renseignements seront fournis par le bureau tête de ligne — côté destinataire.

La surtaxe d'exprès reviendra entièrement à l'administration du bureau destinataire.

Paragraphe 3.

Dans l'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris), avec les additions et modifications suivantes :

a) Si le bureau destinataire est informé que la personne demandée ne peut recevoir la communication que plus tard, le bureau demandeur en est avisé aussitôt que possible. Ce dernier bureau renseigne le demandeur.

b) Si le bureau destinataire reçoit du poste d'abonné lors de l'appel préalable, l'information que la personne demandée ne peut être atteinte, l'établissement de la communication est différé jusqu'à ce que la personne demandée soit prête à recevoir la communication. Si pour la même cause le poste d'abonné demandé ne peut recevoir la communication lors de l'appel définitif, sans que le bureau destinataire en ait été averti lors de l'appel préalable, la taxe est due pour une conversation de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée.

NOUVELLE SECTION. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (Livre rose, page 112).

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with *préavis* and *avis d'appel* are allowed.

Paragraph 2.

The charge for *préavis* is fixed at one-third ($\frac{1}{3}$) of the rate for an ordinary three minute conversation in the same rate-period.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered within the free delivery area for telegrams is the same as the charge for a *préavis*.

The charge for an *avis d'appel* to be delivered outside the free delivery area is the same as for a *préavis* with a surcharge for express delivery calculated at the rate of fr. 0.50 per kilometre according to the distance between the office of destination and the residence of the person concerned.

If the office of origin is not in possession of the necessary information concerning the said distance, this information shall be furnished by the terminal office at the receiving end.

The whole of the surcharge for express delivery shall be retained by the Administration of the office of destination.

Paragraph 3.

In putting through calls with *préavis* or *avis d'appel*, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel*", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision), with the following additions and amendments:

(a) If the office of destination is informed that the person called cannot receive the call until later, the office putting through the call be notified as soon as possible. This latter office shall notify the caller.

(b) If the office of destination on ringing up the subscriber for the purpose of the *préavis*, is informed that the person called is not there, the actual call shall not be put through until the person called is ready to receive it. If, when the call is finally put through, he is unable for the same reason to receive it, although the office of destination was not notified thereof on making the preliminary call, a charge is made corresponding to a three-minute call of the category demanded.

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are allowed under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Casual calls at a fixed hour" (Pink Book, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (Livre rose page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3)

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre les bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5)

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en triple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à l'Administration suédoise, laquelle, à moins de contestation de sa part, incorpore dans le compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui reviennent à la Suède.

Article 3.

Des taxes réduites et des dispositions spéciales sont applicables aux relations entre certaines régions frontalières des deux pays. Ces taxes et dispositions sont indiquées dans une annexe à cet arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 5.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphes premier, 2 et 3, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphes 2 et 4 ci-dessus, ainsi que l'annexe mentionnée à l'article 3 pourront être modifiées de commun accord par les administrations intéressées.

Applications for information are admitted under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for information " (Pink Book, page 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connexions must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connexions in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

Additional provision.

As regards the putting-through of calls passing through a Swedish office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephone communications under the heading : " Regulations for the operation of international transit traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in respect of terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to each other monthly accounts in triplicate. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and another copy to the Swedish Administration, which, unless it disputes the figures, shall enter the amount due to Sweden in the main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

Reduced rates and special regulations are applicable to communications between certain frontier districts of the two countries. These rates and regulations are given in an Annex to this Agreement.

Article 4.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 5.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraphs 1, 2 and 3, the new section after Section N and Section O, paragraphs 2 and 4, above, and also the Annex mentioned in Article 3, may be amended by agreement between the Administrations concerned.

Chacune des administrations intéressées se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphe 3 et 4.

Article 6.

Le présent arrangement sera considéré comme ayant été mis à exécution à partir de la mise en exploitation du câble sous-marin mentionné dans l'article premier ci-dessus.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en trois exemplaires signés :

A OSLO, le 29 décembre 1928.

La Direction générale des Télégraphes :
Pour le Directeur général :

ENGSET.

Øiseth.

A STOCKHOLM, le 22 janvier 1929.

La Direction générale des Télégraphes :

A. HAMILTON.

Artur Karlsson.

A HELSINKI, le 14 janvier 1929.

La Direction générale des Postes et des Télégraphes :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

ANNEXE

à l'arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Norvège relative à certaines relations de frontière.

Voie de communication	Taxe par unité de conversation	
	revenant à la Norvège	revenant à la Finlande
	Fr.	Fr.
a) Entre les bureaux Petsamo, Kolttaköngäs et Salmijärvi d'une part et les rayons de contrôle norvégiennes suivantes d'autre part :		
1° Kirkenes	0,24	0,24
2° Vadsø	0,48	0,24
3° Vardø	0,96	0,24

La réduction des taxes mentionnées ci-dessus pendant les heures de faible trafic n'est pas admise. Dans toutes les relations ci-dessus, les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes.

Dans ces relations, la taxe d'un préavis est fixée à 0 fr. 20, cette taxe n'entrant pas dans les comptes internationaux.

Each of the Administrations concerned reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 6.

The present Agreement shall be regarded as having come into force as from the date on which the submarine cable mentioned in Article 1 above is brought into operation.

It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in triplicate and signed :

At OSLO on December 29, 1928,

The General Directorate of Telegraphs :
For the Director General,

ENGSET.

Øiseth.

At STOCKHOLM on January 22, 1929,

The General Directorate of Telegraphs :

A. HAMILTON.

Artur Karlsson.

At HELSINGFORS on January 14, 1929,

The General Directorate of Posts and Telegraphs :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

ANNEX

to the Agreement regarding telephone service between Finland and Norway
with reference to certain frontier communications.

Route	Charge per call unit	
	Norwegian quota	Finnish quota
	Fr.	Fr.
(a) Between the offices of Petsamo, Kolttaköngäs and Salmijärvi and the following Norwegian control areas :		
(1) Kirkenes	0.24	0.24
(2) Vadsø	0.48	0.24
(3) Vardø	0.96	0.24

There shall be no reduction in the rates mentioned above during the hours of light traffic.

In the case of all the communications mentioned above, the rates charged are for indivisible three-minute periods.

As regards these communications, the charge for a "préavis" is fixed at fr. 0.20. This charge is not included in the international accounts.

N° 1969.

GRÈCE ET SUISSE

Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Genève, le 21 septembre 1925.

**GREECE
AND SWITZERLAND**

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Geneva, September 21, 1925.

N^o 1969. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA GRÈCE ET LA SUISSE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 21 SEPTEMBRE 1925.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 mars 1929.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et la Grèce et de résoudre autant que possible, par voie de conciliation ou de règlement judiciaire, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Alexandre CARAPANO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique à Paris ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 15 et suivants du présent traité.

Demeurent réservés les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes.

Article 2.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, la partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 28 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1969. — TREATY ² OF CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN GREECE AND SWITZERLAND. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 21, 1925.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place March 8, 1929.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC, desirous of strengthening the ties of friendship which exist between Switzerland and Greece, and of settling as far as possible, by way of conciliation or judicial settlement, any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Alexandre CARAPANO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Greek Republic in Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time through the diplomatic channel.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, a judicial settlement shall be sought in conformity with Articles 15 *et seq.* of the present Treaty.

The above shall not apply to disputes for the settlement of which a special procedure is laid down by other conventions in force between the Contracting Parties.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the domestic legislation of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the Courts, the defendant Party may oppose the submission of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, February 28, 1929.

une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'un jugement ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

Les parties contractantes institueront une commission permanente de conciliation composée de trois membres.

Elles nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront le président d'un commun accord. Le président ne devra ni être ressortissant des Parties contractantes ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de lui désigner un successeur, comme aussi de retirer son consentement à la nomination du président. Dans ce cas, il y aura lieu de procéder sans délai au remplacement des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

Article 4.

La commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination du président n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera désigné, à défaut d'entente entre les parties et à la requête de l'une d'entre elles, par le président des Etats-Unis d'Amérique, s'il y consent.

Article 5.

La commission de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Elle sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la partie adverse par la partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 6.

La commission de conciliation se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son président.

Article 7.

La procédure devant la commission de conciliation sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux¹, du 18 octobre 1907.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the dispute to a procedure of conciliation or, if necessary, to judicial settlement, until a final judgment has been given by the competent judicial authority.

In this case the request for conciliation procedure must be made within a year at most from the date of such judgment.

Article 3.

The Contracting Parties shall establish a Permanent Conciliation Commission composed of three members.

Each Party shall nominate one member of its own choosing, the President being appointed by agreement between the Parties. The President may not be a national of the Contracting States nor be domiciled in their territory nor be employed in their service.

So long as the procedure has not begun, each Contracting Party shall have the right to revoke the appointment of its nominee and to replace him by another, and also to withdraw its consent to the appointment of the President. In this case, the necessary replacement shall be effected without delay.

Members shall be replaced under the same conditions as were observed in their appointment.

Article 4.

The Conciliation Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the appointment of the President is not made within this period or, in case of his replacement, within three months after the vacancy occurs, he shall, failing agreement between the Parties and at the request of either of them, be appointed by the President of the United States of America, if the latter agrees thereto.

Article 5.

The task of the Conciliation Commission shall be to further the settlement of disputes by an impartial and conscientious examination of the facts and by formulating proposals with a view to settling the case.

The Commission shall be informed of a question by an application addressed to its President by one of the Contracting Parties.

This application shall be notified at the same time to the other Party by the Party which is requesting the institution of the procedure of conciliation.

Article 6.

In the absence of agreement to the contrary, the Conciliation Commission shall meet at the place chosen by its President.

Article 7.

In proceedings before the Conciliation Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up its own rules of procedure, regard being had to the regulations laid down in Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes¹, unless the Commission unanimously decides otherwise.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Les délibérations de la commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les parties n'en décide autrement.

Article 9.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer, auprès de la commission de conciliation, des agents spéciaux, qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité simple des voix.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Article 12.

La commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des parties.

Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 13.

La commission de conciliation fixera le délai dans lequel les parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions.

Ce délai n'excédera pas, toutefois, la durée de trois mois.

Article 14

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 8.

The proceedings of the Conciliation Commission shall be private, unless the Commission decides otherwise in agreement with the Parties.

Article 9.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint special agents on the Conciliation Commission. These agents shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 10.

The Conciliation Commission shall take its decisions by a majority vote of its members, except as otherwise laid down in the present Treaty.

Article 11.

The Contracting Parties undertake to give the Conciliation Commission all possible assistance in its work and, in particular, to employ all the means placed at their disposal by their domestic legislation to enable it to call and hear witnesses or experts within their territory, as well as to carry out investigations on the spot.

Article 12.

The Conciliation Commission shall make its report within six months from the day on which the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to an extension of this period.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 13.

The Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals.

This period shall not, however, exceed three months.

Article 14.

For the actual duration of the procedure, the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by an arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

Si l'une des parties n'accepte pas les propositions de la commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la cour de justice, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Article 16.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des parties contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque partie pourra saisir la Cour de justice par voie de simple requête.

Article 17.

Si la Cour permanente de justice internationale établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décisions dont il s'agit, il serait accordé à la partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 18.

L'arrêt rendu par la Cour permanente de justice internationale sera exécuté de bonne foi par les parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de justice, que chacune des parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Article 19.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de justice internationale par voie de simple requête.

Article 15.

If one of the Parties does not accept the proposals of the Conciliation Commission, or does not announce its decision within the period prescribed in the report, either Party may request that the dispute be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If, in the opinion of the Court of Justice, the case is not of a juridical nature, the Parties shall agree to its being settled *ex aequo et bono*.

Article 16.

In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement (*compromis*) specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice, and any other conditions fixed between themselves.

The special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

All points contained therein shall be interpreted by the Court of Justice.

If the special agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of Justice by a simple application.

Article 17.

Should the Permanent Court of International Justice find that a decision of a court of law or other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that Party not allow, or only inadequately allow, the cancellation of the effects of this decision by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted equitable satisfaction in some other form.

Article 18.

The judgment given by the Permanent Court of International Justice shall be acted upon by the Parties in good faith.

Any difficulties regarding the interpretation of the judgment shall be settled by the Court of Justice upon a simple application for this purpose by either Party.

Article 19.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice.

Article 20.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Berne, dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double exemplaire, à Genève, le vingt et un septembre mil neuf cent vingt-cinq.

(Signé) MOTTA.

(Signé) AL. C. CARAPANO

Pour copie conforme :

Berne, le 7 mars 1929,

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Treaty shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged. It shall be concluded for a period of ten years from the date of its coming into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If a procedure of conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiration of the present Treaty, it shall pursue its course in accordance with the provisions of the present Treaty or any other convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Geneva, the twenty-first day of September one thousand nine hundred and twenty-five.

(Signed) MOTTA.

(Signed) AL. C. CARAPANO.

N° 1970.

BULGARIE ET GRÈCE

Accord financier concernant la procédure selon laquelle les populations échangées seront indemnisées et le règlement des dettes incombant de ce fait aux deux gouvernements. Signé à Genève, le 9 décembre 1927.

BULGARIA AND GREECE

Financial Agreement on the Procedure to be followed in regard to the Compensation payable to Exchanged Populations and the Settlement of the Debts of both Governments under this Heading. Signed at Geneva, December 9, 1927.

N^o 1970. — ACCORD¹ FINANCIER ENTRE LA BULGARIE ET LA GRÈCE, CONCERNANT LA PROCÉDURE SELON LAQUELLE LES POPULATIONS ÉCHANGÉES SERONT INDEMNISÉES, ET LE RÈGLEMENT DES DETTES INCOMBANT DE CE FAIT AUX DEUX GOUVERNEMENTS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat conformément à ses dispositions finales, le 8 mars 1929, jour de son entrée en vigueur.

Vu la Convention relative à l'émigration réciproque, signée à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919 ;

Vu le « Plan de paiements » adopté le 8 décembre 1922 ;

Considérant que le président de la Commission mixte prévue par ladite convention a été consulté et qu'il a exprimé un avis conforme :

Les représentants soussignés de la Bulgarie et de la Grèce sont convenus de ce qui suit :

Aux lieu et place des dispositions actuelles de l'article 9, paragraphes 2, 3 et 4, et des articles 11-19 du « Plan de paiements » du 8 décembre 1922, les dispositions suivantes prendront effet :

Article premier.

Les titres définitifs envisagés par le « Plan de paiements » auront la forme de titres, numérotés consécutivement, libellés en leva ou en drachmes (suivant le cas), nets de tous impôts bulgares ou helléniques (suivant le cas), portant intérêt à 6 % l'an, l'intérêt étant payable semestriellement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet et remboursables au moyen d'un fonds d'amortissement, ainsi qu'il est prévu ci-dessous, ce fonds d'amortissement commençant à fonctionner le 1^{er} juillet 1928. Le texte des titres définitifs à mettre par chacun des gouvernements sera identique et fixé par voie d'accord direct entre chacun des gouvernements et la Commission mixte.

Les deux gouvernements s'engagent — aussi longtemps qu'il existera des titres non remboursés de ces émissions pour chaque semestre à partir du 1^{er} juillet 1928, — à consacrer à l'achat de titres, en vue de leur annulation, une somme équivalant à un soixantième de la valeur nominale du total de tous les titres émis (y compris les titres provisoires non encore échangés contre des titres définitifs).

A cette fin, un titre sera considéré comme ayant été « émis » un mois après la date à laquelle la Commission mixte aura notifié aux organismes compétents des deux gouvernements le nom de l'ayant droit et le montant qui lui est dû.

¹ Dépôt des ratifications :

Bulgarie, 22 février 1929.

Grèce, 8 mars 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1970. — FINANCIAL AGREEMENT² BETWEEN BULGARIA AND GREECE, ON THE PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN REGARD TO THE COMPENSATION PAYABLE TO EXCHANGED POPULATIONS AND THE SETTLEMENT OF THE DEBTS OF BOTH GOVERNMENTS UNDER THIS HEADING. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1927.

French official text. This Agreement was registered with the Secretariat, in accordance with its final provisions, on March 8, 1929, the date of its entry into force.

In view of the Convention of Reciprocal Emigration signed at Neuilly-sur-Seine on November 27, 1919;

In view of the " Plan de paiements " adopted on December 8, 1922;

Whereas the President of the Mixed Commission provided for in the said Convention has been consulted and has signified his concurrence;

The undersigned representatives of Bulgaria and Greece have agreed as follows;

In lieu of the existing provisions of Article 9, paragraphs 2, 3 and 4, and 7 Articles 11-19 of the " Plan de paiements " of December 8, 1922, the following provisions shall have effect:

Article 1.

The " titres définitifs " contemplated by the " Plan de paiements " shall be in the form of consecutively numbered bonds in levas or drachmas (as the case may be), free from all Bulgarian or Greek taxes (as the case may be), carrying interest at the rate of 6 per cent per annum, payable half-yearly on January 1 and July 1 and repayable by a sinking fund as provided below, commencing July 1, 1928. The text of the " titres définitifs " to be issued by each of the Governments shall be identical and fixed by direct agreement between each of the Governments and the Mixed Commission.

The two Governments undertake — so long as any bonds of these issues are outstanding, in each half-year from July 1, 1928, onwards — to apply to the purchase of bonds for cancellation a sum equal to one-sixtieth of the face value of the total amount of bonds issued (including provisional bonds not yet exchanged for definitive bonds).

For this purpose, a bond shall be considered to have been " issued " one month after the date on which the Mixed Commission notify to the proper organs of the two Governments the name of a claimant and the amount due to him.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Deposit of ratifications:

Bulgaria, February 22, 1929.

Greece, March 8, 1929.

Pour autant que les titres nécessaires ne pourront être achetés ou dans tous les cas si leur prix sur le marché est au-dessus du pair, il sera procédé au tirage de titres pour remboursement au pair. Les tirages seront effectués par les directions respectives des Dettes publiques. Les achats et les tirages pour les fonds d'amortissement seront effectués par la Banque nationale de Bulgarie et par la Banque d'émission de Grèce respectivement, et les sommes semestriellement affectées au fonds d'amortissement seront transférées auxdites banques par le gouvernement intéressé, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet respectivement, au cours de chaque année à partir du 1^{er} juillet 1928. S'il est nécessaire de procéder à un tirage, les tirages devront avoir lieu au plus tard un mois avant la fin du semestre en question, c'est-à-dire que les premiers tirages ne s'effectueraient pas plus tard que le 1^{er} décembre 1928, pour remboursement au pair le 1^{er} janvier 1929. Les renseignements concernant tous les titres sortis au tirage seront publiés dans le *Journal Officiel* et affichés dans toutes les succursales de la Banque d'émission du pays intéressé.

Les banques devront notifier à la Commission mixte et au Conseil de la Société des Nations, à la fin de chaque semestre, les montants versés pour les intérêts sur les titres, les montants reçus par eux pour le fonds d'amortissement et les sommes qui auront été affectées par elles au remboursement a) par achats, et b) par tirages.

Chacun des deux gouvernements aura, en outre, le droit de rembourser au pair, à un moment quelconque, moyennant préavis d'un mois, la totalité ou toute fraction additionnelle (déterminée par voie de tirage) des titres émis en sa propre monnaie. En ce cas, les sommes nécessaires pour les versements semestriels au fonds d'amortissement seront réduites suivant le rapport existant entre la valeur nominale des titres remboursés et la valeur nominale du montant total des titres émis.

Les titres et leurs coupons seront exonérés de tous impôts, taxes, redevances et charges quelconques, présents ou futurs, dans le pays d'émission et seront acceptées dans ledit pays, pour leur valeur nominale, comme cautionnement pour tous contrats passés avec l'Etat.

Les deux gouvernements s'engagent par le présent accord à obtenir sans délai toutes autorisations législatives nécessaires pour assurer l'inscription annuelle au budget ordinaire de l'Etat des sommes requises pour le service des émissions susmentionnées.

Article 2.

Dès que les deux gouvernements auront approuvé le présent accord, l'émission des titres provisoires cessera et les titres provisoires existants seront échangés, aussi rapidement que possible, contre des titres définitifs.

Article 3.

Tous les titres provisoires qu'il serait nécessaire d'émettre après le 1^{er} janvier 1928 seront libellés suivant les nouvelles formules qui figurent aux annexes I et II.

Article 4.

Le 31 décembre 1927 et à la fin de chaque semestre ultérieur, jusqu'à la mise en application de l'article 5, la Commission mixte fixera, d'accord avec le Ministère des Finances de chaque pays, la valeur nominale totale des titres (y compris les titres provisoires) émis (suivant la définition figurant à l'alinéa 3 de l'article 1 ci-dessus).

La Commission mixte confrontera les totaux ainsi émis en leva et en drachmes respectivement, en convertissant la monnaie du pays débiteur au cours moyen, sur le pays créancier qui a été pratiqué pendant le dernier des six mois en question.

Le gouvernement qui, à la suite de cette comparaison, se trouvera alors débiteur de l'autre gouvernement, devra immédiatement (et en tout cas, au plus tard un mois après la fin du semestre), verser au gouvernement créancier, dans la monnaie dudit gouvernement, une somme représentant

In so far as the necessary bonds cannot be purchased, and in any case if the market price is above par, bonds shall be drawn for payment at par. The drawings shall be made by the respective Public Debt Departments. Purchases and drawings for sinking funds shall be carried out by the National Bank of Bulgaria and by the Greek Bank of Issue, respectively, to whom the half-yearly sinking fund allocation shall be transferred by the Government concerned on January 1 and July 1 respectively in each year, commencing with July 1, 1928. If it is necessary to draw any bonds, drawings must take place not later than one month before the end of the six-monthly period, *i.e.*, the first drawings would be not later than December 1, 1928, for repayment at par on January 1, 1929. Particulars of all drawn bonds shall be published in the *Official Gazette* and exhibited at all branches of the Bank of Issue of the country concerned.

The Banks shall notify to the Mixed Commission and to the Council of the League of Nations at the end of each semestral period the amounts paid for interest on the bonds, the amounts received by them for the sinking fund, and the sums applied by them to redemption, (a) by purchase, (b) by drawings.

Either Government will further be entitled to repay at par any time, on giving one month's notice, the whole or any additional part (to be chosen by drawing) of the bonds issued in its own currency, and in that event the amounts required for the half-yearly sinking fund payments shall be reduced in the ratio of the face value of the bonds repaid to the face value of the total bonds issued.

The bonds and their coupons shall be exempt from all imposts, taxes, dues or charges whatever, existing or future, in the country of issue, and shall be accepted in that country at par as security for all State contracts.

The two Governments hereby undertake to obtain forthwith any legislative authority necessary to secure the inscription each year in the ordinary budget of the State of the amounts necessary for the service of the above issues.

Article 2.

As soon as the two Governments have approved this Agreement, the issue of "titres provisoires" shall cease, and the existing "titres provisoires" shall be exchanged as rapidly as possible for "titres définitifs".

Article 3.

Any "titres provisoires" which it may be necessary to issue after January 1, 1928, shall be in the amended form shown in Annexes I and II.

Article 4.

On December 31, 1927, and at the end of each six months thereafter, until the application of Article 5, the Mixed Commission shall fix, in agreement with the Ministries of Finance in each country, the total face value of the bonds (including provisional bonds) issued (as defined in paragraph 3 of Article 1 above).

The Mixed Commission shall compare the totals thus issued in levas and drachmas respectively, converting the currency of the debtor country at the average rate on the creditor country for the last month of the six months in question.

Whichever Government is, as the result of this comparison, at that moment in debt to the other Government shall forthwith (and in no case later than one month after the end of the half-year) pay to the creditor Government, in the currency of that Government, the equivalent of the

l'intérêt semestriel afférent au montant des titres équivalant à sa dette, ainsi que l'amortissement dû, le cas échéant, sur ces titres. Pour le premier règlement, tous les intérêts antérieurement versés ou dus seront compris dans le calcul.

Il incombera à la Commission mixte d'obtenir rapidement des deux Ministères des Finances les renseignements nécessaires pour établir la comparaison susmentionnée ; les deux gouvernements s'engagent, par le présent accord, à donner à la Commission ou à ses représentants toutes facilités pour obtenir lesdits renseignements ; ils s'engagent, en outre, à prendre eux-mêmes toutes les mesures administratives nécessaires pour assurer que tous les renseignements indispensables seront promptement accessibles.

Article 5.

Dès que tous les « titres définitifs » (ou un nombre de ces titres suffisant pour justifier, de l'avis de la Commission mixte, cette mesure) auront été émis suivant la définition figurant à l'alinéa 3 de l'article 1 ci-dessus, la Commission mixte fixera le total, sous réserve, le cas échéant, de rectification ultérieure, du solde dû par l'Etat débiteur (calculé comme il est dit à l'article précédent). La Commission mixte calculera le service semestriel (intérêt et amortissement) afférent au total ci-dessus et l'Etat débiteur remettra à une banque neutre, que le Conseil de la Société des Nations désignera comme son mandataire, des effets portant respectivement la date du 15 décembre et du 15 juin, à raison d'un effet pour chaque versement semestriel (intérêts et fonds d'amortissement, à savoir un soixantième chaque semestre pendant trente ans). Ces effets seront payables dans la monnaie du pays créancier. Le mandataire présentera ces effets, lors de leur échéance, à l'Etat débiteur et remettra les sommes reçues au gouvernement créancier, de façon que les sommes dues parviennent au gouvernement créancier au moins trois jours pleins avant le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet respectivement. Le gouvernement débiteur payera les frais et charges du mandataire pour ce service.

Article 6.

Les organisations de la Société des Nations, chargées dans les deux pays de l'établissement des réfugiés, prendront des arrangements avec les gouvernements respectifs pour accepter des réfugiés au pair, à titre de règlement de certaines sommes dues par ces derniers aux organisations d'établissement, les titres provisoires et définitifs émis par les gouvernements respectifs.

Article 7.

Les fonctions incombant à la Commission mixte en vertu du présent accord peuvent être transférées à toute autre personne ou organisation qui pourra être approuvée à cet effet par le Conseil de la Société des Nations, si celui-ci en décide ainsi à un moment quelconque.

Article 8.

Tout différend relatif à l'interprétation du présent accord sera tranché par le Conseil de la Société des Nations, qui prendra sa décision à la majorité des voix.

Article 9.

Le présent accord sera soumis, pour ce qui concerne la Société des Nations, à l'acceptation du Conseil.

half-yearly interest on the amount of bonds equivalent to its debt, together with the sinking fund, if any, due on such bonds. For the first settlement, all interest previously paid or due shall be included in the calculation.

It shall be the duty of the Mixed Commission to obtain promptly from the two Ministries of Finance the information necessary to establish the above comparison ; and the two Governments hereby undertake to give to the Commission or its representatives every facility to obtain such information, and, further, themselves to take any necessary administrative measures to secure that all necessary information will be promptly available.

Article 5.

As soon as all the " titres définitifs " (or sufficient of such titres as in the opinion of the Mixed Commission to justify such a step) have been issued in accordance with the definitions given in paragraph 3 of Article 1 above, the Mixed Commission shall fix a total, subject if necessary to further adjustment later, of the balance due by the debtor State (calculated as in the preceding Article). The Mixed Commission shall calculate the half-yearly service (interest and sinking fund) on the above total, and the debtor State shall deliver to a neutral bank to be appointed by the Council of the League of Nations as its mandataire, bonds dated December 15 and June 15 respectively, one for each of the half-yearly payments (interest and sinking fund — *i.e.*, one-sixtieth every half-year for 30 years). Such bonds shall be payable in the currency of the creditor country. The mandataire shall present these bonds as they fall due to the debtor State and remit the proceeds to the creditor Government, with a view to the amounts due reaching the creditor Government at least three clear days before January 1 and July 1 respectively. The debtor Government shall pay the charges of the mandataire for this service.

Article 6.

The League organisations in both countries for the settlement of refugees will make arrangements with the respective Governments to receive the provisional and definitive bonds issued by the respective Governments at par from the refugees for certain payments due by them to the settlement organisations.

Article 7.

The functions of the Mixed Commission under this Agreement may be transferred to such other person or body as may be approved for the purpose by the Council of the League of Nations, if at any time it shall so decide.

Article 8.

Any differences as to the interpretation of this Agreement shall be settled by the Council of the League of Nations, which shall decide by majority vote.

Article 9.

The present Agreement shall be subject, so far as the League of Nations is concerned, to the approbation of the Council.

Article 10.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Genève, le 9 décembre 1927, en un seul exemplaire qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera, par lui, enregistré aussitôt que possible.

Pour la Bulgarie :
(Signé) WL. MOLLOFF,
Ministre des Finances.

Pour la Grèce :
(Signé) G. CAPHANDARIS,
Ministre des Finances.

Le Président de la Commission mixte :
(Signé) JAMES DE REYNIER.

ANNEXE I

ROYAUME DE BULGARIE : DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE ET DES DETTES GARANTIES PAR L'ETAT.

Emprunt de l'Etat bulgare 6 % de 1923.

Créé en vertu de la Convention entre la Bulgarie et la Grèce concernant la liberté d'émigration des minorités, signée le 27 novembre 1919 à Neuilly, et du Règlement portant application de cette convention publié dans le *Journal Officiel* en date du 28 juin 1922, N° 68.

CERTIFICAT PROVISOIRE N°.

	Mille	
Leva	(1.000)	Leva

Le présent certificat provisoire, ainsi que les coupons y attachés, sont exempts de tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques prévus ou à prévoir par les lois bulgares.

Les coupons échus afférents à ce certificat seront reçus par toutes les caisses de l'Etat, en paiement de tous impôts directs perçus par l'Etat.

Le présent certificat provisoire peut être admis pour sa valeur nominale comme cautionnement pour tous contrats passés ou à passer avec l'Etat bulgare.

Le présent certificat provisoire sera échangé contre une obligation définitive, munie de coupons semestriels et amortissable, au moyen d'un fonds d'amortissement fixe commençant le 1^{er} juillet 1928.

SOFIA, le 1^{er} janvier 1928.

(Rien au verso.)

Coupons comme actuellement.)

Article 10.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

Done at Geneva on December 9, 1927, in a single copy, which shall remain deposited with the Secretariat of the League of Nations, and shall be registered by the latter as soon as possible.

For Bulgaria :

(Signed) Wl. MOLLOFF,
Minister of Finance.

For Greece :

(Signed) G. CAPHANDARIS,
Minister of Finance.

(Signed) James DE REYNIER,
President of the Mixed Commission.

ANNEX I.

KINGDOM OF BULGARIA : DEPARTMENT OF PUBLIC DEBT AND OF DEBTS GUARANTEED BY THE STATE.

Six per cent Bulgarian State Loan of 1923.

Contracted in virtue of the Convention between Bulgaria and Greece concerning the freedom of emigration of minorities, signed on November 27, 1919, at Neuilly, and of the Regulations concerning the application of this Convention published in the *Official Journal* of June 28, 1922, No. 68.

PROVISIONAL CERTIFICATE No.

One thousand

Leva

(1,000)

Leva

The present provisional certificate, together with the coupons attached thereto, shall be exempt from all impositions, taxes, duties or charges whatsoever which are or may be imposed hereafter by the Bulgarian laws.

The coupons due for payment attached to this certificate shall be accepted by all the State treasuries in payment of all direct taxes imposed by the State.

The present provisional certificate may be accepted at par as security for all contracts which have been or may hereafter be concluded with the Bulgarian State.

The present provisional certificate shall be exchanged against a final bond provided with half-yearly coupons and redeemable by means of a fixed sinking fund from July 1, 1928, onwards.

SOFIA, January 1, 1928.

(Reverse blank.

Coupons as at present.)

ANNEXE II.

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE.

Emprunt de l'Etat hellénique 6 % 1923.

(N° du titre provisoire 007001.)

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, MINISTÈRE DES FINANCES. — DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE.

Emprunt de l'Etat hellénique 6 % 1923.

Créé en vertu de :

1. La Convention entre la Grèce et la Bulgarie relative à l'émigration réciproque, signée à Neuilly le 27 novembre 1919.
2. La loi N° 2780 du 7 juin 1922 sur l'application de ladite convention.

TITRE PROVISOIRE AU PORTEUR D'UNE OBLIGATION DE DR. 500.

N° 007001.

Le présent titre provisoire, ainsi que les coupons attachés, sont exempts de tous impôts, taxes, droits ou redevances quelconques prévus ou à prévoir par les lois grecques.

Les coupons échus afférents à ce certificat seront reçus par toutes les caisses de l'Etat, en paiement de tous impôts directs perçus par l'Etat.

Il peut être donné comme cautionnement pour tous contrats passés ou à passer avec le Gouvernement hellénique.

Le présent titre provisoire sera échangé contre une obligation définitive munie de coupons semestriels et amortissable au moyen d'un fond d'amortissement fixe commençant le 1^{er} juillet 1928.

ATHÈNES, 1^{er} janvier 1928.*Le Directeur de la dette publique :**Le Ministre des Finances :*

Pour le contrôle :

(Rien au verso de l'obligation.

Coupons comme actuellement.)

ANNEX II.

HELLENIC REPUBLIC.

Six per cent Greek State Loan of 1923.

(No. of Provisional Certificate 007001.)

HELLENIC REPUBLIC. — MINISTRY OF FINANCE. — PUBLIC DEBT DEPARTMENT.

Six per cent Greek State Loan of 1923.

Contracted in virtue of :

- (1) The Convention between Greece and Bulgaria relating to reciprocal emigration, signed at Neuilly on November 27, 1919 ;
- (2) Law No. 2780, of June 7, 1922, on the application of the said Convention.

PROVISIONAL BEARER CERTIFICATE OF A BOND OF DR. 500.

No. 007001.

The present provisional certificate, together with the coupons attached thereto, shall be exempt from all impositions, taxes, duties or charges whatsoever which are or may be imposed hereafter by the Greek laws.

The coupons due for payment attached to this certificate shall be accepted by all the State treasuries in payment of all direct taxes imposed by the State.

It may be given as security for all contracts which have been or may hereafter be concluded with the Greek Government.

The present provisional certificate shall be exchanged against a final bond provided with half-yearly coupons and redeemable by means of a fixed sinking fund from July 1, 1928, onwards.

ATHENS, *January 1, 1928.**Director of Public Debt.**Minister of Finance.*

Verified.

(Reverse blank.

Coupons as at present.)

N° 1971.

**ESPAGNE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET ITALIE**

Accord portant revision de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger et accord, dispositions particulières, lettres et protocole final s'y rapportant. Signés à Paris, le 25 juillet 1928.

**SPAIN, FRANCE,
GREAT BRITAIN AND ITALY**

Agreement revising the Convention of December 18, 1923, relating to the Organisation of the Statute of the Tangier Zone and Agreement, Special Provisions, Notes and Final Protocol relating thereto. Signed at Paris, July 25, 1928.

N^o 1971. — ACCORD¹ PORTANT REVISION DE LA CONVENTION DU
18 DÉCEMBRE 1923, RELATIVE A L'ORGANISATION DU STATUT
DE LA ZONE DE TANGER. SIGNÉ A PARIS, LE 25 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par les représentants de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 mars 1929.

Les soussignés, dûment autorisés, respectivement plénipotentiaires des Puissances signataires de la Convention de Paris² du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, auxquels s'est joint le plénipotentiaire de l'Italie.

Etant tombés d'accord pour reviser certains articles de ladite convention et son annexe portant règlement de la gendarmerie dans la zone de Tanger,

Sont convenus des dispositions suivantes :

I.

Le texte des articles premier, 3, 4, 8, 10, 27, 34, 35, 37, 47, 48, 50 et 56 de la Convention de Paris du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de Tanger, est remplacé par le texte ci-après :

Article premier. — Remplacer les mots : les trois Gouvernements contractants... par les mots : les Gouvernements contractants...

Article 3. —

(Dernier alinéa) : Les Gouvernements britannique, espagnol, français et italien ont la faculté d'affecter à leurs consulats à Tanger un officier chargé de les renseigner sur l'observation des engagements d'ordre militaire qui précèdent.

Article 4. — La surveillance de la contrebande des armes et des munitions de guerre dans les eaux territoriales de la zone de Tanger sera, en temps normal, exercée conjointement par les forces navales de l'Espagne et de la France en raison de l'intérêt spécial que donne à ces deux Puissances la proximité de leurs zones d'influence respectives dans l'Empire chérifien.

Dans le cas où, en raison de circonstances exceptionnelles, la coopération des forces navales britanniques et italiennes à la surveillance prévue à l'alinéa premier du présent article paraîtrait désirable, les Gouvernements britannique, espagnol, français et italien s'entendront préalablement sur les modalités de cette participation.

Les délinquants seront déférés au tribunal mixte de Tanger.

¹ Le dépôt des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 septembre 1928. Les Pays-Bas ont adhéré à cet accord le 12 juin 1929 (communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 22 juillet 1929.)

² Vol. XXVIII, page 541 ; et vol. XXXIX, page 198, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1971. — AGREEMENT ² REVISING THE CONVENTION OF DECEMBER 18, 1923, RELATING TO THE ORGANISATION OF THE STATUTE OF THE TANGIER ZONE. SIGNED AT PARIS, JULY 25, 1928.

French official text communicated by the Representatives of Spain, France, Great Britain and Italy on the Council of the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 9, 1929.

The undersigned, duly authorised, respectively Plenipotentiaries of the Powers signatories of the Convention ³ signed at Paris on the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, to whom has been added the Plenipotentiary of Italy.

Having agreed to revise certain articles of the said Convention and its Annex containing the gendarmerie regulations of the Tangier Zone,

Have agreed as follows :

I.

The text of articles 1, 3, 4, 8, 10, 27, 34, 35, 37, 47, 48, 50 and 56 of the Convention signed at Paris on the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone is replaced by the following text :

Article 1. — *Replace the words : " The three contracting Governments " by the words : " The contracting Governments. "*

Article 3. —

(last paragraph) : The British, Spanish, French and Italian Governments have the right to attach to their consulates at Tangier an officer charged with the duty of keeping them informed as to the observance of the foregoing obligations of military order.

Article 4. — The surveillance of contraband traffic in arms and munitions of war in the territorial waters of the Tangier Zone shall in normal times be exercised jointly by the naval forces of Spain and France, in view of the special interest of these Powers due to the proximity of their respective zones of influence in the Shereefian Empire.

Should, in virtue of exceptional circumstances, the co-operation of the British or Italian naval forces in the surveillance referred to in paragraph 1 of the present article appear desirable, the British, Spanish, French and Italian Governments shall previously agree on the arrangements for such participation.

Offenders shall be brought before the Mixed Court of Tangier.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The deposit of ratifications took place at Paris, September 14, 1928. The Netherlands acceded to this Agreement June 12, 1929, (communicated by the Netherland's Minister at Berne, July 22, 1929.)

³ Vol. XXVIII, page 541 ; and Vol. XXXIX, page 198, of this Series.

Article 8. — Les accords internationaux conclus à l'avenir par Sa Majesté chérifienne ne s'étendront à la zone de Tanger qu'avec l'assentiment de l'assemblée législative internationale de la zone.

Par exception s'étendent de plein droit à la zone les accords internationaux auxquels toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont parties contractantes ou auront adhéré.

Les dahirs rendus par Sa Majesté chérifienne en vue de modifier les textes organiques de la zone conformément aux accords intervenus ou à intervenir pour la révision du Statut de Tanger entre les Puissances signataires de la présente convention s'étendront de plein droit à la zone.

Les dispositions des articles 141 et suivants du Traité de Versailles continuent à s'appliquer à la zone de Tanger. Les dahirs chérifiens pris en conséquence de ces textes ne peuvent être modifiés qu'après accord avec le pouvoir central chérifien.

Article 10. — Il est interdit de se livrer dans la zone de Tanger à aucune agitation, propagande ou préparation d'entreprise contre l'ordre établi dans l'une quelconque des zones du Maroc, ou dans les pays étrangers.

Les délinquants, quels qu'ils soient seront, déferés au tribunal mixte de Tanger.

Un bureau mixte d'information, composé d'un officier supérieur espagnol, chef du bureau, d'un officier subalterne français, adjoint au chef du bureau, et d'un officier subalterne espagnol, sera établi à Tanger avec mission d'observer tous faits intéressant la sécurité de Tanger dans ses rapports avec celle des zones voisines et des pays étrangers.

En raison de l'intérêt spécial que l'activité de ce bureau présentera pour les autres zones du Maroc, les frais de son fonctionnement seront entièrement à la charge des Gouvernements espagnol et français.

Le chef du bureau remplira les fonctions et aura le titre d'inspecteur général de la sécurité dans la zone de Tanger et, comme tel, il devra recevoir l'agrément du comité de contrôle.

Sans intervenir dans le fonctionnement des services de l'administration tangéroise, l'inspecteur général de la sécurité sera le conseiller des autorités du Statut, ci-dessous mentionnées dans le présent article, pour l'application de l'article 3, paragraphe premier, de la présente convention en ce qui concerne la sécurité de Tanger dans ses rapports avec celle des zones voisines et des pays étrangers, ainsi que pour l'application de l'article 10 visant les propagandes subversives, la contrebande et, d'une manière générale, l'application des dispositions concernant les indésirables et les menées dirigées contre l'ordre établi tant au Maroc que dans les pays étrangers.

Il communiquera ses informations à l'administrateur pour permettre à celui-ci de prendre les mesures de surveillance appropriées ou de prescrire les enquêtes nécessaires.

Toutefois, si les faits dont il aurait connaissance lui paraissent présenter un caractère délictueux nettement établi, il pourra les dénoncer directement au parquet du tribunal mixte.

L'Inspecteur général de la sécurité aura qualité pour présenter au comité de contrôle toutes observations, suggestions et tous conseils qu'il croira devoir formuler concernant l'organisation et le fonctionnement des services de l'administration chargés de l'application des articles 3, paragraphe premier, et 10 de la présente convention.

Les différentes autorités de la zone de Tanger, mentionnées ci-dessus, avec lesquelles, par application du présent article, l'inspecteur général de la sécurité se sera trouvé en rapports, faciliteront à celui-ci l'accomplissement de sa mission notamment en indiquant la suite qui aura pu être donnée à ses démarches. Le comité de contrôle servira à cet égard d'intermédiaire entre les autres autorités de la zone et l'inspecteur général.

Article 27. — *Remplacer les mots :* Les trois Puissances contractantes *par les mots :* Les Puissances contractantes.

Article 34. — En considération du nombre des ressortissants, des chiffres du commerce général, des intérêts et de l'importance du trafic à Tanger des différentes Puissances signataires l'Acte d'Algésiras, l'assemblée législative internationale comprend :

- 4 membres français,
- 4 membres espagnols,

Article 8. — International agreements concluded in the future by His Shereefian Majesty shall only extend to the Tangier Zone with the consent of the International Legislative Assembly of the Zone.

By exception, international agreements to which all the Powers signatories of the Act of Algeciras are contracting parties or shall have acceded apply automatically to the Zone.

Dahirs issued by His Shereefian Majesty in order to modify the organic texts of the Zone in conformity with agreements concluded or to be concluded for the revision of the Tangier Statute between the Powers signatories of the present Convention shall apply automatically to the Zone.

The provisions of Article 141 *et seq.* of the Treaty of Versailles continue to apply to the Tangier Zone. The Shereefian dahirs issued in consequence of those provisions can only be modified in agreement with the central Shereefian Authority.

Article 10. — Any agitation, propaganda or conspiracy against the established order in any of the Zones of Morocco or in any foreign country is prohibited.

Offenders, whosoever they may be, shall be brought before the Mixed Court of Tangier.

A mixed intelligence bureau composed of a senior Spanish officer, who shall be head of the bureau and of a French subaltern officer, who shall be assistant to the head of the bureau, and of a Spanish subaltern officer, shall be established at Tangier and entrusted with the task of watching all matters affecting the security of Tangier in relation to that of the neighbouring Zones and of foreign countries.

In view of the special importance which the proceedings of this bureau will have for the other Zones of Morocco, its cost will be entirely defrayed by the Spanish and French Governments.

The head of the bureau will fulfil the functions and will bear the title of Inspector-General of Security in the Tangier Zone and as such his appointment must receive the concurrence of the Committee of Control.

Without intervening in the work of the services of the Tangier Administration, the Inspector-General of Security will be the counsellor of the authorities of the Zone, mentioned below in the present article, for the application of article 3, paragraph 1, of the present Convention in so far as it concerns the security of Tangier in relation to that of the neighbouring Zones and foreign countries, for the application of article 10 dealing with subversive propaganda, contraband, and in a general manner for the application of the existing provisions concerning undesirables and conspiracy directed against the established order both in Morocco and in foreign countries.

He will communicate his information to the Administrator in order to enable the latter to take the appropriate measures of surveillance or to order the necessary investigation.

However, if the facts of which he has knowledge appear to him to have a definitely criminal character, he may lay information direct with the public prosecutor of the Mixed Tribunal.

The Inspector-General of Security is authorised to present to the Committee of Control all observations, suggestions and advice which he may think it his duty to offer concerning the organisation of the services of the Administration with the application of article 3, paragraph 1, and of article 10 of the present Convention.

The various authorities of the Tangier Zone mentioned above, with whom in virtue of the present article the Inspector-General of Security is placed in contact, shall facilitate his mission and shall in particular indicate to him the action, if any, which has been taken as the result of his representations. The Committee of Control will serve in this respect as the intermediary between the authorities of the Zone and the Inspector-General.

Article 27. — *For the words:* "The three contracting Powers," *substitute the words:* "The contracting Powers."

Article 34. — In consideration of the number of nationals, the volume of commerce, the property interests and the importance of local trade at Tangier of the several Powers signatories of the Act of Algeciras, the International Legislative Assembly shall be composed of:

- 4 French members,
- 4 Spanish members,

- 3 membres britanniques,
- 3 membres italiens,
- 1 membre américain,
- 1 membre belge,
- 1 membre hollandais,
- 1 membre portugais,

désignés par leurs consulats respectifs et, en outre :

- 6 sujets musulmans désignés par le Mendoub et
- 3 sujets israélites du Sultan désignés par le Mendoub et pris sur une liste de neuf noms présentés par la communauté israélite.

L'Assemblée nomme, parmi ses membres, quatre vice-présidents : un citoyen français, un sujet britannique, un sujet espagnol et un citoyen italien, chargés d'assister le Mendoub dans la présidence de l'assemblée et de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 35. — (Alinéas 1, 2, 3, 4 et 5.)

Un administrateur exécute les décisions de l'assemblée et dirige l'administration internationale de la zone.

L'administrateur a sous ses ordres trois administrateurs adjoints et deux ingénieurs.

Un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des Services d'hygiène et d'assistance ; un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des services financiers ; un administrateur adjoint est plus spécialement chargé, avec le titre de directeur, des services judiciaires.

Pour une première période de six ans, à compter de l'entrée en fonctions de l'Administrateur : l'administrateur est de nationalité française ; l'administrateur adjoint, chargé des services d'hygiène et d'assistance, est de nationalité espagnole ; l'administrateur adjoint, chargé des services financiers, est de nationalité britannique ; l'administrateur adjoint, chargé des services judiciaires, de nationalité italienne. L'administrateur, les trois administrateurs adjoints et les deux ingénieurs sont nommés par Sa Majesté chérifienne, sur la demande du Comité de contrôle, à qui ils sont présentés par leurs consulats respectifs.

Après cette première période de six ans, l'assemblée nomme l'administrateur et les administrateurs adjoints parmi les ressortissants des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. Toutefois, les quatre postes ne pourront être confiés qu'à des ressortissants de nationalités différentes.

.....

Article 37. — Le recrutement des fonctionnaires de l'administration internationale, autres que ceux prévus à l'article 36 ci-dessus, est effectué par une commission présidée par l'administrateur et composée des quatre vice-présidents de l'Assemblée et du chef de service intéressé.

La commission doit, en se renseignant auprès du consul auquel ressortit le candidat, s'assurer que celui-ci n'a pas d'antécédents défavorables. Ces renseignements doivent être donnés dans un délai d'un mois à compter du jour où ils ont été demandés, faute de quoi la commission peut procéder au recrutement du candidat.

Les candidats agréés sont nommés par l'administrateur après approbation de l'assemblée.

Article 47. — La sécurité dans la zone est exclusivement assurée par un corps de gendarmerie indigène mis à la disposition de l'administrateur.

L'effectif de cette force sera de 400 hommes au plus pendant un délai de douze mois à compter de sa constitution.

A l'expiration de ce délai de douze mois, cet effectif sera de 250 hommes et ne pourra être ni augmenté ni réduit sans l'assentiment unanime du comité de contrôle.

A partir de la constitution de la gendarmerie et jusqu'au 31 décembre 1928, les Gouvernements espagnol et français contribueront à l'entretien de cette force en y affectant les crédits rendus disponibles par la dissolution des tabors. Passée cette date et jusqu'à la fin du délai de douze mois

- 3 British members,
- 3 Italian members,
- 1 American member,
- 1 Belgian member,
- 1 Dutch member,
- 1 Portuguese member,

nominated by their respective consulates, and in addition :

- 6 Mussulman subjects of the Sultan nominated by the Mendoub, and,
- 3 Jewish subjects of the Sultan nominated by the Mendoub and chosen from a list of nine names submitted by the Jewish community.

The Assembly shall appoint from among its members four vice-presidents, a French citizen, a British subject, a Spanish subject, and an Italian citizen, responsible for assisting the Mendoub in presiding over the Assembly and of acting as deputy for him in his absence.

Article 35. (Paragraphs 1, 2, 3, 4, and 5).

The administrator will carry out the decisions of the Assembly and direct the international Administration of the Zone.

The administrator will have under his orders three assistant administrators and two engineers.

One of the assistant administrators, with the title of director, will be especially responsible for the services of health and relief ; one assistant administrator, with the title of director, will be especially responsible for the financial services ; one assistant administrator, with the title of director, will be especially responsible for the services relating to the administration of justice.

For the first period of six years the administrator will be of French nationality ; the assistant administrator responsible for the services of health and relief will be of Spanish nationality ; the assistant administrator responsible for the financial service will be of British nationality, the assistant administrator responsible for the services relating to the administration of justice will be of Italian nationality. The administrator, the three assistant administrators and the two engineers will be appointed by His Shereefian Majesty at the instance of the Committee of Control, to whom they will be presented by their respective consulates.

After this first period of six years, the Assembly will appoint the administrator and the assistant administrators from among the nationals of the Powers signatories of the Act of Algeciras. The four posts must, however, be conferred on persons of different nationality.

.....

Article 37. — The recruitment of the officials of the international administration, other than those specified in article 36 above, shall be effected by a committee presided over by the Administrator and composed of the four vice-presidents of the Assembly and of the head of the service concerned.

The committee must satisfy itself, by enquiring of the consul of the nationality concerned, that the candidate has a satisfactory record. The required information must be given within a month from the date on which it is sought. Otherwise the committee may proceed with the appointment of the candidate.

The candidates selected will be appointed by the Administrator with the previous approval of the Assembly.

Article 47. — Public security in the Zone shall be assured exclusively by a force of native gendarmerie placed at the disposal of the Administrator.

The strength of this force shall be fixed at a maximum of 400 men for a period of twelve months from the date of its formation.

On the expiry of this period of twelve months the strength shall be fixed at 250 men and shall not be either increased or reduced without the unanimous consent of the Committee of Control.

From the date of the formation of the gendarmerie until the 31st December, 1928, the Spanish and French Governments shall contribute to the cost of this force by utilising the credits made available by the dissolution of the existing tabors. After this date and until the end of the period

ci-dessus prévu, les deux gouvernements verseront à la zone la subvention nécessaire pour parfaire la différence entre le crédit de 1.500.000 francs que la zone devra prévoir dans son budget pour l'entretien de la gendarmerie et le montant des dépenses effectives. Cette subvention sera supportée pour moitié par chacun des deux gouvernements.

A l'expiration de ladite période le Gouvernement espagnol et le Gouvernement français supporteront par moitié la dépense supplémentaire que comporte le maintien de la gendarmerie à 250 hommes, soit 350.000 francs chacun. Le crédit de 1.500.000 francs assuré par le budget de la zone sera porté ainsi à 2.200.000 francs, chiffre calculé conformément aux évaluations budgétaires.

La gendarmerie sera recrutée par moitié dans chacun des tabors actuels. L'égalité entre les éléments français et espagnols sera maintenue en cas de licenciement pour réduction d'effectifs et lors des recrutements auxquels donneront lieu les vacances.

La gendarmerie sera commandée par un officier espagnol du grade de commandant ; celui-ci aura pour adjoint un officier français du grade de capitaine. Le cadre européen sera composé en proportions égales par des gradés espagnols et français. Vu le caractère international de cette unité, celle-ci pourra comprendre des gradés appartenant à d'autres nationalités.

La gendarmerie peut tenir garnison dans la ville de Tanger et entretenir des postes dans la banlieue.

Le règlement concernant la gendarmerie est annexé à la présente convention.

Article 48 (premier alinéa). — Une juridiction internationale, dénommée tribunal mixte de Tanger, est chargée d'administrer la justice aux ressortissants des Puissances étrangères. Elle est composée de magistrats de nationalités belge, britannique, espagnole, française et italienne.

.....

Article 50. — Les commissions et comités actuels de Tanger sont supprimés.

Le soin de fixer le tarif des valeurs douanières applicable dans les trois zones, qui incombe actuellement à la commission des valeurs douanières, est confié à une commission composée de représentants des trois zones. Cette commission se réunira à Tanger au moins deux fois par an.

Dans le cas où des protestations seraient élevées, au nom de l'égalité économique, contre les décisions de la commission en ce qui concerne la zone de Tanger, ces protestations seraient soumises au comité de contrôle.

Article 56. — (Premier alinéa) : Remplacer les mots les trois Gouvernements contractants par les mots : les Gouvernements contractants.

II.

Le texte du règlement de la gendarmerie dans la zone de Tanger (annexe à la Convention du 18 décembre 1923) est remplacé par le texte ci-après :

RÈGLEMENT DE LA GENDARMERIE DANS LA ZONE DE TANGER

I. — ORGANISATION.

Article premier. — Il est constitué à Tanger une gendarmerie de la zone.

Article 2. — Cette gendarmerie doit :

- 1° Maintenir l'ordre dans la zone. Elle devra prêter son concours à la police locale sur la réquisition de l'administrateur ;
- 2° Garantir d'une manière efficace la sécurité dans la zone.

of twelve months referred to above, the two Governments shall pay to the Zone a subvention representing the difference between the sum of 1,500,000 francs, which the Zone must provide in its budget for the maintenance of the gendarmerie, and the actual cost of the force. Each of the two Governments shall pay one half of the said subvention.

On the expiry of the said period the Spanish and French Governments shall bear in equal parts the supplementary cost occasioned by the maintenance of the gendarmerie at 250 men, namely 350,000 francs each. The sum of 1,500,000 francs voted in the budget of the Zone will thus be raised to 2,200,000 francs, which represents the estimated cost of the force.

The gendarmerie shall be recruited from each of the existing tabors in equal numbers. Equality between the French and Spanish elements shall be maintained both when the strength of the force is reduced and when vacancies occur.

The gendarmerie shall be commanded by a Spanish officer of the rank of major, who will have a French second-in-command of the rank of captain. The European cadre shall contain an equal proportion of French and Spanish officers and non-commissioned officers. In view of the international character of the force it may comprise officers and non-commissioned officers belonging to other nationalities.

The gendarmerie may be garrisoned in the town of Tangier and maintain posts in the surrounding country.

The regulations respecting the gendarmerie are annexed to the present convention.

Article 48 (First paragraph). — An international tribunal, called the Mixed Court of Tangier shall be responsible for the administration of justice over nationals of foreign Powers. It shall be composed of magistrates of Belgian, British, Spanish, French and Italian nationality.

.....

Article 50. — The existing commissions and committees at Tangier shall be abolished.

The duty of fixing the scale of custom values applicable in the three Zones, which at present devolves upon the commission of custom values, will be entrusted to a commission composed of representatives of the three Zones. This commission will meet in Tangier at least twice a year.

Should protests be made on the ground of economic inequality against the decisions of the commission, in so far as they concern the Tangier Zone, such protests shall be submitted to the Committee of Control.

Article 56 (First paragraph). — *Replace the words:* "The three contracting Governments" *by the words:* "The contracting Governments."

II.

The text of the Regulations for the gendarmerie in the Tangier Zone (annex to the Convention of the 18th December, 1923) is replaced by the following text :

REGULATIONS FOR THE GENDARMERIE IN THE TANGIER ZONE.

(i.) — ORGANISATION.

Article 1. — A force of gendarmerie belonging to the Zone shall be formed at Tangier.

Article 2. — This force shall :

(1) Maintain order in the Zone. It must assist the local police on the demand of the administrator.

(2) Effectively guarantee public security in the Zone.

Article 3. — La gendarmerie est placée sous l'autorité de l'administrateur de la zone.

Article 4. — Elle est commandée par un officier espagnol du grade de commandant qui a pour adjoint un officier français du grade de capitaine.

Le cadre européen comprend en outre :

- 4 lieutenants ou sous-lieutenants, dont deux espagnols et deux français ;
- 3 sous-officiers, dont un espagnol et un français.

Article 5. — Si ces officiers ou sous-officiers européens sont promus au grade supérieur au cours de leur contrat, ils doivent être remplacés par d'autres officiers ou sous-officiers du grade prévu à l'article 4 ci-dessus.

Article 6. — L'effectif indigène marocain est de 3 caïds et 250 hommes de troupe, sous-officiers compris.

La répartition de l'effectif et l'encadrement seront fixés par l'assemblée législative internationale avec l'approbation du comité de contrôle ; ils pourront être modifiés selon les données de l'expérience.

L'effectif des chevaux est, en principe, de 50.

Article 7. — Un contrat passé entre l'administration de Tanger et les officiers européens détermine les conditions de leur engagement et fixe leur solde, qui sera ordonnancée par le directeur des finances.

II. — RECRUTEMENT.

Article 8. — La gendarmerie comprend des caïds, sous-officiers, caporaux et soldats marocains n'ayant encouru aucune punition grave.

Les hommes de troupe seront âgés d'au moins 24 ans et de 45 ans au plus.

Article 9. — Pour la constitution de la gendarmerie, les gradés et soldats marocains seront recrutés par moitié dans chacun des tabors de police. L'égalité entre les éléments espagnols et français sera maintenue en cas de licenciement pour réduction d'effectifs et lors des recrutements auxquels donneront lieu les vacances.

Article 10. — Le recrutement des hommes de troupe se fait par voie d'engagement et de rengagement.

L'engagement est contracté pour une période de trois ans.

Le rengagement est contracté pour une période de un à trois ans et donne droit à une haute paye.

Les tarifs de solde et de haute paye sont fixés par l'assemblée internationale avec approbation du Comité de contrôle.

III. — ATTRIBUTIONS DU COMMANDANT. — DISCIPLINE.

Article 11. — Le commandant de la gendarmerie a toutes les attributions d'un chef de corps.

Il doit assurer l'instruction, la discipline et l'administration de l'unité.

En ce qui concerne l'organisation du service et la discipline, tant pour le cadre européen que pour les officiers et hommes de troupe marocains, un règlement fixera les prescriptions nécessaires, qui devront s'inspirer des principes communs aux règlements de la gendarmerie française et de la *guardia civil* espagnole.

Le commandant de la gendarmerie et le capitaine adjoint exercent à l'égard des officiers et sous-officiers de leur nationalité les droits que leur confèrent les règlements en vigueur dans leurs

Article 3. — The gendarmerie is placed under the authority of the administrator of the Zone.

Article 4. — It shall be commanded by a Spanish officer of the rank of major, who shall be assisted by a French officer of the rank of captain.

The European cadre shall, in addition, consist of :

Four Lieutenants or Second-Lieutenants, of whom two shall be Spanish and two French.

Three non-commissioned officers, of whom one shall be Spanish and one French.

Article 5. — Should any of these European officers or non-commissioned officers be promoted to a higher rank during the period of their contract they shall be replaced by other officers or non-commissioned officers of the rank laid down in article 4 above.

Article 6. — The native Moroccan strength shall be fixed at 3 caïds and 250 men, including non-commissioned officers. The distribution of officers and men shall be fixed by the International Legislative Assembly, with the approval of the Committee of Control. Modifications may be made in the light of experience.

The strength of horses shall be fixed in principle at fifty.

Article 7. — A contract, drawn up between the Tangier Administration and the European officers, shall lay down the conditions of their appointment and the amount of their salary, which shall be disbursed by the director of finance.

(ii.) — RECRUITMENT.

Article 8. — The gendarmerie shall consist of Moroccan caïds, non-commissioned officers, corporals and private soldiers of good character.

The men shall not be less than 24 and not more than 45 years of age.

Article 9. — For the formation of the gendarmerie, the non-commissioned ranks and Moroccan private soldiers shall be recruited in equal numbers from each of the police tabors. Equality between the Spanish and French elements shall be maintained both when the strength of the force is reduced and when vacancies occur.

Article 10. — The recruitment of private soldiers shall be effected by means of short-term enlistment and re-engagement.

Enlistment shall be for a period of three years.

Re-engagement shall be for a period of from one to three years, and carries with it an increase in pay.

The amount of pay and the increase shall be fixed by the International Assembly with the approval of the Committee of Control.

(iii.) — FUNCTIONS OF THE COMMANDANT — DISCIPLINE.

Article 11. — The commandant of the gendarmerie has all the functions of a commanding officer.

He is responsible for the training, discipline and the administration of the unit.

As regards the organisation of duties and discipline for both the European staff and for the Moroccan officers and private soldiers, regulations shall be drawn up which shall be based on the principles common to the regulations of the French gendarmerie and the Spanish *guardia civil*.

The commandant of the gendarmerie and the second in command shall exercise over the officers and non-commissioned officers of their own nationality the authority conferred on them by the

armées respectives. Le commandant de la gendarmerie peut, en outre, en ce qui concerne les officiers ou sous-officiers qui ne sont pas de sa nationalité, adresser sous sa responsabilité un rapport avec des conclusions à l'administrateur de Tanger. Celui-ci transmet ce rapport au consul de la nation à laquelle appartient l'officier ou le sous-officier en cause.

IV. — SERVICE DES SALVES.

Article 12. — La gendarmerie assure, avec un détachement prélevé sur son effectif, le service de la batterie pour les salves réglementaires.

V. — PÉRIODE TRANSITOIRE.

Article 13. — Pendant un délai de douze mois à compter de la constitution de la gendarmerie de Tanger, son effectif sera fixé à 400 hommes de troupe indigènes, sous-officiers compris, et 50 chevaux, mais sera ramené, à l'expiration de cette période, à celui prévu à l'article 6.

Etant donné le caractère transitoire de cette mesure, l'encadrement européen prévu à l'article 4 ne sera pas modifié.

L'effectif des caïds pourra être, à l'origine, de huit unités et sera recruté dans les conditions fixées par l'article 9; il sera réduit progressivement à celui fixé par l'article 6.

III

Le présent accord sera communiqué par les soins du Gouvernement de la République française aux Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signataire de l'Acte d'Algésiras.

IV

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du dépôt des ratifications, et dès ce moment il sera soumis aux conditions de durée et de renouvellement du Statut, objet de la Convention du 18 décembre 1923.

Le présent accord dressé en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUIÑONES DE LEÓN.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

regulations in force in their respective armies. The commandant of the gendarmerie may also on his own responsibility forward to the Administrator of Tangier a report with recommendations in regard to the officers and non-commissioned officers who are not of his own nationality. The Administrator shall forward this report to the Consul of the nationality to which the officer or non-commissioned officer concerned belongs.

(iv.) — SALUTES.

Article 12. — The gendarmerie is responsible for manning the battery for the purpose of the usual salutes.

(v.) — TRANSITIONAL PERIOD.

Article 13. — For a period of twelve months from the date of the formation of the Tangier gendarmerie, its strength will be fixed at 400 men, including non-commissioned officers, and fifty horses, but shall be reduced on the expiry of that period to the strength laid down in article 6.

In view of the transitional character of this provision the European cadre laid down in article 4 shall not be modified.

The number of caïds may during the initial period be eight. They shall be recruited in accordance with the conditions laid down in article 9 and their strength shall be progressively reduced to that fixed in article 6.

III.

The present agreement shall be communicated by the Government of the French Republic to the Powers which have acceded to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute, as well as to the Government of the United States of America as a signatory of the Act of Algeciras.

IV.

The present agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible.

It shall enter into force three months from the date of the deposit of the ratifications, and shall from that moment have the same duration and the same conditions of renewal as the Statute established by the Convention of the 18th December, 1923.

The present agreement done in four copies at Paris, the 25th July 1928.

J. QUIÑONES DE LEÓN.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

B.

ACCORD PORTANT REVISION DE CERTAINS ARTICLES DU DAHIR CHÉRIFIEN CONCERNANT L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DE TANGER, DU DAHIR CHÉRIFIEN SUR L'ORGANISATION D'UNE JURIDICTION INTERNATIONALE A TANGER ET DE L'ANNEXE AU DAHIR CHÉRIFIEN SUR L'ORGANISATION D'UNE JURIDICTION INTERNATIONALE A TANGER, AINSI QUE DU CODE PÉNAL DE LA ZONE DE TANGER.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT EN GRANDE-BRETAGNE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, ayant considéré la nécessité d'amender certains articles du dahir chérifien organisant l'administration de la zone de Tanger, du dahir chérifien sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, et de l'annexe au dahir chérifien sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, ainsi que du code pénal de la zone de Tanger, en vue notamment de les mettre en harmonie avec le Statut de Tanger, objet de la Convention du 18 décembre 1923, révisée en date de ce jour,

S'engagent à recommander à l'adoption de Sa Majesté chérifienne les amendements suivants aux actes ci-dessus visés :

I.

AMENDEMENTS AU DAHIR CHÉRIFIEN

ORGANISANT L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DE TANGER.

Article 12. — Les accords internationaux conclus à l'avenir par Notre Majesté chérifienne ne s'étendront à la zone de Tanger qu'avec l'assentiment de l'assemblée législative internationale. Il en sera de même de nos décrets rendus conformément à l'article 5 du Traité de Protectorat ¹ du 30 mars 1912.

Par exception, s'étendront de plein droit à la zone de Tanger :

1° Les accords internationaux auxquels toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras seront parties contractantes ou auront adhéré ;

2° Nos décrets susvisés lorsqu'ils auront été rendus en vue de modifier les textes organiques de la zone conformément aux accords intervenus ou à intervenir pour la revision du Statut de Tanger entre les Puissances signataires de la Convention du 18 décembre 1923 révisée ;

3° Toutes dispositions législatives applicables aux deux zones française et espagnole et relatives :

a) Au fonctionnement des services postaux et télégraphiques chérifiens avec l'étranger ainsi qu'à l'unification des tarifs y applicables ;

b) Au commerce des armes et des munitions à leur usage.

Article 20. — L'assemblée législative internationale exerce le pouvoir législatif et réglementaire.

Elle est présidée par le Mendoub et est composée de vingt-sept membres des communautés étrangères et marocaines dans les conditions suivantes :

4 membres français,
4 membres espagnols,

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 332.

B.

AGREEMENT REVISING CERTAIN ARTICLES OF THE SHEREEFIAN DAHIR REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE TANGIER ZONE, OF THE SHEREEFIAN DAHIR ON THE ORGANISATION OF AN INTERNATIONAL TRIBUNAL AT TANGIER, OF THE ANNEX TO THE SHEREEFIAN DAHIR ON THE ORGANISATION OF AN INTERNATIONAL TRIBUNAL AT TANGIER, AND OF THE PENAL CODE OF THE TANGIER ZONE.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, having considered the necessity of amending certain articles of the Shereefian Dahir organising the administration of the Tangier Zone, of the Shereefian Dahir regarding the organisation of an international tribunal at Tangier, of the annex to the Shereefian Dahir regarding the organisation of an international tribunal at Tangier, and of the Penal Code of the Tangier Zone, particularly with a view to bringing them into harmony with the Tangier Statute, established by the Convention of the 18th December, 1923, as revised this day.

Have agreed to recommend to His Shereefian Majesty the adoption of the following amendments to the instruments specified above :

I.

AMENDMENTS

TO THE SHEREEFIAN DAHIR ORGANISING THE ADMINISTRATION OF THE TANGIER ZONE.

Article 12. — International agreements concluded in the future by Our Shereefian Majesty shall only extend to the Tangier Zone with the consent of the International Legislative Assembly. The same applies to our decrees issued in accordance with article 5 of the Protectorate Treaty¹ of the 30th March, 1912.

By exception the following shall apply automatically to Tangier :

(1) International agreements of which the Powers signatories of the Act of Algieras are contracting parties or to which they have adhered.

(2) Our decrees referred to above when they are issued in order to modify the organic texts of the Zone in conformity with agreements concluded or to be concluded for the revision of the Tangier Statute by the Powers signatories of the convention of the 18th December, 1923, as revised.

(3) All legislation in force in both the French and Spanish Zones relating to :

(a) The operation of the postal and telegraphic services to foreign countries and the unification of their tariffs.

(b) The trade in arms and ammunition and their use.

Article 20. — The International Legislative Assembly is the legislative authority.

It is presided over by the Mendoub and is composed of twenty-seven members drawn as follows from the foreign and native communities :

4 French members,
4 Spanish members,

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 106, page 1023.

3 membres britanniques,
 3 membres italiens,
 1 membre américain,
 1 membre belge,
 1 membre hollandais,
 1 membre portugais,
 désignés par leurs consulats respectifs,
 6 de nos sujets musulmans, désignés par notre Mendoub, et
 3 de nos sujets israélites, choisis par notre Mendoub, sur une liste de 9 candidats
 présentée par la communauté israélite de Tanger.

Il est pourvu, suivant la même procédure, dans un délai maximum de trois mois, au remplacement des membres décédés ou démissionnaires.

Article 22. —

(*Quatrième alinéa*) : L'assemblée est présidée par notre Mendoub, assisté d'un vice-président français, d'un vice-président espagnol, d'un vice-président britannique et d'un vice-président italien nommés annuellement par l'assemblée.

Article 32. — L'administrateur a sous ses ordres trois administrateurs-adjoints : un premier adjoint qui le remplace en cas d'absence et qui, sous sa direction, est plus spécialement chargé des services d'hygiène et d'assistance ; un second adjoint qui, sous sa direction, est plus spécialement chargé des services financiers ; et un troisième adjoint qui, sous sa direction, est plus spécialement chargé des services judiciaires.

Les autres services administratifs de la zone sont directement rattachés à l'administrateur.

Article 33. — La police de la zone comprend :

1° Un corps de gendarmerie indigène composée de 250 hommes et constitué conformément aux dispositions de l'article 47 de la Convention du 18 décembre 1923 révisée ;

2° Une police civile composée d'agents européens et d'indigènes dont l'effectif est fixé par l'assemblée. La police est placée sous les ordres d'un commissaire nommé par l'assemblée sur la présentation de l'administrateur.

Article 36. — Le recrutement des fonctionnaires de l'administration internationale, autres que ceux prévus à l'article 35 de la Convention du 18 décembre 1923 révisée, est effectué par une commission présidée par l'administrateur et composée des quatre vice-présidents de l'assemblée et du chef de service intéressé.

La commission doit, en se renseignant auprès du consul auquel ressortit le candidat, s'assurer que celui-ci n'a pas d'antécédents défavorables. Ces renseignements doivent être donnés dans un délai d'un mois à compter du jour où ils ont été demandés, faute de quoi la commission peut procéder au recrutement du candidat.

Les candidats agréés sont nommés par l'administrateur après approbation de l'assemblée.

II.

AMENDEMENTS AU DAHIR

SUR L'ORGANISATION D'UNE JURIDICTION INTERNATIONALE A TANGER.

Article premier (alinéas 1, 2 et 3). — Il est institué à Tanger une juridiction internationale qui reçoit le nom de tribunal mixte de Tanger.

3 British members,
 3 Italian members,
 1 American member,
 1 Belgian member,
 1 Dutch member,
 1 Portuguese member,
 nominated by their respective consulates,
 6 of our Musulman subjects nominated by our Mendoub, and
 3 of our Jewish subjects, chosen by our Mendoub from a list of nine names
 submitted by the Jewish community of Tangier.

The same procedure shall be followed, within three months of the vacancy, to replace a deceased or retired member.

Article 22. —

(Fourth paragraph) : The Assembly is presided over by our Mendoub, assisted by a French vice-president, a Spanish vice-president, a British vice-president and an Italian vice-president, nominated each year by the Assembly.

Article 32. — The Administrator shall have under his orders three assistant administrators : a first assistant, who acts for him during his absence and who, under his direction, is especially responsible for the services of health and relief ; a second assistant, who, under his direction, is especially responsible for the financial services ; and a third assistant, who, under his direction, is especially responsible for the services relating to the administration of justice.

The other administrative services shall be under the immediate direction of the Administrator.

Article 33. — The police of the Zone shall comprise :

1. A force of gendarmerie composed of 250 men and constituted in accordance with the provisions of article 47 of the convention of the 18th December, 1923, as revised.

2. A civil police, composed of Europeans and natives, the strength of which shall be fixed by the Assembly. The police shall be placed under the orders of a commissioner appointed by the Assembly on the nomination of the Administrator.

Article 36. — The appointment of officials of the international administration, other than those specified in article 35 of the convention of the 18th December, 1923, as revised, shall be effected by a committee presided over by the Administrator and composed of the four vice-presidents of the Assembly and of the head of the service concerned.

The committee must assure themselves by seeking information from the candidate's Consul that he has a satisfactory record. The required information must be given within a month from the date on which it is sought. Otherwise the committee may proceed with the appointment of the candidate.

The candidates selected will be appointed by the Administrator with the previous approval of the Assembly.

II.

AMENDMENTS

TO THE DAHIR CONCERNING THE ORGANISATION OF AN INTERNATIONAL TRIBUNAL AT TANGIER.

Article 1 (paragraphs 1, 2, and 3). — An international tribunal, called the Mixed Court of Tangier, shall be established at Tangier.

Cette juridiction comprend :

1^o Comme membres titulaires, un magistrat belge, un magistrat britannique, un magistrat espagnol, un magistrat français et un magistrat italien ;

.....

Article 10 (alinéas 1 et 2). — Si l'accusé est un de nos sujets, le jury comprend trois de nos sujets, un sujet espagnol, un citoyen français, et un sujet britannique ou un citoyen italien.

S'il appartient à un Etat autre que l'Etat marocain, les membres du jury sont tirés au sort sur la liste des jurés de même nationalité que l'accusé. Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle appartient l'accusé, l'accusé peut désigner la nationalité de la liste des jurés par lesquels il désire être jugé et le tirage au sort est effectué sur la liste de cette nationalité. Le président du tribunal criminel lui fait connaître son droit à cet égard dix jours au moins avant l'ouverture de la session. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans les vingt-quatre heures de l'avis à lui donné par le président, le jury se compose de six membres, choisis, à raison de deux au plus par nationalité, sur les listes des jurés britanniques, espagnols, français et italiens.

.....

Article 14. — Le service du secrétariat-greffe du tribunal mixte de Tanger est assuré par un secrétaire-greffier en chef, quatre secrétaires-greffiers et deux commis-greffiers, qui sont nommés par dahir de notre Majesté sur proposition de l'assemblée générale des titulaires.

Ces fonctionnaires sont exclusivement rétribués par un traitement fixe dont le montant sera déterminé ultérieurement.

Ils sont chargés de la tenue du greffe, du notariat et de la comptabilité. Ils opèrent, en outre, les actes de sommation, de notification, d'exécution et de constat ordonnés par les magistrats. Ils sont, enfin, chargés des fonctions de syndic des faillites ou de liquidateur judiciaire ainsi que des fonctions de curateur à succession vacante dans les conditions déterminées par la loi.

Les agents du secrétariat-greffe sont de nationalité britannique, espagnole, française ou italienne. Ils doivent être âgés de vingt-cinq ans au moins. Ils sont susceptibles d'être révoqués par dahir sur la proposition de l'assemblée générale des titulaires, qui statue, soit d'office, soit sur l'initiative de l'un des procureurs, mais, en tout cas, après explications fournies par les agents intéressés ou, au moins, après explications à eux demandées.

Un dahir détermine le montant des droits dus au Trésor à l'occasion des procédures judiciaires ou des actes du greffe et fixe aussi les conditions du recouvrement de ces droits.

Article 22. — Le traitement des magistrats titulaires du tribunal mixte est de 30.000 francs marocains. Les magistrats reçoivent, en outre, une indemnité annuelle de 14.000 francs à titre de frais de logement et de résidence.

III.

AMENDEMENTS A L'ANNEXE AU DAHIR

SUR L'ORGANISATION D'UNE JURIDICTION INTERNATIONALE A TANGER.

Article 5. — A partir de l'entrée en vigueur du présent dahir, le tribunal mixte connaîtra dans les limites de la compétence respective de ses diverses sections et en conformité avec les lois pénales de la zone internationale :

- 1^o De tous crimes, délits ou contraventions commis par des ressortissants étrangers ;
- 2^o De tous crimes, délits ou contraventions commis par des sujets de notre empire avec la participation de ressortissants des Puissances étrangères ;

This tribunal is composed of :

1. As permanent members, a Belgian magistrate, a British magistrate, a Spanish magistrate, a French magistrate and an Italian magistrate ;

.....

Article 10 (paragraphs 1 and 2). — If the accused is one of our subjects, the jury shall consist of three of our subjects, one Spanish subject, a French citizen and either a British subject or an Italian citizen.

If the accused is a national of a State other than Morocco, the members of the jury shall be drawn by lot from the list of jurors of the same nationality as the accused. Should there be no special list for the nation to which the accused belongs, the accused may select the nationality of the list of jurors before whom he desires to be tried and the jurors shall be drawn by lot from the list of this nationality. The president of the criminal court shall inform the accused of his rights in this respect at least ten days before the opening of the session. Should the accused not avail himself of this right within twenty-four hours of receiving such notice from the President, the jury shall be composed of six members, of whom not more than two may be of the same nationality, chosen from the lists of British, Spanish, French and Italian jurors.

.....

Article 14. — The office of the Mixed Court shall consist of one chief clerk, four clerks and two assistant clerks, who shall be appointed by dahir issued by Our Majesty on the recommendation of the assembly-general of magistrates.

These officials shall be exclusively remunerated by a fixed salary, the amount of which shall be fixed later.

They are responsible for all duties which normally devolve on the clerk, the notary, and the accountant of the court. They also put into effect the orders of the magistrates as to summonses, notifications, execution and ascertainment of facts. Finally they perform the duties of official liquidator, receiver in bankruptcy and of curator of estates under the conditions laid down by the law.

The members of the office shall be of British, Spanish, French or Italian nationality. They must be at least twenty-five years of age. They may be dismissed by dahir on the recommendation of the assembly-general of magistrates acting either on their own initiative or on that of one of the public procurators, but in any case after the official concerned has stated his case or at least has been invited to do so.

A dahir shall fix the amount of the fees due to the Treasury in respect of judicial procedure or office fees, and shall determine the conditions under which such fees shall be levied.

Article 22. — The salary of the magistrates of the Mixed Court is fixed at 30,000 Moroccan francs. The magistrates shall receive in addition a yearly allowance of 14,000 francs in respect of lodging and foreign allowance.

III.

AMENDMENTS

TO THE ANNEX TO THE DAHIR CONCERNING THE ORGANISATION OF AN INTERNATIONAL TRIBUNAL AT TANGIER.

Article 5. — From the date of the entry into force of the present Dahir the Mixed Court shall, within the limits of the competence of its different sections and in conformity with the penal laws of the international zone, have jurisdiction over :

- (1) All felonies, misdemeanours or petty offences committed by foreign nationals ;
- (2) All felonies, misdemeanours or petty offences committed by subjects of our Empire together with nationals of foreign Powers ;

3° De tous crimes, délits ou contraventions commis par des sujets de notre empire lorsque des ressortissants des Puissances étrangères en seront les victimes ;

3° *bis*. De toutes infractions commises par des sujets de notre empire et réprimées par les articles 139 et 139 *bis* du code pénal ;

4° De tous crimes, délits ou contraventions commis :

a) A son audience et dans les lieux où un ou plusieurs de ses magistrats procèdent à un acte de leur fonction ;

b) De tous crimes ou délits de faux témoignage, faux serment ou subornation de témoins devant le tribunal mixte tant en matière civile qu'en matière pénale ;

c) Contre l'exécution des arrêts jugements, sentences, ordonnances ou mandats du tribunal mixte ;

d) Contre les magistrats, assesseurs, jurés ou officiers de justice du tribunal mixte dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

e) Par les magistrats, assesseurs, jurés ou officiers de justice du tribunal mixte dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus d'autorité.

IV.

AMENDEMENTS AU CODE PÉNAL

DE LA ZONE DE TANGER.

LIVRE PREMIER

CHAPITRE V. (*Nouveau.*)

DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR.

Article 25 bis. — L'interdiction de séjour dans la zone de Tanger pour vingt ans au plus pourra toujours être prononcée par le tribunal accessoirement aux condamnations d'emprisonnement dont auront été l'objet les auteurs ou complices :

1° De tous crimes ou tentatives de crime ;

2° Des délits prévus aux articles 139 (alinéas premier et deuxième) et 139 *bis* ;

3° En cas de récidive, des délits prévus aux articles 118, 130, 131, 132, 133, 139 (alinéa troisième), 146, 147, 148, 149, 150, 188, 189, 199, 201 et 203.

Les sujets marocains qui seraient frappés de la peine accessoire d'interdiction de séjour dans la zone de Tanger devront se voir imposer par le Tribunal l'obligation de résider dans une des autres zones du Maroc désignée après entente avec les autorités compétentes de cette zone.

Le condamné qui contreviendrait à l'interdiction de séjour avant l'expiration du temps fixé sera puni du bannissement de la zone de Tanger. S'il est sujet marocain, une résidence obligatoire lui sera imposée comme il est dit à l'alinéa précédent.

LIVRE TROISIÈME

TITRE DEUXIÈME.

CHAPITRE PREMIER

SECTION DEUXIÈME.

Article 139. — Quiconque, sans autorisation, fabriquera, introduira ou détiendra à un titre quelconque dans la zone de Tanger des explosifs, du matériel et des engins de guerre tel que armes,

(3) All felonies, misdemeanours or petty offences committed by subjects of our Empire against nationals of foreign Powers ;

(3) *bis* All offences committed by subjects of our Empire which fall within the scope of articles 139 and 139 *bis* of the penal code ;

(4) All felonies, misdemeanours and petty offences :

(a) Committed in court or in any place in which one or more magistrates are engaged in the performance of their duties ;

(b) Amounting to perjury or suborning of witnesses in civil or criminal proceedings before the Mixed Court ;

(c) Against the execution of decisions, judgments, sentences, orders or warrants of the Mixed Court ;

(d) Against the magistrates, assessors, jurors or judicial officers of the Mixed Court in the exercise of or on the occasion of the exercise of their functions ;

(e) By the magistrates, assessors, jurors or judicial officers of the Mixed Court in the exercise of their functions or in consequence of an abuse of authority.

IV.

AMENDMENTS

TO THE PENAL CODE OF THE TANGIER ZONE.

BOOK I.

CHAPTER V. (*New.*)

PROHIBITION OF RESIDENCE.

Article 25 bis. — In addition to sentences of imprisonment, the Tribunal may in any case impose the penalty of prohibition of residence in the Tangier Zone for a period of 20 years on persons convicted of any of the following offences, or their accomplices :

1. All crimes and attempted crimes ;

2. The offences which fall under articles 139 (paragraphs 1 and 2) and 139 *bis* ;

3. In the case of persons previously convicted, the offences falling under articles 118, 130, 131, 132, 133, 139 (paragraph 3), 146, 147, 148, 149, 150, 188, 189, 199, 201 and 203.

Moroccan subjects who are sentenced to the accessory penalty of prohibition of residence in the Tangier Zone shall be ordered by the Tribunal to reside in one of the other Zones of Morocco, which shall be designated after agreement with the competent authorities of the Zone in question.

A convict who returns to the Zone before the expiry of the period during which his residence there has been prohibited, shall be banished from the Tangier Zone. If he is a Moroccan subject, he will be compelled to reside in a place chosen in accordance with the terms of the preceding paragraph.

BOOK III.

PART TWO.

CHAPTER I.

SECTION 2.

Article 139. — The manufacture, introduction or possession in any capacity in the Tangier Zone of explosives, war material and munitions such as arms, ammunition, cartridges, loaded

munitions, cartouches même non chargées, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de mille à vingt mille francs (1.000 à 20.000 fr.).

La tentative et la complicité seront punies de la même peine que le délit lui-même.

Sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des deux premiers alinéas du présent article, toute personne qui portera, hors de son domicile et sans autorisation, une arme quelconque, apparente ou non, sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de cent à deux cents francs (100 à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Dans tous les cas visés au présent article, les choses fabriquées, introduites ou détenues, ainsi que les armes portées, seront confisquées.

Article 139 bis. — Quiconque sera convaincu de s'être livré dans la zone de Tanger à une agitation, propagande ou préparation d'entreprise contre l'ordre établi dans l'une quelconque des zones du Maroc ou dans les pays étrangers, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de mille à vingt mille francs (1.000 à 20.000 fr.).

Le présent accord dressé en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUIÑONES DE LEÓN.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

C.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les soussignés, dûment et respectivement autorisés par LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT EN GRANDE-BRETAGNE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE sont convenus des dispositions particulières suivantes relatives aux accords conclus en date de ce jour, concernant la zone de Tanger.

I.

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires a sous son autorité les services administratifs de la juridiction internationale, les services pénitentiaires et le service des publications officielles. Il veille à l'exécution des jugements rendus par le Tribunal mixte en matière pénale. Il remplit, en outre, les fonctions de conseiller de l'administration de la zone en toutes matières juridiques et législatives, sous réserve des attributions des autres administrateurs adjoints.

II.

Conformément au Statut de Tanger, les tabors actuellement existants seront dissous et remplacés, aussitôt que possible après la mise en vigueur de l'accord portant révision de la Convention du 18 décembre 1923 et signé en date de ce jour, par un corps de gendarmerie répondant aux caractéristiques données par ladite convention révisée, en son article 47, et par le règlement de la gendarmerie, également révisé, qui est annexe à cet acte.

or unloaded, is punishable by imprisonment for a term of from 6 months to 5 years and a fine of 1,000 to 20,000 francs.

Attempts to commit, and complicity in, the above offences are punishable with the same penalty as the offence itself.

Without prejudice to the application, if necessary, of the first two paragraphs of the present article, the carriage, outside the residence of the individual and without authorisation, of any weapon, whether concealed or not, is punishable by imprisonment for a term of from 6 days to 3 months and of a fine of 100 to 200 francs, or by one of these two penalties only.

In all cases falling within the scope of the present article, the articles manufactured, introduced or possessed, and the weapons carried, shall be confiscated.

Article 139 bis. — Agitation, propaganda or conspiracy against the established order in any one of the Zones in Morocco or in foreign countries is punishable by imprisonment for a term of from 6 months to 5 years and of a fine of 1,000 to 20,000 francs.

The present agreement done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUIÑONES DE LEON.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

C.

SPECIAL PROVISIONS.

The undersigned, duly authorised respectively by the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, have agreed upon the following special provisions relating to the agreements concluded this day concerning the Tangier Zone.

I.

The assistant-administrator in charge of the services relating to the administration of justice shall have under his authority the administrative services connected with the international tribunal, the prisons and the issue of official publications. He shall supervise the execution of the judgments of the Mixed Court in criminal matters. In addition he will discharge the functions of counsellor to the administration of the Zone in legal and legislative matters, always provided that he does not encroach on the functions of the other assistant administrators.

II.

In accordance with the provisions of the Tangier Statute the existing tabors shall be dissolved and replaced as soon as possible after the entry into force of the agreement revising the Convention of the 18th December, 1923, and signed this day, by a force of gendarmerie constituted in accordance with the provisions of the said Convention as revised in article 47 and by the regulations for the gendarmerie, also revised, which are annexed to that instrument.

III.

Les codes élaborés en exécution de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger et révisée en date de ce jour seront officiellement communiqués au Gouvernement italien. Ils seront applicables à titre provisoire aux ressortissants italiens à dater du jour où l'accord portant révision de ladite convention, et signé en date de ce jour, entrera en vigueur. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter dudit jour, lesdits codes seront soumis à une commission juridique, composée de représentants britanniques, espagnols, français et italiens, chargés d'examiner les modifications que le Gouvernement italien, et éventuellement les autres gouvernements ayant adhéré à ladite convention, estimeraient devoir proposer. Elle rédigera les textes à soumettre à l'assemblée législative. La commission devra avoir terminé ses travaux dans un délai de trois mois à compter de sa première réunion.

IV.

En vue de l'application de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger et de l'article premier du dahir chérifien du 16 février 1924 sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger des dits convention et dahir chérifien révisés conformément aux accords signés en date de ce jour, il est entendu que :

1^o Le magistrat italien prendra siège au tribunal mixte de Tanger à compter de l'entrée en vigueur du Statut révisé ;

2^o Le magistrat belge remplacera celui des magistrats britanniques qui, le premier parmi eux, viendrait à cesser ses fonctions.

V.

Les quatre gouvernements s'engagent à faire élaborer une réforme de la juridiction internationale de Tanger par une commission juridique qui devra se réunir à Paris dans un délai de six mois à compter de la signature des présentes dispositions. Cette commission prendra pour base de ses travaux les recommandations et projets joints au procès-verbal de la vingt-neuvième séance tenue le 12 juillet 1928 par les experts chargés de préparer la révision du Statut de Tanger.

La réforme devra notamment :

Réaliser l'unité du Parquet ;

Faire assurer les fonctions du Ministère public près les juridictions de première instance et d'appel, ainsi que près le tribunal criminel, par un magistrat espagnol et un magistrat français alternant suivant un roulement annuel ; et près la juridiction de paix, dans les mêmes conditions, par un commissaire de police espagnol et un commissaire de police français ;

Instituer une présidence du tribunal mixte ;

Organiser le service des vacations pendant les vacances du tribunal mixte ;

Instituer une cour d'appel, nettement séparée des autres juridictions, et où pourront siéger des conseillers non résidents qui viendront périodiquement tenir session à Tanger ; une taxe spéciale pourra être prélevée sur tout appelant, non assisté judiciaire, en sus des droits prévus sur les frais de justice ;

Tenir compte du désir exprimé par les Gouvernements espagnol et français d'avoir respectivement un magistrat de leur nationalité dans la juridiction de première instance et dans la juridiction d'appel ;

Supprimer les membres adjoints du tribunal mixte comme collaborateurs réguliers des juridictions internationales.

III.

The codes drawn up in accordance with article 48 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute and revised this day shall be officially communicated to the Italian Government. They shall be provisionally applicable to Italian subjects from the date on which the agreement revising the said convention signed this day comes into force. On the expiration of two years from the said day, the codes shall be submitted to a committee of jurists composed of British, Spanish, French and Italian representatives, which shall be entrusted with the task of examining the modifications which the Italian Government, and possibly other governments which have acceded to the said Convention, may desire to propose. The committee shall draft the texts to be submitted to the Legislative Assembly. It must complete its work within three months from the date of its first meeting.

IV.

As regards the application of article 48 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, and of article 1 of the Shereefian Dahir of the 16th February, 1924, relating to the organisation of an international tribunal at Tangier, the said Convention and the said Shereefian Dahir having been revised in conformity with the agreements signed this day, it is agreed that :

(1) The Italian magistrate shall take his seat on the Mixed Court of Tangier on the entry into force of the revised Statute.

(2) The Belgian magistrate shall replace the first of the two British magistrates who shall cease to be a member of the Court.

V.

The four Governments undertake to cause a revised scheme for the international tribunal of Tangier to be elaborated by a committee of jurists which shall meet in Paris within six months from the date of signature of the present provisions. This committee shall take as a basis of its work the recommendations and drafts annexed to the minutes of the 29th meeting held on the 12th July, 1928, by the experts entrusted with the revision of the Tangier Statute.

The revised scheme shall in particular :

Place the directorship of the *Parquet* under one head ;

Entrust the duties of the representative of the State before the courts of first instance and the court of appeal and the criminal court to a Spanish magistrate and a French magistrate respectively in alternate years ; and before the police court to a Spanish inspector of police and a French inspector of police in the same way ;

Create a presidency of the Mixed Court ;

Make provision for a vacation court during the vacation of the Mixed Court ;

Create a court of appeal, wholly separate from the other courts, on which may sit non-resident appeal judges who shall come periodically to hear appeals at Tangier. A special fee may be levied on all appellants, not poor persons, in addition to the usual court fees ;

Take into account the desire expressed by the Spanish and French Governments to be represented by a magistrate of their nationality in the court of first instance and in the court of appeal ;

Suppress the lay assessors of the Mixed Court, as permanent members of the international tribunal.

Il pourrait être utilement prévu un recours en cassation devant une commission supérieure de cassation composée de magistrats appartenant à la Cour suprême d'un pays dont la nationalité ne sera pas représentée dans les juridictions internationales de Tanger.

VI.

Conformément à l'article 49 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger et révisée en date de ce jour, l'agence diplomatique d'Italie à Tanger sera remplacée par un consulat, le Gouvernement italien se réservant, d'ailleurs, la faculté de choisir le titulaire de ce consulat dans le cadre de ses fonctionnaires diplomatiques, sans que cet agent puisse se prévaloir d'autres droits, prérogatives et privilèges que ceux attachés aux fonctions de consul de carrière dans la zone de Tanger.

VII.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie accepte que les ressortissants italiens soient assujettis aux lois fiscales de la zone à partir du jour du dépôt des ratifications de l'accord signé en date de ce jour portant révision de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de Tanger.

VIII.

Les présentes dispositions seront communiquées, par les soins du Gouvernement de la République française, aux Puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de Tanger, ainsi qu'au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, signataire de l'Acte d'Algésiras, en même temps que les accords signés en date de ce jour.

Les présentes dispositions dressées en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUIÑONES DE LEON.

BERTHELOT.

CREWE.

G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

Provision might be made for a court of cassation composed of magistrates belonging to the Supreme Court of a country not represented in the international tribunal of Tangier.

VI.

In accordance with article 49 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute and revised this day, the diplomatic agency of Italy at Tangier shall be replaced by a consulate. The Italian Government, however, reserve the right to appoint a member of their diplomatic service to this consulate without claiming for him other rights, prerogatives and privileges than those attached to the functions of consul *de carrière* in the Tangier Zone.

VII.

The Government of His Majesty the King of Italy agree that Italian subjects shall be subject to the fiscal laws of the zone from the date of the deposit of the ratifications of the agreement signed this day revising the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute.

VIII.

The present provisions shall be communicated by the Government of the French Republic to the Powers which have acceded to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Tangier Statute and also to the Government of the United States of America, as a signatory of the Act of Algeciras, at the same time as the agreements signed this day.

The present provisions done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUIÑONES DE LEON.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI

LETTRES SE RAPPORTANT A DIVERSES CLAUSES DE L'ACCORD SIGNÉ A PARIS,
LE 25 JUILLET 1928, POUR LA REVISION DE LA CONVENTION DU 18 DÉCEMBRE
1923 RELATIVE A L'ORGANISATION DU STATUT DE LA ZONE DE TANGER

I.

LETTRES SE RAPPORTANT A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS DANS LA ZONE DE TANGER.

A. — LETTRE DE SON EXCELLENCE M. QUIÑONES DE LEON, AMBASSADEUR D'ESPAGNE A PARIS,
A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur est consacré par l'article 7 de ladite convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le consul général d'Espagne à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations utiles à l'administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

J. QUIÑONES DE LEON.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI,
A SON EXCELLENCE M. QUIÑONES DE LEON.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

Vous ajoutez que le consul général d'Espagne à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime

NOTES REGARDING CERTAIN CLAUSES OF THE AGREEMENT SIGNED AT PARIS JULY 25, 1928, FOR THE REVISION OF THE CONVENTION OF DECEMBER 18, 1923, RELATING TO THE ORGANISATION OF THE STATUTE OF THE TANGIER ZONE.

I.

NOTES REGARDING THE EXECUTION OF PUBLIC WORKS IN THE TANGIER ZONE.

A. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY MONSIEUR QUIÑONES DE LEON, SPANISH AMBASSADOR AT PARIS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the Spanish Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the Spanish representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, etc.

J. QUIÑONES DE LEON.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY
MONSIEUR QUIÑONES DE LEÓN.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

You add that the Spanish Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit

et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5 de ladite convention, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

B. — LETTRE DE SON EXCELLENCE LE MARQUIS DE CREWE, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A PARIS, A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de ladite convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toutes discriminations. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le consul général de Grande-Bretagne à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

CREWE.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, A SON EXCELLENCE LE MARQUIS DE CREWE.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, of the said convention, to address the necessary observations or representations to the international administration.

At the same time the Spanish Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41, is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, etc.

G. MANZONI.

B. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY THE MARQUESS OF CREWE, HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT PARIS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AAMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the British Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations or representations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the British representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, etc.

CREWE.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY THE MARQUESS OF CREWE.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

Vous ajoutez que le consul général de Grande-Bretagne à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5 de ladite convention, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'administration internationale.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

C. — LETTRE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR BERTHELOT, AMBASSADEUR DE FRANCE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu me signaler que le Gouvernement italien, au moment de devenir partie contractante à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, s'inquiétait de savoir si une participation équitable serait assurée au capital et au travail italiens dans l'exécution des travaux publics de Tanger. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de ladite convention, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination. J'ai l'honneur de vous faire connaître que le consul général de France à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller, au sein de cette assemblée, à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'Administration internationale.

Pour répondre à un autre désir que vous m'avez exprimé, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique, pleinement ouvert aux intérêts italiens, et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BERTHELOT.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, A SON EXCELLENCE MONSIEUR BERTHELOT.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le régime de l'égalité économique, institué en zone de Tanger par les traités en vigueur et consacré par l'article 7 de la

You add that the British Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under Article 30, paragraph 5, of the said convention, to address the necessary observations or representations to the international administration.

At the same time the British Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my government.

I have, etc.

G. MANZONI.

C. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY MONSIEUR BERTHELOT, FRENCH AMBASSADOR, SECRETARY-GENERAL OF THE MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to draw my attention to the fact that the Italian Government, on becoming a contracting party to the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, were anxious to know whether a fair distribution would be assured to Italian capital and labour in the execution of public works at Tangier. I have the honour to inform you that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the said convention, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination. I have the honour to inform you that the French Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, to address the necessary observations or representations to the international administration.

In order to give satisfaction to another request which you have put forward, the French representative will be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic equality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have, etc.

BERTHELOT.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY
MONSIEUR BERTHELOT.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough by your note of to-day's date to inform me that the régime of economic equality, instituted in the Tangier Zone by the treaties in force and guaranteed by article 7 of the

Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, garantit l'entreprise et la main-d'œuvre des différentes nations contre toute discrimination.

Vous ajoutez que le conseil général de France à Tanger, membre du comité de contrôle, recevra l'instruction de veiller au sein de cette assemblée à ce que l'Italie bénéficie pleinement de ce régime et de faire en sorte, s'il y avait lieu, que le comité, agissant dans le cadre de la mission dont il est investi par l'article 30, paragraphe 5, de ladite convention, adresse toutes observations ou représentations utiles à l'administration tangéroise.

D'autre part, il sera également rappelé à cet agent que la commission du port, créée par l'article 41, a mission de veiller, sous l'autorité du comité de contrôle, à l'observation du régime de l'égalité économique pleinement ouvert aux intérêts italiens et que, conformément aux dispositions de l'acte de concession, ce régime doit s'entendre de la construction et de l'entretien aussi bien que de l'exploitation du port.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

II.

LETTRES SE RAPPORTANT AU RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DE TANGER.

A. — LETTRE DE SON EXCELLENCE M. QUIÑONES DE LEON, AMBASSADEUR D'ESPAGNE A PARIS, A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'Assemblée législative internationale, membres de la commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923, relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement espagnol sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

J. QUIÑONES DE LEON.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI,
A SON EXCELLENCE M. QUIÑONES DE LEON.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement espagnol serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une

Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, guarantees the enterprise and labour of the different nations against any form of discrimination.

You add that the French Consul-General at Tangier, who is a member of the Committee of Control, will receive instructions to ensure in that committee that Italy shall derive full benefit from this régime, and to take steps, if necessary, to cause the committee, acting within the powers with which they are invested under article 30, paragraph 5, of the said convention, to address the necessary observations or representations to the Tangier administration.

At the same time the French Consul-General will also be reminded that the Port Commission instituted under article 41 is responsible, under the authority of the Committee of Control, for ensuring the observance of the régime of economic quality, to which Italian interests are fully entitled, and that in accordance with the terms of the port concession, this régime extends to the construction and maintenance as well as the exploitation of the port.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, etc.

G. MANZONI.

II.

NOTES REGARDING THE APPOINTING OF OFFICIALS OF THE ADMINISTRATION OF THE TANGIER ZONE.

A. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY MONSIEUR QUIÑONES DE LEON, SPANISH AMBASSADOR AT PARIS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that the Spanish Government will be glad to comply with this request.

I have, etc.

J. QUIÑONES DE LEON.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY MONSIEUR QUIÑONES DE LEON.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the Spanish Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the

participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'assemblée législative internationale, membres de la commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

B. — LETTRE DE SON EXCELLENCE LE MARQUIS DE CREWE, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A PARIS, A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italien et que l'attention des vice-présidents de l'assemblée législative internationale, membres de la commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement britannique sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

CREWE.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI A SON EXCELLENCE LE MARQUIS DE CREWE.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement britannique serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, etc.

G. MANZONI.

B. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY THE MARQUESS OF CREWE, HIS BRITANNIC MAJESTY'S AMBASSADOR AT PARIS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that His Majesty's Government will be glad to comply with this request.

I have, etc.

CREWE.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY THE
MARQUESS OF CREWE.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the British Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, etc.

G. MANZONI.

C. — LETTRE DE SON EXCELLENCE M. BERTHELOT, AMBASSADEUR DE FRANCE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom du Gouvernement italien, le désir qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'assemblée législative internationale, membres de la Commission de recrutement instituée par l'article 38 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français sera heureux de tenir compte de ce désir.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BERTHELOT.

RÉPONSE DE SON EXCELLENCE LE COMTE MANZONI A SON EXCELLENCE M. BERTHELOT.

PARIS, le 25 juillet 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire connaître que le Gouvernement français serait heureux de tenir compte du désir exprimé par le Gouvernement italien qu'à l'occasion des vacances qui se produiront dans les cadres de l'administration internationale de Tanger, une participation équitable dans cette administration soit désormais assurée à des fonctionnaires italiens et que l'attention des vice-présidents de l'assemblée législative internationale, membres de la commission de recrutement instituée par l'article 37 de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, soit respectivement appelée sur ce sujet par les soins des consuls généraux d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication que je ne manquerai pas de transmettre au Gouvernement royal.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du protocole:*

P. de Fouquières.

C. — NOTE FROM HIS EXCELLENCY MONSIEUR BERTHELOT, FRENCH AMBASSADOR, SECRETARY-GENERAL OF THE MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS, TO HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI, ITALIAN AMBASSADOR AT PARIS.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough to express to me in the name of the Italian Government the desire that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 38 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to inform you that the French Government will be glad to comply with this request.

I have, etc.

BERTHELOT.

REPLY OF HIS EXCELLENCY COUNT MANZONI TO HIS EXCELLENCY
MONSIEUR BERTHELOT.

PARIS, *July 25, 1928.*

SIR,

You were good enough in a note of to-day's date to inform me that the French Government would be happy to comply with the desire expressed by the Italian Government that when vacancies occur in the personnel of the international administration of Tangier, a fair participation in the administration shall be henceforth assured to Italian nationals, and that the attention of the vice-presidents of the International Legislative Assembly, members of the recruiting committee set up under article 37 of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, shall be respectively called to this point by the Consuls-General of Spain, France, Great Britain and Italy.

I have the honour to thank you for this communication, which I shall not fail to transmit to my Government.

I have, etc.

G. MANZONI.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE RELATIVE A CERTAINES QUESTIONS
CONCERNANT LE STATUT DE TANGER

L'ESPAGNE et LA FRANCE s'étant entendues sur divers développements et modifications à apporter au régime de la zone de Tanger, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT EN GRANDE-BRETAGNE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, signataires de la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger, sont tombés également d'accord pour arrêter en commun avec LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE divers amendements à ladite convention, aux dahirs chérifiens organiques et aux codes en vigueur dans la zone, ainsi que certaines dispositions concernant celle-ci, et pour reconnaître que le GOUVERNEMENT ITALIEN devient partie contractante à ladite convention telle qu'elle se trouve ainsi révisée.

Dans ces conditions, les soussignés, dûment autorisés, se sont réunis en une conférence à Paris, au Ministère des Affaires étrangères, du 20 mars au 16 juillet 1928, au cours de laquelle ils sont convenus des dispositions ci-après annexées, qu'ils ont revêtues aujourd'hui de leurs signatures respectives.

Le présent protocole dressé en quatre exemplaires, à Paris, le 25 juillet 1928.

J. QUIÑONES DE LEON.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du protocole :*

P. de Fouquières.

FINAL PROTOCOL OF THE CONFERENCE RELATING TO CERTAIN MATTERS
CONCERNING THE TANGIER STATUTE.

SPAIN and FRANCE having agreed on various developments and modifications of the régime in force in the Tangier Zone, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, signatories of the Convention of the 18th December, 1923, relating to the organisation of the Statute of the Tangier Zone, have together agreed to make in common with THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY certain amendments to the said Convention, to the organic Shereefian Dahirs and to the Codes in force in the Zone, and to draw up certain provisions concerning the Zone and to recognise that THE ITALIAN GOVERNMENT becomes a contracting party to the said Convention as thus revised.

In these conditions the undersigned, duly authorised, met at a conference held in Paris at the Ministry for Foreign Affairs from the 20th March to the 16th July, 1928, in the course of which they have agreed to the provisions annexed hereto, which they have respectively signed this day.

The present Protocol done in four copies at Paris, the 25th July, 1928.

J. QUIÑONES DE LEON.
BERTHELOT.
CREWE.
G. MANZONI.

N° 1972.

ESTONIE ET SUÈDE

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge estoniens et suédois et arrangement relatif à la délivrance des lettres de jauge dites à appendice estoniennes conformément aux règlements suédois sur le jaugeage, avec protocole final. Signés à Stockholm, le 23 juin 1928.

ESTONIA AND SWEDEN

Declaration regarding the mutual Recognition of Estonian and Swedish Tonnage Certificates, and Agreement in regard to the Issue of Estonian Tonnage Certificates "with Appendix", in accordance with the Swedish Rules of Ship Measurement, with Final Protocol. Signed at Stockholm, June 23, 1928.

N^o 1972. — DÉCLARATION¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGE ESTONIENS ET SUÉDOIS. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 23 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 10 mars 1929.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la déclaration suivante, relative à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge estoniens et suédois délivrés sur la base des règles de jaugeage adoptées en Estonie et en Suède, à savoir en Estonie de la règle de jaugeage dite anglaise (système britannique de jaugeage) et en Suède de la règle de jaugeage dite allemande.

Article premier.

Les certificats de jauge nationaux et les lettres de jauge dites à appendice nationales, établies conformément au système britannique de jaugeage des navires suédois, seront reconnus en Estonie, et les certificats de jauge nationaux et les lettres de jauge dites à appendice nationales, établies conformément au système suédois de jaugeage des navires estoniens, seront reconnus en Suède, sous réserve des dérogations auxquelles pourront donner lieu les stipulations de la présente déclaration.

Par certificats de jauge nationaux, on entend dans la présente déclaration les documents de jaugeage délivrés en conséquence d'un mesurage effectué d'après la règle I par une autorité suédoise ou estonienne, et qui indiquent notamment la date de leur signature et les espaces sous le pont de tonnage en mètres cubes ou en tonnaux de registres.

Article 2.

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national ne seront soumis en Estonie qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Estonie d'après le tonnage. Toutefois, si le propriétaire ou le capitaine du navire en fait la demande, ce sera la jauge nette indiquée par le certificat de jaugeage national qui servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Estonie d'après le tonnage.

Si un navire suédois de l'espèce susvisée est muni d'une lettre de jauge dite à appendice nationale délivrée conformément au système britannique de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Estonie d'après le tonnage.

¹ Approuvée par l'Assemblée d'Etat estonienne, le 22 novembre 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1972. — DECLARATION BY ESTONIA AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF ESTONIAN AND SWEDISH TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 23, 1928.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place March 10, 1929.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Declaration regarding the mutual recognition of Estonian and Swedish tonnage certificates issued in accordance with the rules of ship measurement in force in Estonia and in Sweden, namely, in Estonia, the so-called English rules of ship measurement (British system of ship measurement) and in Sweden, the so-called German rules of measurement.

Article 1.

The national tonnage certificates of Swedish ships and the national certificates "with appendix", drawn up in accordance with the British system of ship measurement shall be recognised in Estonia, and the national tonnage certificates of Estonian ships and the national tonnage certificates "with appendix", drawn up in accordance with the Swedish system of ship measurement shall be recognised in Sweden, subject to any exceptions arising out of the stipulations of the present Declaration.

In the present Declaration, the term "national certificates of measurement" shall be understood to mean documents recording ship measurements issued on the basis of measurements carried out according to Rule I by a Swedish or Estonian authority and stating in particular the date of signature and the space under the tonnage deck in cubic metres or in registered tons.

Article 2.

Swedish ships propelled by engine power and furnished only with a national tonnage certificate shall be subject in Estonia only to partial measurement, as provided for in Article 3 in regard to the assessment of net tonnage. The tonnage dues payable in Estonia shall be computed and levied on the basis of the net tonnage thus determined. Nevertheless, if the owner or master of the vessel so requests, the tonnage dues payable in Estonia shall be computed and levied on the basis of the net tonnage entered in the national tonnage certificate.

If a Swedish ship of the above-mentioned type is provided with a national tonnage certificate "with appendix", issued in accordance with the British system of ship measurement, the tonnage dues payable in Estonia shall be computed and levied on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Approved by the Estonian Assembly of State, November 22, 1928.

Les navires estoniens à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national ne seront soumis en Suède qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire estonien de l'espèce susvisée est muni d'une lettre de jauge dite à appendice nationale délivrée conformément au système suédois de jaugeage, la jauge nette indiquée dans ladite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire suédois autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, la jauge nette indiquée dans ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Estonie d'après le tonnage.

Si un navire estonien autre que le navire à propulsion mécanique est muni d'un certificat de jauge national, la jauge nette indiquée dans ledit certificat de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Article 3.

Les mesurages partiels, visés à l'article 2, alinéas 1 et 3, des navires suédois et estoniens à propulsion mécanique comprendront la détermination conformément aux règlements estoniens respectivement suédois de la jauge brute des espaces situés au-dessus du pont de tonnage, et celle de la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur et à tout autre espace, situé soit au-dessus soit au-dessous du pont de tonnage qui est admis à déduction en Estonie, respectivement en Suède, pour la détermination de la jauge nette.

Lesdits mesurages partiels donneront lieu à la délivrance d'un document spécial de jauge, qui sera valable pendant la durée de validité du certificat de jauge national auquel il est annexé. Pour être pris en considération ce document spécial devra être présenté conjointement avec le certificat de jauge national à toute réquisition qui pourra en être faite par l'autorité compétente.

Article 4.

Les lettres de jauge dites à appendice estoniennes (voir article 2, alinéa 4) délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront aussi satisfaire aux conditions inscrites à l'arrangement ci-annexé.

Article 5.

Le mesurage des navires estoniens effectué en Suède par une autorité suédoise et le mesurage des navires suédois effectué en Estonie par une autorité estonienne, seront soumis au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage prescrit en Suède, respectivement en Estonie.

S'il y a lieu de supposer que les indications d'un certificat de jauge national ou d'une lettre de jauge dite à appendice ne sont pas conformes à la réalité, l'autorité supérieure compétente en Suède, respectivement en Estonie, aura le droit de faire procéder dans la mesure nécessaire, au mesurage de contrôle, et, le cas échéant, au remesurage ainsi qu'à la délivrance d'un nouveau document de jaugeage attestant les résultats auxquels le remesurage aura abouti.

Article 6.

Les frais des mesurages effectués, ainsi que les frais des mesurages de contrôle et des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 1, seront calculés et payés d'après les règlements applicables pour les opérations similaires dans le pays où les mesurages ont eu lieu.

Estonian ships propelled by engine power and provided only with a national tonnage certificate shall be subject in Sweden only to partial measurement, as provided for in Article 3 in regard to the assessment of net tonnage. The tonnage dues payable in Sweden shall be computed and levied on the basis of the net tonnage thus determined.

If an Estonian ship of the above-mentioned type is provided with a national tonnage certificate "with appendix" issued in accordance with the Swedish system of ship measurement, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed and levied on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

If a Swedish ship not propelled by engine power is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in Estonia shall be computed and levied on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

If an Estonian ship not propelled by engine power is provided with a national tonnage certificate, the tonnage dues payable in Sweden shall be computed and levied on the basis of the net tonnage entered in the said certificate.

Article 3.

The partial measurement under Article 2, paragraphs 1 and 3, of Swedish and Estonian ships propelled by engine power shall include an assessment in accordance with the respective Estonian and Swedish regulations of the gross tonnage of the space over the tonnage deck and of the deduction for the engine room and also for any other space, whether above or below the tonnage deck, which is allowed by Estonia or Sweden, as the case may be, to be deducted for the purpose of the assessment of the net tonnage.

These partial measurements shall be recorded in a special tonnage document, which shall be valid for the same period as the national certificate of measurement to which it is annexed. In order to be taken into consideration, this special document must be presented conjointly with the national tonnage certificate whenever the competent authority so require.

Article 4.

The Estonian tonnage certificates "with appendix" (see Article 2, paragraph 4), issued in accordance with the Swedish system of ship measurement, must also satisfy the conditions set forth in the annexed Agreement.

Article 5.

The measurement of Estonian ships carried out in Sweden by a Swedish authority and the measurement of Swedish ships carried out in Estonia by an Estonian authority shall be subject to the verification survey and, if necessary, to the remeasurement laid down in Sweden and Estonia respectively.

If there is reason to suppose that the particulars contained in a national tonnage certificate or a national tonnage certificate "with appendix" are incorrect, the supreme competent authority in Sweden and Estonia respectively shall be entitled to proceed, to the extent required, to a verification survey or, if necessary, to remeasurement, and to issue a supplementary tonnage document showing the results of such remeasurement.

Article 6.

The costs of measurement and of the verification surveys and remeasurement provided for in Article 5, paragraph 1, shall be calculated and paid in accordance with the regulations in force for similar operations in the country in which the measurement is carried out.

Les frais des mesurages de contrôle ou des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 2, seront à la charge du pays où ces mesurages auront été effectués, à moins que le remesurage n'ait donné lieu à la délivrance d'un nouveau document de jauge, auquel cas les frais seront mis à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire dans la mesure prévue par les règlements du pays intéressé.

Article 7.

La présente déclaration entrera en vigueur trois mois après la date où la ratification de la présente déclaration par le Riigikogu d'Estonie sera notifiée au Gouvernement suédois et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la dénonciation par l'une des Parties.

Les arrangements antérieurs concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge suédois et estoniens cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur de la présente déclaration.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et l'ont munie de leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 23 juin 1928.

FR. AKEL.

Eliel LÖFGREN.

ARRANGEMENT

RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES LETTRES DE JAUGE DITES A APPENDICE ESTONIENNES
CONFORMÉMENT AUX RÈGLEMENTS SUÉDOIS SUR LE JAUGEAGE.

Les plénipotentiaires soussignés, vu article 4 de la déclaration entre l'Estonie et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge estoniens et suédois signée en date de ce jour, sont convenus que, pour être reconnues en Suède, les lettres de jauge dites à appendice estoniennes délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront satisfaire aussi aux conditions suivantes.

Article premier.

La lettre de jauge dite à appendice sera établie d'après la règle I. Elle sera valable pour la même durée que le certificat de jauge national auquel elle a trait et, pour être prise en considération, elle devra être présentée conjointement avec celui-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente. Elle devra reproduire les indications du certificat national concernant la jauge brute et nette et le volume principal, ainsi que la date de la délivrance de ce certificat.

La lettre de jauge dite à appendice sera délivrée par l'autorité supérieure compétente en Estonie, conformément à une formule à arrêter directement par les autorités compétentes des deux parties.

Article 2.

Le volume principal pourra être indiqué dans la lettre de jauge dite à appendice par le tonnage inscrit au certificat de jauge national ou mesuré et calculé d'après les règlements suédois sur le jaugeage. Dans le dernier cas, la lettre de jauge dite à appendice indiquera aussi le mode de détermination dudit volume.

The costs of the verification survey or remeasurement provided for in Article 5, paragraph 2, shall be borne by the country in which these measurements are carried out, provided, however, that if a new tonnage document has to be issued as a result of the remeasurement, the costs shall be borne by the owner or master of the ship on the scale laid down by the regulations of the country in question.

Article 7.

The present Declaration shall come into force three months after the date on which the ratification of the present Declaration by the Riigikogu of Estonia has been notified to the Swedish Government and shall remain in force for a period of three months after its denunciation by either Party.

The previous agreements regarding the mutual recognition of Swedish and Estonian tonnage certificates shall cease to apply as from the date of the entry into force of the present Declaration.

In faith whereof the undersigned have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm on June 23, 1928.

FR. AKEL.

Eliel LÖFGREN.

AGREEMENT

IN REGARD TO THE ISSUE OF ESTONIAN TONNAGE CERTIFICATES " WITH APPENDIX ", IN ACCORDANCE WITH THE SWEDISH RULES OF SHIP MEASUREMENT.

The undersigned Plenipotentiaries, in view of Article 4 of the Declaration signed this day between Estonia and Sweden regarding the mutual recognition of Estonian and Swedish tonnage certificates, have agreed that Estonian tonnage certificates " with appendix ", issued in conformity with the Swedish system of ship measurement must, in order to be recognised in Sweden, satisfy the following conditions :

Article 1.

The tonnage certificate " with appendix " shall be drawn up in accordance with Rule I. It shall be valid for the same period as the national tonnage certificate to which it relates and will not be taken into consideration unless presented conjointly with the latter certificate whenever the competent authority so requires. It must reproduce the particulars given in the national certificate in regard to gross and net tonnage, main cubic capacity and its date of issue.

The tonnage certificate " with appendix " shall be issued by the supreme competent authority in Estonia in accordance with a form to be decided upon direct by the competent authorities of the two Parties.

Article 2.

The main cubic capacity entered in the tonnage certificate " with appendix " may be the tonnage shown on the national tonnage certificate or may be measured and calculated in accordance with Swedish rules of ship measurement. In the latter case, the tonnage certificate " with appendix " shall also indicate the method of calculating the said capacity.

Article 3.

Les espaces situés au-dessus du pont de tonnage seront mesurés et calculés conformément aux règlements suédois sur le jaugeage et le volume en sera inscrit à la lettre de jauge dite à appendice.

Toutefois, les espaces exemptés de la jauge brute d'après les règlements estoniens sur le jaugeage, à savoir les espaces exclusivement en usage pour des machines auxiliaires ou des chaudières auxiliaires, l'espace affecté à la manœuvre du gouvernail, la chambre pour l'appareil à gouverner, la cuisine et les boulangeries, l'espace pour le condenseur ainsi que les bouteilles, ne seront pas davantage compris dans le calcul de la jauge brute à inscrire à la lettre de jauge dite à appendice.

Article 4.

Le total des déductions à faire pour les espaces suivants admis à déduction, à savoir les espaces destinés à l'usage exclusif du capitaine, des officiers et de l'équipage, la chambre des cartes, des signaux et d'autres instruments de navigation, le magasin du maître d'équipage ainsi que les compartiments destinés exclusivement à contenir le lest d'eau autres que double-fonds sera indiqué par le tonnage inscrit au certificat de jauge national.

Une déduction pourra être faite, en outre, pour la partie du volume réel du magasin du maître d'équipage qui excède le volume inscrit au certificat de jauge national.

Article 5.

Les espaces affectés à l'appareil moteur qui sont admis à déduction seront mesurés et calculés d'après les règlements suédois sur le jaugeage.

Ne seront réputées soutes à combustible permanentes que les espaces exclusivement affectés et employés à l'emmagasinement de combustibles destinés à l'appareil moteur, à condition qu'ils communiquent directement, soit au moyen de portes à coulisse ou d'autres ouvertures, soit par des tuyaux, avec les espaces occupés par l'appareil moteur, ou qu'ils soient situés immédiatement au-dessus de l'un de ces espaces ou des soutes à combustible directement reliées à l'un d'eux.

Les soutes à combustible qui ne sont séparées de la cale que par des cloisons mobiles ou qui sont munies dans les cloisons d'une ou de plusieurs ouvertures ou dans le pont au-dessus d'une ou de plusieurs écoutilles qui ne sont pas à considérer exclusivement comme écoutilles de soutes à charbon, ne devront pas être comprises dans la déduction à faire pour la chambre de l'appareil moteur.

Le jaugeur invitera le propriétaire ou le capitaine du navire à signer une déclaration apposée à la lettre de jauge dite à appendice et attestant que les espaces susceptibles d'être admis à déduction à titre de soutes à combustible seront exclusivement utilisés dans les voyages au départ ou à destination de la Suède pour l'emmagasinement de la provision de combustible destinée à l'appareil moteur. Si le propriétaire ou le capitaine omet de signer cette déclaration, il ne sera pas tenu compte desdits espaces pour la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur.

La lettre de jauge dite à appendice indiquera la situation, la longueur et le volume de chacune des soutes à combustible situées hors de la chambre de l'appareil moteur, qui est comprise dans la déduction faite pour la chambre de l'appareil moteur.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 23 juin 1928.

Fr. AKEL.

Eliel LÖFGREN.

Article 3.

The space above the tonnage deck shall be measured and calculated in accordance with the Swedish rules of ship measurement and the cubic capacity shall be stated in the tonnage certificate "with appendix".

Nevertheless, the following spaces not included in the gross tonnage according to the Estonian rules of ship measurement shall likewise be excluded when calculating the gross tonnage to be entered in the tonnage certificate "with appendix": spaces used exclusively for auxiliary engines or boilers, the space used for the steering apparatus, the wheelhouse, the galleys and bakehouse, the condenser rooms and the latrines.

Article 4.

The number of tons indicated in the national tonnage certificate shall be taken as the total tonnage to be deducted in respect of the following spaces: quarters intended exclusively for the use of the master, officers and crew, the chart, signal and navigating room, the boatswain's store and any water ballast tanks not situated in the double bottom.

A deduction may also be made in respect of the actual cubic capacity of the boatswain's store in excess of the capacity shown in the national tonnage certificate.

Article 5.

The deduction allowable in respect of engine-room space shall be measured and calculated according to the Swedish rules of ship measurement.

The only space which may be regarded as constituting permanent fuel bunkers is that assigned and used exclusively for the storage of fuel required for the ship's engines, provided that it is either directly connected with the spaces occupied by the engines by means of sliding doors or other openings, or by means of pipes, or is situated immediately above one of those spaces or the fuel bunkers directly connected with one of them.

Fuel bunkers separated from the hold by movable bulkheads only or having bulkheads with one or more openings, or one or more deck hatches which cannot be regarded as intended exclusively for coaling, shall not be included in the space deducted in respect of the engine-room.

The surveyor shall require the owner or the master of the ship to sign a statement, which shall be attached to the tonnage certificate "with appendix", certifying that the space for fuel bunkers for which a deduction may be made will be used during voyages to or from Sweden exclusively for the storage of fuel intended for the ship's engines. If the owner or master omits to sign this statement, the space in question shall not be deducted as engine-room space.

The tonnage certificate "with appendix" shall indicate the position, length and cubic capacity of each of the fuel bunkers which are not situated in the engine-room but which are included in the space deducted in respect of the engine-room.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm on June 23, 1928.

Fr. AKEL.

Eliel LÖFGREN.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la déclaration de ce jour concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jauge estoniens et suédois, le Gouvernement de la République d'Estonie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède ont trouvé opportun de préciser les points suivants :

Les dispositions de l'article 2, alinéa 2, de la présente déclaration, seront aussi applicables aux lettres de jauge dites à appendice délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage avant la mise en vigueur de la déclaration.

Si un navire suédois arrive dans un port estonien, muni seulement d'un certificat provisoire (dit *Interimsnationalitets- och registreringscertifikat* ou *Interimsnationalitetscertifikat*) attestant le tonnage imposable du navire d'après le jaugeage suédois ou étranger, cette indication du certificat provisoire sera reconnue en Estonie jusqu'à l'expiration de la validité du certificat, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente suédoise.

Si un navire estonien arrive dans un port suédois, muni seulement d'un certificat provisoire (dit *Ajutine liputunnistus*), les indications dudit certificat sur le volume principal, en ce qui concerne les navires à propulsion mécanique ainsi que sur la jauge nette, en ce qui concerne les navires autres que les navires à propulsion mécanique, seront reconnues en Suède jusqu'à l'expiration de la validité du certificat provisoire, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente estonienne.

Par l'expression « l'autorité supérieure compétente » mentionnée dans l'article 5, alinéa 2, de la présente déclaration, on entend en Estonie la Direction générale de Navigation et en Suède *Kungl. Kommerskollegium*. Tout changement qui surviendrait à cet égard dans un des deux pays devra immédiatement être porté, par la voie diplomatique, à la connaissance du gouvernement de l'autre pays.

Par l'autorité compétente en Estonie visée à l'article premier, alinéa 2, de l'Arrangement relatif à la délivrance des lettres de jauge dites à appendice estoniennes, on entend le Ministère des Communications.

Les lettres de jauge dites à appendice délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage et reconnues en Estonie en conséquence de la présente déclaration seront valables pour la même durée que les certificats de jauge nationaux afférents aux mêmes navires. Pour être prises en considération, elles devront être présentées conjointement avec ceux-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante de la susdite déclaration et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 23 juin 1928.

FR. AKEL.

ELIEL LÖFGREN.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Declaration of to-day's date regarding the mutual recognition of Estonian and Swedish tonnage measurement certificates, the Government of the Estonian Republic and the Government of His Majesty the King of Sweden have deemed it expedient to define more exactly the following points :

The provisions of Article 2, paragraph 2, of the present Declaration shall also be applicable to tonnage certificates " with appendix " issued in Sweden, in conformity with the British system of ship measurement, prior to the entry into force of the Declaration.

If a Swedish ship arrives in an Estonian port bearing only a provisional certificate (*Interimsnationalitets-och registreringscertifikat* or *Interimsnationalitetscertifikat*) certifying the tonnage on which the ship is taxable according to the Swedish or foreign system of ship measurement, this information in the provisional certificate will be accepted in Estonia until the validity of the certificate expires, notwithstanding the fact that the ship has not been measured by a competent Swedish authority.

If an Estonian ship arrives in a Swedish port bearing only a provisional certificate (*Ajutine liiputunnistus*), the information given in the said certificate regarding the main cubic capacity in the case of vessels propelled by engine power, and also the net tonnage, in the case of vessels not propelled by engine power, shall be accepted in Sweden until the validity of the provisional certificate expires, notwithstanding the fact that the ship has not been measured by a competent Estonian authority.

The term " supreme competent authority " employed in Article 5, paragraph 2, of the present Declaration shall be understood to mean, in Estonia, the General Directorate of Shipping, and in Sweden, the *Kungl. Kommerskollegium* (Royal Board of Trade). Any change which may be made in this respect in either country shall be immediately brought to the notice of the Government of the other country through the diplomatic channel.

The competent authority in Estonia referred to in Article 1, paragraph 2, of the Agreement in regard to the issue of Estonian tonnage certificates " with appendix " shall be understood to mean the Ministry of Communications.

Tonnage certificates " with appendix " issued in Sweden in conformity with the British system of ship measurement and recognised in Estonia in virtue of the present Declaration shall be valid for the same period as national tonnage certificates relating to the same vessels. In order to be taken into consideration they must be presented conjointly with the latter certificates whenever the competent authority so requires.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol as an integral part of the above-mentioned Declaration, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm on June 23, 1928.

FR. AKEL.

ELIEL LÖFGREN.

N° 1973.

ITALIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption des droits de légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales. Rome, les 8 et 16 mars 1928, et 14 et 22 février 1929.

ITALY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption from Legalisation Duties as regards Certificates of Origin and Commercial Invoices. Rome, March 8 and 16, 1928, and February 14 and 22, 1929.

N^o 1973. — ÉCHANGE DE NOTES ¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ITALIEN ET SUÉDOIS, COMPOR-
TANT UN ARRANGEMENT RE-
LATIF A L'EXEMPTION DES
DROITS DE LÉGALISATION
DES CERTIFICATS D'ORIGINE
ET DES FACTURES COMMER-
CIALES. ROME, LES 8 ET 16
MARS 1928, ET 14 ET 22 FÉVRIER
1929.

N^o 1973. — SCAMBIO DI NOTE ¹
TRA IL GOVERNO ITALIANO E
QUELLO SVEDESE CREANTI
UN ACCORDO RELATIVO ALL'
ESENZIONE DEI DIRITTI DI
LEGALIZZAZIONE DEI CERTI-
FICATI DI ORIGINE E DELLE
FATTURE COMMERCIALI. RO-
MA, 8 E 16 MARZO 1928, E 14 E
22 FEBBRAIO 1929.

*Textes officiels français et italien communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement de cet échange de notes
a eu lieu le 11 mars 1929.*

*French and Italian official texts communicated by
the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took
place March 11, 1929.*

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

ROME, le 8 mars 1928.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions que je viens de recevoir de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement du Roi, désireux de favoriser les relations commerciales entre la Suède et l'Italie, se déclare prêt à exempter des droits de légalisation les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises italiennes destinées à la Suède, sous réserve que le Gouvernement italien accorde le même traitement aux certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à l'Italie. La même exemption de droit aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour le cas où une telle légalisation est requise.

Je serais reconnaissant d'être informé si le Gouvernement royal italien serait de son côté disposé à accorder, à titre de réciprocité, une exemption analogue aux marchandises suédoises destinées à l'Italie et je me permets de proposer, dans ce cas, que cette lettre et la réponse que Votre Excellence voudrait bien me faire parvenir soient considérées comme un arrangement passé à ce sujet entre les deux gouvernements.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1929.

¹ Came into force March 1, 1929.

La date de l'entrée en vigueur du présent arrangement sera établie par un successif échange de notes.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. H. POUSETTE.

Son Excellence
Monsieur Mussolini,
Chef du Gouvernement et
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Rome,
à la Légation royale de Suède,
le 17 mars 1928.

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suède :
(*undert.*) Pousette.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

LÉGATION DE SUÈDE.

CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS
DOUANIÈRES.

LISTE

DES ORGANISMES SUÉDOIS HABILITÉS POUR LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS D'ORIGINE
(ARTICLE II DE LA CONVENTION).

Administrations provinciales :

Grand Gouverneur de Stockholm (*Överståthällarämbetet*) et Gouverneurs de province
(*Kungl. Maj : ts Befallningshavande*).

Bureaux de douane (*Tullkammare å avdelningar fördelad tullförvaltning*) ;

Autorités municipales (*Magistrate ou Stadsstyrelse*) ;

Chambres de Police (*Poliskammare*) ;

Procureurs de district rural (*Landsfiskal*) et

Chambres de commerce (*Handelskammare*).

Les Chambres de commerce suivantes sont reconnues par l'Etat :

Stockholms Handelskammare,

Östergötlands och Södermanlands Handelskammare,

Smålands och Blekinge Handelskammare,

Gotlands Handelskammare,
 Skånes Handelskammare,
 Handelskammaren i Göteborg,
 Västergötlands och Norra Hallands Handelskammare,
 Handelskammaren i Karlstad,
 Handelskammaren för Örebro och Västmanlands län,
 Handelskammaren i Gävle,
 Västernorrlands och Jämtlands läns Handelskammare,
 Norrbottens och V. sterbottens läns Handelskammare.

Certifiée pour copie conforme :

Rome,
 à la Légation royale de Suède,
 le 17 mars 1928.

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suède :
 (undert.) Pousette.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives :
 Carl Sandgren.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

P. E.

214668/4.

ROMA, 16 marzo 28, Anno VI.

SIGNOR INCARICATO D'AFFARI,

Con Nota in data 8 corrente Ella ha voluto comunicarmi quanto segue :

« J'ai l'honneur, conformément aux instructions que je viens de recevoir de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement du Roi, désireux de favoriser les relations commerciales entre la Suède et l'Italie, se déclare prêt à exempter des droits de légalisation les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises italiennes destinées à la Suède, sous réserve que le Gouvernement italien accorde le même traitement aux certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à l'Italie. La même exemption de droit aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour le cas où une telle légalisation est requise. »

In risposta alla Sua Nota, ho l'onore di comunicare che il Governo italiano, constatando che il Governo Svedese si è dichiarato disposto ad accordare la vidimazione gratuita nei casi suddetti, farà, a titolo di reciprocità, lo stesso trattamento per i certificati d'origine che accompagnano le

merci svedesi destinate in Italia. Resta pure inteso che eguale trattamento si farà per la vidimazione delle fatture commerciali, qualora la vidimazione fosse richiesta.

I due Governi rimangono parimenti d'intesa che l'entrata in vigore del presente Accordo verrà stabilita con successivo scambio di note.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari, l'espressione della mia alta considerazione.

(firmato) MUSSOLINI.

Signor Sven Harald Pousette,
Incaricato d'Affari di Svezia,
Roma.

Certifiée pour copie conforme :

Rome,
à la Légation Royale de Suède,
le 17 mars 1928.

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suède,
(*undert.*) Pousette.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.

ELENCO

DELLE AUTORITÀ ITALIANE COMPETENTI AL RILASCIO DI CERTIFICATI D'ORIGINE :

Regie Dogane
Consigli ed Uffici Provinciali dell' Economia.

Certifiée pour copie conforme :

Rome,
à la Légation Royale de Suède,
le 17 mars 1928.

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suède :
(*undert.*) Pousette.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P. E.
214.668/4.

ROME, le 16 mars 1928 (An VI).

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date du 8 courant, vous avez bien voulu me communiquer :

(Suit le premier paragraphe de la note précédente.)

En réponse à votre note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien, constatant que le Gouvernement suédois s'est déclaré disposé à accorder la gratuité de la légalisation dans les cas susmentionnés, fera, à titre de réciprocité, bénéficier du même traitement les certificats d'origine accompagnant les marchandises suédoises expédiées en Italie. Il est, en outre, entendu que ce traitement sera également accordé pour la légalisation des factures commerciales lorsque cette légalisation sera requise.

Les deux gouvernements conviennent également que l'entrée en vigueur du présent accord sera fixée par un nouvel échange de notes.

Veuillez agréer, Monsieur le chargé d'Affaires, etc.

(Signé) MUSSOLINI.

Monsieur Sven Harald Pousette,
Chargé d'Affaires de Suède,
Rome.

LÉGATION DE SUÈDE.
COPIE.

LISTE

DES AUTORITÉS ITALIENNES AYANT QUALITÉ POUR DÉLIVRER LES CERTIFICATS D'ORIGINE :

Douanes royales,
Conseils et bureaux provinciaux de l'Economie.

III.

LÉGATION DE SUÈDE.

ROME, le 14 février 1929.

EXCELLENCE,

Conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que l'Arrangement conclu entre la Suède et l'Italie, par l'échange de notes en date des 8 et 16 mars 1928, concernant l'exemption du paiement des droits de légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales, entrera en vigueur le 1^{er} mars prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si le Gouvernement italien donne son adhésion à la présente proposition, je serai reconnaissant à Votre Excellence de m'en informer et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu pour la date de l'entrée en vigueur de l'arrangement conclu

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Erik SJÖBORG.

Son Excellence Monsieur Mussolini,
 Chef du Gouvernement
 et Ministre des Affaires étrangères,
 etc., etc., etc.

Avskriftens riktighet bestyrkes

Rom den 25 februari 1929.

(undert.) Erik Sjöborg.

Sveriges Minister.

(Stämpel)

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
 au Ministère Royal des Affaires étrangères,
 le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

IV.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

UFFICIO TRATTATI.

209556/3.

ROMA, 22 feb. 1929 VII.

SIGNOR MINISTRO,

Con Nota in data 14 corrente Vostra Eccellenza ha voluto comunicarmi quanto segue :

« Conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que l'Arrangement conclu entre la Suède et l'Italie, par l'échange de notes en date des 8 et 16 mars 1928, concernant l'exemption du paiement des droits de légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales entrera en vigueur le 1^{er} mars prochain.

« Si le Gouvernement italien donne son adhésion à la présente proposition, je serai reconnaissant à Votre Excellence de m'en informer et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu pour la date de l'entrée en vigueur de l'arrangement conclu. »

In risposta alla Sua Nota ho l'onore di comunicare che il Governo italiano accetta la data del 1^o marzo 1929 per l'entrata in vigore dell' Accordo italo-svedese dell' 8 e 16 marzo 1928, concernente

l'esenzione dal pagamento dei diritti di legalizzazione dei certificati d'origine e delle fatture commerciali.

Voglia gradire, signor Ministro, l'espressione della mia alta considerazione.

(Signé) MUSSOLINI.

A Sua Eccellenza
il Signor Erik Sjöborg
Ministro di Svezia,
Roma.

Avskriftens ri tighet bestyrkes.

Rom den 25 february 1929.

(*undert.*) Erik Sjöborg.
Sveriges Minister.

(*Stämpel*)

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère Royal des Affaires étrangères,
le 6 mars 1929.

Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
BUREAU DES TRAITÉS.
209556/3.

ROME, le 22 février 1929 (An VII).

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note, en date du 14 courant, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

(*Suivent les deux premiers paragraphes de la note précédente.*)

En réponse à votre note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien accepte la date du 1^{er} mars 1929 pour l'entrée en vigueur de l'Accord italo-suédois des 8 et 16 mars 1928 concernant l'exemption du paiement des droits de légalisation des certificats d'origine et des factures commerciales.

Veillez agréer, etc.

(Signé) MUSSOLINI.

A Son Excellence M. Erik Sjöborg,
Ministre de Suède,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1973. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXEMPTION FROM LEGALISATION DUTIES AS REGARDS CERTIFICATES OF ORIGIN AND COMMERCIAL INVOICES. ROME, MARCH 8 AND 16, 1928 AND, FEBRUARY 14 AND 22, 1929.

I.

SWEDISH LEGATION.

ROME, *March 8, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Government, being anxious to further the commercial relations between Sweden and Italy, is prepared to exempt from legalisation dues certificates of origin accompanying Italian goods consigned to Sweden, provided that the Italian Government grants the same treatment to certificates of origin accompanying Swedish goods consigned to Italy. The same exemption from dues shall apply to the legalisation of commercial invoices when such legalisation is required.

I should be glad to know whether the Royal Italian Government for its part would be prepared to grant, by way of reciprocity, a similar exemption to Swedish goods consigned to Italy, and I beg to propose that, in that case, the present letter and the reply which Your Excellency may be good enough to send me should be considered as constituting an arrangement made on this subject between the two Governments.

The date when the present arrangement comes into force shall be decided by a subsequent exchange of Notes.

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. H. POUSETTE.

His Excellency
M. Mussolini,
Head of the Government
and Minister for Foreign Affairs, etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SWEDISH LEGATION.
INTERNATIONAL CONVENTION
RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS
FORMALITIES.

LIST

OF SWEDISH ORGANISATIONS AUTHORISED TO ISSUE CERTIFICATES OF ORIGIN
(ARTICLE II OF THE CONVENTION).

Provincial Administrations :

The High Governor of Stockholm (*Överståthållärambetet*) and Provincial Governors (*Kungl. Maj. : ts Befallningshavande*).

Customs Offices (*Tullkammare, å avdelningar fördelad tullförvaltning*) ;

Municipal authorities (*Magistrate or Stadsstyrelse*) ;

Police offices (*Poliskammare*) ;

Procurators-Fiscal of Rural Districts (*Landsfiskal*) and Chambers of Commerce (*Handelskammare*).

The following Chambers of Commerce are recognised by the State :

Stockholms Handelskammare,
Östergötlands och Södermanlands Handelskammare,
Smålands och Blekinge Handelskammare,
Gotlands Handelskammare,
Skånes Handelskammare,
Handelskammaren i Göteborg,
Västergötlands och Norra Hallands Handelskammare,
Handelskammaren i Karlstad,
Handelskammaren för Örebo och Västmanlands län,
Handelskammaren i Gävle,
Västernorrlands och Jämtlands läns Handelskammare,
Norrbottens och Västerbottens läns Handelskammare.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P. E.
214.668/4.

ROME, March 16, 1928 Year VI.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In your Note dated March 8th, you were good enough to inform me as follows :

(Here follows the first paragraph of the preceding note).

In reply to your Note, I have the honour to inform you that the Italian Government, noting that the Swedish Government is prepared to grant free legalisation in the above-named cases, will, by way of reciprocity, grant the same treatment to certificates of origin accompanying Swedish goods consigned to Italy. It is also understood that similar treatment shall apply to the legalisation of commercial invoices when such legalisation is required.

The two Governments are also agreed that the date when the present arrangement comes into force shall be decided by a subsequent exchange of Notes.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MUSSOLINI.

M. Sven Harald Pousette,
Swedish Chargé d'Affaires,
Rome.

LIST

OF ITALIAN AUTHORITIES AUTHORISED TO ISSUE CERTIFICATES OF ORIGIN.

The Royal Customs.
Provincial Economic Councils and Offices.

III.

SWEDISH LEGATION.

ROME, February 14, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to propose to Your Excellency that the arrangement concluded between Sweden and Italy, by the exchange of Notes dated March 8 and 16, 1928, regarding the exemption of certificates of origin and commercial invoices from the payment of legalisation dues, shall come into force on March 1 next.

If the Italian Government accedes to this proposal I shall be grateful if Your Excellency will so inform me, and the letters thus exchanged will confirm our agreement as to the date when the arrangement concluded comes into force.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Erik SJÖBORG.

His Excellency
M. Mussolini,
Head of the Government
and Minister for Foreign Affairs, etc.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
TREATIES DEPARTMENT.

209556/3

ROME, February 22, 1929 (Year VII).

SIR,

In your Note dated February 14 last, Your Excellency was good enough to inform me as follows :

(Here follow the first and second paragraphs of the preceding note).

In reply to your Note, I have the honour to inform you that the Italian Government accepts March 1, 1929, as the date for the coming into force of the Italo-Swedish Agreement of March 8 and 16, 1928, regarding the exemption of certificates of origin and commercial invoices from payment of legalisation dues.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MUSSOLINI.

His Excellency
M. Erik Sjöborg,
Swedish Minister,
Rome.

N° 1974.

ESTONIE ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord pour le règlement provisoire des relations économiques entre les deux pays. Rome, le 1^{er} juillet 1928.

ESTONIA AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of Economic Relations between the two Countries. Rome, July 1, 1928.

N^o 1974. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET ITALIEN, COMPORTANT UN ACCORD POUR LE RÉGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 1^{er} JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Italie et d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 mars 1929.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE D'ESTONIE A ROME.

ROME, le 1^{er} juillet 1928-VI.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement d'Italie, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement d'Estonie pour régler d'une manière provisoire les relations économiques entre les deux Pays, jusqu'à la conclusion du traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées, propose d'établir les clauses suivantes :

1. Les deux Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le séjour, l'établissement, la jouissance des droits civils, le droit d'estimer en justice et y défendre l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de l'autre Partie contractante.

La matière fiscale (impôts, taxes et contributions de toute espèce) et la matière de la navigation sont réglées par les paragraphes 4 et 5.

2. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt des marchandises, leur transbordement, les transports par chemins de fer et les formalités douanières.

3. L'Italie ne pourra pas, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, exiger le traitement douanier que l'Estonie a accordé ou pourra accorder à l'avenir aux produits d'origine et de provenance de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Finlande ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Toutefois, il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par l'Estonie à un tiers Etat non mentionné ci-dessus. L'Estonie, de son côté, ne pourra pas exiger les avantages préférentiels que l'Italie aurait accordés ou pourrait accorder à l'avenir, à ses colonies, protectorats ou possessions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 27 février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1974. — EXCHANGE² OF NOTES BETWEEN THE ESTONIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JULY 1, 1928.

French official text communicated by the Italian and Estonian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 12, 1929.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ESTONIAN MINISTER IN ROME.

ROME, July 1, 1928. VI.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Italian Government accepts the proposal made by the Estonian Government for the provisional regulations of the economic relations between the two countries, pending the conclusion of the definitive commercial treaty, in regard to which negotiations have already been begun, and suggests that the following clauses should be adopted :

1. The two Contracting Parties agree that in all matters relating to temporary residence, establishment, the enjoyment of civil rights, the right to appear in the Courts either as plaintiff or defendant, and the exercise of commerce, industry, trades and professions, any privilege, favour or immunity whatsoever which have already been accorded or may hereafter be accorded by either Party to the nationals and companies of every kind of any other State, shall be immediately and unconditionally extended to the nationals and companies of every kind of the other Contracting Party.

Fiscal matters (taxes, charges and contributions of every kind) and navigation shall be governed by paragraphs 4 and 5.

2. The two Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment as regards the amount, the guaranteeing and the levying of import and export duties, and in all matters that concern transit, temporary importation and exportation, re-exportation, the warehousing and transhipment of goods, railway transport and Customs formalities.

3. Italy may not make use of the most-favoured-nation clause in order to support a claim to the Customs treatment which Estonia has granted or may hereafter grant to products originating in and coming from Latvia, Lithuania, Finland or the Union of Soviet Socialist Republics. Nevertheless, it is understood that Italy shall be entitled to claim the same advantages immediately if they have been or are in future accorded by Estonia to a third State not mentioned above. Estonia, for her part, shall not be entitled to claim the preferential treatment which Italy has granted or may hereafter grant to her colonies, protectorates or possessions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The Exchange of ratifications took place at Rome, February 27, 1929.

Sont, en outre, exceptées les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'une des Parties contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

4. Les ressortissants et les Sociétés de tout genre de chacune des deux Parties contractantes jouiront, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, à condition de se conformer à la législation du pays, du même traitement dont jouissent les ressortissants et les Sociétés de cette dernière Partie, pour ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des autorités locales ou des corporations.

5. Les navires de chacune des deux Parties contractantes ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités, dans les ports de l'autre, sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le placement des navires, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourrait être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Les privilèges et les droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas :

- a) Aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale ;
- b) Aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance ;
- c) Aux services des ports et au cabotage ;
- d) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Parties contractantes.

Les certificats de jauge et les autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie, ayant été constaté l'équivalence des deux législations en matière de jaugeage.

6. Le présent arrangement provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité de commerce définitif, que les deux Parties s'engagent à stipuler dans le plus bref délai. Les deux Parties se réservent, toutefois, de dénoncer en tout temps le présent arrangement, lequel, en ce cas, prendra fin un mois après la dénonciation.

En vous priant, au nom du Gouvernement italien, de me signifier si votre gouvernement est d'accord sur ces propositions, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

MUSSOLINI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 28 février 1929. VII.

Grandi.

The following are likewise excepted : benefits which are already granted or may hereafter be granted by either Contracting Party to contiguous countries in order to facilitate frontier traffic, and benefits resulting from a Customs union which has already been concluded or may hereafter be concluded by either Contracting Party.

4. Provided they conform to the laws of the country, the nationals and companies of every kind of either Contracting Party shall, in the territory of the other, enjoy, as regards their person, property, rights and interests, the same treatment in every respect as that granted to the nationals and companies of the latter Party in regard to taxes, duties, charges or licence fees of any denomination whatsoever levied in the name and for the profit of the State, local authorities or corporations.

5. The vessels of either Contracting Party, their crews and cargoes and their passengers and baggage, shall be treated in the ports of the other on terms of complete equality, both as regards, general or special charges, the stationing of the vessels, facilities for mooring, loading or unloading and, in general, as regards all formalities or regulations whatsoever to which merchant vessels, their cargoes and crews, passengers and baggage may be subject.

Similarly, any other privilege in regard to navigation which has been or may hereafter be granted by either Contracting Party to a third Power shall immediately and unconditionally be extended to the other.

The above-mentioned privileges and rights shall not extend :

- (a) To special laws for the protection of the national mercantile marine ;
- (b) To special concessions granted to nautical sporting societies and to pleasure vessels ;
- (c) To the services of the ports and to the coasting trade ;
- (d) To fishing in the territorial waters of the Contracting Parties.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised as valid by the other Party, the respective laws of the two countries in regard to tonnage measurement having been found to be in complete agreement.

6. The present provisional arrangement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force as from the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until it is replaced by a definitive commercial treaty, which the two Parties undertake to conclude as soon as possible. Nevertheless, the Parties reserve the right at any time to denounce the present arrangement ; in such case, it shall cease to have effect one month after denunciation.

On behalf of the Italian Government, I have the honour to request you to inform me whether your Government agrees to these proposals and I am, etc.

MUSSOLINI.

LE MINISTRE D'ESTONIE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 1^{er} juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me donner communication que le Gouvernement d'Italie, en se ralliant à la proposition faite par le Gouvernement d'Estonie pour régler d'une manière provisoire les relations économiques entre les deux pays, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées, propose d'établir les clauses suivantes :

1. Les deux Parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le séjour, l'établissement, la jouissance des droits civils, le droit d'ester en justice et y défendre l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux sociétés de tout genre de l'autre Partie contractante.

La matière fiscale (impôts, taxes et contributions de toute espèce) et la matière de la navigation sont réglées par les paragraphes 4 et 5.

2. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt des marchandises, leur transbordement, les transports par chemins de fer et les formalités douanières.

3. L'Italie ne pourra pas, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, exiger le traitement douanier que l'Estonie a accordé ou pourra accorder à l'avenir aux produits d'origine et de provenance de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Finlande ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Toutefois, il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par l'Estonie à un tiers Etat non mentionné ci-dessus. L'Estonie, de son côté, ne pourra pas exiger les avantages préférentiels que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir, à ses colonies, protectorats ou possessions.

Sont en outre exceptées les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par l'une des Parties contractantes à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

4. Les ressortissants et les Sociétés de tout genre de chacune des deux Parties contractantes jouiront, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, à condition de se conformer à la législation du pays, du même traitement dont jouissent les ressortissants et les Sociétés de cette dernière Partie, pour ce qui concerne les impôts, droits, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des autorités locales ou des corporations.

5. Les navires de chacune des deux Parties contractantes ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités, dans les ports de l'autre, sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le placement des navires, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourrait être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

THE ESTONIAN MINISTER IN ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, July 1, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note of even date Your Excellency was good enough to inform me that the Italian Government accepts the proposal made by the Estonian Government for the provisional regulation of the economic relations between the two countries, pending the conclusion of a definitive commercial treaty in regard to which negotiations have already been begun, and suggests that the following clauses should be adopted :

1. The two Contracting Parties agree that, in all matters relating to temporary residence, establishment, the enjoyment of civil rights, the right to appear in the Courts either as plaintiff or defendant, and the exercise of commerce, industry, trades and professions, any privilege, favour or immunity whatsoever which has already been accorded or may hereafter be accorded by either Party to the nationals and companies of every kind of any other State, shall be immediately and unconditionally extended to the nationals and companies of every kind of the other Contracting Party.

Fiscal matters (taxes, charges and contributions of every kind) and navigation shall be governed by paragraphs 4 and 5.

2. The two Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment as regards the amount, the guaranteeing and the levying of import and export duties, and in all matters that concern transit, temporary importation and exportation, re-exportation, the warehousing and transhipment of goods, railway transport and Customs formalities.

3. Italy may not make use of the most-favoured-nation clause in order to support a claim for the Customs treatment which Estonia has granted or may hereafter grant to products originating in and coming from Latvia, Lithuania, Finland or the Union of Soviet Socialist Republics. Nevertheless, it is understood that Italy shall be entitled to claim the same advantages immediately if they have been or are in future accorded by Estonia to a third State not mentioned above. Estonia, for her part, shall not be entitled to claim the preferential treatment which Italy has granted or may hereafter grant to her colonies, protectorates or possessions.

The following are likewise excepted : benefits which are already granted or may hereafter be granted by either Contracting Party to contiguous countries in order to facilitate frontier traffic, and benefits resulting from a Customs union which has already been concluded or may hereafter be concluded by either Contracting Party.

4. Provided they conform to the laws of the country, the nationals and companies of every kind of either Contracting Party shall, in the territory of the other, enjoy, as regards their person, property, rights and interests, the same treatment in every respect as that granted to the nationals and companies of the latter Party in regard to taxes, duties, charges or licence fees of any denomination whatsoever, levied in the name and for the profit of the State, local authorities or corporations.

5. The vessels of either Contracting Party, their crews and cargoes and their passengers and baggage, shall be treated in the ports of the other on terms of complete equality, both as regards general or special charges, the stationing of the vessels, facilities for mooring, loading or unloading, and, in general, as regards all formalities or regulations whatsoever to which merchant vessels, their cargoes and crews, passengers and baggage may be subject.

Similarly, any other privilege in regard to navigation which has been or may hereafter be granted by either Contracting Party to a third Power shall immediately and unconditionally be extended to the other.

Les privilèges et les droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas :

- a) Aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale ;
- b) Aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance ;
- c) Aux services des ports et au cabotage ;
- d) A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Parties contractantes.

Les certificats de jauge et les autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie, ayant été constaté l'équivalence des deux législations en matière de jaugeage.

6. Le présent arrangement provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un traité de commerce définitif, que les deux Parties s'engagent à stipuler dans le plus bref délai. Les deux Parties se réservent, toutefois, de dénoncer en tout temps le présent arrangement, lequel, en ce cas, prendra fin un mois après la dénonciation.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement d'Estonie est d'accord sur les propositions susmentionnées du Gouvernement d'Italie pour régler les relations économiques entre nos deux pays, d'une manière provisoire jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif, pour lequel les négociations sont déjà entamées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

K. TOFER.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 28 février 1929. VII.

Grandi.

The above-mentioned privileges and rights shall not extend :

- (a) To special laws for the protection of the national mercantile marine ;
- (b) To special concessions granted to nautical sporting societies and to pleasure vessels ;
- (c) To the services of the ports and to the coasting trade ;
- (d) To fishing in the territorial waters of the Contracting Parties.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised as valid by the other Party, the respective laws of the two countries in regard to tonnage measurement having been found to be in complete agreement.

6. The present provisional arrangement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force as from the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until it is replaced by a definitive commercial treaty, which the two Parties undertake to conclude as soon as possible. Nevertheless, the Parties reserve the right at any time to denounce the present arrangement ; in such case, it shall cease to have effect one month after denunciation.

I have the honour to inform Your Excellency that the Estonian Government agrees to the above-mentioned proposals of the Italian Government for the provisional regulation of the economic relations between our two countries, pending the conclusion of a definitive commercial treaty, in regard to which negotiations have already been begun.

I have the honour, etc.,

K. TOFER.

N° 1975.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET CHINE**

Traité préliminaire d'amitié et de commerce, avec échange de notes et déclarations y relatifs. Nankin, le 22 novembre 1928.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND CHINA**

Preliminary Treaty of Amity and Commerce, with Exchange of Notes and Declarations relating thereto. Nanking, November 22, 1928.

N^o 1975. — TRAITÉ¹ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE CHINOISE. SIGNÉ A NANKIN, LE 22 NOVEMBRE 1928.

Textes officiels français, anglais et chinois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 mars 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, et LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, mutuellement animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent heureusement déjà entre la Chine et l'Union belgo-luxembourgeoise, ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le baron Jules GUILLAUME, chargé d'Affaires *ad interim* de Belgique en Chine ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

D^r Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République chinoise ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants et les ont arrêtés :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que, en matière douanière et dans toutes les questions connexes, elles se trouvent dans une situation de parfaite égalité et que, en vertu de ce principe, elles sont d'accord pour que ces questions soient réglées exclusivement par leurs lois nationales respectives.

Elles conviennent en plus que, dans toutes les questions douanières ainsi que dans toutes les questions se rapportant à la douane, aucune des deux Hautes Parties contractantes ne sera soumise, sur le territoire de l'autre, à un traitement moins favorable que celui accordé à tout autre pays.

Dans aucun cas, les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne seront obligés d'acquitter, sur le territoire de l'autre, tant à l'importation qu'à l'exportation des marchandises, des droits de douane, des taxes de transit ou des taxes de tout autre nature, autres ou plus élevés que ceux que paient les nationaux ou les ressortissants de tout autre pays.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre Partie, aux lois et à la juridiction des tribunaux de cette Partie.

¹ La notification du dépôt des ratifications a eu lieu le 28 février 1929.

No. 1975. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE REPUBLIC OF CHINA. SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 22, 1928.

French, English and Chinese official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 13, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting in his name and in the name of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements, and THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA, being mutually animated by a desire to further strengthen the ties of friendship already happily existing between the Union of Belgium and Luxemburg and China, have decided to conclude a Preliminary Treaty of Amity and Commerce, and have, for this purpose, named as their plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Baron J. GUILLAUME, Chargé d'Affaires *ad interim* of Belgium in China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Who, having exchanged their full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles :

Article 1.

The two High Contracting Parties recognize that, in the matter of customs and all related matters, they are on a footing of perfect equality, and on the basis of this principle they agree that such matters shall be regulated exclusively by their respective national laws.

It is further agreed that, in respect of all questions of customs as well as all questions relating thereto, neither of the two High Contracting Parties shall be subject, in the territory of the other, to a treatment less favourable than that accorded to any other country.

In no case shall the nationals of one of the High Contracting Parties be compelled to pay, in the territory of the other, with respect to the importation as well as exportation of merchandise, customs dues, transit taxes, or taxes of any other kind other or higher than those which are paid by the nationals or the nationals of any other country.

Article 2.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall be subject, in the territory of the other Party, to the laws and the jurisdiction of the law courts of that Party.

¹ The notification of the deposit of ratifications took place February 28, 1929.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes entrèrent aussitôt que possible en négociations dans le but de conclure un traité de commerce et de navigation basé sur le principe de réciprocité et d'égalité de traitement.

Article 4.

Le présent traité a été rédigé en français, chinois et anglais; dans le cas de divergences d'interprétation, le texte anglais doit prévaloir.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible et les ratifications seront échangées à Nankin. Il entrera en vigueur au jour où les deux gouvernements se notifieront que les ratifications ont été effectuées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en duplicata et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Nankin, le vingt-deuxième jour du mois de novembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au vingt-deuxième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

(Signé) Baron J. GUILLAUME,
Plénipotentiaire et chargé d'Affaires
ad intérim de Belgique en Chine.
(Cachet personnel du baron J. Guillaume.)

(Signé) Chengting T. WANG,
Plénipotentiaire et ministre des Affaires
étrangères du Gouvernement national
de la République chinoise
(Cachet personnel du Dr Chengting T. Wang.)

ANNEXE I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 22 novembre 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il est entendu que l'application de l'article 2 du traité signé ce jour entre la Chine et la Belgique commencera à partir du 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois arrivera avec le Gouvernement belge à des arrangements détaillés pour l'exercice par la Chine de la juridiction sur les sujets belges. A défaut de tels arrangements à la date indiquée, les ressortissants belges seront, après cette date, soumis aux lois chinoises et à la juridiction chinoise dès que la majorité des Puissances jouissant actuellement des privilèges d'extraterritorialité en Chine aura consenti à les abandonner.

(Signé) Chengting T. WANG.

M. le Baron J. Guillaume,
chargé d'Affaires *ad interim*
de Belgique en Chine,
Nankin.

Article 3.

The two High Contracting Parties shall as soon as possible enter into negotiations with a view to the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation based upon the principle of reciprocity and equality of treatment.

Article 4.

The present Treaty is written in French, Chinese and English ; in case of any difference of interpretation, the English text shall be held to be authoritative.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at Nankin. It shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

In testimony whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have affixed their seals thereto.

Done at Nankin, this twenty-second day of November, nineteen hundred and twenty-eight, corresponding to the twenty-second day of the eleventh month of the seventeenth year of the Republic of China.

(Signed) Baron J. GUILLAUME,
Plenipotentiary and Chargé d'Affaires
ad interim of Belgium in China.
(Personal seal of Baron J. Guillaume.)

(Signed) Chengting T. WANG,
Plenipotentiary and Minister for Foreign
Affairs of the National Government
of the Republic of China.
(Personal seal of Dr Chengting T. Wang.)

ANNEX I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *November 22, 1928.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty, signed this day between China and Belgium, shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Belgian Government for the assumption by China of jurisdiction over Belgian subjects. Failing such arrangements on the said date, Belgian subjects shall thereafter be amenable to Chinese laws and jurisdiction as soon as the majority of the Powers now possessing extraterritorial privileges in China shall have agreed to relinquish them.

(Signed) Chengting T. WANG.

Baron J. Guillaume,
Belgian Chargé d'Affaires *a. i.*
in China,
Nanking.

Nankin, le 22 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa lettre en date de ce jour, conçue dans les termes suivants :

« Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il est entendu que l'application de l'article 2 du traité signé ce jour entre la Chine et la Belgique commencera à partir du 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois arrivera avec le Gouvernement belge à des arrangements détaillés pour l'exercice par la Chine de la juridiction sur les sujets belges. A défaut de tels arrangements à la date indiquée, les ressortissants belges seront, après cette date, soumis aux lois chinoises et à la juridiction chinoise dès que la majorité des Puissances jouissant actuellement des privilèges d'extraterritorialité en Chine aura consenti à les abandonner. »

J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'accord du Gouvernement du Roi à ce sujet.

Je saisis, Monsieur le Ministre, cette occasion pour renouveler à Votre Excellence ma très haute considération.

(Signé) Baron J. GUILLAUME.

A Son Excellence

Dr Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

ANNEXE II.

DÉCLARATION

J'ai l'honneur de déclarer qu'à la date du 1^{er} janvier 1930 ou avant cette date le code civil et le code commercial, en plus des codes et lois actuellement en vigueur, seront dûment promulgués par le Gouvernement national de la République chinoise.

(Signé) Chengting T. WANG.

ANNEXE III.

DÉCLARATION JOINTE

Les Gouvernements chinois et belge déclarent qu'il n'a pas paru nécessaire d'insérer dans le traité sino-belge signé ce jour une clause garantissant aux ressortissants belges et luxembourgeois en Chine et aux ressortissants chinois en Belgique et au Luxembourg l'application de leurs lois nationales respectives en ce qui concerne leur statut personnel, attendu que les Hautes Parties contractantes reconnaissent d'une manière générale ce principe basé sur le Droit international privé, sauf les cas où ces lois seraient contraires à l'ordre public du pays appelé à les appliquer.

(Signé) Baron J. GUILLAUME.

(Signé) Chengting T. WANG.

NANKING, *November 22, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date, which reads as follows : —

“ In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty, signed this day between China and Belgium, shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Belgian Government for the assumption by China of jurisdiction over Belgian subjects. Failing such arrangements on the said date, Belgian subjects shall thereafter be amenable to Chinese laws and jurisdiction as soon as the majority of the Powers now possessing extraterritorial privileges in China shall have agreed to relinquish them.”

I have the honour to express to Your Excellency the agreement of His Majesty's Government on this subject.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Baron J. GUILLAUME.

His Excellency
Dr. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

ANNEXE II.

DECLARATION.

I have the honour to declare that on or before January 1st, 1930, the Civil Code and the Commercial Code, in addition to other Codes and laws now in force, will be duly promulgated by the National Government of the Republic of China.

(Signed) Chengting T. WANG.

ANNEX III.

JOINT DECLARATION.

The Chinese and Belgian Governments declare that it did not appear necessary to insert in the Sino-Belgian Treaty signed this day a clause guaranteeing to the Belgian and Luxemburg subjects in China and to the Chinese citizens in Belgium and Luxemburg the application of their respective national laws relating to their personal status, inasmuch as the High Contracting Parties recognize in a general way this principle which is based on Private International Law, except in the case where such laws will be contrary to the public order of the country to apply them.

(Signed) Baron J. GUILLAUME.

(Signed) Chengting T. WANG.

ANNEXE IV.

DÉCLARATION

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les sujets belges en Chine cesseront de jouir des privilèges de la juridiction consulaire et lorsque les relations entre les deux pays seront sur une base de parfaite égalité, le Gouvernement chinois, étant donné le fait que les citoyens chinois sont autorisés à résider et exercer le commerce et acquérir des propriétés dans n'importe quelle partie des territoires belge et luxembourgeois, permettra aux sujets belges et luxembourgeois de jouir des mêmes droits en Chine, soumis aux limitations à prescrire dans ses lois et règlements.

(Signé) Chengting T. WANG.

ANNEXE V.

DÉCLARATION

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer que les sujets belges et luxembourgeois en Chine paieront les taxes qui seraient prescrites par les lois et règlements dûment promulgués par le Gouvernement chinois, à condition que les mêmes taxes soient payées par les nationaux de toutes les autres Puissances ayant des traités avec la Chine.

(Signé) Baron J. GUILLAUME

ANNEX IV.

DECLARATION.

In the name of the National Government of the Republic of China I have the honour to declare that, when Belgian subjects in China cease to enjoy the privileges of consular jurisdiction and when the relations between the two countries are on a footing of perfect equality, the Chinese Government, in view of the fact that Chinese citizens are permitted to live and trade and to acquire property in any part of the territories of Belgian and Luxemburg, will permit Belgian and Luxemburg subjects to enjoy the same rights in China, subject to the limitation to be prescribed in its laws and regulations.

(Signed) Chengting T. WANG.

ANNEX V.

DECLARATION.

In the name of my Government I have the honour to declare that Belgian and Luxemburg subjects in China shall pay such taxes as may be prescribed in the laws and regulations duly promulgated by the Chinese Government, provided that the same taxes are paid by the nationals of all the Powers having treaty relations with China.

(Signed) Baron J. GUILLAUME.

附件五

聲明書

本代辦茲以本國政府名義聲明比國及盧森堡國人
 民應依照中國政府頒布之法律章程完納稅款但
 此種稅款凡與中國有條約關係之他國人民亦應一律
 照納

西曆一九二八年十一月二十二日

紀佑穆印

Les annexes en texte chinois du traité portent les signatures respectives des plénipotentiaires, et non leur sceau, comme l'indique le texte chinois de la présente copie. Sauf cette particularité, la présente copie est certifiée conforme au texte original du traité.

PÉKIN, le 22 mai 1929.

L'Interprète de la Légation
 de Belgique en Chine,
 (L. S.) Jos. PIETERS.

附件四

聲明書

本部長茲以中華民國國民政府名義聲明比國人民在中國停止享受領事裁判權並兩國之關係達於完全平等地位之後中國政府鑒於中國人民得在比國及盧森堡國領土之任何區域內居住營商及享有土地權利故允許比國及盧森堡國人民在中國享有同樣權利但仍得以法律或章程限制之

大中華民國十七年十一月二十二日

王正廷印

王正廷印
紀佑穆印

附件三

共同聲明書

中比兩國政府聲明本日簽字之中比條約內毋須加入保證華人在比國及盧森堡國適用關於個人身分之法律及比人及盧森堡人在中國適用關於個人身分之法律因兩締約國除適用此種個人身分之法律有碍國內公共秩序外於大體上皆承認是項根據於國際私法之原則

大中華民國十七年十一月二十二日

西曆一九二八年十一月二十二日

附件二

聲明書

本部長茲聲明除現已施行之法典及法律外中華民國國民政府於民國十九年一月一日或是日以前頒布民法商法

大中華民國十七年十一月二十二日

王正廷印

轄等因本國政府對於此節表示贊同相應照復
貴部長查照可也須至照會者

右 照 會

大中華民國外交部長王

紀佑穆印

西曆一九二八年十一月二十二日

附件一

換文乙

大比利時國駐華代辦使事紀佑穆

為

照復事接准

貴部長本日來照內開中比兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年（一九三〇年）一月一日起發生效力在是日前中國政府與比國政府訂定中國對於比國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定比國人民應於現有領事裁判權之國半數以上承認放棄是項特權時受中國法律及法院之管

貴代辦查照可也須至照會者

右

照

會

大比利時國駐華代辦使事紀佑穆

王正廷印

大中華民國十七年十一月二十二日

附件一

換文甲

大中華民國外交部長王

為

照會事本部長茲以中華民國國民政府名義聲明
中比兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九
年（一九三〇年）一月一日起發生效力在是日前中
國政府與比國政府訂定中國對於比國人民行使法權
之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定比國人民應
於現有領事裁判權之國半數以上承認放棄是項特
權時受中國法律及法院之管轄相應照會

為此兩全權代表將本條約兩份簽字蓋印以昭信守
大中華民國十七年十一月二十二日
西曆一九二八年十一月二十二日
在南京簽訂

王正廷印

紀佑穆印

第二條 此締約國人民在彼締約國領土內應受彼締約國法律及法院之管轄

第三條 兩締約國應於最短期內舉行會議俾以相互及平等待遇之原則為基礎簽訂一通商及航行條約

第四條 本條約用中法英三國文字合繕遇有解釋兩歧之處應以英文為準

第五條 本條約應於最短期內批准批准文件在南
京交換自兩國政府互相通知批准之日起本條約
發生效力

第一條 兩締約國承認對於關稅及一切關係事項彼此根據完全平等之原則並根據此項原則約定關於此類事項彼此完全以各本國國內法規規定之兩締約國又約定對於一切關稅問題及其關係事項此締約國在彼締約國領土內享受之待遇不得次於任何他國享受之待遇此締約國在本國領土內不論在何種情形之下對於彼締約國人民貨物之進口或出口不得向其徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或其他任何稅款

N° 1975.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中比友好通商條約

大中華民國國民

政

府

因咸欲

大比利時國君主並因現有條約關係代表盧森堡大公國女公主
 鞏固兩國間固有之睦誼起見決定先締結一友好通商條
 約為此簡派全權代表如左

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

大比利時國君主特派

大比利時國駐華代辦使事紀佑穆

兩國全權代表將所奉全權証書互相校閱均屬妥善議

定條款如下

N° 1976.

**ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Protocole concernant la prolongation
du Traité d'alliance du 31 août
1922. Signé à Genève, le 19 sep-
tembre 1928.

**KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

Protocol concerning the Prolonga-
tion of the Treaty of Alliance
of August 31, 1922. Signed at
Geneva, September 19, 1928.

N^o 1976. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'ALLIANCE² ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 19 SEPTEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 14 mars 1929.

Les résultats du Traité d'alliance conclu à Márianské Lázně le 31 août 1922 ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du Président de la République tchécoslovaque et de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité d'alliance du 31 août 1922 restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre Haute Partie contractante aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Genève en double expédition, le dix-neuf septembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D^r V. MARINKOVITCH.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 5 mars 1929.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 12 février 1929.

² Vol. XIII, page 231, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1976. — PROTOCOL² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF ALLIANCE³ BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 19, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place March 14, 1929.

The results of the Treaty of Alliance concluded at Márianské Lázně on August 31, 1922, having been recognised as promoting the cause of peace, and the maintenance of the said Treaty of Alliance having thus been deemed to be necessary, the undersigned Plenipotentiaries, provided with full powers from the President of the Czechoslovak Republic and from His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes respectively, which full powers have been found in good and due form, have agreed as follows :

The Treaty of Alliance of August 31, 1922, shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either High Contracting Party shall have notified its intention to terminate the said Treaty.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Geneva, in duplicate, on September nineteenth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 12, 1929.

³ Vol. XIII, page 231, of this Series.

N° 1977.

PORTUGAL ET SUÈDE

Accord concernant la reconnaissance
réciproque des certificats de navi-
gabilité. Signé à Lisbonne, le
3 janvier 1929.

PORTUGAL AND SWEDEN

Agreement regarding the reciprocal
Recognition of Certificates of
Seaworthiness. Signed at Lisbon,
January 3, 1929.

N^o 1977. — ACCORD¹ ENTRE LE PORTUGAL ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ. SIGNÉ A LISBONNE, LE 3 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 mars 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE ayant reconnu que les lois et règlements sur la sûreté de la navigation, en vigueur dans les deux pays, garantissent un contrôle efficace des conditions de navigabilité des navires, désirant faciliter les relations maritimes réciproques entre les deux Etats,

Ont résolu de conclure l'accord suivant :

Article premier.

Chacun des deux Etats contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre Etat dans sa législation, dans le but d'assurer un contrôle suffisant des conditions de sûreté des navires de sa nationalité, quelles que soient leur espèce et leurs dimensions.

Article 2.

En conséquence des stipulations de l'article 1^{er}, les autorités publiques suédoises reconnaissent comme valables et légaux, les certificats de navigabilité délivrés par les autorités maritimes portugaises, d'après les dispositions des arrêtés N^{os} 15.372 et 15.452 du Gouvernement de la République portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises dans les ports du Continent de la République et des archipels adjacents, reconnaissent comme valables et légaux, les certificats de navigabilité, ou documents équivalents, délivrés aux navires suédois par les autorités compétentes de leur pays.

Article 3.

Les navires suédois dans les ports du Continent de la République ou des archipels adjacents, ne sont astreints, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la

¹ Entré en vigueur le 1^{er} février 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1977. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE PORTUGUESE AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF SEAWORTHINESS. SIGNED AT LISBON, JANUARY 3, 1929.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 16, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, recognising that the laws and regulations relating to the safety of shipping which are in force in the two countries ensure effective control of the seaworthiness of vessels, and
Being desirous of promoting reciprocal maritime relations between the two States ;
Have resolved to conclude the following Agreement :

Article 1.

Each of the two contracting States fully recognises the laws and legal regulations enacted by the other State for the purpose of ensuring adequate control of the conditions regarding the safety of the vessels of its own nationality, whatever be the type or tonnage of such vessels.

Article 2.

As a result of the provisions of Article 1, the Swedish public authorities recognise as valid and legal the certificates of seaworthiness issued by the Portuguese maritime authorities under the provisions of Decrees Nos. 15,372 and 15,452 of the Government of the Portuguese Republic, dated April 9, 1928.

The Portuguese maritime authorities in the ports of the Republic on the Continent of Europe and in the adjacent archipelagoes recognise as valid and legal the certificates of seaworthiness, or equivalent documents, issued to Swedish vessels by the competent authorities of their country.

Article 3.

Swedish vessels in the ports of the Republic on the Continent of Europe or in the adjacent archipelagoes shall only be subjected by the Portuguese maritime authorities to a control which

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force February 1, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

constatation de l'existence à bord de certificats de navigabilité ou documents équivalents, encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays.

Les navires portugais dans les ports de Suède ne sont astreints de la part des autorités compétentes de ces ports qu'à un contrôle se bornant à la constatation de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore en vigueur, délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4.

Nonobstant les stipulations des articles précédents les autorités compétentes de chacun des deux Etats contractants peuvent empêcher le départ d'un navire de la nationalité de l'autre Etat, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité, ou de documents équivalents, en vigueur, lorsqu'elles ont des raisons de craindre un danger évident pour la vie des personnes à bord, si le navire dont il s'agit était autorisé à faire le voyage projeté.

Dans ce cas, le consul du pays auquel appartient le navire dont le départ a été empêché, sera incessamment mis au courant du fait par les autorités compétentes, afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, entre temps, le capitaine du navire dont il s'agit ne l'ait remis en bon état de navigabilité.

Article 5.

Les navires de la nationalité de chacun des deux Etats contractants ne peuvent prétendre aux avantages découlant de cet accord que s'ils sont pourvus d'un certificat de navigabilité, ou de documents équivalents, encore en vigueur, et délivrés par les autorités compétentes de leur pays. Par conséquent, les navires de la nationalité de l'un des deux Etats contractants qui ne sont pourvus que des certificats délivrés par une société de classification, même si elle est reconnue par les deux gouvernements, ne peuvent se couvrir du présent accord pour se soustraire au contrôle exercé par les autorités compétentes de l'autre Etat, sauf sur les points pour lesquels la législation du pays de la nationalité du navire reconnaît comme valables et équivalents à des certificats officiels, les certificats de la société de classification dont il s'agit.

Les navires qui, par la législation de leur pays, ne sont pas tenus d'avoir à bord un certificat de navigabilité, ou documents équivalents, jouissent, par contre, de tous les avantages reconnus par le présent accord, dans les mêmes conditions que les navires pourvus de certificats de navigabilité en règle.

Article 6.

Les autorités compétentes des deux Etats contractants se réservent le droit de constater que les indications contenues dans les certificats de navigabilités, ou documents équivalents, des navires d'émigrants, notamment celles ayant trait aux engins de sauvetage, nombre de passagers, vivres et eau sont exactes, ainsi que les dispositions réglementaires du pays de ces autorités qui ont trait à l'habitabilité, l'hygiène et la salubrité des locaux affectés aux passagers d'entrepont, et si les installations des infirmeries, le matériel médical et pharmaceutique concordent avec les stipulations en vigueur dans le pays des autorités susmentionnées.

Article 7.

Les stipulations contenues à l'article 1^{er} du présent accord, n'empêchent pas chacun des deux Etats contractants de modifier, dès qu'il le trouve nécessaire, les dispositions légales et réglemen-

shall be confined to verifying whether a vessel has on board a certificate still valid of seaworthiness or equivalent documents issued by the competent authorities of the country.

Portuguese vessels in Swedish ports shall only be subjected by the competent authorities of these ports to a control which shall be confined to verifying whether a vessel has on board a certificate of seaworthiness issued by the Portuguese maritime authorities and still valid.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of the preceding Articles, the competent authorities of each of the two contracting States shall be entitled to prevent the departure of a vessel of the nationality of the other State, even if provided with a certificate of seaworthiness or equivalent documents still valid, when there is reason to believe that the lives of the persons on board would obviously be endangered if the vessel in question were allowed to undertake the intended voyage.

In such cases, the consul of the country to which the vessel whose departure has been prevented belongs shall be immediately advised by the competent authorities, so that he may take the measures required by the circumstances, unless in the meantime the captain of the vessel in question has rendered it seaworthy.

Article 5.

Vessels of the nationality of each of the two contracting States may only claim the advantages resulting from the present Agreement if provided with a certificate of seaworthiness or equivalent documents issued by the competent authorities of their country and still valid. Accordingly, vessels of the nationality of one of the two contracting States which are only provided with certificates issued by a classification association, even if the said association is recognised by the two Governments, may not avail themselves of the present Agreement to escape the control exercised by the competent authorities of the other State, save as regards those matters in respect of which the laws of the country to which the vessel belongs recognise the certificates of the classification association in question as valid and as equivalent to official certificates.

Vessels which, under the laws of the country to which they belong, are not compelled to have a certificate of seaworthiness or equivalent documents on board shall, however, be entitled to all the advantages recognised in the present Agreement, under the same conditions as vessels provided with certificates of seaworthiness in due form.

Article 6.

The competent authorities of the two contracting States reserve the right to satisfy themselves that the particulars entered in the certificates of seaworthiness, or equivalent documents, of vessels carrying emigrants, more especially particulars relating to life-saving appliances, the number of passengers and the supply of food and water, are accurate, that the regulations of the country to which those authorities belong relating to the suitability, the hygiene and the sanitation of the accommodation allotted to steerage passengers are observed, and that the equipment of the sick wards and the medical and pharmaceutical stores are in accordance with the regulations in force in the country of the above-mentioned authorities.

Article 7.

The provisions of Article 1 of the present Agreement shall not prevent either contracting State from modifying, as soon as it may find this necessary, its laws and regulations relating to the safety

taires respectives, sur la sûreté de la navigation, mais il devra toutefois porter immédiatement à la connaissance de l'autre Etat les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les Etats contractants peuvent introduire dans le présent accord, par voie diplomatique, et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées désirables ou nécessaires.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} février 1929, pour un temps indéterminé, et pourra être dénoncé en tout temps par l'une ou l'autre des parties contractantes.

La dénonciation de l'accord ne sortira ses effets que six mois après qu'elle aura été communiquée à l'autre Etat.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire à Lisbonne, le 3 janvier 1929.

DANIELSSON.

Mannel Carlos QUINTÃO MEIRELES.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 mars 1929.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

of shipping, but it must immediately inform the other State of the modifications made in the legislation in force.

The contracting States may introduce into the present Agreement, at any time, through the diplomatic channel, such amendments as may be deemed desirable or necessary.

Article 8.

The present Agreement shall come into force on February 1st, 1929, for an indefinite period, and may be denounced at any time by either Contracting Party.

The denunciation of the Agreement shall only take effect six months after the denunciation has been communicated to the other State.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Lisbon, on January 3, 1929.

DANIELSSON.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.

N° 1978.

FINLANDE ET PAYS-BAS

Traité de conciliation. Signé à Genève, le 9 juin 1928.

**FINLAND
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Conciliation. Signed at Geneva, June 9, 1928.

N^o 1978. — TRAITÉ DE CONCILIATION ¹ ENTRE LA FINLANDE ET
LES PAYS-BAS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 9 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 mars 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Finlande, et de favoriser le règlement pacifique par voie de conciliation des différends qui pourraient naître entre les deux pays et qui ne seraient pas résolus d'autre manière, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Hjalmar Johan PROCOPÉ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes et n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne serait pas susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale ², ou conformément à toute autre convention internationale en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, sera soumis, à la demande d'une ou des deux Parties, à une commission permanente de conciliation, aux fins d'examen et de rapport.

Les Hautes Parties contractantes peuvent convenir qu'un différend qui serait susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral, soit préalablement déféré à la procédure de conciliation. Si, dans un différend de cette nature, l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la commission dans un délai raisonnable, chacune d'elles pourra soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 8 février 1929.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXII, page 452 et vol. LXXXVIII page 435, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1978. — TREATY OF CONCILIATION ² BETWEEN FINLAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT GENEVA, JUNE 9, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne and the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 25, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite the Netherlands and Finland and of promoting the peaceful settlement by conciliation of any disputes which may arise between the two countries and which cannot be settled in any other manner, have decided to conclude a treaty for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Hjalmar Johan PROCOPÉ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Any dispute of any nature whatever which may arise between the High Contracting Parties and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel within a reasonable period, and which is not capable of judicial or arbitral settlement in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice ³ or in conformity with any other international convention in force between the High Contracting Parties, shall be submitted, at the request of either or both of the Parties, to a permanent conciliation commission for examination and report.

The High Contracting Parties may agree that a dispute which is capable of judicial or arbitral settlement shall first be submitted to the procedure of conciliation. If in any dispute of this nature one of the Parties does not accept the Commission' proposals within a reasonable period, either of them may submit the dispute to the Permanent Court of International Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, February 8, 1929.

³ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452, and Vol LXXXVIII, page 435, of this Series.

Article 2.

La Commission permanente de conciliation se compose de cinq membres.

Les Hautes Parties contractantes nomment chacune un membre à leur gré et désignent les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver ou s'être trouvés à leur service.

Le président de la commission est nommé d'un commun accord parmi les membres désignés en commun.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera prié, au besoin par une seule des Parties, de procéder à ces nominations.

Article 3.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, le mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, cette Partie n'a pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 4.

La Commission de conciliation déterminera son siège. Elle pourra en décider librement le transfert.

Article 5.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la Commission permanente, chacune des Hautes Parties contractantes pourra remplacer le membre librement désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La Partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant s'il y a lieu, qui siègera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la vacance temporaire du siège, le Président de la Confédération suisse sera prié par les deux Parties ou l'une d'elles de le désigner.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission. La Partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse.

Article 2.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each High Contracting Party shall appoint one member of its own choosing, the other three being selected by joint agreement. The latter may not be nationals of the Contracting States, nor may they be domiciled in their territory or be or have been employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by joint agreement from among the jointly selected members.

The Commission shall be set up within six months of the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be nominated jointly or the appointment of the President is not made within six months from the exchange of ratifications, or, in the case of resignation or death, within two months after the vacancy occurs, the President of the Swiss Confederation shall be requested, if necessary by one of the Parties only, to make the appointment.

Article 3.

The members of the Commission shall be appointed for three years. Their appointment shall not be revoked during the term of their mandate unless the High Contracting Parties decide otherwise. In the event of the death or resignation of a member, arrangements shall be made to replace him for the remainder of his mandate.

If the mandate of a member selected by joint agreement shall expire and if neither Party is opposed to its renewal, it shall be deemed to be renewed for a further period of three years. Similarly, if on the expiry of the mandate of a member appointed by one of the Parties no arrangements have been made by that Party to replace him, his mandate shall be deemed to be renewed for three years.

A member whose mandate expires in the course of a procedure shall continue to take part in the examination of the dispute until the procedure is completed.

Article 4.

The Conciliation Commission shall determine its own seat and shall be at liberty to transfer it.

Article 5.

Within a fortnight following the notification of a request for conciliation to the Permanent Conciliation Commission, either of the High Contracting Parties may replace the member of its own choosing by a person possessing special competence in the matter which forms the subject of the dispute.

If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the other Party. In this case the latter may make use of the same right within a fortnight after receiving the notification.

Should any member of the Conciliation Commission jointly selected by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the Commission's work as a result of illness or for any other reason, the Parties shall if necessary jointly select a substitute, who will sit temporarily in his place.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the temporary vacancy occurs, the President of the Swiss Confederation shall be requested by either or both of the Parties to select him.

Either Party may appoint forthwith a substitute to replace temporarily the permanent member of its own choosing, if as a result of illness or for any other reason the latter is temporarily prevented from taking part in the Commission's work. If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the other Party.

Article 6.

La Commission de conciliation a pour tâche d'examiner tout différend qui lui serait soumis par les Hautes Parties contractantes, et de rédiger un rapport qui déterminera l'état des faits et contiendra, toutes les fois que les circonstances le permettront, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 7.

La Commission de conciliation est saisie sur requête adressée à son président par les deux Hautes Parties contractantes ou par l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, notification de la requête sera faite en même temps à l'autre Partie.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes ont le droit de nommer auprès de la commission des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux. La commission décidera si la production des preuves aura lieu en séance plénière ou devant un ou plusieurs de ceux parmi ses membres qui ont été désignés en commun.

Article 10.

Les délibérations de la commission ont lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 11.

La procédure devant la commission est contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux¹ du 18 octobre 1907.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple des voix.

Article 13.

La commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Hautes Parties contractantes ne décident d'un commun accord

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 6.

The task of the Conciliation Commission shall be to examine any dispute which may be submitted to it by the High Contracting Parties, and to draw up a report, which shall determine the facts of the case and, whenever circumstances permit, shall contain proposals for the settlement of the dispute.

Article 7.

The Conciliation Commission shall be informed of a question by an application addressed to its President by both Contracting Parties or by either of them. In the latter case, the application shall be notified at the same time to the other Party.

Article 8.

The High Contracting Parties shall be entitled to appoint to the Conciliation Commission special agents, who will also serve as intermediaries between themselves and the Commission.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake to assist the Commission in its work to the utmost possible extent and more particularly to use such means as are at their disposal under their municipal law to enable the Commission to proceed, on their territory, to summon and hear witnesses or experts and to visit the localities in question. The Commission shall decide whether the production of evidence is to take place at a plenary sitting or before one or more members of the Commission who have been jointly designated.

Article 10.

The deliberations of the Commission shall be held in private unless, in agreement with the Parties, the Commission decides otherwise.

Article 11.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that, unless a unanimous agreement to the contrary is reached, the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention ¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be observed.

Article 12.

Except where otherwise laid down in the present Treaty, the Commission shall take its decisions by a majority vote.

Article 13.

The Commission shall present its report within six months from the date on which the dispute was submitted to it, unless the High Contracting Parties agree to shorten or extend this time-limit.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

d'abrégéer ou de proroger ce délai. La commission, de son côté, a le droit de proroger ce délai une seule fois. Une fois la procédure commencée, il ne sera plus loisible aux Hautes Parties contractantes de l'abrégéer.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, un caractère obligatoire.

A la communication du rapport, la commission peut suggérer aux deux Parties de faire savoir, dans un délai à indiquer dans le rapport, si et dans quelle mesure elles reconnaissent comme exactes les constatations du rapport et acceptent les propositions y contenues.

Il appartient aux Parties de se mettre d'accord sur le point de savoir si le rapport sera, oui ou non, publié immédiatement. Au cas où elles ne parviendraient pas à cet accord, la commission, de son côté, peut faire procéder, pour des raisons spéciales, à une prompt publication.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la Commission reçoivent une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Hautes Parties contractantes.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Hautes Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission permanente de conciliation.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Hautes Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double à Genève, le 9 juin 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) HJ. J. PROCOPÉ.

The Commission shall have the right to extend this period once only. After the procedure has been begun the High Contracting Parties shall not be entitled to shorten it.

The report shall contain the reasoned opinion of the members who form the minority.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The report shall not be binding as regards either the statement of facts or the legal considerations.

When communicating the report, the Commission may suggest that the two Parties shall state, within a period to be indicated in the document itself, whether and to what extent they endorse the findings of the report and accept the proposals contained therein.

The Parties shall decide jointly whether the report shall or shall not be published immediately. Should they not reach an agreement, the Commission may, for special reasons, have it published without delay.

Article 14.

For the actual duration of the procedure the members of the Commission shall receive an allowance, to be fixed by arrangement between the High Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

During the procedure of conciliation the High Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the Permanent Conciliation Commission's proposals.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the exchange of the instruments of ratification. Unless denounced at least six months before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

If conciliation proceedings are pending at the time when the present Treaty expires, they shall be continued in accordance with the provisions of the present Treaty or of any other convention which the High Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Geneva, June 9, 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) HJ. J. PROCOPÉ.

N° 1979.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant l'abolition
des restrictions relatives à l'exportation
des dépôts avec protocole
de signature. Signés à Belgrade,
le 22 février 1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention concerning the Abolition
of Restrictions relative to the
Export of Deposits, with Protocol
of Signature. Signed at Belgrade,
February 22, 1928.

N^o 1979. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT L'ABOLITION DES RESTRICTIONS RELATIVES A L'EXPORTATION DES DÉPÔTS. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 mars 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant arriver à un accord au sujet de l'abolition des restrictions relatives à l'exportation des dépôts, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ;

M. Alfred DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants des Parties contractantes ainsi que les personnes domiciliées sur le territoire de l'une des Parties ont le droit de disposer librement de leur dépôts situés sur le territoire de l'autre Partie, en tant que ces dépôts réunissent les conditions prévues aux articles suivants.

Par le terme de libre disposition, on entend le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour retirer et exporter les dépôts ou bien pour réaliser les valeurs déposées et, dans ce cas, pour retirer et exporter le prix de vente.

Les restrictions ou interdictions édictées avant la mise en vigueur de la présente convention ou qui seraient édictées durant les douze mois après la promulgation de cette convention n'affecteront aucunement le droit de libre disposition.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 20 octobre 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1979. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE ABOLITION OF RESTRICTIONS RELATIVE TO THE EXPORT OF DEPOSITS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 27, 1929.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY AND HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of arriving at an agreement for the abolition of restrictions regarding the export of deposits, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ;

M. Alfred DE NICKL, Councillor of Legation, Director of the Economic Section of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voïslaw MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of the Contracting Parties and persons domiciled in the territory of either Party shall have the right to dispose freely of their deposits situated in the territory of the other Party, provided such deposits fulfil the conditions laid down in the following Articles.

The term "dispose freely" shall be understood to mean the right to take all steps necessary for the withdrawal and export of deposits or for the realisation of the securities deposited and in such case, for the withdrawal and export of the proceeds.

Restrictions or prohibitions enacted before the present Convention comes into force or which may be enacted during the twelve months following the promulgation of this Convention shall not in any way affect the right of free disposal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, October 20, 1928.

Dans le cas de telles restrictions ou interdictions, les Parties contractantes désigneront sans délai et feront connaître à l'autre Partie l'autorité qui aura la compétence de délivrer les documents et les permis dont la personne ayant droit pourra avoir besoin pour reprendre la libre disposition de son dépôt. Ces documents et permis seront établis et délivrés sans délai, et sans toute autre formalité, sur la demande de l'ayant-droit.

La demande devra être accompagnée des preuves susceptibles d'établir les conditions énumérées aux articles suivants de la présente convention.

L'autorité compétente à statuer sur les demandes rendra sa décision dans un délai de 60 jours à compter du jour où la demande a été déposée. Les décisions déclinatoires devront être motivées. Le demandeur aura la faculté, pour obtenir la libre disposition de son dépôt, de s'adresser au Tribunal d'arbitrage prévu par l'article 18 de la Convention concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes. Les décisions dudit Tribunal d'arbitrage auront la force de chose jugée.

Article II.

Conformément aux principes énoncés à l'article premier, les Parties contractantes s'engagent à libérer les dépôts ouverts et fermés et les safe-dépôts, en tant

Que le droit de disposer de ces dépôts appartient aux ressortissants, personnes physiques ou juridiques, de l'autre Partie ou à des personnes (physiques ou juridiques) domiciliées sur le territoire de cette Partie,

Que ces dépôts ont été constitués avant le 26 juillet 1921, auprès des autorités de toute sorte, des caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers; et

Que lesdits dépôts contiennent des papier-valeurs, des titres, des livrets de participation, des livrets d'épargne, des parts bénéficiaires, des polices d'assurance ou autres documents, des monnaies, des métaux monnayés ou non (travaillés ou non), des perles ou des pierres précieuses.

Pour prouver la condition du domicile, il suffira de produire un certificat établi à cet effet par l'autorité locale. La nationalité devra être prouvée conformément aux règles internes des Parties contractantes, relatives à l'administration des preuves en matière de nationalité.

Quant aux autres conditions (qualité de déposant, lieu et contenu du dépôt) un certificat de dépôt (ou tout autre document analogue, récépissé, extrait de compte, etc.) délivré par le dépositaire sera considéré comme preuve suffisante.

Article III.

1. Les dépôts visés par cette convention ne seront soumis ni à l'impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque, en tant qu'ils seront exportés, avant l'expiration d'un an à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

2. Si le dépôt se trouvait actuellement hors du territoire des Parties contractantes, celle des deux Parties, sur le territoire de laquelle le dépôt a été situé primitivement, admettra et prendra toutes les mesures utiles afin d'établir et remettre à l'ayant-droit les documents de disposition nécessaires. Pour le cas que lesdits dépôts rentreraient sur le territoire où ils se trouvaient auparavant, ils bénéficieront du même traitement que les autres dépôts visés dans la présente convention.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre — dans les limites de leurs lois — et à se communiquer réciproquement les mesures qui paraîtront nécessaires pour assurer aux ayant-droits la possibilité d'obtenir des renseignements au sujet de leurs dépôts visés dans la présente convention, y compris les valeurs situées hors de leurs territoires.

3. Dans les limites de leurs lois et autres règles légales, les Parties contractantes seront responsables de délivrer les dépôts visés dans la présente convention et déposés auprès de leurs autorités.

Il est entendu que les Parties contractantes ne pourront aucunement être tenues responsables des dépôts qui auraient été déplacés de leur territoire à la suite de l'intervention des autorités ou organes d'une tierce Puissance.

In the event of such restrictions or prohibitions being imposed, the Contracting Parties shall immediately appoint — and notify the other Party of such appointment — the authority empowered to issue the documents and permits which the person entitled thereto may require to enable him to recover free disposal of his deposit. Such documents and permits shall be drawn up and issued on the application of the person entitled thereto, without delay and without any further formality.

The application shall be accompanied by evidence showing that the conditions laid down in the following Articles of the present Convention have been fulfilled.

The authority empowered to deal with applications shall give its decision within sixty days from the date on which application is made. Refusals of applications must be accompanied by a statement of reasons. To secure free disposal of their deposits, applicants shall be entitled to appeal to the Court of Arbitration provided for in Article 18 of the Convention concerning the settlement of debts and claims in former crowns. The decisions of the said Court of Arbitration shall have the force of *res judicata*.

Article II.

In accordance with the principles laid down in Article I, the Contracting Parties undertake to release open or closed deposits and safe-deposits, provided :

That the right to dispose of such deposits belongs to persons or corporate bodies who are nationals of the other Party, or to persons or corporate bodies domiciled in the territory of such Party.

That the deposits in question have been made prior to July 26, 1921, with any authority, in State banks or with notaries public, credit institutions or bankers, and

That such deposits contain paper securities, bonds, shareholders' books, savings-bank pass-books, founders' shares, insurance policies or other documents, foreign currency, metals, whether minted or unminted (whether worked or unworked), pearls or precious stones.

As evidence of domicile it shall be sufficient to produce a statement to the necessary effect certified by the local authority. Nationality must be proved in accordance with the domestic regulations of the Contracting Parties regarding the procedure in respect to evidence of nationality.

As regards the other conditions (status of depositor, place and contents of deposit) a deposit certificate (or other similar document, receipt, extract of account, etc.) submitted by the depositary shall be considered sufficient evidence.

Article III.

1. The deposits referred to in this Convention shall not be subject to a capital levy or to any other tax provided they are exported before the expiry of one year from the entry into force of the present Convention.

2. Should the deposit at present be outside the territory of the Contracting Parties, the Party in whose territory the deposit was originally situated shall permit or take all the steps necessary to draw up and hand over to the person entitled thereto the necessary documents determining the disposal. In case such deposits should re-enter the territory in which they were formerly situated, they shall enjoy the same treatment as the other deposits referred to in the present Convention.

The Contracting Parties agree to take — so far as their law permits —, and to notify to one another, the steps necessary to ensure that the interested parties are able to secure information regarding their deposits under the present Convention, including securities or valuables situated outside their territories.

3. So far as their laws and other legal regulations permit, the Contracting Parties shall be responsible for delivering the deposits referred to in the present Convention and deposited with their authorities.

It is understood that the Contracting Parties shall not be in any way responsible for deposits which have been removed from their territory as a result of intervention by the authorities or organs of a third Power.

4. En vue d'assurer aux ayant-droits la libre possession des dépôts de titres rentrant sous le régime de la présente convention, — titres qui étaient affectés à des cautionnements, y compris les cautionnements militaires — chacune des Parties contractantes simplifiera et accélérera, dans la mesure du possible et pour ce qui la concerne, toute procédure préalable dont se présenterait la nécessité.

5. Seront considérés comme dépôts, au sens de la présente convention, les valeurs mentionnées à l'article II, même dans le cas où elles n'auraient pas été déposées auprès du dépositaire actuel en vertu d'un contrat de dépôt, mais où elles auraient été transférées, pour n'importe quelle raison, sur le territoire où ils se trouvent actuellement.

Article IV.

En ce qui concerne les dépôts appartenant à une caisse de mineurs et interdits, ou administrés par une telle caisse, une convention séparée sera conclue.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront analoguement aux dépôts des municipalités et communes dont le territoire entier se trouve en Hongrie ou qui ont été transférés également avec tout leur territoire au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article V.

a) Sous réserve des conditions fixées par la présente convention, la Hongrie s'engage à libérer et à autoriser l'exportation des titres d'avant-guerre de la dette publique non gagée de l'Etat hongrois, si ces titres non estampillés en Hongrie appartiennent à des ressortissants serbes-croates-slovènes et si l'estampillage ne pouvait avoir lieu du fait que lesdits titres ont été gardés dans un dépôt fermé ou dans un safe-dépôt.

En ce qui concerne les titres d'avant-guerre de la dette publique hongroise non-gagée, estampillés du timbre hongrois et appartenant à des ressortissants serbes-croates-slovènes n'ayant pas protesté contre cet estampillage, la Hongrie s'engage, conformément à l'article 186 du Traité de Trianon, à reconnaître lesdits titres comme faisant partie de sa dette publique et à traiter ces titres sur le pied d'égalité avec ceux appartenant à des ressortissants hongrois à condition toutefois que lesdits titres aient été déposés, conformément au décret 960/1925. M. E. — dans les délais et aux lieux prévus dans ce décret —, en vue d'être soumis à la vérification par la Commission des réparations. Sous réserve des conditions fixées par la présente convention, mais sans tenir compte du délai de douze mois prévu à l'article premier, alinéa 3, ces titres, aussi bien que ceux qui seraient émis pour les remplacer, seront également libérés et leur exportation sera autorisée, dès le moment où les ressortissants hongrois reprendront la libre disposition de leurs titres analogues.

Les dispositions qui précèdent ne portent aucun préjudice à la question de savoir si les titres d'avant-guerre de la dette publique hongroise non-gagée qui pourront être délivrés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en vertu des conventions conclues ou à conclure en exécution du Traité de Trianon, seront à comprendre dans l'estampillage hongrois ou dans l'estampillage serbe-croate-slovène. Cette question sera réglée par lesdites conventions conclues ou à conclure.

Quant aux titres d'avant-guerre de la dette publique hongroise gagée, la Hongrie s'engage — sous réserve des conditions fixées par la présente convention — à libérer ces titres et à en autoriser l'exportation sans les estmapiller et — si le timbre hongrois y avait été apposé — après avoir supprimé ce timbrage. Cependant, en ce qui concerne les titres de l'emprunt « rente 4 % de 1910 » et « rente 3 ½ % » la disposition précédente ne sera pas applicable si ces titres ont été déposés conformément au décret 960/1925. M. E.

La Hongrie s'engage, également sous réserve des conditions de la présente convention, à libérer et à autoriser l'exportation des titres de la dette publique hongroise, émis depuis le 28 juillet 1914, en base du paragraphe 17 de la loi LXIII de 1912 (titres de la dette de guerre, bons du Trésor),

4. In order to ensure to the interested parties full possession of security deposits coming under the present Convention — securities which were assigned as pledges (including military pledges) — each of the Contracting Parties undertakes for its part to simplify and expedite, as far as possible, such preliminary proceedings as may be necessary.

5. For the purposes of the present Convention, the securities and valuables mentioned in Article II shall be considered as deposits, even if they have not been deposited with the present depositary under a contract of deposit, but have been transferred, for any reason whatsoever, to the territory where they are at present situated.

Article IV.

A separate Convention shall be concluded concerning deposits belonging to or administered by Funds for minors or persons deprived of their civil rights.

The provisions of the present Convention shall apply *mutatis mutandis* to the deposits of municipalities and communes whose entire territory is situated in Hungary, or which have been transferred with all their territory to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Article V.

(a) Subject to the provisions of the present Convention, Hungary undertakes to release and to authorise the export of pre-war bonds of the unsecured Hungarian National Debt if such bonds are without the Hungarian stamp and are the property of Serb-Croat-Slovene nationals, and if the said bonds could not be stamped owing to their having been kept in a closed deposit or safe-deposit.

In regard to pre-war bonds of the unsecured Hungarian National Debt bearing the Hungarian stamp and belonging to Serb-Croat-Slovene nationals who have not protested against such stamping, Hungary undertakes, in accordance with Article 186 of the Treaty of Trianon, to recognise such bonds as part of its national debt and to accord them treatment equally favourable with that accorded to bonds belonging to its own nationals, provided, however, that such securities have been deposited, in accordance with Decree 960/1925. M. E., and within the time-limits and at the places therein provided, for the purpose of being verified by the Reparation Commission. Subject to the provisions of the present Convention, but irrespective of the term of twelve months laid down in Article 1, paragraph 3, such bonds, together with those issued to replace them, shall be similarly released and their export permitted as soon as Hungarian nationals recover the free disposal of their bonds of a similar kind.

The above provisions shall not in any way affect the question whether the pre-war bonds of the unsecured Hungarian National Debt, which may be surrendered to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes under conventions concluded or to be concluded in execution of the Treaty of Trianon, shall be included in the Hungarian stamping or the Serb-Croat-Slovene stamping. This question shall be settled by the aforesaid Conventions, whether concluded or to be concluded in the future.

As regards pre-war secured Hungarian National Debt bonds, Hungary undertakes, subject to the conditions laid down in the present Convention, to release such bonds and to authorise their export without stamping, and — where the Hungarian stamp has already been affixed — after cancellation of the latter. This provision, however, shall not apply in the case of the “ 1910 4 % ” and the “ 3 ½ % ” loan bonds if such bonds have been deposited in conformity with Decree 960/1925 M. E.

Subject similarly to the provisions of the present Convention, Hungary undertakes to release and to authorise the export of Hungarian National Debt bonds issued after July 28, 1914, under paragraph 17 of Law LXIII of 1912, (war debt bonds, Treasury notes) if such bonds have not been

en tant que ces titres n'ont pas été estampillés en Hongrie et qu'une déclaration sera faite au préalable au Ministère royal hongrois des Finances, contenant la valeur nominale des titres, ainsi que les lettres et les numéros qui y figurent.

b) Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à comprendre dans l'estampillage de ce Royaume les titres de la dette publique hongroise et autrichienne, non-gagée, émis avant le 28 juillet 1914, en tant que ces titres se trouvent sur son territoire et ce, même si le propriétaire est ressortissant hongrois. Conformément à l'article 186 du Traité de Trianon et à l'article 203 du Traité de Saint-Germain, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît les créances incorporées dans ces titres comme faisant partie de sa dette publique et accordera auxdits titres le même traitement qu'à ceux des ressortissants serbes-croates-slovènes. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage — sous réserve des conditions de la présente Convention — à libérer et à autoriser sans tenir compte du délai de douze mois prévu à l'article premier, alinéa 3, l'exportation des titres qu'il émettra en échange des susdits titres d'avant-guerre.

Sous réserve des conditions de la présente convention, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à libérer et à autoriser l'exportation des titres d'avant-guerre de la dette publique hongroise gagée.

De même, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage, également sous réserve des conditions fixées par la présente convention, à libérer et à autoriser l'exportation des titres de la dette publique hongroise émise depuis le 28 juillet 1914.

Article VI.

Les clauses de la présente convention concernant le droit de libre disposition, ainsi que les conditions dans lesquelles ce droit pourra s'exercer, ne portent aucune atteinte ni aux droits que confèrent aux ayant-droits les articles 249 et 250 du Traité de Trianon, ni aux droits et obligations du déposant et du dépositaire. Les questions relatives à ces droits et obligations devront être décidées conformément aux règles légales applicables au cas de l'espèce et les ayant-droits pourront faire valoir leurs réclamations, leurs exceptions et objections devant les tribunaux compétents ou par toute autre voie de droit.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Article VIII.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Faite à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) DR V. MARINKOVITCH.

stamped in Hungary and provided a declaration is made beforehand to the Royal Hungarian Ministry of Finance giving the nominal value of the bonds and their distinguishing letters and numbers.

(b) The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to include in its stamping the unsecured Hungarian and Austrian National Debt bonds, issued before July 28, 1914, if such bonds are in its territory, and even if they belong to Hungarian nationals. In accordance with Article 186 of the Treaty of Trianon and Article 203 of the Treaty of Saint-Germain, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall recognise the claims embodied in such bonds to be a part of its national debt and shall treat such bonds in the same way as bonds belonging to Serb-Croat-Slovene nationals. Subject to the provisions of the present Convention, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to release and, irrespective of the term of twelve months laid down in Article I, paragraph 3, to authorise the export of any bonds it may issue in exchange for the above-mentioned pre-war bonds.

Subject to the provisions of the present Convention, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to release and to authorise the export of pre-war bonds of the secured Hungarian National Debt.

Similarly, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes, subject again to the provisions of the present Convention, to release and to authorise the export of Hungarian National Debt bonds issued since July 28, 1914.

Article VI.

The clauses of the present Convention referring to the right of free disposal and the conditions in which this right may be exercised shall not in any way affect the right conferred by Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon on interested parties, nor the rights and obligations of the depositor or depositary. Questions concerning such rights and obligations shall be settled in accordance with the legal regulations applicable in such cases, and the interested parties shall have the right to establish their claims, exceptions and objections before the competent courts of law or in any other legal manner.

Article VII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article VIII.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, in duplicate, on the twenty-second day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date d'aujourd'hui concernant l'abolition des restrictions relatives à l'exportation des dépôts, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1^o En ce qui concerne les dépôts qui ne rentreraient pas sous le régime de la présente convention, les Parties contractantes s'engagent à accorder aux ayant-droits toutes les facilités équitables et réconciliables avec leurs règles relatives au régime des exportations.

2^o Quant aux dépôts contenant des monnaies, les dispositions de la convention ne s'appliqueront qu'aux cas de dépôts réguliers (*depositum regulare*).

3^o Les dépôts irréguliers d'argent comptant, seront soumis aux dispositions de la convention concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, en tant que ces dépôts irréguliers réunissent les conditions y prévues.

4^o Les délais pour la présentation des livrets d'épargne et pour la déclaration et le dépôt de titres, délais prévus dans la convention concernant le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, n'expireront que trois mois après la date à partir de laquelle la personne intéressée aura la libre disposition de son dépôt au sens de la présente convention.

5^o Dans le cas où des conventions spéciales préverraient la remise à l'une des Parties contractantes ou à ses ressortissants d'un dépôt situé sur le territoire de l'autre Partie, le délai de douze mois prévu à l'alinéa 3 de l'article premier de la convention sera compté à partir de la mise en vigueur desdites conventions spéciales.

6^o Il est entendu que les dispositions de la convention ne s'appliqueront, en ce qui concerne le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qu'aux territoires qui ont été transférés à ce Royaume en vertu du Traité de Trianon ou de Saint-Germain ou en vertu des traités et conventions de délimitation conclus jusqu'à la mise en vigueur de cette convention. Sont admis, par contre, au bénéfice de la convention les dépôts qui auraient été transportés desdits territoires sur les territoires de l'ancienne Serbie et de l'ancien Monténégro.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la Convention signée en date d'aujourd'hui concernant l'abolition des restrictions relatives à l'exportation des dépôts et aura la même force que ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) Dr V. MARINKOVITCH.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of this day's date concerning the abolition of restrictions regarding the export of deposits, the Contracting Parties have agreed as follows :

(1) In the case of deposits which do not come under the provisions of the present Convention, the Contracting Parties undertake to afford the interested parties all facilities which are equitable and which can be reconciled with their export regulations.

(2) In the case of currency deposits, the provisions of the Convention shall only apply in the case of regular deposits (*depositum regulare*).

(3) Irregular cash deposits shall be subject to the provisions of the Convention concerning the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns, provided they fulfil the conditions therein laid down.

(4) The terms fixed for presentation of savings-bank pass-books, and for the declaration and deposit of bonds, as provided in the Convention concerning the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, shall only expire three months after the date on which the party interested is given the free disposal of his deposit within the meaning of the present Convention.

(5) In case special conventions provide for a deposit situated in the territory of one Contracting Party being handed over to the other Party or to its nationals, the period of twelve months laid down in Article I, paragraph 3 of the Convention shall be reckoned as from the date when the said special Conventions come into force.

(6) It is understood that the provisions of the Convention shall apply, in the case of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, only to territories transferred to that Kingdom under the Treaties of Trianon or Saint-Germain or under Delimitation Treaties and Conventions concluded prior to the coming into force of the present Convention. On the other hand, deposits which have been transported from the said territories to the former territories of Serbia and Montenegro shall enjoy the benefits of the Convention.

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Convention signed this day concerning the abolition of restrictions regarding the export of deposits, and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, in duplicate, the twenty-second day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) FORSTER.

(L. S.) (Signed) NICKL.

(L. S.) (Signed) Dr. V. MARINKOVITCH.

N° 1980.

AUTRICHE ET ISLANDE

Traité de commerce, avec protocole
final. Signés à Vienne, le 6 avril
1928.

AUSTRIA AND ICELAND

Treaty of Commerce, with Final
Protocol. Signed at Vienna,
April 6, 1928.

N° 1980. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ISLANDE. SIGNÉ A VIENNE, LE 6 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 mars 1929.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE et DE DANEMARK, désirant favoriser et développer les relations économiques entre l'Autriche et l'Islande ont résolu de conclure un traité de commerce entre lesdits pays et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monseigneur Ignace SEIPEL, docteur en théologie, chancelier fédéral ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

Monsieur Poul Victor BIGLER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'Autriche et l'Islande s'engagent à s'accorder réciproquement, en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie et leur navigation, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article II.

Pour ce qui concerne le commerce, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement aux droits d'importation et d'exportation et à tous autres droits de nature quelconque, ainsi qu'aux autres conditions pour l'importation et l'exportation, le transit et le transport des marchandises et aux prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation, à moins que celles-ci ne soient jugées nécessaires pour assurer la sécurité de l'Etat ou la sûreté publique, ou pour protéger la santé des hommes, des animaux et des plantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 15 mars 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1980. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN AUSTRIA AND ICELAND. SIGNED AT VIENNA, APRIL 6, 1928.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Treaty took place March 27, 1929.

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN FEDERAL REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, being desirous of encouraging and developing economic relations between Austria and Iceland, have resolved to conclude a Commercial Treaty between the said countries and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Mgr. Ignaz SEIPEL, Doctor of Theology, Federal Chancellor.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

M. Poul Victor BIGLER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna,

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

Austria and Iceland undertake to grant to each other in all matters relating to their trade, industry and navigation, treatment at least as favourable as that which is or may in future be granted to the most favoured nation.

Article II.

With regard to trade, most-favoured-nation treatment shall apply in particular to import and export duties and all other duties whatsoever, as well as to the other conditions relating to the importation, exportation, transit and transport of goods, and to import and export prohibitions or restrictions, unless these are considered to be necessary for the security of the State or the public safety, or for the protection of the health of persons, animals and plants.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, March 15, 1929.

Article III.

Pour ce qui concerne la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera spécialement aux droits de nature quelconque, ainsi qu'à l'égard de l'accès des navires à charger et décharger des marchandises et de toutes les formalités relatives aux navires et à leurs équipages.

Article IV.

La nationalité des navires devra être réciproquement reconnue conformément aux documents et certificats se trouvant à bord du navire et qui à cet effet sont délivrés par les autorités compétentes de chacun des deux pays en conformité des dispositions légales en vigueur et qui autorisent le navire à battre le pavillon du pays en question.

Les certificats de jaugeage des navires d'une des deux Parties contractantes seront acceptés par les autorités de l'autre sans qu'il soit procédé à de nouvelles vérifications ou mesures, et assimilés aux certificats de l'autre Partie, notamment pour le paiement des droits et taxes, à condition que les règles et procédés de jaugeage du pays où le certificat a été délivré soient reconnus identiques ou équivalents aux règles et procédés de jaugeage servant à l'établissement des certificats dans l'autre pays.

Article V.

Les ressortissants ainsi que les sociétés de caractère économique de l'un des pays contractants jouiront à l'égard de l'accès à l'autre pays, d'y acquérir et d'y posséder des biens meubles et immeubles et d'y exercer leur commerce ou industrie, ainsi qu'à l'égard des impôts et taxes, de quelque nature qu'ils soient, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les ressortissants des Parties contractantes, ainsi que les sociétés ayant leur siège dans le territoire de l'une des Parties contractantes qui étendent l'activité commerciale ou industrielle qu'ils exercent dans l'Etat où ils ont respectivement leur domicile ou leur siège dans le territoire de l'autre Partie, n'y seront soumis à des impôts directs sur leur activité et sur le revenu qui en découle que s'ils y entretiennent un établissement. L'imposition se fera alors à mesure de l'activité exercée par cet établissement.

Article VII.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront le droit, en se soumettant aux règlements en vigueur dans les deux pays, de faire, soit personnellement, soit par les commis-voyageurs à leur service, des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez des négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique, et, même en portant des échantillons avec eux, de rechercher des commandes chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce et leur industrie utilisent des produits correspondant à ces échantillons.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par lesdits voyageurs seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai d'un an et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée par le dépôt du montant des droits de douane respectifs ou d'autre manière reconnue par l'autorité compétente.

Article III.

With regard to navigation, most-favoured-nation treatment shall apply in particular to duties of any kind whatsoever, and also to the access of vessels for the loading or unloading of goods, and to all formalities relating to vessels and their crews.

Article IV.

The nationality of vessels shall be reciprocally recognised in conformity with the documents and certificates on board the vessel which are issued for this purpose by the competent authorities of each of the two countries in accordance with the laws in force and which authorise the vessel to fly the flag of the country in question.

The tonnage measurement certificates of vessels belonging to either Contracting Party shall be accepted by the authorities of the other without any further verification or re-measurement being required and shall be assimilated to the certificates of the other Party, more especially in respect of the payment of dues and charges, on condition that the tonnage measurement rules and methods of the country issuing the certificate are recognised as being identical with or equivalent to the tonnage measurement rules and procedure observed in drawing up certificates in the other country.

Article V.

Nationals and companies of an economic character of either contracting country shall, as regards access to the other country and the right to acquire and possess movable and immovable property and to carry on their business or industry in that country, and also as regards taxes and charges of any kind whatever, enjoy treatment as favourable as that which is granted to the nationals and companies of the most favoured nation.

Article VI.

Nationals of the Contracting Parties and companies having their seat in the territory of one of the Contracting Parties, who extend to the territory of the other Party the commercial or industrial activities carried on by them in the State in which they have their domicile or their seat respectively, shall only be liable to direct taxation on their activities and on the income accruing therefrom if they maintain an establishment in that territory. The taxation then imposed shall be in proportion to the activities carried on by the establishment in question.

Article VII.

Merchants, manufacturers and other persons engaged in industry who prove, by producing an identity card, issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay therein the legally established charges and taxes, shall have the right, provided they observe the regulations in force in the two countries, to make purchases, either in person or through travellers in their employ, in the territory of the other Contracting Party from merchants or other persons or in the open markets; they may even carry with them samples and may seek orders from merchants or other persons who, in their trade or industry, use goods corresponding to the samples in question.

Articles liable to Customs duty imported as samples by the aforesaid travellers shall be admitted by both Parties free of import and export duties on condition that such articles remain unsold and are re-exported within a period of one year, and that there is no doubt as to the identity of the articles imported and re-exported.

Re-exportation of samples shall be guaranteed in both countries on importation, by depositing the amount of the respective Customs duty payable or in any other manner recognised by the competent authorities.

En ce qui concerne les formalités quelconques, ainsi que sous tout autre rapport, les négociants, fabricants et autres industriels (commis voyageurs) jouiront réciproquement du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce et les dessins ou modèles industriels, de la même protection que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. Sont assimilés aux ressortissants des Parties contractantes les ressortissants d'autres Etats qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs sur le territoire de l'une des Parties contractantes.

Article IX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Le traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant, s'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le six avril mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) SEIPEL *m. p.*

(L. S.) P. V. BIGLER *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés réunis en date d'aujourd'hui pour signer le Traité de commerce ci-contre sont convenus de ce qui suit :

1^o Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit traité ne pourront pas, de la part de l'Autriche, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

2^o Les Parties contractantes sont d'accord que les stipulations de l'article V concernant le traitement de la nation la plus favorisée au sujet des impôts et taxes ne sont pas applicables à des clauses spéciales des traités conclus entre une des Parties contractantes et un tiers pays pour équilibrer l'imposition à l'intérieur et à l'étranger, pour délimiter la souveraineté des deux pays contractants en matière de contribution, et notamment pour éviter la double imposition.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le six avril mil neuf cent vingt-huit.

SEIPEL *m. p.*

P. V. BIGLER *m. p.*

Merchants, manufacturers and other persons engaged in business (commercial travellers) shall reciprocally enjoy most-favoured-nation treatment in respect of all formalities whatsoever and in all other respects.

Article VIII.

Nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party in respect of patents of invention, trade-marks and industrial designs or models the same protection as the laws of the countries in question at present afford or may in future afford to their own nationals. The nationals of other States who are domiciled or who actually have industrial or commercial establishments in the territory of either Contracting Party shall be assimilated to nationals of the Contracting Parties.

Article IX.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

It shall come into force ten days after the exchange of ratifications.

The Treaty shall be in force for a period of one year. If not denounced three months before the expiry of this period it shall, however, be prolonged by tacit agreement for an indefinite period and may be denounced at any time.

In case of denunciation it shall remain in force for a further period of three months from the date on which either Contracting Party shall have notified the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna, on April sixth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) SEIPEL.

(L. S.) (Signed) P. V. BIGLER.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned, having met this day to sign the accompanying Commercial Treaty; have agreed as follows :

(1) In view of the relations existing between Denmark and Iceland in conformity with the terms of the Law Act of Union of November 30, 1918, it is understood that the provisions of the above-mentioned Treaty may not be used by Austria to support a claim to the special advantages which Iceland has granted or may in future grant to Denmark.

(2) The Contracting Parties agree that the provisions of Article V regarding most-favoured-nation treatment in respect of taxes and charges shall not apply to special clauses of treaties concluded between either Contracting Party and a third country for the purpose of adjusting taxation at home and abroad, of defining the sovereignty of the two contracting countries in respect of taxation and more especially of avoiding double taxation.

Done in duplicate at Vienna on April sixth, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) SEIPEL.

(Signed) P. V. BIGLER.

N° 1981.

AUTRICHE ET SUISSE

Convention relative à la reconnaissance et à l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Berne, le 15 mars 1927.

**AUSTRIA
AND SWITZERLAND**

Convention regarding the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Berne, March 15, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1981. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND ÖSTERREICH
 ÜBER DIE ANERKENNUNG UND VOLLSTRECKUNG GERICHT-
 LICHER ENTSCHEIDUNGEN. GEZEICHNET IN BERN AM 15.
 MÄRZ 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mars 1929.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place March 28, 1929.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT UND DIE REPUBLIK ÖSTERREICH haben beschlossen; zur Förderung des wechselseitigen Verkehrs gemeinsame Bestimmungen über die Anerkennung und Vollstreckung gerichtlicher Entscheidungen zu treffen. Zu diesem Zweck haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESRAT DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT :

Herrn Bundesrat Heinrich HÄBERLIN, Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Markus LEITMAIER, Ministerialrat im Bundeskanzleramt, und
 Herrn Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerialrat im Bundeskanzleramt ;

die nach gegenseitiger Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Die in einem der beiden Staaten gefällten gerichtlichen Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen werden im andern Staat anerkannt, wenn sie folgende Voraussetzungen erfüllen :

1. Dass die Grundsätze, die in dem Staate, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, über die zwischenstaatliche Zuständigkeit der Gerichte bestehen, die Gerichtsbarkeit des andern Staates nicht ausschliessen ;
2. Dass die Anerkennung der Entscheidung nicht gegen die öffentliche Ordnung des Staates verstösst, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, insbesondere dass ihr nicht nach dem Rechte dieses Staates die Einrede der entschiedenen Rechtssache entgegensteht ;
3. Dass die Entscheidung nach dem Rechte des Staates, wo sie gefällt wurde, die Rechtskraft erlangt hat ;
4. Dass im Fall eines Versäumnisurteils die den Prozess einleitende Verfügung oder Ladung der säumigen Partei oder ihrem zur Empfangnahme berechtigten

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 28 janvier 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 28, 1929.

Vertreter zu eigenen Händen rechtzeitig zugestellt wurde. Hatte die Zustellung im Gebiete des Staates zu geschehen, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, so muss sie im Rechtshilfewege bewirkt worden sein.

Die Behörden des Staates, wo die Entscheidung geltend gemacht wird, dürfen nur prüfen, ob die in Z. 1 bis 4 angeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Diese Prüfung erfolgt von Amts wegen.

Artikel 2.

Die Gerichtsbarkeit des Staates, wo die Entscheidung gefällt wurde, gilt für persönliche Ansprüche gegen einen zahlungsfähigen Schuldner insbesondere dann im Sinne des Artikel 1, Z. 1, als ausgeschlossen, wenn der Schuldner zur Zeit der Erhebung der Klage seinen Wohnsitz in dem Staat hatte, wo die Entscheidung geltend gemacht wird.

Diese Bestimmung ist jedoch nicht anzuwenden :

1. Wenn sich der Beklagte durch eine ausdrückliche Vereinbarung der Zuständigkeit des Gerichtes unterworfen hat, das in der Sache erkannt hat ;
2. Wenn sich der Beklagte vorbehaltlos auf den Rechtsstreit eingelassen hat ;
3. Wenn es sich um eine Widerklage handelt ;
4. Wenn der Schuldner am Orte seiner geschäftlichen Niederlassung oder Zweigniederlassung für Ansprüche aus dem Betriebe dieser Niederlassung belangt worden ist.

Als persönliche Ansprüche im Sinne dieses Artikels gelten nicht : familienrechtliche und erbrechtliche Ansprüche, dingliche Rechte und pfandrechtlich versicherte Forderungen.

Artikel 3.

Die in einem der beiden Staaten gefällten gerichtlichen Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen werden im andern Staate vollstreckt, wenn sie die in Artikel 1, Z. 1 bis 4, angeführten Voraussetzungen erfüllen und in dem Staate, wo sie gefällt wurden, vollstreckbar sind.

Die Behörden des Staates, wo die Vollstreckung beantragt wird, dürfen nur prüfen, ob die im Abs. 1 angeführten Voraussetzungen erfüllt sind. Diese Prüfung erfolgt von Amts wegen.

Artikel 4.

Die Partei, die die Entscheidung geltend macht oder die Vollstreckung beantragt, hat beizubringen :

1. Eine Ausfertigung oder Abschrift der Entscheidung ;
2. Eine Bescheinigung über die Rechtskraft und gegebenenfalls über die Vollstreckbarkeit der Entscheidung ; die Bescheinigung ist von der Behörde, die die Entscheidung gefällt hat, oder vom Gerichtsschreiber auszustellen ;
3. Im Fall eines Versäumnisurteils eine Abschrift der den Prozess einleitenden Verfügung oder Ladung und eine Bescheinigung über die Art und Zeit ihrer Zustellung an die nicht erschienene Partei ;
4. Wenn die Entscheidung den ihr zugrunde liegenden Sachverhalt nicht soweit erkennen lässt, dass die Prüfung im Sinne des Artikels 1 möglich ist, eine Abschrift der Klage oder andere geeignete Urkunden ;
5. Gegebenenfalls eine Übersetzung der in Z. 1 bis 4 bezeichneten Urkunden in die Amtssprache der Behörde, bei der die Entscheidung geltend gemacht oder die Vollstreckung beantragt wird. Die Übersetzung muss nach dem Recht eines der beiden Staaten als richtig bescheinigt sein.

Auf die Beglaubigung der in diesem Artikel erwähnten Urkunden sind die Bestimmungen des Staatsvertrages vom 21. August 1916 anzuwenden.

Artikel 5.

Die in einem der beiden Staaten gefällten Schiedssprüche werden im andern Staat anerkannt und vollstreckt, wenn sie den Vorschriften der vorstehenden Artikel, soweit diese Anwendung finden können, genügen.

Dies gilt auch für gerichtliche oder vor Schiedsgerichten abgeschlossene Vergleiche.

Die Bescheinigung über die Rechtskraft und über die Vollstreckbarkeit des Schiedsspruchs oder des vor einem Schiedsgericht abgeschlossenen Vergleichs wird in Österreich durch die Behörde, die zur Bewilligung der Zwangsvollstreckung in diesem Staate zuständig wäre, in der Schweiz durch die zuständige Behörde des Kantons, wo der Schiedsspruch gefällt oder der Vergleich geschlossen wurde, ausgestellt.

Artikel 6.

In einem Strafverfahren ergangene Entscheidungen über privatrechtliche Ansprüche, in einem Zivilprozesse verhängte Ordnungsstrafen, Entscheidungen über die Eröffnung des Konkurses und andere Entscheidungen im Konkurs- und Ausgleichsverfahren, sowie Entscheidungen über die Bestätigung eines Nachlassvertrages gelten nicht als gerichtliche Entscheidungen im Sinne dieses Vertrages.

Artikel 7.

Entscheidungen anderer als gerichtlicher Behörden, die zur Führung von Vormundschaften oder Pflegschaften berufen sind, sowie die vor solchen Behörden abgeschlossenen Vergleiche sind den gerichtlichen Entscheidungen und Vergleichen im Sinne dieses Vertrages gleichgestellt. Die beiden Regierungen werden einander diese Behörden mitteilen.

Die Vollstreckung von Ansprüchen auf Herausgabe Minderjähriger oder Pflegebefohlener kann aufgeschoben werden, wenn der Durchführung vorläufige Verfügungen der zuständigen Behörden des Staates, wo die Vollstreckung beantragt wird, entgegenstehen, die auf Grund der diesen Behörden obliegenden Fürsorgepflicht wegen veränderter persönlicher Verhältnisse der beteiligten Personen getroffen werden. Die Behörde, von der die zu vollstreckende Entscheidung ausgegangen ist, sowie die Partei, die die Vollstreckung beantragt hat, sind von der Aufschiebung ungesäumt in Kenntnis zu setzen.

Artikel 8.

Die Zuständigkeit und das Verfahren für die Zwangsvollstreckung bestimmen sich nach dem Rechte des Staates, wo die Vollstreckung beantragt wird, und zwar in der Schweiz, wenn sie auf Geldzahlung oder Sicherheitsleistung gerichtet ist, nach den bundesrechtlichen Vorschriften über Schuldbetreibung und Konkurs (Bundesgesetz vom 11. April 1889 samt Nachträgen), in den übrigen Fällen nach dem Prozessrechte des Kantons, wo die Vollstreckung erfolgen soll, in Österreich nach den Bestimmungen der österreichischen Exekutionsordnung (Gesetz vom 27. Mai 1896, Reichsgesetzblatt Nr. 79, samt Nachträgen).

Artikel 9.

Die Bestimmungen zwischenstaatlicher Abkommen, an denen beide Staaten beteiligt sind, werden durch diesen Vertrag nicht berührt.

Die in Artikel 18, Abs. 1 und 2, der Übereinkunft¹ über Zivilprozessrecht vom 17. Juli 1905 genannten Kostenentscheidungen, die in einem der beiden Staaten ergangen sind, werden im andern Staat auf ein von der beteiligten Partei unmittelbar zu stellendes Begehren vollstreckt.

Artikel 10.

Die Bestimmungen dieses Vertrages sind ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Parteien anzuwenden.

Artikel 11.

Das österreichische Bundeskanzleramt (Justiz) und das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement werden einander unmittelbar über Fragen, zu denen die Anwendung dieses Vertrages Anlass geben sollte, auf Ersuchen Rechtsauskunft erteilen. Die Entscheidungsfreiheit der Gerichte bleibt unberührt.

Artikel 12.

Dieser Vertrag ist auch auf gerichtliche Entscheidungen, Schiedssprüche und Vergleiche anzuwenden, die vor seinem Inkrafttreten erlassen oder geschlossen worden sind.

Artikel 13.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen in Wien ausgetauscht werden:

Der Vertrag tritt zwei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt nach Kündigung, die jederzeit zulässig ist, noch ein Jahr in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag in doppelter Ausfertigung unterzeichnet.

So geschehen in Bern am fünfzehnten März eintausendneunhundertsiebenundzwanzig.

(Gez.) HÄBERLIN.

(Gez.) LEITMAIER.

(Gez.) KRAUTMANN.

Für getreue Abschrift:
Bern, den 2. März 1929.

Der Bundeskanzler:
(L. S.) Käslin.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

¹ TRADUCTION.

N^o 1981. — CONVENTION ENTRE LA SUISSE ET L'AUTRICHE, RELATIVE A LA RECONNAISSANCE ET A L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES. SIGNÉE A BERNE, LE 15 MARS 1927.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de favoriser les relations entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention pour la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires.

Ont été désignés à cet effet comme plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Heinrich HÄBERLIN, conseiller fédéral, chef du département fédéral de justice et police ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le D^r Markus LEITMAIER, conseiller ministériel à la chancellerie fédérale ; et
M. le D^r Edmund KRAUTMANN, conseiller ministériel à la chancellerie fédérale ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'autorité des décisions judiciaires rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des Etats contractants sera reconnue dans l'autre Etat si elles remplissent les conditions suivantes :

1^o Que les règles de compétence judiciaire internationale admises par l'Etat

¹ Communiqué par le Conseil fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² TRANSLATION.

No. 1981. — CONVENTION BETWEEN AUSTRIA AND SWITZERLAND, REGARDING THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS. SIGNED AT BERNE, MARCH 15, 1927.

THE SWISS CONFEDERATION and THE AUSTRIAN REPUBLIC have decided, with a view to promoting mutual intercourse, to prescribe common rules for the recognition and enforcement of judicial decisions, and for that purpose have appointed as Plenipotentiaries the following :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

Dr. Heinrich HÄBERLIN, Federal Councillor, Head of the Federal Department of Justice and Police ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Markus LEITMAIER, Ministerial Councillor at the Federal Chancellery ; and
Dr. Edmund KRAUTMANN, Ministerial Councillor at the Federal Chancellery ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

Judicial decisions rendered in civil and commercial matters in either of the Contracting States shall be recognised as valid in the other State if they fulfil the following conditions :

(1) That the rules governing international judicial competence in force in the

¹ Communicated by the Swiss Federal Council.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans lequel la décision est invoquée n'excluent pas la juridiction de l'autre Etat ;

2° Que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public de l'Etat où cette décision est invoquée, en particulier que l'exception de chose jugée ne fasse pas obstacle à la reconnaissance d'après la loi de cet Etat ;

3° Que, d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, celle-ci soit passée en force de chose jugée ;

4° Qu'en cas de jugement par défaut, l'acte ou la citation qui introduisait l'instance ait été remis en temps utile à la partie défaillante en mains propres ou à son mandataire autorisé à le recevoir. Si la notification devait avoir lieu sur le territoire de l'Etat où la décision est invoquée, il est nécessaire qu'elle ait été faite en la voie de l'assistance judiciaire réciproque.

L'examen par les autorités de l'Etat où la décision est invoquée ne portera que sur les conditions énumérées sous chiffre 1 à 4. Ces autorités devront examiner d'office si lesdites conditions sont remplies.

Article 2.

La juridiction de l'Etat où la décision a été rendue est exclue, au sens de l'article premier, chiffre premier, notamment à l'égard des réclamations personnelles contre le débiteur solvable qui avait, lors de l'ouverture de l'action, son domicile dans l'Etat où la décision est invoquée.

Cette disposition n'est cependant pas applicable :

1° Lorsque le défendeur s'est soumis, par convention expresse, à la compétence du tribunal qui a statué sur le fond du litige ;

2° Lorsque le défendeur est entré en matière, sans réserve, sur le fond du litige ;

3° Lorsqu'il s'agit d'une demande reconventionnelle ;

4° Lorsque le débiteur a été recherché au lieu de son établissement commercial ou

State in which the decision is sought to be relied upon do not exclude the jurisdiction of the other State ;

(2) That the recognition of the decision is not contrary to the public policy of the State in which the decision is sought to be relied on, in particular, that the plea of *res judicata* may not bar recognition under the law of that State ;

(3) That the decision has acquired the force of *res judicata* under the law of the State in which it was rendered ;

(4) That in the case of judgment by default, the act or writ whereby the proceedings were instituted was served at the proper time and in person upon the defaulting party or upon his agent authorised to receive it. If the document must be served in the territory of the State in which the decision is sought to be relied upon, it must be so served in accordance with the procedure for reciprocal judicial assistance.

The authorities of the State in which the judicial decision is sought to be relied on shall ascertain only whether the conditions laid down in Nos (1)-(4) are fulfilled, and shall do so on their own initiative.

Article 2.

The State in which the decision was rendered shall not have jurisdiction, more particularly within the meaning of Article 1. No. (1), in respect of private claims against a solvent debtor who, at the time when the proceedings were instituted, was domiciled in the State in which the decision is sought to be relied on.

This provision shall not apply, however :

(1) If the defendant has by express agreement acknowledged the competence of the court which gave the decision in the case ;

(2) If the defendant has unreservedly accepted jurisdiction in regard to the case ;

(3) If a counterclaim is brought ;

(4) If legal proceedings have been brought against the debtor at the place

industriel ou de sa succursale pour des réclamations dont la cause remonte à l'exploitation de cet établissement.

Ne seront pas considérées comme réclamations personnelles au sens du présent article les actions fondées sur le droit de la famille et le droit des successions, les droits réels et les créances garanties par gage.

Article 3.

Les décisions judiciaires en matière civile ou commerciale rendues dans l'un des Etats contractants seront exécutées dans l'autre Etat si elles remplissent les conditions indiquées à l'article premier, chiffres 1 à 4, et si elles sont exécutoires dans l'Etat où elles ont été rendues.

L'examen par les autorités où l'exécution est requise ne portera que sur les exigences indiquées au premier alinéa. Ces autorités devront examiner d'office s'il est satisfait auxdites exigences.

Article 4.

La partie qui invoque la décision ou qui en requiert l'exécution devra produire :

1^o Une expédition ou copie de la décision ;

2^o Une attestation que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est devenue exécutoire. Cette déclaration sera délivrée par l'autorité qui a rendu la décision ou par le greffier du tribunal ;

3^o En cas de jugement par défaut, une copie de l'acte ou de la citation qui introduisait l'instance, ainsi qu'une attestation indiquant le mode et la date de notification à la partie défaillante ;

4^o Une copie de l'exposé de demande ou toutes autres pièces appropriées, lorsque l'état des faits à la base de la décision ne ressort pas de celle-ci assez clairement pour permettre l'examen prévu à l'article premier ;

5^o Le cas échéant, une traduction des pièces indiquées sous chiffres 1 à 4 rédigée dans la langue officielle de l'autorité auprès de laquelle la décision est invoquée ou son exécution requise. Cette traduction

where his business or a branch thereof is situated in respect of claims connected with the conduct of such business.

The following shall not be deemed to be private claims within the meaning of the present Article : claims based on family law or on the law of succession, rights in respect of real estate and secured debts.

Article 3.

Judicial decisions in civil or commercial matters rendered in either of the Contracting States shall be enforced in the other State if they fulfil the conditions laid down in Article 1, Nos. (1)-(4) and are enforceable in the State in which they were rendered.

The authorities of the State in which enforcement is sought may ascertain only whether the conditions laid down in the preceding paragraph are fulfilled, and shall do so on their own initiative.

Article 4.

The party relying upon the decision or seeking enforcement thereof shall produce :

(1) A duplicate or copy of the decision ;

(2) A document certifying that the decision has become *res judicata*, and, where necessary, that it is enforceable. This document must have been issued by the authority which rendered the decision or by the clerk of the Court ;

(3) In the case of judgment by default, a copy of the act or writ whereby the proceedings were instituted, and a document certifying the method and the date of service upon the defaulting party ;

(4) A copy of the plaint, or other suitable documents, if the facts on which the decision is based are not made sufficiently clear in the decision itself to enable the existence of the conditions referred to in Article 1 to be ascertained ;

(5) Where necessary, a translation of the documents mentioned in Nos. (1)-(4) in the official language of the authority before which the decision is sought to be relied on or through which its enforcement is

sera certifiée conforme d'après la législation de l'un ou de l'autre État.

Les dispositions du traité du 21 août 1916 s'appliqueront à la légalisation des pièces mentionnées dans le présent article.

Article 5.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des États contractants seront reconnues et exécutées dans l'autre État si elles satisfont aux prescriptions des articles précédents, en tant que celles-ci sont applicables.

Il en sera de même pour les transactions judiciaires ou pour les transactions conclues devant des arbitres.

L'attestation que la sentence arbitrale ou la transaction conclue devant des arbitres est passée en force de chose jugée et qu'elle est devenue exécutoire est délivrée en Autriche par l'autorité qui serait compétente dans cet État pour autoriser l'exécution forcée, en Suisse par l'autorité compétente du canton où la sentence arbitrale a été rendue ou la transaction conclue.

Article 6.

Les décisions rendues sur des conclusions de droit civil dans un procès pénal, les amendes d'ordre infligées dans un procès civil, les prononcés de faillite et les autres sentences rendues dans le domaine de la faillite, ainsi que les décisions en matière de concordat, ne seront pas considérés comme des décisions judiciaires au sens de la présente convention.

Article 7.

Les décisions d'autorités non judiciaires chargées d'exercer la tutelle ou la curatelle, ainsi que les transactions conclues devant ces autorités sont assimilées aux décisions et transactions judiciaires au sens de la présente convention. Les deux gouvernements se feront connaître réciproquement ces autorités.

L'exécution de décisions ordonnant la remise d'un mineur ou d'une personne mise sous tutelle pourra être ajournée lorsque les autorités

sought. The translation shall be duly authenticated in accordance with the laws of either of the States.

The provisions of the Treaty of August 21, 1916, shall apply to the authentication of the documents mentioned in the present Article.

Article 5.

Arbitral awards rendered in either of the Contracting States shall be recognised and enforced in the other State, if they satisfy the conditions laid down in the preceding Articles, in so far as the latter are applicable.

The same provision shall apply in the case of compromises reached before the judicial authorities or before arbitrators.

Documents certifying that the arbitral award or compromise rendered or reached by arbitration has become *res judicata* and is enforceable shall be issued in Austria by the authority which would be competent in that State to authorise compulsory enforcement, and in Switzerland by the competent authority of the canton in which the arbitral award was given or the compromise reached.

Article 6.

Decisions rendered in respect of claims at private law in penal proceedings, penalties (*Ordnungsstrafen*) imposed in civil proceedings for infringements of by-laws, orders in bankruptcy and other decisions rendered in bankruptcy proceedings and in respect of compositions in bankruptcy, and decisions approving schemes of arrangement, shall not be deemed to be judicial decisions within the meaning of the present Convention.

Article 7.

The decisions of non-judicial authorities having powers of guardianship or curatorship, and agreements reached before such authorities, shall be assimilated to judicial decisions and compromises within the meaning of the present Convention. The two Governments shall inform each other of the names of such authorities.

The enforcement of claims for cession of the custody of minors or wards may be deferred if the competent authorities of the State in which

compétentes de l'Etat où cette exécution est requise auront pris, pour venir en aide conformément à leurs obligations, des mesures provisionnelles qui feront obstacle à la remise en raison d'un changement survenu dans la situation personnelle des personnes intéressées. L'ajournement sera porté sans retard à la connaissance tant de l'autorité dont émane la décision à exécuter que de la partie qui a requis l'exécution.

Article 8.

La compétence et la procédure en matière d'exécution forcée sont réglées par la législation de l'Etat où l'exécution est requise, soit en Suisse, si l'exécution a pour objet une somme d'argent ou des sûretés à fournir, par les dispositions de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (loi fédérale du 11 avril 1889 et suppléments), dans les autres cas par les dispositions de procédure du canton où l'exécution doit avoir lieu, en Autriche par les prescriptions du code autrichien d'exécution (loi du 27 mai 1896, *Reichsgesetzblatt* n° 79, et suppléments).

Article 9.

La présente convention ne touche pas aux dispositions des arrangements internationaux auxquels participent les deux Etats contractants.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, 1^{er} et 2^{me} alinéas, de la Convention du 17 juillet 1905 sur la procédure civile et rendues dans l'un des deux Etats, seront exécutées sur le territoire de l'autre Etat à la requête directe de la partie intéressée.

Article 10.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront quelle que soit la nationalité des parties.

Article 11.

La chancellerie d'Etat d'Autriche et le département fédéral de justice et police se communiqueront directement, sur requête des renseignements juridiques concernant les questions

enforcement is sought have, in fulfilment of their obligations in the matter, taken provisional steps to bar such cession on the ground of changes in the private circumstances of the persons concerned. Such deferment shall be notified without delay to the authority ordering and the party seeking enforcement.

Article 8.

Competence and procedure in matters of compulsory enforcement shall be governed by the laws of the State in which enforcement is sought : that is to say, in Switzerland, if the object of the enforcement is the payment of money or the provision of security, by the Federal laws regarding prosecution for debt and bankruptcy (Federal Law of April 11, 1889, and supplements thereto), and in other cases by the legal procedure of the canton in which enforcement would take place, and in Austria by the Austrian executive regulations (Law of May 27, 1896, *Imperial Law Gazette* No. 79 and supplements thereto).

Article 9.

The present Convention shall not affect the terms of any international agreements to which both Contracting states are parties.

Decisions relating to costs, referred to in Article 18, paragraphs 1 and 2, of the Convention of July 17, 1905, on Civil Procedure, and rendered in either State, shall be enforced in the territory of the other State at the direct request of the party concerned.

Article 10.

The provisions of the present Convention shall apply irrespective of the nationality of the parties.

Article 11.

The Austrian Federal Chancellery (Justice) and the Federal Department of Justice and Police shall, on request, communicate to each other direct any legal information on questions

que soulèverait l'application de la présente convention. La liberté de décision des tribunaux demeure intacte.

arising out of the application of the present Convention, without prejudice, however, to the freedom of decision of the courts.

Article 12.

La présente convention s'appliquera aussi aux décisions judiciaires, sentences arbitrales et transactions intervenues avant son entrée en vigueur.

Article 12.

The present Convention shall also apply to judicial decisions, arbitral awards and compromises and compositions reached or concluded prior to its entry into force.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne.

Cette convention entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications et produira ses effets encore un an après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, en deux exemplaires.

Fait à Berne le quinze mars mil neuf cent vingt-sept.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna.

The present Convention shall come into force two months after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force for one year after denunciation, which may take place at any time.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate.

Done at Berne, the fifteenth day of March, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(*Signé*) HÄBERLIN. (*Signed*)
 (*Signé*) LEITMAIER. (*Signed*)
 (*Signé*) KRAUTMANN. (*Signed*)

Pour copie conforme :

Berne, le 2 mars 1929,

Le chancelier de la Confédération :

Käslin.

N° 1982.

**HONGRIE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention concernant le règlement
des questions relatives aux caisses
de mineurs et interdits et de cer-
taines questions de tutelle et de
curatelle, avec protocole final.
Signés à Belgrade, le 22 février
1928.

**HUNGARY AND
KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES**

Convention regarding the Settlement
of Questions relating to Funds of
Minors and Persons under Dis-
ability, and certain Questions
relating to Guardianship and
Curatorship, with Final Protocol.
Signed at Belgrade, February 22,
1928.

N^o 1982. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES QUESTIONS RELATIVES AUX CAISSES DE MINEURS ET INTERDITS ET DE CERTAINES QUESTIONS DE TUTELLE ET DE CURATELLE. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mars 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant arriver à un accord au sujet des questions relatives aux caisses de mineurs et interdits et de certaines questions de tutelle et de curatelle, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

- M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ; et
- M. Alfred DE NICKL, conseiller de légation, directeur de la section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

- M. le Docteur Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DÉLIVRANCE DES DÉPÔTS DES MINEURS ET INTERDITS.

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à délivrer les valeurs prises en dépôt en gestion individuelle par leurs autorités tutélaires ou autres et appartenant à des personnes mineures ou interdites, à des personnes devenues majeures ou dont l'interdiction a été levée, en tant que ces personnes sont ressortissantes de l'autre Partie.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 20 février 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1982. — CONVENTION² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS RELATING TO FUNDS OF MINORS AND PERSONS UNDER DISABILITY, AND CERTAIN QUESTIONS RELATING TO GUARDIANSHIP AND CURATORSHIP. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22, 1928.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 28, 1929.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of reaching an agreement on questions relating to funds of minors and persons under a disability, and certain questions relating to guardianship and curatorship, have resolved to conclude a Convention with this object, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade ;
and

M. Alfred DE NICKL, Counsellor of Legation, Director of the Economic Section at the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Voïslav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

PROVISIONS RELATING TO THE DELIVERY OF DEPOSITS OF MINORS AND PERSONS UNDER A DISABILITY.

Article I.

The Contracting Parties undertake to deliver securities received on deposit for separate administration by their tutelar or other authorities and belonging to nationals of the other Party who are minors or persons under a disability or to persons who have attained their majority or whose disability has been removed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, February 20, 1928.

Article 2.

La délivrance des dépôts prévue à l'article premier se fera selon les règles suivantes :

a) En ce qui concerne les dépôts administrés par les autorités tutélaires dont le territoire a été divisé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, la délivrance aura lieu entre les mains du représentant désigné, conformément à l'article 23, par la Partie contractante dont la personne intéressée est ressortissante.

b) Les dépôts administrés par les autres autorités tutélaires ou par d'autres autorités seront délivrés à l'autorité tutélaire compétente. Les dépôts appartenant à des personnes devenues majeures ou dont l'interdiction a été levée, pourront être délivrés directement aux personnes intéressées, si ces personnes en font la demande et si le dépôt est administré au lieu où la personne intéressée est domiciliée.

Article 3.

Les dépôts administrés par les caisses de mineurs et interdits, constitués avant la signature de la présente convention ne seront soumis ni à l'impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque.

Article 4.

Les dispositions du présent chapitre seront appliquées aux dépôts qui faisaient l'objet de l'administration tutélaire à la date du 26 juillet 1921, ainsi qu'à ceux qui ont été ou seront pris en gestion après cette date.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES CRÉANCES DE MINEURS ET INTERDITS
SUR LES CAISSES DE TUTELLE.*Article 5.*

Les créances postérieures au 15 janvier 1919 que les mineurs et interdits, les personnes devenues majeures ou dont l'interdiction a été levée possèdent sur les caisses de tutelle — sans tenir compte du fait que la circonscription de ces caisses a été divisée ou non par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon — seront réglées conformément au droit interne de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve le siège de l'autorité tutélaire respective et dans les mêmes conditions que pourra être réclamé le règlement des dites créances par les ressortissants de cette Partie. Ces créances seront à la charge de la caisse sur laquelle elles ont été acquises.

Article 6.

Les créances antérieures au 15 janvier 1919 que les mineurs et interdits, les personnes devenues majeures ou dont l'interdiction a été levée, possèdent sur les caisses de tutelle — sans tenir compte du fait que la circonscription de ces caisses a été divisée ou non par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon — seront prises en charge et réglées par celles des deux Parties contractantes dont est ressortissant le mineur ou l'interdit, la personne devenue majeure ou dont l'interdiction a été levée.

Article 2.

The delivery of deposits as provided in Article 1 shall be effected in accordance with the following rules :

(a) For deposits administered by tutelar authorities whose area of jurisdiction has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, delivery shall be made to the representative appointed, in accordance with Article 23, by the Contracting State of which the person concerned is a national.

(b) Deposits administered by other tutelar authorities or by other authorities shall be delivered to the competent tutelar authority. Deposits belonging to persons who have attained their majority, or whose disability has been removed may be delivered direct to the persons concerned, if they apply for delivery and if the deposit in question is being administered in the place in which they are domiciled.

Article 3.

Deposits administered by funds of minors and persons under a disability, if constituted before the signature of the present Convention, shall not be subject to property tax or to any other charge of any description.

Article 4.

The provisions of the present Chapter shall be applied to deposits under tutelar administration on July 26, 1921, and likewise to those which have been, or may be, received for administration after that date.

CHAPTER II.

PROVISIONS RELATING TO THE SETTLEMENT OF DEBTS DUE BY TUTELAR FUNDS TO MINORS
AND PERSONS UNDER A DISABILITY.*Article 5.*

Debts subsequent to January 15, 1919, due by tutelar funds to minors or persons under a disability, or to persons who have attained their majority or whose disability has been removed — irrespective of whether the area proper to such funds has or has not been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon — shall be settled in conformity with the municipal law of the Contracting Party in whose territory the central office of the tutelar authority in question is situated, and subject to the conditions applicable to the settlement of like claims submitted by nationals of that Party. Such debts shall be met by the fund by which they are due.

Article 6.

Debts prior to January 15, 1919, due by tutelar funds to minors or persons under a disability, or to persons who have attained their majority, or whose disability has been removed — irrespective of whether the area proper to such funds has or has not been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon — shall be taken over and settled by the Contracting State of which the person in question is a national.

En ce qui concerne les créances qui devront, en vertu de l'alinéa précédent, être prises en charge et réglées par l'une des Parties contractantes, l'autre Partie et ses autorités tutélaires seront libérées de toute obligation de quelque nature que ce soit.

Pour constater les créances dont les Parties contractantes devront assumer le règlement conformément aux alinéas premier et 2 du présent article, les créances des mineurs et interdits, des personnes devenues majeures ou dont l'interdiction a été levée seront prises en compte dans la monnaie et au montant que ces créances figuraient, à la date du 31 décembre 1918 dans le grand-livre de la caisse respective.

Sur les créances prises en compte, ensuite des dispositions précédentes, les intérêts dus aux personnes intéressées seront de 4 % par an, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1919 et la date à laquelle sera terminée l'exécution de la présente convention.

Article 7.

En couverture des créances et des intérêts courus à assumer et à régler, conformément à l'article 6 par le Gouvernement serbe-croate-slovène, le Gouvernement hongrois mettra à la disposition dudit Gouvernement serbe-croate-slovène les valeurs ci-dessous énumérées, ainsi que les intérêts de ces valeurs, savoir :

1^o Les créances antérieures au 15 janvier 1919 des ressortissants hongrois sur les caisses divisées du département Bács-Bodrog et de la ville de Subotitza, ces créances devant être calculées au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes.

2^o Les créances suivantes des caisses divisées des départements Vas, Zala, Baranya et Csongrád :

a) Les créances hypothécaires recouvrables sur les ressortissants serbes-croates slovènes.

b) Les créances provenant de dépôts d'épargne et en compte courant recouvrables sur des institutions financières ayant leur siège dans les territoires transférés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

3^o 15 % du montant en capital que représentaient, à la date du 31 décembre 1918, les créances provenant de dépôts et recouvrables sur des institutions financières ayant leur siège en territoire de Hongrie y compris les intérêts à 4 % par an, dus sur ledit pourcentage de capital.

L'institution financière débitrice devra rembourser lesdits 15 % du dépôt et les intérêts de ces 15 %, au représentant du Gouvernement hongrois désigné conformément à l'article 23, ledit remboursement devant se faire au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes, ainsi qu'il est prévu aux dispositions de la convention concernant le règlement des dettes et créances.

4^o Des lettres hypothécaires d'une valeur nominale de 1,100.000.— couronnes anciennes, y compris les coupons existants et non remboursés, ces lettres hypothécaires devant être prélevées proportionnellement sur les diverses émissions appartenant aux caisses énumérées au 2^o du présent article. Pour l'application de la section II de la convention concernant le règlement des dettes et créances, lesdites lettres hypothécaires seront assimilées à celles formant propriété serbe-croate-slovène à la date du 15 janvier 1919 et sans interruption depuis cette date.

Dans le cas où les valeurs ci-dessus énumérées et leurs intérêts, valeurs et intérêts qui seront calculés en couronnes anciennes — les lettres hypothécaires conformément aux dispositions de la convention concernant le règlement des dettes et créances — dépassent les créances et les intérêts calculés également en couronnes anciennes (article 6) et dont le règlement est à la charge du Gouvernement serbe-croate-slovène, ce gouvernement restituera l'excédent au Gouvernement hongrois en prenant pour base le taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes.

In the case of debts to be taken over and settled by one of the Contracting Parties in virtue of the foregoing paragraph, the other Party and its tutelar authorities shall be released from all liability of any kind whatsoever.

For the purpose of ascertaining the debts to be settled by the Contracting Parties under paragraphs 1 and 2 of the present Article, debts due to minors or persons under a disability or to persons who have attained their majority or whose disability has been removed, shall be assessed in the currency and at the relevant amount entered on December 31, 1918, in the ledger of the fund concerned.

Claims allowed under the foregoing provisions shall bear interest at 4 % per annum, payable to the persons concerned, for the period from January 1, 1919, to the date on which the execution of the present Convention shall be completed.

Article 7.

As cover for the debts and interest due and payable, under Article 6, by the Serb-Croat-Slovene Government, the Hungarian Government shall place at the latter's disposal the securities enumerated hereunder, together with the interest on such securities :

(1) Debts prior to January 15, 1919, due to Hungarian nationals by the divided funds of the country of Bács-Bodrog and the town of Subotitza, assessed at the rate of one dinar to four former crowns.

(2) The following debts due to the divided funds of the countries of Vas, Zala, Baranya and Csongrád :

(a) Mortgage debts recoverable from Serb-Croat-Slovene nationals ;

(b) Debts arising out of savings deposits and current account deposits recoverable from financial institutions whose central offices are situated in the territories transferred to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(3) 15 % of the capital sum represented on December 31, 1918, by debts arising out of deposits and recoverable from financial institutions whose central offices are situated in Hungarian territory, including the interest at the rate of 4 % per annum due on that percentage of capital.

The debtor financial institution shall refund the aforesaid 15 % of the deposit and the interest on that 15 % to the representative of the Hungarian Government appointed in conformity with Article 23, reimbursement being effected at the rate of one dinar to four former crowns, as laid down in the provisions of the Convention concerning the settlement of debts and claims.

4. Mortgage bonds to the nominal value of 1,100,000 former crowns, including the existing unpaid coupons, such mortgage bonds to be deducted proportionately from the various issues belonging to the funds mentioned in paragraph 2 of the present Article. For the purposes of the application of Section II of the Convention concerning the settlement of debts and claims, the said mortgage bonds shall be assimilated to those which have been Serb-Croat-Slovene property uninterruptedly since January 15, 1919, inclusive.

Should the above-mentioned securities and the interest thereon, both assessed in former crowns — the mortgage bonds in conformity with the provisions of the Convention concerning the settlement of debts and claims — exceed the debts and interest also assessed in former crowns (Article 6), for the settlement of which the Serb-Croat-Slovene Government is responsible, the latter shall refund the excess amount to the Hungarian Government at the rate of one dinar to four former crowns.

Article 8.

En couverture des créances et des intérêts courus à assumer et à régler par le Gouvernement hongrois, le Gouvernement serbe-croate-slovène mettra à la disposition dudit Gouvernement hongrois les valeurs ci-après énumérées ainsi que les intérêts de ces valeurs, savoir :

1^o Les créances suivantes des caisses divisées du département Bács-Bodrog et de la ville de Subotitza :

- a) Les créances hypothécaires recouvrables sur les ressortissants hongrois ;
- b) Les créances provenant de dépôts d'épargne et en compte courant recouvrables sur des institutions financières ayant leur siège sur le territoire de la Hongrie.

2^o Les titres de la dette publique hongroise émis pendant la guerre, y compris les coupons, appartenant aux caisses énumérées au 1^o de cet article ;

3^o Les créances antérieures au 15 janvier 1919 que possèdent les ressortissants hongrois sur les caisses dont tout le territoire a été transféré à l'Etat serbe-croate-slovène, en tant que lesdits ressortissants hongrois ont leur domicile, d'après les actes de l'autorité tutélaire, sur le territoire de Hongrie. Ces créances seront prises en compte au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes.

Article 9.

Le débiteur devra rembourser, — conformément aux dispositions de la convention concernant le règlement des dettes et créances, — au taux de un dinar pour quatre couronnes anciennes : les 15 % des créances énumérées aux paragraphes a) et b) du 1^o de l'article 8, ainsi que les 15 % des créances hypothécaires dues par des ressortissants hongrois aux caisses divisées des départements Vas, Zala, Baranya et Csongrád.

Il est entendu que la somme à rembourser ne pourra dépasser les 15 % du montant en capital, — majoré d'intérêt à 4 % par an — que représentait la créance à la date du 31 décembre 1918.

Le paiement devra être fait : par les débiteurs des caisses de Vas, Zala, Baranya et Csongrád entre les mains des caisses hongroises desdits départements et par les débiteurs des caisses du département Bács-Bodrog et de la ville de Subotitza entre les mains de la caisse hongroise du département Bács-Bodrog.

Article 10.

A la suite de l'exécution des dispositions de la présente convention seront considérées comme définitivement réglées les dettes et créances subsistant entre les ressortissants de l'une des Parties contractantes et les caisses placées sous l'autorité de l'autre Etat.

Les Parties contractantes et les personnes soumises à leur autorité tutélaire ne pourront formuler contre les caisses divisées (département Vas, Zala, Baranya, Csongrád, département Bács-Bodrog et ville de Subotitza) aucune réclamation portant sur des créances (et autres éléments d'actif) qui ne rentreraient pas dans les catégories des créances et des titres énumérés aux articles 7 et 8.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA TUTELLE ET A LA CURATELLE.

Article 11.

Aucune personne soit mineure, soit majeure, sauf l'exception prévue dans l'article 16, ne pourra être mise en tutelle ou frappée d'interdiction que par l'autorité tutélaire de la Partie contractante dont la personne mineure ou majeure est ressortissante. La tutelle ou l'interdiction devra être organisée conformément aux lois de cette Partie.

Article 8.

As cover for the debts and interest to be taken over for settlement by the Hungarian Government, the Serb-Croat-Slovene Government shall place at the latter's disposal the following securities together with the interest thereon :

(1) The following debts due to the divided funds of the country of Bács-Bodrog and the town of Subotitza :

(a) Mortgage debts recoverable from Hungarian nationals :

(b) Debts arising out of savings deposits and current account deposits and recoverable from financial institutions whose central offices are situated in Hungarian territory.

(2) Hungarian public debt bonds issued during the war, including the coupons, belonging to the funds mentioned in paragraph 1 of this Article.

(3) Debts prior to January 15, 1919, due to Hungarian nationals by funds whose whole area has been transferred to the Serb-Croat-Slovene State, if the said Hungarian nationals are domiciled, according to the records of the tutelar authority, in Hungarian territory. Such debts shall be assessed at the rate of one dinar to four former crowns.

Article 9.

The debtor shall refund — in conformity with the provisions of the Convention concerning the settlement of debts and claims — at the rate of one dinar to four former crowns : 15 % of the debts mentioned in sub-paragraphs (a) and (b) of paragraph 1 of Article 8, and 15 % of the mortgage debts due by Hungarian nationals to the divided funds of the countries of Vas, Zala, Baranya and Csongrád.

It is understood that the amount to be refunded shall not exceed 15 % of the capital sum — plus interest at 4 % per annum — represented by the debt on December 31, 1918.

Payment shall be effected : by debtors of the funds of Vas, Zala, Baranya and Csongrád to the Hungarian funds in the said countries, and by debtors of the funds of the country of Bács-Bodrog and the town of Subotitza to the Hungarian fund of the country of Bács-Bodrog.

Article 10.

The execution of the provisions of the present Convention shall be deemed to constitute a final settlement of the debts and claims outstanding between nationals of one of the Contracting Parties and the funds placed under the authority of the other State.

Neither the Contracting Parties nor the persons subject to their tutelar authority may make against the divided funds (countries of Vas, Zala, Baranya, Csongrád, country of Bács-Bodrog and town of Subotitza) any demand in respect of claims (or other assets) which do not come within the categories of debts and securities mentioned in Articles 7 and 8.

CHAPTER III.

PROVISIONS RELATING TO GUARDIANSHIP AND CURATORSHIP.

Article 11.

No person, whether a minor or a person of full age, — subject to the exception named in Article 16 — shall be placed under guardianship or laid under a disability except by the tutelar authority of the Contracting Party of which such person is a national. The guardianship or curatorship shall be established in conformity with the laws of that Party.

Article 12.

La tutelle (l'interdiction) commencera et prendra fin, en tout cas, au moment et pour les raisons déterminées par le droit de l'Etat dont le mineur ou le majeur respectivement est ressortissant.

Article 13.

La gestion de tutelle et de curatelle s'étendra — sauf le cas prévu dans l'article 16 — sur tous les biens meubles et immeubles des mineurs ou majeurs respectivement, qui sont situés sur les territoires de chacune des Parties contractantes. Seront exceptés de cette règle les immeubles qui, d'après la législation des territoires dans lesquels ils sont situés, tombent dans un régime spécial de propriétés, et pour lesquels un curateur spécial de biens était institué par l'autorité tutélaire compétente d'après le site de l'immeuble.

Article 14.

Dans le cas où la nécessité se présenterait de mettre en curatelle ou d'interdire une personnel mineure ou majeure, ressortissante de l'autre Partie, la Partie sur le territoire de laquelle la personne réside, en informera, — dès qu'elle en aura connaissance — le représentant diplomatique de l'autre Partie. En même temps elle lui communiquera les demandes éventuelles qui — en vue d'organiser la tutelle ou l'interdiction — étaient présentées aux autorités compétentes, ainsi que les mesures provisoires déjà prises.

Article 15.

Les autorités de la Partie contractante, sur le territoire de laquelle réside la personne mineure ou majeure, ressortissante de l'autre Partie, pourront en attendant l'organisation de la tutelle ou de l'interdiction par l'autorité compétente de l'autre Partie, ainsi que dans tout cas d'urgence, prendre les mesures qui dans l'intérêt de ladite personne seraient nécessaires.

Article 16.

Dans le cas où un mineur ou majeur aurait son domicile permanent sur le territoire de l'autre Partie, les autorités tutélaires compétentes pourront, sur demande, déferer la compétence ou bien la gestion de certaines affaires de tutelle ou d'interdiction, y compris l'administration des biens ou d'une partie des biens, à l'autorité tutélaire de l'autre Partie dans la circonscription de laquelle le mineur ou majeur a son domicile permanent où ses meubles ou immeubles sont situés.

Dans ces cas ces autorités appliqueront les dispositions de leur droit national, sans avoir toutefois le droit de statuer sur des questions de l'état civil.

Les décisions des autorités tutélaires, agissant en compétence déferée, passées en force de chose jugée seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie sans aucune formalité.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 17.

Les Parties contractantes s'engagent à délivrer réciproquement toutes les valeurs qui sont gardées par leurs autorités et appartiennent à des caisses de mineurs et interdits, dont la circonscription entière est située sur le territoire de l'autre Partie.

Article 12.

The guardianship (disability) shall begin and terminate in every case at the moment and for the reasons determined by the law of the State of which the minor or person of full age is a national.

Article 13.

The guardianship and curatorship shall extend — except in the case mentioned in Article 16 — to all the movable and immovable property of the minors or persons of full age which is situated in the territory of either of the Contracting Parties. This rule shall not apply to immovable property which, under the law of the territory wherein it is situated, comes under special property regulations, and for which a special curator of estate has been appointed by the tutelar authority competent according to the site of the property.

Article 14.

Should it become necessary to place under curatorship or to lay under a disability a minor or a person of full age who is a national of the other Party, the Party in whose territory such person resides shall — as soon as it has cognisance of the fact — inform the diplomatic representative of the other Party. It shall at the same time notify the latter of any applications submitted to the competent authorities with a view to the institution of the guardianship or the imposition of the disability, and likewise of any provisional measures already taken.

Article 15.

The authorities of the Contracting Party in whose territory the minor or person of full age, being a national of the other Party, resides, may, pending the institution of the curatorship or the imposition of the disability by the competent authority of the other Party, and likewise in urgent cases, take whatever measures are necessary in the interest of the said person.

Article 16.

Where a minor or a person of full age has his permanent domicile in the territory of the other Party, the competent tutelar authorities may, on request, transfer the jurisdiction in or the administration of certain matters relating to curatorship or disability, including the administration of the property or part thereof, to the tutelar authority of the other Party in whose area of jurisdiction the minor or person of full age has his permanent domicile or in which his movable or immovable property is situated.

In such cases the said authorities shall apply the provisions of their municipal law, but shall not have the right to pronounce on questions of civil status.

Decisions given by the tutelar authorities in virtue of transferred jurisdiction, which have acquired the force of *res judicata*, shall be recognised in the territory of the other Party without any formality.

CHAPTER IV.

VARIOUS PROVISIONS.

Article 17.

The Contracting Parties undertake to deliver to one another, on terms of reciprocity, all securities in the custody of their authorities and belonging to funds of minors and persons under a disability when the whole of the area proper to such funds is situated in the territory of the other Party.

Article 18.

Les Parties contractantes reconnaîtront valables en droit les mesures — y compris la délivrance de l'argent comptant et d'autres valeurs — effectuées par les autorités tutélaires de l'une des Parties contractantes à l'égard des affaires de personnes soumises à l'autorité tutélaire de l'autre Partie avant la mise en vigueur de la présente convention en vertu des règles légales qui étaient en vigueur au moment où elles ont été prises.

Article 19.

En ce qui concerne les titres de la dette publique émis avant la guerre et pendant la guerre et à délivrer aux termes de la présente convention, les dispositions de l'article V de la convention concernant la libération des dépôts seront appliquées de manière appropriée, sans prendre en considération si les autres conditions posées dans cette convention à la libération et délivrance subsistent ou non.

Article 20.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas à des caisses tutélaires dont la circonscription a été attribuée, en vertu du Traité de Trianon, à trois Etats. Toutefois la caisse tutélaire du comitat Vas fera exception. Toutes les questions en rapport avec ces caisses seront réglées par une convention spéciale à conclure entre les Etats intéressés.

Les Parties contractantes prendront l'initiative en commun pour que les négociations soient entamées le plus tôt possible.

Jusqu'à la conclusion de la convention prévue à l'alinéa précédent, les Parties contractantes accorderont aux créances en argent comptant et autres valeurs des mineurs et interdits, ressortissants de l'autre Partie contractante sur de telles caisses le même traitement qu'aux créances et valeurs des propres ressortissants.

Article 21.

Les Parties contractantes s'engagent à délivrer réciproquement les actes en matière tutélaire se trouvant sur leur territoire et nécessaires pour administrer les affaires des mineurs et interdits rentrant dans la compétence des autorités de tutelle de l'autre Partie, — en tant que cette obligation ne découle pas de la convention concernant la délivrance des actes administratifs.

Dans le cas où la délivrance des actes visés à l'alinéa précédent porterait préjudice aux intérêts de la Partie qui détient lesdits actes, elle donnera, conformément à l'alinéa 2 de l'article 77 du Traité de Trianon, sans frais, communication des inscriptions qu'ils contiennent.

Les livres et registres des caisses de mineurs et interdits pourront, en général, être retenus par celle des Parties contractantes qui les détient au moment de la signature de la présente convention.

Néanmoins les Parties contractantes se délivreront réciproquement, sans frais et dans un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention, des extraits déclarés conformes des comptes que renferme le grand-livre et qui se rapportent aux biens des personnes rentrant dans la compétence de l'autorité tutélaire de l'autre Partie.

Les autorités tutélaires échangeront les demandes concernant la délivrance des actes et des extraits de compte des grands-livres, visés par le présent article et les réponses en rapport par l'intermédiaire des Ministères de l'Intérieur des deux Etats.

Article 22.

En vue de l'application des dispositions contenues dans les chapitres premier et II de la présente convention, la nationalité (état de ressortissance) des mineurs et interdits, des personnes devenues majeures et dont l'interdiction a été levée, ainsi que des débiteurs des caisses de tutelle sera présumé selon la dernière inscription du domicile porté dans le grand-livre de la caisse tutélaire compétente ou dans les actes de l'autorité tutélaire.

Article 18.

The Contracting Parties shall recognise as valid in law all acts — including the delivery of cash and other valuables — performed by the tutelar authorities of one of the Contracting Parties in connection with the affairs of persons subject to the tutelar authority of the other Party before the entry into force of the present Convention in virtue of the laws in force at the time when they were performed.

Article 19.

As regards public debt bonds issued before and during the War, and to be handed over under the terms of the present Convention, the provisions of Article V of the Convention concerning the release of deposits shall be duly applied irrespective of whether the other conditions for release and delivery laid down in that Convention still obtain.

Article 20.

The provisions of the present Convention shall not apply to tutelar funds whose proper area has been allocated in consequence of the Treaty of Trianon to three States. The tutelar fund of the County of Vas shall, however, be made an exception to this rule. All questions connected with such funds shall be governed by a special Convention to be concluded between the States concerned.

The Contracting Parties shall take joint steps to ensure that negotiations shall be begun as soon as possible.

Pending the conclusion of the Convention mentioned in paragraph 1, the Contracting Parties shall accord to the cash debts and other valuables due by such funds to minors and persons under a disability, being nationals of the other Contracting Party, the treatment accorded to the debts and valuables due to their own nationals.

Article 21.

The Contracting Parties undertake to deliver on terms of reciprocity documents in their territory relating to questions of guardianship and necessary for the administration of the affairs of minors and persons under a disability who are within the jurisdiction of the tutelar authorities of the other Party, so far as this obligation is not already provided for under the Convention concerning the delivery of administrative documents.

Should the delivery of the documents mentioned in the foregoing paragraph be prejudicial to the interests of the Party in whose possession they are, that Party shall give access to their contents free of charge, in conformity with paragraph 2 of Article 77 of the Treaty of Trianon.

The books and registers of minors and persons under a disability may, as a general rule, be retained by the Contracting Party in whose possession they are at the time of the signing of the present Convention.

This notwithstanding, the Contracting Parties shall deliver to one another on terms of reciprocity, without charge, and within three months of the entry into force of the present Convention, certified true extracts from the accounts in the ledger which relate to the property of persons within the jurisdiction of the tutelar authority of the other Party.

The tutelar authorities shall exchange applications for the delivery of documents and extracts from ledger accounts, mentioned in the present Article, and the replies to such applications, through the Ministries of the Interior of the respective States.

Article 22.

For the purposes of the application of the provisions contained in Chapters I and II of the present Convention, the nationality (citizenship) of minors and persons under a disability, of persons who have attained their majority and of persons whose disability has been removed, and likewise of debtors of the tutelar funds, shall be deemed to be that shown by the last entry of domicile in the ledger of the appropriate tutelar fund or in the records of the tutelar authority.

Les personnes dont, selon le grand-livre de la caisse tutélaire ou selon les actes, le domicile est sur le territoire d'un Etat tiers, seront considérés comme des personnes ayant leur domicile au siège de la caisse tutélaire.

En face de la nationalité présumée, les membres de la commission constituée en vertu de l'article 23, auront le droit de prouver la nationalité basée sur les articles 61-64 du Traité de Trianon.

Article 23.

Les dispositions des chapitres premier et II de la présente convention seront exécutées par une commission composée de deux membres dont un et son remplaçant sera désigné par le Gouvernement hongrois, l'autre et son remplaçant par le Gouvernement serbe-croate-slovène. La désignation des membres doit être faite dans les quatre semaines qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

La commission entrera en action immédiatement.

Les Parties contractantes s'engagent à mettre à la disposition de la commission toutes données et de lui prêter toute assistance nécessaire en vue de l'exécution de la convention.

Les membres de la commission seront autorisés à recevoir toutes les valeurs qui, en vertu des dispositions des chapitres premier et II, reviennent à leur Etat ou aux ressortissants de leur Etat respectivement, toutefois à l'exception des créances en argent comptant mentionnées à l'article 5.

La commission prend ses décisions à unanimité de votes.

Au cas où la commission ne serait pas à même de prendre une décision à unanimité de votes, le différend sera décidé par un arbitre. L'arbitre sera ressortissant d'un Etat tiers.

Les Parties contractantes reconnaîtront les décisions de la commission prises à unanimité de votes, ainsi que les décisions de l'arbitre comme obligatoire et se chargent de leur exécution.

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux droits des ressortissants des Parties contractantes établis dans les articles 249 et 250 du Traité de Trianon.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Article 25.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et produira ses effets dix ans à partir de ce jour.

Au cas où, six mois avant l'expiration de la convention aucune des Parties contractantes n'aurait notifié de vouloir faire cesser ses effets, elle restera en vigueur pour une nouvelle durée de dix ans.

Par la dénonciation les dispositions des articles 6-9 et ceux qui en découlent ne seront pas atteintes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) DR V. MARINKOVITCH.

Persons whose domicile, according to the ledger of the tutelar fund or according to the accords, is situated in the territory of a third State, shall be assimilated to persons whose domicile is in the place where the office of the tutelar fund is situated.

As against the presumed nationality, members of the Commission constituted in virtue of Article 23 shall have the right to prove nationality under Articles 61-64 of the Treaty of Trianon.

Article 23.

The provisions of Chapters I and II of the present Convention shall be executed by a Commission composed of two members, one of these members and his deputy being appointed by the Hungarian Government, and the second, with his deputy, by the Serb-Croat-Slovene Government. The appointment of the members shall take place within four weeks of the entry into force of the present Convention.

The Commission shall enter upon its duties immediately.

The Contracting Parties undertake to place all particulars at the Commission's disposal, and to give it such assistance as may be necessary for the execution of the Convention.

The members of the Commission shall be authorised to receive all valuables due to their State or to nationals of their State in virtue of the provisions of Chapters I and II, with the exception of the cash debts mentioned in Article 5.

Decisions of the Commission shall be taken unanimously.

Should the Commission be unable to reach a unanimous decision, the dispute shall be settled by an arbitrator, who shall be a national of a third State.

The Contracting Parties shall recognise unanimous decisions of the Commission, and likewise decisions of the arbitrator as binding, and shall undertake to put them into effect.

The provisions of the present Convention shall be without prejudice to the rights of nationals of the Contracting Parties under Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon.

CHAPTER V.

FINAL PROVISIONS.

Article 24.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 25.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force for ten years as from that date.

If, six months before the expiry of the Convention, neither of the Contracting Parties has notified its desire to terminate it, the Convention shall remain in force for a further period of ten years.

Denunciation shall not affect the provisions of Articles 6-9 or the arrangements based thereon.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Belgrade in duplicate on February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) Dr V. MARINKOVITCH.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de la signature de la convention concernant les valeurs des mineurs et interdits ainsi que de la tutelle et la curatelle, les plénipotentiaires des Parties contractantes ont fait les déclarations suivantes :

1^o Les requêtes qui ont été présentées encore avant l'entrée en vigueur de la convention, en vue de la délivrance des dépôts administrés par les caisses de mineurs et interdits situés sur le territoire de l'une des Parties contractantes et en vue de la liquidation des créances en argent comptant nées sur des caisses de tutelle après le 15 janvier 1919, seront soumis par chacune des Parties contractantes à une appréciation équitable et bienveillante.

2^o A la base des données recueillies auprès des caisses de tutelle hongroises, les Parties contractantes ont fait la constatation que les créances de ressortissants serbes-croates-slovènes sur des caisses de tutelle dont la circonscription entière est restée en Hongrie ne dépassent pas en capital une somme de 60.000 couronnes anciennes.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole et l'ont muni de leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) FORSTER.

(L. S.) (Signé) NICKL.

(L. S.) (Signé) D^r V. MARINKITOVCH.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the Convention concerning the property of minors and persons under a disability and the question of guardianship and curatorship, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have made the following declarations :

(1) Each of the Contracting Parties will give fair and sympathetic consideration to further applications that may be submitted, before the entry into force of the Convention, for the delivery of the deposits administered by the funds of minors and persons under a disability situated in the territory of one of the Contracting Parties and for the settlement of cash debts due by guardianship Funds after January 15, 1919.

(2) After examining the information obtained from the Hungarian guardianship Funds, the Contracting Parties have noted that the debts due to Serb-Croat-Slovene nationals by guardianship Funds whose whole area is still in Hungary do not exceed a capital sum equivalent to 60,000 former crowns.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Protocol and have affixed their seals thereto.

Done at Belgrade, in duplicate, February the twenty-second, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signed*) FORSTER.

(L. S.) (*Signed*) NICKL.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

N° 1983.

CHINE ET NORVÈGE

Traité douanier, signé à Shanghai, le
12 novembre 1928, et échange de
notes y relatif, Pépin, les 12 jan-
vier et 6 février 1929.

CHINA AND NORWAY

Customs Treaty, signed at Shanghai,
November 12, 1928, and Exchange
of Notes relating thereto, Peking,
January 12 and February 6, 1929.

中
華
民
國

部	十	外
印	八	交
	年	
	二	

月
六

日

或製造品或向他國輸出之本國同類出產品或製造品所完納之關稅內地稅或任

何稅捐

相應照復

貴代辦查照爲荷須至照會者

右 照 會

大那威國駐華代辦歐

王正廷（親筆簽名）

ÉCHANGE DE NOTES

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 6 mai 1929.

大中華民國外交部長王

爲

照復事接准

貴代辦本年一月十二日來照關於中那兩國去年十一月十二日

簽訂之關稅條約第一條之解釋本部長認爲該約第一條應包括

下列意義

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國領土時或

由其本國領土輸出至彼締約國領土時所完納之關稅內地稅

或任何稅捐不得異於或高於自他國輸入之該國同類出產品

國對於上述及有關係事項在彼此領土內享受之待遇應與任何他國享受之待遇毫無區別
 此締約國在本國領土內不得有何藉口向彼締約國人民所運輸進出口之貨物徵收較高於或
 異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅項

第二條 本約之華文及英文約本業經詳加校對證實遇有解釋兩歧之處應以英文為準

本約應於最短期內批准自兩國政府互相通知批准之日起本約發生效力
 為此兩全權代表將本約用華文及英文各繕之二份簽字蓋印以昭信守

西曆一九二八年十一月十二日

大中華民國一七年十一月十二日

在上海簽訂

大挪威君主國全權代表駐華代辦使事

大中華民國全權代表外交部部長

王正廷



N° 1983.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels anglais et chinois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège.
L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 28 mars 1929.

中那關稅條約

大那威君主國
大中華民國
因欲維持兩國間幸有之睦誼並發展及固結彼此商業關係起見為此議
訂條約實現此項目的特派全權代表如左

大那威國大君主特派

大那威國駐華代辦使事歐勒

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部部長王正廷

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條款如左

第一條 歷來中那兩國簽訂之有效條約內所載關於在中國進出口貨物之稅率存票子

口稅以及船鈔等項之各條款應即撤銷作廢通用國家關稅完全自主之原則惟兩締約

¹ Les notifications relatives aux ratifications ont eu lieu le 1^{er} mars 1929.

No. 1983. — CUSTOMS TREATY¹ BETWEEN CHINA AND NORWAY.
SIGNED AT SHANGHAI, NOVEMBER 12, 1928.

English and Chinese official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place March 28, 1929.

THE KINGDOM OF NORWAY and THE REPUBLIC OF CHINA, both being animated by an earnest desire to maintain the good relations which happily subsist between the two countries, and wishing to extend and consolidate the commercial intercourse between them, have, for the purpose of negotiating a treaty designed to facilitate these objects, named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Mr. N. AALL, Chargé d'Affaires of Norway in China ; and

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Who, having met and duly exchanged their full powers, which have been found to be in proper form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

All provisions which appear in the treaties hitherto concluded and in force between Norway and China relating to rates of duty on imports and exports of merchandise, drawbacks, transit dues and tonnage dues in China shall be annulled and become inoperative, and the principle of complete national tariff autonomy shall apply subject, however, to the condition that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other with respect to the above specified and any related matters treatment in no way discriminatory as compared with the treatment accorded to any other country.

The nationals of neither of the High Contracting Parties shall be compelled under any pretext whatever to pay within the territories of the other Party any duties, internal charges or taxes upon their importations and exportations other or higher than those paid by nationals of the country or by nationals of any other country.

Article 2.

The English and Chinese texts of the present Treaty have been carefully compared and verified ; but, in the event of there being a difference of meaning between the two, the sense as expressed in the English text shall be held to prevail.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

¹ The notifications regarding ratifications took place March 1, 1929.

In testimony whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate in the Chinese and English languages and have affixed thereto their seals.

Done at Shanghai this twelfth day of November, nineteen hundred and twenty-eight, corresponding to the twelfth day of the eleventh month of the seventeenth year of the Republic of China.

N. AALL,
*Plenipotentiary and Chargé d'Affaires of Norway
in China.*

Chengting T. WANG,
*Plenipotentiary and Minister for Foreign Affairs
of the National Government of the Republic of China.*

EXCHANGE OF NOTES.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, May 6, 1929.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PEPING, January 12th 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Article I of the Treaty signed between us on November 12th, 1928, and with a view to eliminating all possible doubts, I have the honour to request Your Excellency to confirm my understanding that the said Article shall be interpreted to include the following :

Articles produced or manufactured in the territory of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territory of the other Party or on their exportation from its own territory to the territory of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country, or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

N. AALL,
Chargé d'Affaires, a. i.

His Excellency
M. Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs
of the National Government,
Nanking.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 avril 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
Anglo-Saxonnes et d'Extrême-Orient :*
Rolf Andvord.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

February 6th, 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Note of January 12th, 1929, with reference to the interpretation of Article 1 of the Sino-Norwegian Treaty regulating tariff relations signed on November 12th, 1928, and to state it is my understanding that the said Article should be interpreted to include the following :

Articles produced or manufactured in the territories of either of the High Contracting Parties shall not be subject, on their importation into the territories of the other Party or on their exportation from its own territories to the territories of the other Party, to any duties, internal charges or taxes other or higher than those paid, respectively, on like articles produced or manufactured in and imported from any other country or on like articles produced or manufactured in the country and exported to any other country.

Chengting T. WANG,

*Minister for Foreign Affairs of the National
Government.*

N. Aall, Esquire,
Chargé d'Affaires for Norway,
Peping.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 avril 1929.

*Le Chef de la Division des Affaires
Anglo-Saxonnes et d'Extrême-Orient :*

Rolf Andvord.

¹ Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Norvège.

¹ Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1983. — TRAITÉ DOUANIER ENTRE LA CHINE ET LA NORVÈGE.
SIGNÉ A SHANGHAÏ, LE 12 NOVEMBRE 1928.

LE ROYAUME DE NORVÈGE et LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, tous deux animés du désir sincère de maintenir les bonnes relations qui existent heureusement entre les deux pays, ainsi que d'étendre et d'affermir leurs rapports commerciaux, ont désigné comme plénipotentiaires, pour négocier un traité destiné à faciliter la réalisation desdits objets :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. N. AALL, chargé d'Affaires de Norvège en Chine ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Le D^r Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République de Chine ;

Lesquels, après s'être réunis et avoir procédé à l'échange régulier de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Toutes les stipulations des traités conclus et en vigueur jusqu'ici entre la Norvège et la Chine, en ce qui concerne les taux des droits de douane sur les importations et exportations de marchandises, les drawbacks, les droits de transit et les droits de tonnage en Chine, seront abrogées et deviendront inopérantes ; le principe de l'autonomie nationale intégrale en matière de tarifs douaniers sera applicable, sous la réserve toutefois que chacune des Hautes Parties contractantes jouira, dans les territoires de l'autre, en ce qui concerne les questions précitées et toutes questions connexes, d'un traitement qui ne sera en aucune façon discriminatoire par rapport au traitement accordé à un autre pays quelconque.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront astreints, sous aucun prétexte, à acquitter, dans les territoires de l'autre partie, sur leurs importations et exportations, des droits, redevances ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les nationaux du pays même ou les ressortissants d'un autre pays quelconque.

Article 2.

Les textes anglais et chinois du présent traité ont été attentivement comparés et vérifiés, mais au cas où il serait constaté entre eux une différence de signification, le texte anglais sera considéré comme faisant foi.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible et entrera en vigueur à la date à laquelle les deux gouvernements se seront mutuellement notifié que la ratification a eu lieu.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire, rédigé en langue chinoise et en langue anglaise et y ont apposé leur sceau.

Fait à Shanghai ce douzième jour de novembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au douzième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

N. AALL,
*Plénipotentiaire et Chargé d'Affaires de Norvège
en Chine.*

Chengting T. WANG,
*Plénipotentiaire et Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national de la République de Chine.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

LÉGATION DE NORVÈGE.

PÉPING, le 12 janvier 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 1 du Traité signé par nous le 12 novembre 1928, j'ai l'honneur, afin d'écarter toute possibilité de doute, de prier Votre Excellence de confirmer qu'elle est d'accord avec moi pour admettre que ledit article doit être interprété comme comprenant ce qui suit :

Les articles produits ou fabriqués sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis, lors de leur importation dans le territoire de l'autre Partie ou lors de leur exportation du territoire de ladite Partie à destination du territoire de l'autre Partie, à des droits, redevances ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés, selon le cas, pour des articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays ou importés d'un autre pays ou bien pour des articles similaires produits ou fabriqués dans le pays même, et exportés à destination d'un autre pays.

Je saisis cette occasion, etc.

N. AALL,
Chargé d'Affaires, p. i.

Son Excellence
Monsieur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national,
Nankin.

Le 6 février 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 12 janvier 1929, relative à l'interprétation de l'article 1 du Traité entre la Chine et la Norvège, régissant les rapports tarifaires, signé le 12 novembre 1928, et de déclarer que je suis d'accord avec vous pour admettre que ledit article doit être interprété comme comprenant ce qui suit :

Les articles produits ou fabriqués sur les territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis, lors de leur importation dans les territoires

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'autre Partie ou lors de leur exportation des territoires de ladite Partie, à destination des territoires de l'autre Partie, à des droits, redevances, ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés, selon le cas, pour des articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays ou importés d'un autre pays, ou bien pour des articles similaires produits ou fabriqués dans le pays même, et exportés à destination d'un autre pays.

Chengting T. WANG,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement national.

Monsieur N. Aall,
Chargé d'Affaires de Norvège,
Peping.

N° 1984.

AUTRICHE ET ESPAGNE

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, signé à Vienne, le 11 juin 1928, et échange de notes de la même date relatif à la non-rétroactivité de ce traité.

AUSTRIA AND SPAIN

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, signed at Vienna, June 11, 1928, and Exchange of Notes of the same date relating to the non-retroactive Effect of this Treaty.

N^o 1984. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ESPAGNE. SIGNÉ A VIENNE, LE 11 JUIN 1928.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} avril 1929.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre l'Autriche et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monseigneur Ignace SEIPEL, docteur en théologie, chancelier fédéral ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Monsieur Francisco SERRAT Y BONASTRE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République d'Autriche ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Autriche et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PARTIE I

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 21 mars 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1984. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN AUSTRIA AND SPAIN. SIGNED AT VIENNA, JUNE 11, 1928.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Treaty took place April 1, 1929.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Austria and Spain and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes which may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Monseigneur Ignatius SEIPEL, Doctor of Theology, Federal Chancellor ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. FRANCISCO SERRAT Y BONASTRE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Austrian Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods provided for in the present Treaty, all disputes or conflicts of any nature whatsoever, which may arise between Austria and Spain and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights and which it may not have been possible to settle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, March 21, 1929.

à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale¹. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article 2 du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission. Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siègera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXVIII, page 435, de ce recueil.

amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice¹. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 4.

Before any resort is made to the judicial procedure prescribed in Article 2 of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 5.

The permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing, and shall appoint by common agreement the three other commissioners, and from among the latter, the President of the Commission. These commissioners may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be in the service of the Contracting Parties. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If upon the expiry of the term of office of a member of the Commission no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years. Nevertheless, the Parties reserve the right, on the expiry of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by common agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

Vacancies which may occur as a result of the death or retirement of any member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission. Should one of the members of the Conciliation Commission appointed by common agreement by the Contracting Parties be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the Commission's work, the Parties shall agree to appoint a substitute to take his place for the time being.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 6 of the present Treaty shall be applicable.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months reckoned from the exchange of ratifications of the present Treaty.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; and Vol. LXXVIII, page 435, of this Series.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois, à compter de la vacance au siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet de litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

Article 9.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral saisi du différend ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationale d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

If the nomination of the members to be appointed jointly should not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, such nomination shall be entrusted to a third Power designated by the Parties by common agreement. Should no agreement be reached on this subject, each Party shall designate a different Power and the nominations shall be made jointly by the Powers thus designated. If within two months these two Powers have not found it possible to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed ; the choice of the candidates thus submitted shall be determined by lot.

Article 7.

The permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request, after given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the dispute shall have been brought before the Commission either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to take action within fifteen days from date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being any permanent member appointed by it who may be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Article 9.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission was first notified of the dispute.

If a settlement has not been effected between the Parties, the Commission may, unless the two Commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order a report to be published setting forth the opinion of each of the members of the Commission, even before the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal notified of the dispute has given a final decision.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise soit à un tribunal arbitral soit à la Cour permanente de Justice internationale, suivant les stipulations de l'article 2 du présent traité.

En ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission permanente de conciliation, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of an agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each Commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall pay an equal share of the joint expenses of the Commission, the emoluments provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as provided in Article 2 of the present Treaty.

In this case, and also when there has been no previous recourse to the Permanent Conciliation Commission, the Parties shall jointly draw up the special agreement referring the dispute to the Permanent Court of International Justice or appointing arbitrators. The aforesaid agreement shall clearly state the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon

de Justice internationale ou au tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre les Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend où le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le statut de la Cour permanente de Justice internationale ou, en cas de recours à un tribunal arbitral, celle prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent traité sera applicable.

Article 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation. Ce tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur et dictera un règlement obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit ainsi que les modalités de procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé par le tribunal arbitral prévu à l'article 19.

the Permanent Court of International Justice or upon the arbitral tribunal and any other conditions arranged between the Parties. This agreement shall be constituted by an exchange of Notes between the two Governments.

The Permanent Court of International Justice, when requested to render a decision on the dispute, or the arbitral tribunal, when appointed for the same purpose, shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the question direct before the Permanent Court of International Justice by means of a request.

The procedure applicable shall be that laid down by the Statute of the Permanent Court of International Justice or, in the case of recourse to an arbitral tribunal, that laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy, and which cannot be submitted for decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been provided by any treaty or convention in force between the Parties, shall be referred to the Permanent Conciliation Commission.

Failing agreement between the Parties on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the said Commission on the expiry of one month's notice.

Should the request be preferred by one Party only, such Party shall notify such request forthwith to the other Party.

The procedure laid down in paragraph 2 of Article 7 and in Articles 8 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Article 19.

In the event of no agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal consisting, in the absence of any other agreement between the Parties, of five members appointed for each individual case, according to the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission. This arbitral tribunal shall, in such a case, act as a special referee and shall draw up a settlement which shall be binding upon the Parties.

Article 20.

Should recourse be had to arbitration, the High Contracting Parties undertake to conclude, within three months from the day on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, recourse to the arbitral tribunal provided for in Article 19 shall be obligatory.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Hautes Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation accordée à la Partie lésée.

Article 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Vienne dans le plus bref délai possible.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Vienne en double exemplaire, le 11 juin 1928.

(L. S.) SEIPEL.

(L. S.) F. SERRAT.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a court of law or any other authority of either of the High Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 22.

During the course of proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration, the Contracting Parties shall abstain from all measures likely to exert any influence on the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the arbitral tribunal. For this purpose the Conciliation Commission, the Court of Justice and the arbitral tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article 23.

Any disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years from that date. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be regarded as renewed for a period of ten years, and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion in accordance with the stipulations of the present Treaty.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna, June 11, 1928.

(L. S.) SEIPEL.

(L. S.) F. SERRAT.

ÉCHANGE DE NOTES

VIENNE, le 11 juin 1928.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Au moment de procéder à la signature, en date de ce jour, du traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, je suis heureux de pouvoir vous communiquer que le Gouvernement de Sa Majesté catholique, désirant donner un témoignage d'amitié à l'Autriche, dans les circonstances actuelles, m'a autorisé à déclarer qu'il ne réclamera pas l'application de ce traité aux contestations nées des faits qui sont antérieurs à sa conclusion.

Si le Gouvernement fédéral est disposé à souscrire à cette déclaration, sa simple acceptation par Votre Excellence sera considérée comme établissant un second accord d'engagement réciproque pour cette question ayant toute la force du traité lui-même.

Veillez agréer, Monsieur le Chancelier, les assurances de ma plus haute considération.

F. SERRAT.

A Son Excellence

Monseigneur Ignace Scipel,
Chancelier fédéral,
Vienne.

VIENNE, le 11 juin 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En date de ce jour Votre Excellence a bien voulu m'adresser la note suivante :

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Au moment de procéder à la signature, en date de ce jour, du Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, je suis heureux de pouvoir vous communiquer que le Gouvernement de Sa Majesté catholique, désirant donner un témoignage d'amitié à l'Autriche, dans les circonstances actuelles, m'a autorisé à déclarer qu'il ne réclamera pas l'application de ce traité aux contestations nées des faits qui sont antérieurs à sa conclusion.

Si le Gouvernement fédéral est disposé à souscrire à cette déclaration, sa simple acceptation par Votre Excellence sera considérée comme établissant un accord d'engagement réciproque pour cette question ayant toute la force du traité lui-même.

Veillez agréer, Monsieur le Chancelier, les assurances de ma plus haute considération.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral adhère à la déclaration contenue dans cette note, de sorte qu'un accord d'engagement réciproque sur ladite question, ayant toute la force du traité lui-même, est établi par la présente note.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

SEIPEL.

A Son Excellence

M. Francisco Serrat y Bonastre,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté catholique
à Vienne.

EXCHANGE OF NOTES.

VIENNA, *June 11, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

On proceeding this day to sign the Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, I am happy to inform you that His Catholic Majesty's Government, being desirous in present circumstances of according to Austria a proof of friendship, has authorised me to declare that it will not require this Treaty to be applied to disputes arising out of events which occurred prior to its conclusion.

If the Federal Government is prepared to subscribe to this declaration, its mere acceptance by Your Excellency will be regarded as constituting a reciprocally binding agreement in this matter, having the same force as the Treaty itself.

I have the honour to be, etc.

F. SERRAT.

His Excellency
Monseigneur Ignatius Seipel,
Federal Chancellor,
Vienna.

VIENNA, *June 11, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to send me the following Note bearing to-day's date :

YOUR EXCELLENCY,

" On proceeding this day to sign the Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, I am happy to inform you that His Catholic Majesty's Government, being desirous in present circumstances of according to Austria proof of friendship, has authorised me to declare that it will not require this Treaty to be applied to disputes arising out of events which occurred prior to its conclusion.

" If the Federal Government is prepared to subscribe to this declaration, its mere acceptance by Your Excellency will be regarded as constituting a reciprocally binding agreement in this matter, having the same force as the Treaty itself. "

" I have the honour, etc.... "

I have the honour to inform Your Excellency that the Federal Government accepts the declaration contained in your Note, so that the present Note constitutes a reciprocally binding agreement in the said matter, having the same force as the Treaty itself.

I have the honour to be, etc.

To
His Excellency
Monsieur Francisco Serrat y Bonastre,
His Catholic Majesty's
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary
at Vienna.

SEIPEL.

N^o 1985.

COLOMBIE ET PANAMA

Traité d'extradition. Signé à Panama,
le 24 décembre 1927.

COLOMBIA AND PANAMA

Extradition Treaty. Signed at
Panama, December 24, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1985. — TRATADO DE EXTRADICION¹ CELEBRADO ENTRE LOS GOBIERNOS DE PANAMÁ Y COLOMBIA. FIRMADO EN PANAMÁ EL 24 DE DICIEMBRE DE 1927.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 avril 1929.

Spanish official text communicated by the Colombian Minister at Berne. The registration of this Treaty took place April 3, 1929.

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMA, Y SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA, considerándolo conveniente para la mejor administración de la justicia y para la prevención de los delitos en sus respectivos territorios, han resuelto celebrar un Tratado de extradición a cuyo efecto las Altas Partes Contratantes han designado sus Plenipotenciarios a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMA :

a Su Excelencia el señor doctor Horacio F. ALFARO, su Secretario de Relaciones Exteriores.

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

a Su Excelencia el señor doctor Enrique A. DE LA VEGA, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno panameño.

Quienes habiéndose comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido los siguientes artículos :

Artículo I.

Los Estados Contratantes se obligan recíprocamente, en conformidad con las estipulaciones del presente Tratado, a la entrega de prófugos de la justicia, que se encuentren dentro de sus respectivas jurisdicciones.

Artículo II.

Para que haya lugar a la extradición se requiere :

- a) Que el Estado reclamante tenga jurisdicción para juzgar y castigar el acto que motiva la solicitud.
- b) Que el individuo cuya extradición se pide haya sido condenado o esté procesado o perseguido como autor, cómplice o auxiliador de una violación de derecho penal punible en ambos Estados con una pena de dos (2) años de prisión.
- c) Que la acción o la pena no estén prescritas conforme a las leyes de cualquiera de los Estados contratantes.
- d) Que el prófugo, si está ya juzgado, no haya cumplido aún su condena.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Panama, le 24 novembre 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Panama, November 24, 1928.

Artículo III.

Si el delito se ha cometido fuera del territorio del Estado reclamante, no habrá lugar a la extradición sino en tanto que el Estado de refugio autorice en condiciones idénticas, el castigo del mismo delito cuando se cometa fuera de su territorio.

Artículo IV.

No habrá lugar a la extradición :

a) Cuando, por el mismo delito, la persona cuya extradición se solicita está procesada o haya sido ya juzgada o indultada en el Estado requerido.

b) Cuando se trate de delitos políticos o actos conexos con ellos (exceptuando todo atentado contra la vida del Jefe de la Nación o de delitos contra la religión o de faltas o transgresiones puramente militares).

La cuestión de saber si se trata o no de delitos políticos o hecho conexo con él será decidida por el Estado requerido, teniendo en cuenta aquella de las legislaciones que sea más favorable al prófugo.

Los actos caracterizados como de anarquismo por las leyes de ambos Estados no serán considerados como delitos políticos.

Artículo V.

Tampoco habrá lugar a la extradición si el individuo reclamado es nacional nativo del Estado requerido, o nacionalizado en él, salvo, en este último caso, que la naturalización sea posterior al acto que determina la solicitud de extradición.

Empero, cuando la extradición de un individuo se niegue por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo, de conformidad con sus propias leyes y mediante las pruebas que suministre el Estado requiriente y las demás que las competentes autoridades del Estado requerido estimen conveniente allegar.

Artículo VI.

Si, fuera del caso a que se refiere el inciso primero del artículo cuarto, el individuo cuya extradición se solicita estuviere condenado o procesado por el Estado requerido la entrega no se verificará sino cuando haya cumplido la condena o haya sido indultado, o cuando por sobreseimiento, absolución, declaración de prescripción u otro medio legal haya quedado exento de proceso.

Artículo VII.

No serán obstáculos para la extradición las obligaciones civiles del prófugo con el Estado requerido o con particulares, aun en el caso de estar aquél arraigado judicialmente.

Artículo VIII.

El individuo cuya extradición se ha conseguido no podrá ser procesado por delito distinto que aquel que motivó la extradición, a no ser que el Estado que la concedió lo hubiere consentido previamente, o cuando se trate de un delito conexo con aquel en que aparezca de las mismas pruebas presentadas con la solicitud.

Artículo IX.

Lo dispuesto en el artículo precedente no comprende el caso en que el individuo entregado consienta libre y expresamente en que se le juzgue por cualquiera otro acto, en el caso en que, después de puesto en libertad permanezca más de un mes en el Estado, ni aquel en que se trate de delitos cometidos con posterioridad a la extradición.

Artículo X.

El Estado reclamante no entregará sin el consentimiento del Estado requerido, a un tercer Estado que lo reclame, el prófugo cuya extradición ha obtenido, salvo los casos previstos en el precedente artículo.

Artículo XI.

Si un mismo individuo fuere objeto de solicitudes de extradición por parte de dos o más Estados, el Estado que previno será el preferido.

Artículo XII.

La extradición será solicitada por los Agentes Diplomáticos, y a falta de éstos por los Consulares o directamente de Gobierno a Gobierno, y estará acompañada de lo siguiente :

- a) Copia o transcripción auténtica de la sentencia firme cuando el prófugo hubiere sido condenado y cuando se trata de un procesado, o perseguido, copia del auto de detención dictado por autoridad competente.
- b) Indicación exacta de los actos que determinan la solicitud de extradición y del lugar y la fecha de su ejecución, cuando esto pudiere precisarse.
- c) Todos los datos que posea el Estado requiriente y que sirvan para establecer la identidad de la persona cuya extradición se solicita.
- d) Copia autentica de las disposiciones penales aplicables al caso.

Los documentos de que aquí se trata serán expedidos en la forma prescrita por la legislación del Estado reclamante.

Artículo XIII.

En casos urgentes el prófugo podrá ser detenido provisionalmente, aun en virtud de petición telegráfica, pero será puesto en libertad si dentro del término de treinta (30) días más el término de la distancia no se hubiere formalizado la solicitud de extradición.

Toda responsabilidad originada por la detención provisional corresponderá al Estado que la solicite.

Artículo XIV.

Cuando los documentos que acompañan la solicitud sean considerados insuficientes por el Gobierno ante quien se haga, los devolverá para que sean suplidas las deficiencias o corregidos los defectos, y el individuo reclamado, si ha sido objeto de arresto provisional, continuará detenido hasta que venza el plazo a que se hace referencia en el precedente artículo.

Artículo XV.

Junto con la persona reclamada, o posteriormente, se entregarán todos los objetos y artículos encontrados en su poder o depositados o escondidos en el Estado de refugio y que estén relacionados con la perpetración del acto punible o hayan sido obtenidos por medio de este acto, así como aquellos que sirvan de elemento de convicción.

Estos objetos y artículos serán entregados aunque a causa de la muerte o evasión del prófugo no tenga lugar la extradición que ya se hubiere concedido.

Si aún no hubiere sido concedida se continuará el expediente a este objeto.

Artículo XVI.

El prófugo será llevado por agentes del Estado de refugio hasta la frontera o hasta el puerto más apropiado para su embarque, y allí será entregado a los agentes del Estado reclamante.

Artículo XVII.

Los gastos de la extradición serán sufragados por cada Estado dentro de los límites de su territorio.

Artículo XVIII.

La duración del presente Tratado será de cinco (5) años, que empezarán a contarse un mes después del canje de las ratificaciones. Vencido este termino, cualquiera de los Estados contratantes podrá denunciarlo, mediante aviso dado a la otra parte con un año de anticipación.

Artículo XIX.

La ratificación de este tratado se hará en cada uno de los Estados contratantes con arreglo a su respectiva legislación, y el canje de las ratificaciones se verificará en la ciudad de Panamá dentro del término de un mes contado desde la última ratificación.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firmaron el presente en dos ejemplares de igual tenor y le pusieron sus sellos, en la ciudad de Panamá, capital de la República de Panamá a veinticuatro de diciembre de mil novecientos veintisiete.

H. F. ALFARO.

Enrique DE LA VEGA.

Imprenta Nacional
Bogotá, 19 de febrero de 1929

Es auténtico
El Director :

S. Correal Torres.

Colombia — Ministerio de Gobierno — Sección 1.ª.

Bogotá, 20 de febrero de 1929.

Certifico que el señor S. Correal Torres desempeñó las funciones de Director de la Imprenta Nacional en el día 19 de los corrientes que es auténtica la firma suya puesta al pie de la anterior autenticación.

El Secretario :

Francisco Castilla G.

Ministerio de Relaciones Exteriores

Bogotá, 22 de febrero de 1929.

Nº 345.

Legalízase la firma del señor Francisco Castilla quien ejercía el cargo de secretario del Ministerio de Gobierno el día 20 de febrero de 1929.

El Secretario

Victor Londoño

Legación de Colombia en Suiza

Legalizado

Berna, 2 de Abril de 1929

El Ministro :

Francisco José Urrutia.

¹ TRADUCTION.

N^o 1985. — TRAITÉ D'EXTRADITION CONCLU ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE COLOMBIE ET DE PANAMA. SIGNÉ A PANAMA, LE 24 DÉCEMBRE 1927.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, en vue d'assurer une meilleure administration de la justice et de réprimer les délits sur leurs territoires respectifs ;

Ont résolu de conclure un traité d'extradition et, à cet effet, les Hautes Parties contractantes ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Son Excellence le D^r Horacio F. ALFARO, son secrétaire aux Affaires étrangères ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Son Excellence le D^r Enrique A. DE LA VEGA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement panamien ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Etats contractants s'engagent à se livrer réciproquement, conformément aux stipulations du présent traité, les fugitifs qui se trouveraient dans le territoire soumis à leur juridiction respective.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1985. — EXTRADITION TREATY CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENTS OF COLOMBIA AND PANAMA. SIGNED AT PANAMA, DECEMBER 24, 1927.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA, desiring to ensure the better administration of justice and the prevention of offences in their respective territories, have resolved to conclude an Extradition Treaty and for that purpose the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

His Excellency Dr. Horacio F. ALFARO, his Secretary for Foreign Affairs,

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

His Excellency Dr. Enrique A. DE LA VEGA, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Government of Panama ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Contracting States reciprocally undertake, in conformity with the provisions of the present Treaty, to deliver up fugitives from justice who shall be found within their respective jurisdictions.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Pour qu'il y ait lieu à extradition, il faut :

- a)* Que l'Etat réclamant ait compétence pour juger et punir l'acte qui motive la demande.
- b)* Que l'individu dont l'extradition est demandée ait été condamné, mis en accusation, ou soit poursuivi comme auteur ou complice d'une infraction au droit pénal, punissable dans les deux Etats d'une peine de deux (2) ans de prison.
- c)* Que l'action ou la peine ne soient pas prescrites d'après les lois de l'un quelconque des Etats contractants ;
- d)* Que le fugitif, s'il a été déjà jugé, n'ait pas encore subi sa peine.

Article III.

Si le délit a été commis hors du territoire de l'Etat réclamant, il n'y aura pas lieu à extradition, à moins que l'Etat de refuge n'autorise, dans des conditions identiques, la punition du même délit lorsqu'il est commis hors de son territoire.

Article IV.

Il n'y aura pas lieu à extradition :

- a)* Lorsque, pour le même délit, la personne dont l'extradition est demandée est poursuivie en justice ou a été déjà jugée ou fait l'objet d'un indulto dans l'Etat requis ;
- b)* Lorsqu'il s'agit de délits politiques ou d'actes connexes à un délit politique (à l'exception de tout attentat contre la vie du Chef de l'Etat ou de délits contre la religion, ou de manquements ou infractions purements militaires).

La question de savoir s'il s'agit ou non de délits politiques ou de faits connexes à un délit politique sera tranchée par l'Etat requis conformément à celle des deux législations qui est la plus favorable au fugitif.

Les actes qualifiés anarchistes par la législation de l'un et l'autre Etat ne seront pas considérés comme des délits politiques.

Article II.

Extradition may be granted provided that :

- (a)* The applicant State has jurisdiction to try and to punish the act which gave rise to the requisition ;
- (b)* The person whose extradition is applied for has been sentenced or is being placed on trial or prosecuted as principal or accomplice in or party to a breach of criminal law punishable in both States by a term of two years' imprisonment ;
- (c)* Exemption from prosecution or punishment has not been acquired by lapse of time under the laws of either Contracting State ;
- (d)* The fugitive, if already tried, has not yet served the sentence.

Article III.

If the offence was committed outside the territory of the applicant State, extradition shall not be granted unless in like circumstances the State of refuge authorises the punishment of the same offence when committed outside its own territory.

Article IV.

Extradition shall not be granted :

- (a)* When, for the same offence, the person whose extradition is applied for is being placed on trial or has already been tried or pardoned in the State to which application is made.
- (b)* In respect of political offences or acts connected therewith (except offences committed or attempted against the life of the Head of the State, offences against religion and misdemeanours or contraventions of a purely military character).

The question whether or not the offence constitutes a political offence or an act connected therewith shall be decided by the State to which application is made, in accordance with whichever law is more favourable to the fugitive.

Acts defined as anarchical under the laws of both States shall not be deemed to be political offences.

Article V.

Il n'y aura pas non plus lieu à extradition si l'individu réclamé est un national de l'Etat requis, soit de naissance, soit par naturalisation, sauf, dans ce dernier cas, si la naturalisation est postérieure à l'acte qui motive la demande d'extradition.

Toutefois, lorsque l'extradition d'un individu est refusée pour cette raison, l'Etat requis est tenu de le juger conformément à ses propres lois et au moyen des preuves que lui fournira l'Etat requérant et de celles que les autorités compétentes de l'Etat requis estimeront opportun de recueillir.

Article VI.

Si, en dehors du cas visé par le premier alinéa de l'article IV, l'individu, dont l'extradition est demandée, a été condamné ou est poursuivi et justice par l'Etat requis, la remise dudit individu ne s'effectuera pas avant qu'il ait subi sa peine ou fait l'objet d'une mesure de grâce, ou que, par suite d'un non-lieu, d'un acquittement, d'une déclaration de prescription ou d'un autre moyen légal, aucune poursuite judiciaire ne puisse plus être exercée contre lui.

Article VII.

L'extradition ne pourra être refusée en raison des obligations civiles du fugitif envers l'Etat requis ou envers des particuliers, même si le fugitif a fait l'objet d'une mesure judiciaire lui interdisant de quitter un district territorial déterminé.

Article VIII.

L'individu dont l'extradition aura été obtenue ne pourra être poursuivi pour un délit différent de celui qui aura motivé l'extradition, à moins que l'Etat qui l'a accordée n'y ait préalablement consenti, ou qu'il ne s'agisse d'un délit connexe qui ressorte des mêmes preuves que celles qui ont été présentées avec la demande.

Article IX.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas au cas où l'individu livré

Article V.

Extradition shall not be granted if the person claimed is a national by birth of the State to which application is made, or if he is a naturalised national thereof, unless, in the latter case, the naturalisation took place after the act which gave rise to the requisition.

When, however, extradition is refused on this account, the State to which application is made shall be bound to try him in accordance with its own laws and upon evidence submitted by the applicant State, together with any evidence which the competent authorities of the State to which application is made think fit to adduce.

Article VI.

If, apart from the case referred to in the first paragraph of Article IV, the person whose extradition is applied for has been sentenced or placed on trial by the State to which application is made, he shall not be delivered up until he has served his sentence or has been pardoned, or unless, as a result of a decision that there are no grounds for prosecution, an acquittal, a declaration establishing prescription or other legal means, he cannot be placed on trial.

Article VII.

Extradition shall not be barred by reason of the civil obligations of the fugitive towards the State to which application is made or towards private individuals, even if he has been ordered by the court to remain in a certain district.

Article VIII.

A person who has been surrendered shall not be placed on trial for an offence other than that which gave rise to the extradition, unless the State which granted the surrender has previously consented thereto, or unless the offence is one connected with the former and is seen to be such from evidence submitted with the requisition.

Article IX.

The provisions of the preceding Article shall not apply if the person surrendered freely and

consent librement et expressément à être jugé pour tout autre délit, ni au cas où, après avoir été mis en liberté, il demeure plus d'un mois dans l'Etat, ni enfin lorsqu'il s'agit de délits commis postérieurement à l'extradition.

Article X.

L'Etat requérant ne livrera pas sans le consentement de l'Etat requis, à une tierce Puissance qui le réclamerait, le fugitif dont il aura obtenu l'extradition, sauf dans les cas prévus par l'article précédent.

Article XI.

Si un même individu a été l'objet de demandes d'extradition de la part de deux ou plusieurs Etats, la préférence sera accordée à l'Etat qui aura présenté la première demande.

Article XII.

Les demandes d'extradition seront transmises par les agents diplomatiques et, à leur défaut, par les agents consulaires, ou directement de gouvernement à gouvernement ; elles seront accompagnées des pièces suivantes :

a) Copie ou expédition authentique du jugement exécutoire si le fugitif a été condamné ou, s'il s'agit d'un individu mis en accusation ou poursuivi, copie du mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente ;

b) Indication exacte des actes qui motivent la demande d'extradition et du lieu et de la date de leur perpétration, lorsqu'il est possible de fournir ces précisions ;

c) Tous renseignements que possède l'Etat requérant et qui peuvent servir à établir l'identité de la personne dont l'extradition est demandée ;

d) Copie authentique des dispositions pénales applicables au cas visé.

Les pièces dont il est question ici seront expédiées dans la forme prescrite par la législation de l'Etat requérant.

expressly consents to be tried for any other offence, or if, after being released, he remains for more than one month in the State ; nor shall they apply in the case of offences committed after extradition.

Article X.

Except in the cases mentioned in the preceding Article, the applicant State shall not, without the consent of the State to which application is made, deliver up the fugitive whose extradition it has obtained to a third applicant State.

Article XI.

If requisitions for extradition are made in respect of the same person by two or more States, preference shall be given to the State making the first requisition.

Article XII.

Extradition shall be applied for through diplomatic agents or, failing these, through consular agents, or direct from Government to Government, and the application shall be accompanied by the following :

(a) A copy or authentic transcription of the final judgment if the fugitive has been sentenced or, if he is being placed on trial or prosecuted, a copy of the warrant of arrest issued by the competent authority ;

(b) An exact account of the acts which gave rise to the requisition for extradition and, when such particulars can be given, a statement as to the time and place at which the said acts were committed ;

(c) All information which is in the possession of the applicant State and which may serve to identify the person for whose extradition application is made ;

(d) An authentic copy of the penal provisions applicable to the case.

The aforementioned documents shall be transmitted in the form prescribed by the laws of the applicant State.

Article XIII.

En cas d'urgence, on pourra, même sur simple demande télégraphique, accorder la détention provisoire du fugitif, toutefois ce dernier sera remis en liberté si la demande d'extradition proprement dite n'a pas été présentée dans un délai de trente jours augmenté du délai de distance.

Toute responsabilité résultant de la détention provisoire retombera sur l'Etat qui l'aura demandée.

Article XIV.

Lorsque les pièces qui accompagnent la demande seront jugées insuffisantes par le Gouvernement auquel elle sera présentée, celui-ci les retournera en vue d'obtenir les renseignements supplémentaires ou les rectifications nécessaires et l'individu réclamé, s'il a été l'objet d'une arrestation provisoire, continuera à être détenu jusqu'à l'expiration du délai indiqué à l'article précédent.

Article XV.

Tous les objets et articles que l'individu réclamé avait en sa possession, ou qui étaient déposés ou cachés dans l'Etat de refuge et qui ont quelque rapport avec la perpétration du délit, ou qui ont été obtenus au moyen de ce délit, ainsi que ceux qui peuvent servir de pièces à conviction, seront livrés en même temps que l'individu réclamé, ou ultérieurement.

Ces objets et articles seront livrés, même si, en raison de la mort ou de l'évasion du fugitif, l'extradition déjà accordée n'a pas lieu.

Si l'extradition n'a pas encore été accordée, la procédure sera poursuivie à cet effet.

Article XVI.

Le fugitif sera reconduit, par les agents de l'Etat de refuge, jusqu'à la frontière ou jusqu'au port le plus propre à son embarquement, et il y sera remis aux agents de l'Etat réclamant.

Article XIII.

In urgent cases the fugitive may be provisionally detained even if the application is made only by telegraph, but he shall be released if the requisition for extradition has not been formally made within thirty (30) days over and above the time allowed for distance.

All responsibility arising from provisional detention shall be borne by the State applying for it.

Article XIV.

If the documents accompanying the application are deemed insufficient by the Government to which application is made, it shall return them in order to enable omissions to be supplied and rectifications to be made, and the person claimed, if under provisional arrest, shall remain in detention until the expiration of the period mentioned in the preceding Article.

Article XV.

There shall be delivered up either together with the person claimed or subsequently all objects and articles found in his possession or deposited or concealed in the State of refuge which are connected with the commission of the punishable act or have been obtained by means of that act, and also all articles that may serve as proof of the offence.

These objects and articles shall be delivered up even if, through the death or escape of the fugitive, the extradition which has been granted does not take place.

Even if extradition has not been granted, proceedings shall be continued for the above purpose.

Article XVI.

The fugitive shall be taken by agents of the State of refuge as far as the frontier, or as far as the port most suitable for his embarkation, and shall there be delivered up to the agents of the applicant State.

Article XVII.

Les frais d'extradition seront supportés par chaque Etat dans les limites de son territoire.

Article XVIII.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant cinq (5) ans, qui commenceront à courir un mois après l'échange des ratifications. A l'expiration de ce délai, l'un quelconque des Etats contractants pourra le dénoncer, moyennant un préavis d'un an signifié à l'autre partie.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié dans chacun des Etats contractants, conformément à sa propre législation et les instruments de ratification seront échangés dans la ville de Panama, dans le délai d'un mois à compter de la dernière ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, dans la ville de Panama, capitale de la République de Panama, le vingt-quatre décembre mil-neuf cent vingt-sept.

Article XVII.

Each State shall defray the expenses of extradition incurred within its own territory.

Article XVIII.

The present Treaty shall remain in force for five (5) years, such period to begin one month after the exchange of ratifications. At the expiration of that period, either Contracting State may denounce it by giving notice to the other Party one year in advance.

Article XIX.

The ratification of the present Treaty shall be effected in each of the Contracting States in accordance with its laws, and the exchange of ratifications shall take place in the city of Panama within one month from the second ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in the city of Panama, the capital of the Republic of Panama, on the twenty-fourth day of December, one thousand nine hundred and twenty-seven.

H. F. ALFARO.

Enrique DE LA VEGA.

N° 5^B

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HONDURAS

Traité d'amitié, de commerce et
consulaire. Signé à Tegucigalpa,
le 7 décembre 1927.

UNITED STATES OF AMERICA
AND HONDURAS

Treaty of Friendship, Commerce and
Consular Rights. Signed at
Tegucigalpa, December 7, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 5^B. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND CONSULAR RIGHTS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND HONDURAS. SIGNED AT TEGUCIGALPA, DECEMBER 7, 1927.

No. 5^B. — TRATADO¹ DE AMISTAD, COMERCIO Y PRERROGATIVAS CONSULARES, ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y HONDURAS. FIRMADO EN TEGUCIGALPA, EL 7 DE DICIEMBRE DE 1927.

Textes officiels anglais et espagnol² transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 3 octobre 1928. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer ce traité par le Secrétariat.³

English and Spanish official texts² transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1928. As the United States of America is not a Member of the League, it does not register this Treaty with the Secretariat.³

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF HONDURAS desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements designed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their plenipotentiaries :

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y LA REPÚBLICA DE HONDURAS deseosos de estrechar los vínculos de paz que felizmente existen entre ambos países, por medio de arreglos destinados a promover un amistoso intercambio entre sus respectivos territorios y cuyas previsiones respondan a las aspiraciones espirituales, de cultura, económicas y comerciales de sus pueblos han resuelto concluir un Tratado de Amistad, Comercio y Prerrogativas Consulares, y con tal objeto han nombrado sus plenipotenciarios, a saber :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tegucigalpa, le 19 juillet 1928.

² Textes reproduits d'après le Recueil des Traités des Etats-Unis, N° 764.

³ Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C. L. 7, 1926. V), vol. XLVIII, p. 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux Etats ayant reçu le memorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

¹ The exchange of ratifications took place at Tegucigalpa, July 19, 1928.

² The texts are reprinted from the United States Treaty Series, No. 764.

³ See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C. L. 7, 1926. V), Vol. XLVIII, p. 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

George T. SUMMERLIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America, and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS :

Doctor Fausto DAVILA, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Honduras,

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other ; to exercise liberty of conscience and freedom of worship ; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference ; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law ; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes ; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the State of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defense of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

al Señor George T. SUMMERLIN, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de América,

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS :

al Dr. Fausto DÁVILA, Ministro de Relaciones Exteriores de la República de Honduras,

Quienes, habiéndose comunicado sus plenos poderes los cuales fueron encontrados en buena y debida forma, han convenido en los siguientes Artículos :

Artículo I.

Se permitirá a los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes, entrar, viajar y residir en los territorios de la otra ; ejercer libertad de conciencia y de culto ; ocuparse sin ninguna intervención en empresa cualquiera, profesional, científica, religiosa, filantrópica, industrial y comercial que no esté prohibida por las leyes locales ; poseer, construir, alquilar y ocupar edificios apropiados y arrendar tierras para residencia u objetos científicos, religiosos, filantrópicos, industriales, comerciales y mortuorios ; elegir sus empleados, y en general, hacer todo lo necesario para el goce de los antedichos objetos, en las mismas condiciones que los nacionales del Estado de su residencia o que los nacionales del país que por él sea ulteriormente más favorecido, sometiéndose siempre a todas las leyes locales y reglamentos debidamente emitidos.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes no estarán sujetos en los territorios de la otra al pago de ninguna contribución o gravamen interior, otros o mayores, que aquellos exigidos a y pagados por sus nacionales.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán plena libertad de acceso a los tribunales de la otra, conforme a las leyes locales, tanto para la demanda como para la defensa de sus derechos, en todas las instancias de derecho establecidas por la ley.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes recibirán en el territorio de la otra, sujetándose a las condiciones impuestas a sus nacionales la más constante protección

security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Nothing contained in this Treaty shall be construed to affect existing statutes of either of the High Contracting Parties in relation to the immigration of aliens or the right of either of the High Contracting Parties to enact such statutes.

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or Provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall, regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine and inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interest therein within the territories of one High Contracting Party, such property or interests

y garantía en sus personas y propiedades, y gozarán en este respecto el grado de protección previsto por el Derecho Internacional. No podrá ser tomada su propiedad sino mediante juicio legal y el pago de una justa compensación.

Ninguna de las provisiones del presente Tratado debe interpretarse en un sentido que afecte estatutos existentes de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, en lo que se refiere a la inmigración de extranjeros o al derecho que asiste a cada una de ellas de decretar tales disposiciones.

Artículo II.

Con respecto a la forma especial de protección concedida por las leyes nacionales o de sus estados o provincias, que establecen responsabilidad civil por daños o muerte y confieren a los familiares, herederos o dependientes de la parte perjudicada, derecho a una acción o un beneficio pecuniario, tales familiares, herederos o dependientes de la parte perjudicada, ella misma nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes y dentro de cualquiera de los territorios de la otra, gozarán, sin tomar en cuenta su extranjería o residencia fuera del territorio en que ocurriere el daño, de los mismos derechos y privilegios acordados o que puedan acordarse a los nacionales, en las mismas circunstancias.

Artículo III.

Serán respetados las habitaciones, almacenes, factorías, tiendas y otros lugares de negocios y todas sus pertenencias de los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes en los territorios de la otra, utilizados para cualquiera de los fines previstos en el Artículo I. No se permitirá ninguna visita domiciliaria o de registro en cualquiera de dichos edificios o pertenencias, inspección de libros, documentos, o cuentas, salvo en las condiciones y de conformidad con formas prescritas por la ley, órdenes y reglamentos para los nacionales.

Artículo IV.

Cuando por el fallecimiento de una persona que posea bienes raíces u otros de naturaleza inmueble o bien intereses conexos con éstos, situados en los territorios de una de las Altas

therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees, of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public morals; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Partes Contratantes, y esos bienes o intereses debieran conforme a las leyes del lugar o por disposición testamentaria recaer o pasar a un nacional de la otra Alta Parte Contratante, residente o no, si no fuera que estuviese descalificado para ello en virtud de las leyes del país en que se hallan situados esos bienes o intereses, se concederá a tal nacional un término de tres años en que pueda venderlos, término que será prolongado razonablemente si así lo exigiesen las circunstancias, y retirar el producto de dicha venta sin restricciones o impedimento y exento de todo impuesto o gravamen testamentario o administrativo, que no sea de aquellos establecidos para iguales casos respecto de los nacionales del país de donde procedan tales bienes.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán de pleno derecho para disponer de su propiedad personal de cualquiera clase que sea, en los territorios de la otra, por medio de testamento, donación o de otra manera, y sus herederos, legatarios o donatarios, de cualquiera nacionalidad que fueren, residentes o no residentes en el país, pueden sucederles en la propiedad, tomar posesión de ella, personalmente o por medio de sus apoderados, conservarla o disponer de ella a su voluntad, sujetos únicamente al pago de los impuestos o gravámenes establecidos para los nacionales de la Alta Parte Contratante en cuyos territorios se encuentre la propiedad.

Artículo V.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes pueden, en el ejercicio del derecho de libertad de cultos dentro de los territorios de la otra, como se provee anteriormente, y sin impedimentos ni molestias de ninguna clase a causa de sus creencias religiosas o de otra manera, practicar servicios del culto en sus domicilios o en cualquier edificio adecuado que ellos puedan construir y mantener en lugares convenientes, siempre que sus enseñanzas y prácticas no sean contrarias a la moral pública; y se les permitirá también enterrar a sus muertos de acuerdo con sus costumbres religiosas en lugares convenientes y adecuados, establecidos y mantenidos al efecto y sujetos a las leyes mortuorias y sanitarias y a los reglamentos relativos al lugar de enterramientos.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalization, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favoured nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal, or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture, of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce, or manufac-

Artículo VI.

En caso de guerra entre cualquiera de las Altas Partes Contratantes y un tercer Estado, dicha Parte puede hacer efectivo el servicio militar obligatorio a los nacionales de la otra que residan permanentemente en sus territorios y que, de acuerdo con sus leyes, hayan declarado formalmente la intención de adoptar su nacionalidad por naturalización, salvo que dichos individuos salgan de los territorios de dicha Parte beligerante dentro del término de sesenta días después de la declaración de guerra.

Artículo VII.

Entre los territorios de las Altas Partes Contratantes, habrá libertad de comercio y navegación. Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes, al igual que aquellos de la nación, más favorecida, tendrán plena libertad de llegar con sus barcos y cargo a todos los lugares, puertos y aguas de toda clase en los límites territoriales de la otra que estén o puedan estar abiertos al comercio y navegación exteriores. Ninguna disposición de este Tratado puede considerarse como restrictiva del derecho por parte de cualquiera de las Altas Partes Contratantes de imponer, en los términos que creyere conveniente, prohibiciones o restricciones de carácter sanitario destinadas a proteger la vida humana, animal o de plantas, o reglamentos para el cumplimiento de las leyes de policía o de aduana.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete incondicionalmente a no imponer mayores u otros derechos o condiciones, ni ninguna prohibición sobre la importación de cualquier artículo, cultivo, producción o manufactura de los territorios de la otra, que los que se impongan a la importación de artículos, cultivos, productos o manufacturas iguales de cualquier otro país extranjero.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete también incondicionalmente a no imponer a los artículos exportados a los territorios de la otra Alta Parte Contratante, otras ni mayores cargas, restricciones o prohibiciones que las establecidas sobre los artículos exportados a cualquier otro país extranjero.

Cualquier privilegio que una de las Altas Partes Contratantes pueda extender a favor de un artículo, cultivo, producto o manufactura

ture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States or are or may be legally exported therefrom in vessels of the United States may likewise be imported into those ports or exported therefrom in Honduran vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in vessels of the United States ; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Honduras or are or may be legally exported therefrom in Honduran vessels may likewise be imported into these ports or exported therefrom in vessels of the United States without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in Honduran vessels.

In the same manner there shall be perfect reciprocal equality in relation to the flags of the two countries with regard to bounties, drawbacks, and other privileges of this nature of whatever denomination which may be allowed in the territories of each of the Contracting Parties, on goods imported or exported in national vessels so that such bounties, drawbacks and other privileges shall also and in like manner be allowed on goods imported or exported in vessels of the other country.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals and vessels.

The stipulations of this Article do not extend

de cualquier otro país extranjero, será extendido simultáneamente y de manera incondicional, sin solicitud y compensación, a los artículos, cultivos, productos o manufacturas iguales de la otra Alta Parte Contratante.

Todos los artículos que sean o puedan ser importados legalmente de países extranjeros a los puertos de los Estados Unidos o que sean o puedan ser exportados legalmente de ellos en barcos de los Estados Unidos, pueden ser importados en aquellos puertos o exportados de ellos en barcos hondureños, sin estar sujetos a distintos ni mayores impuestos o derechos que si tales artículos fueran importados o exportados en barcos de los Estados Unidos ; y recíprocamente, todos los artículos que sean o puedan ser importados legalmente de países extranjeros a puertos de Honduras o que sean o puedan ser exportados de ellos legalmente en barcos hondureños, pueden de igual manera ser importados a esos puertos o exportados de ellos en barcos de los Estados Unidos sin estar sujetos a otros ni mayores derechos que si tales artículos fueran importados en barcos hondureños.

De la misma manera habrá perfecta reciprocidad tratándose de las banderas de ambos países, con respecto a subvenciones, reintegros de derechos y otros privilegios de igual naturaleza de cualquiera denominación que puedan ser concedidos en los territorios de cada una de las Altas Partes Contratantes a artículos importados o exportados en barcos nacionales, de tal suerte que esas subvenciones, reintegros de derechos y otros privilegios sean otorgados igualmente a las mercaderías importadas o exportadas en barcos del otro país.

Con respecto a la cantidad y cobro de los derechos e impuestos sobre importaciones y exportaciones de cualquier clase, cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete a extender a los nacionales, barcos y mercaderías de la otra la ventaja de todo favor, privilegio o inmunidad que pueda ser acordada a los nacionales, barcos y mercaderías de un tercer Estado, ya fuere que a dicho Estado se conceda ese tratamiento de modo gratuito o en reciprocidad de un tratamiento compensatorio. Todo favor, privilegio o inmunidad de tal naturaleza que ulteriormente sea acordado a los nacionales, barcos y mercaderías de un tercer Estado ; será extendido simultánea e incondicionalmente, sin solicitud ni compensación, a la otra Alta Parte Contratante, en favor de ella misma y de sus nacionales y embarcaciones.

Las estipulaciones de este Artículo no se

to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention¹ concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws, or to the treatment which Honduras accords, or may hereafter accord, to the commerce of Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panama, and/or Salvador, so long as any special treatment accorded to the commerce of those countries or any of them by Honduras is not accorded to any other country.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Article IX.

No duties of tonnage, harbor, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other, which shall not equally, under the same conditions, be imposed on national vessels. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels of the two countries respectively from whatever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article X.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 473.

extienden al tratamiento acordado por los Estados Unidos al comercio de Cuba, de acuerdo con las provisiones de la Convención Comercial¹ concluida entre los Estados Unidos y Cuba en 11 de diciembre de 1902, o de cualquier otro arreglo comercial que se concluyere ulteriormente entre los Estados y Cuba, o al comercio de los Estados Unidos con cualquiera de sus dependencias y la Zona del Canal de Panamá, en conformidad de las leyes existentes o futuras, o al tratamiento que Honduras otorga o pueda otorgar más tarde al comercio de Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panamá, y de, o de El Salvador, siempre que cualquier tratamiento especial otorgado al comercio de esos países o a alguno de ellos por Honduras no sea otorgado a algún otro país.

Artículo VIII.

Los nacionales y mercaderías de cada una de Las Altas Partes Contratantes recibirán en los territorios de la otra el mismo tratamiento que los nacionales y mercaderías del país, en lo que se refiere a impuestos internos, derechos de tránsito, impuestos de almacenaje y otras facilidades y al valor de reintegros de derechos y subvenciones.

Artículo IX.

Ningún impuesto de tonelaje, puerto, pilotaje, faro, cuarentena u otros impuestos o gravámenes similares o correspondientes de cualquiera denominación, percibidos en nombre o para beneficio del Gobierno, de funcionarios públicos, personas privadas, corporaciones o establecimientos de cualquiera naturaleza, serán exigidos en los puertos de los territorios de uno de los países a los barcos del otro, que no sean exigidos también en igualdad de condiciones a los barcos nacionales. Esta igualdad de tratamiento se aplicará recíproca y respectivamente a los barcos de los dos países, de cualquiera parte que procedan y cualquiera que sea el lugar a donde se dirijan.

Artículo X.

Los barcos mercantes y otras embarcaciones particulares bajo la bandera de cualquiera de las Altas Partes Contratantes y que lleven los

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 791.

required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the Party whose flag is flown.

Article XI.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the High Contracting Parties is exempt from the provisions of this Article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of each High Contracting Party in relation thereto. It is agreed, however, that the nationals of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most favored nation treatment, excepting that special treatment with respect to the coasting trade of Honduras may be granted by Honduras on condition of reciprocity to vessels of Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panama, and/or Salvador, so long as such special treatment is not accorded to vessels of any other country.

Article XII.

Commercial travelers representing manufacturers, merchants and traders domiciled in the territories of either High Contracting Party shall on their entry into and sojourn in the territories of the other Party and on their departure therefrom be accorded the most favored nation treatment in respect of customs and other privileges and of all charges and taxes of whatever denomination applicable to them or to their samples.

If either High Contracting Party require the presentation of an authentic document establish-

documentos requeridos por las leyes nacionales de su país como prueba de nacionalidad, serán considerados en las aguas territoriales de la otra Alta Parte Contratante y en alta mar, como barcos de la Parte cuya bandera tuvieren izada.

Artículo XI.

Los Barcos mercantes y otras embarcaciones particulares bajo la bandera de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, podrán dejar parte de su cargamento en cualquier puerto abierto al comercio exterior en los territorios de la otra Alta Parte Contratante, siguiendo con el resto de tales cargamentos a cualquier otro puerto de los mismos territorios abiertos al comercio exterior, sin pagar otros ni mayores derechos de tonelaje o de puerto, que los que en igual caso pagarían los barcos nacionales; y estarán facultados asimismo para tomar carga de la misma manera en puertos diferentes en un mismo viaje por fuera, pero se conviene sin embargo que el comercio costero de las Altas Partes Contratantes está excluido de las provisiones de este Artículo y de las otras de este Tratado, y sujeto a las reglamentaciones que establezcan en la materia las leyes de cada una de las Altas Partes Contratantes. Sin embargo, los barcos de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán en los territorios de la otra con respecto al comercio costero, el tratamiento de nación más favorecida, salvo que Honduras conceda tratamiento especial con respecto al comercio de cabotaje de Honduras, en condición de reciprocidad a los barcos de Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panamá, y de, o de El Salvador, siempre que dicho tratamiento especial no se conceda a barcos de cualquier otro país.

Artículo XII.

Los agentes viajeros en representación de fabricantes comerciantes y mercaderes domiciliados dentro de los territorios de cualquiera Alta Parte Contratante gozarán en los territorios de la otra Parte, al entrar, mientras moran y a la partida el tratamiento otorgado a la más favorecida nación en cuanto a las prerrogativas aduaneras y otras y a todos los derechos y impuestos cualquiera que sea su denominación que les sean aplicables a sus personas o a sus muestras.

En caso de que la una u otra de las Altas Partes Contratantes exigiere cualquier docu-

ing the identity and authority of a commercial traveler, a signed statement by the concern or concerns represented, certified by a consular officer of the country of destination shall be accepted as satisfactory.

Article XIII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves within its territories, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State, or Provincial laws. If such consent be given on the condition of reciprocity, the condition shall be deemed to relate to the provisions of the laws, National, State, or Provincial, under which the foreign corporation or association desiring to exercise such rights is organized.

Article XIV.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and

mento auténtico para establecer la identidad y los poderes del agente viajero una declaración firmada por la empresa o las empresas que el representante y legalizada por un agente consular del país del destino será recibida como suficiente.

Artículo XIII.

Compañías de responsabilidad limitada y otras corporaciones y asociaciones, ya tengan o no objeto pecuniario, que hayan sido o pudieren ser organizadas de acuerdo con las leyes nacionales o de algún estado o provincia, de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, y que, mantengan una oficina central en sus territorios, deberán ser reconocidos en su personalidad jurídica por la otra Alta Parte Contratante, siempre que no persigan en sus territorios fines contrarios a sus leyes. Gozarán de libre acceso a los tribunales de justicia y equidad, tanto para la prosecución como para la defensa de sus derechos en todas las instancias de derecho que la ley establezca, con tal que para estos efectos se sujeten a las leyes que reglamenten la materia.

El derecho de tales corporaciones y asociaciones de cualquiera de las Altas Partes Contratantes así reconocidas por la otra, de establecerse en sus territorios, fundar oficinas sucursales y ejercer sus funciones dependerá del, y estará regido exclusivamente por el consentimiento de dicha Parte dado de acuerdo con sus leyes nacionales, o de algunos de sus estados o provincias. Si ese consentimiento fuere dado a condición de reciprocidad, se considerará ésta dependiente de las provisiones de las leyes nacionales o de alguno de sus estados o provincias, bajo las cuales estuviere organizada la corporación o asociación extranjera que desee ejercer tales derechos.

Artículo XIV.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán en los territorios de la otra recíprocamente y al cumplir con las condiciones que en ésto se exijan, de todos los derechos y privilegios otorgados o que en lo futuro se otorguen a los nacionales de otro Estado, respecto a la organización de y participación en compañías de responsabilidad limitada y otras corporaciones y asociaciones que tengan objeto pecuniario o de otra índole, incluyendo

ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no condition less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any of such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, National, State or Provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas, and sodium on the public domain of the other.

Article XV.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

los derechos de promover negocios en participación, de incorporación, compra y pertenencia y venta de acciones y de desempeñar puestos directivos u oficiales en aquellas. En el ejercicio de los mencionados derechos y con respecto al reglamento o procedimiento referentes a la organización y funcionamiento de tales corporaciones o asociaciones, los nacionales de cada una de las Partes no estarán sujetos a ninguna condición menos favorable que aquellas impuestas o que en lo futuro se impongan a los nacionales de la nación más favorecida. Los derechos de cualquiera de esas corporaciones o asociaciones, que sean organizadas, controladas o en que tomen parte los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, en los territorios de la otra, con objeto de desarrollar cualquiera de sus actividades, estarán sujetos a las leyes y reglamentos nacionales o del estado o provincia, que estuvieren en vigor o se emitieren ulteriormente en el territorio de la Parte en donde se propongan emprender negocio.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contractantes gozarán además, en los territorios de la otra, recíprocamente y siempre que cumplan las condiciones en éstos establecidas, de todos los derechos y privilegios que hubieren sido o puedan ser acordados a los nacionales de otro Estado, en lo que se refiere a minas de carbón, fosfato, petróleo, piedras petrolíferas, gas y sodio en los dominios públicos de la otra.

Artículo XV.

Habrà completa libertad de tránsito por los territorios de cada una de las Altas Partes Contratantes, incluyendo sus aguas territoriales, por las vías más convenientes al tránsito internacional, ya sea por vía férrea, rutas navegables y canales, excluyendo el Canal de Panamá y las rutas navegables y canales que constituyan límites internacionales, en favor de las personas y artículos procedentes de o con destino a los territorios de la otra Alta Parte Contratante, excepción hecha de aquellas personas cuya admisión niega en sus territorios o de aquellas mercancías cuya importación está prohibida por la ley. Las personas y artículos en tránsito no estarán sujetos a ningún derecho de tránsito ni a dilaciones o restricciones innecesarias y gozarán de tratamiento nacional con respecto a impuestos, facilidades y toda otra materia.

Goods in transit must be entered at the proper custom house, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other, consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall, after entering upon their duties, enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favored nation. As official agents, such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the State which receives them.

The Government of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing State and under its great seal; and it shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function. On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this Treaty.

Article XVII.

Consular officers, nationals of the State by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other

Los artículos en tránsito deberán pasar por la aduana correspondiente, pero estarán exentos de derechos aduaneros u otros similares.

Todos los impuestos que se establezcan sobre el transporte en tránsito serán razonables, tomando en cuenta las condiciones del tráfico.

Artículo XVI.

Cada una de las Altas Partes Contratantes conviene en recibir de la otra, funcionarios consulares en aquellos de sus puertos, lugares y ciudades donde fuere conveniente y que estuvieren abiertos a representantes consulares de cualquier otro país extranjero.

Los funcionarios consulares de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán al entrar en el ejercicio de sus funciones, recíprocamente en los territorios de la otra, de todos los derechos, privilegios, exenciones e inmunidades de que gozaren los funcionarios de igual categoría de la nación más favorecida. En su carácter de agentes oficiales, tendrán derecho a la alta consideración de todos los funcionarios nacionales o locales, con quienes tuvieren intercambio oficial de relaciones en el Estado que los recibe.

El Gobierno de cada una de las Altas Partes Contratantes extenderá libre de derechos el exequátur correspondiente de los agentes consulares de la otra, a la presentación de la patente consular en forma, firmada por el Jefe del Ejecutivo del Estado que los nombrare y sellado con el Sello Mayor; y extenderá también a un subordinado u oficial consular suplente debidamente nombrado por un cónsul superior acreditado en el país y con la aprobación de su Gobierno, o por otro funcionario competente de ese Gobierno, los documentos que de acuerdo con las leyes de los respectivos países llenen los requisitos para el ejercicio de su función consular. A la presentación de un exequatur u otro documento que haga sus veces, extendido a favor de dicho subordinado, el oficial consular podrá entrar en el ejercicio de sus funciones y gozar de los derechos, privilegios e inmunidades acordadas en este Tratado.

Artículo XVII.

Los funcionarios consulares, nacionales del Estado que los nombra, estarán exentos de ser arrestados salvo cuando fueren enjuiciados por la comisión de ofensas que localmente se desig-

than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defense. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office ; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in the State which receives them in civil cases, subject to the proviso, however, that when the officer is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XVIII.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, National, State, Provincial and Municipal, other than

nen como delitos, que no sean una falta, y que sujeten la culpabilidad individual consiguiente a una pena. Dichos funcionarios estarán libres de ser gravados con acuartelamientos militares y de cualquier servicio de carácter militar o naval, administrativo o de policía.

En los asuntos criminales, puede ser solicitada la presencia de un funcionario consular como testigo en el juicio, tanto por la acusación como por la defensa. La citación se hará con toda la posible consideración debida a la dignidad consular y al funcionamiento de la oficina ; y el funcionario consular deberá atenderla por su parte.

Los funcionarios consulares estarán sujetos en casos civiles a la jurisdicción de los tribunales del Estado que los reciba bajo el requisito sin embargo, de que, si el funcionario es nacional del Estado que lo nombra y no se dedica a alguna ocupación de lucro privado, su declaración será tomada oralmente o por escrito en su residencia u oficina y con las debidas consideraciones a su conveniencia. Sin embargo, el funcionario debe dar su declaración voluntariamente ante el tribunal, siempre que le sea posible hacerlo sin perjuicio serio para sus ocupaciones oficiales.

Artículo XVIII.

Los funcionarios consulares incluyendo los empleados de un consulado, nacionales del Estado que los nombra y que no se dedican a ocupación de lucro privado en el Estado donde ejerzan sus funciones, estarán exentos de todo impuesto, nacional, del estado, provincia o municipalidad ; sobre sus personas o bienes, exceptuando impuestos que graven la posesión o propiedad de bienes inmuebles radicados en, o la renta derivada de bienes de cualquiera clase situados o que pertenezcan en los territorios del Estado en que ejerzan sus funciones. Todos los funcionarios consulares y sus empleados, nacionales del Estado que los nombra, estarán exentos del pago de impuestos sobre sus sueldos, derechos o salarios que reciban en compensación de sus servicios consulares.

Los terrenos y edificios situados en los territorios de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, de los cuales sea propietario legal o de buena fé la otra Alta Parte Contratante y que fueran usados exclusivamente por ese propietario para necesidades gubernamentales, estarán exentos de impuestos de toda clase, nacionales,

assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XIX.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officers shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the Government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XX.

Consular officers of either High Contracting Party may, within their respective consular districts, address the authorities, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting the nationals of the State by which they are appointed in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the

del estado, provincia o municipales, que no sean retribuciones recaudadas por servicios o mejoras locales públicas con las que las propiedades mencionadas se beneficien.

Artículo XIX.

Los funcionarios consulares pueden colocar en la puerta exterior de sus respectivas oficinas el escudo de su país con la leyenda correspondiente indicadora de la oficina oficial. Esos mismos funcionarios podrán también izar la bandera de su país en sus oficinas, incluyendo a aquellas establecidas en las capitales de uno u otro país. Pueden igualmente izar la bandera en cualquier buque o embarcación empleada en el ejercicio de su función consular.

Las oficinas y archivos consulares serán en todo tiempo inviolables. Por ninguna circunstancia estarán sujetos a allanamiento por parte de ninguna autoridad de cualquier carácter que sea del país en que estén establecidos. Tampoco podrán las autoridades, con ningún pretexto, efectuar ningún examen o secuestro de documentos u otros efectos depositados en las oficinas consulares. Los consulados no serán usados como lugares de asilo. No se exigirá a los funcionarios consulares la exhibición de sus archivos oficiales en los tribunales ni prestar declaraciones acerca de su contenido.

Al ocurrir el fallecimiento, la incapacidad o ausencia de un funcionario consular que carezca de un oficial consular subordinado en su oficina los secretarios o cancilleres, cuyo carácter oficial haya podido ser comunicado previamente al Gobierno del Estado donde se ejercía la función consular, pueden desempeñar temporalmente las funciones consulares del fallecido incapacitado o ausente, y durante el tiempo que así actuaren gozarán de todos los derechos, prerogativas e inmunidades acordadas al titular.

Artículo XX.

Los funcionarios consulares de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, podrán, dentro de sus respectivos distritos consulares, dirigirse a las autoridades nacionales o de alguno de los estados o provincias, o municipales, con el fin de proteger a los nacionales del Estado que los ha nombrado, en el goce de sus derechos provenientes de tratado o de otra manera. Podrán presentarse en queja por la infracción

proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the Government of the country.

Article XXI.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of, their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the High Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed; provided, always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

de esos derechos. La falta de parte de las autoridades correspondientes en hacer justicia o en otorgar la protección, podrá justificar la mediación de la vía diplomática, y en defecto de un representante diplomático, podrá un cónsul general o el funcionario consular de la capital, dirigirse directamente al Gobierno del Estado.

Artículo XXI.

Los funcionarios consulares pueden, en cumplimiento de las leyes de su país y en cualquier lugar conveniente dentro de sus respectivos distritos, tomar las declaraciones de cualesquiera ocupantes de barcos de su país, de cualquier nacional o de cualquiera persona que tenga una residencia permanente en los territorios de su país. Esos mismos funcionarios podrán extender, autorizar, certificar y autenticar documentos unilaterales, traspasos de inmuebles y disposiciones testamentarias de sus connacionales, y también contratos en los que fuere parte un connacional. Podrán extender, otorgar, certificar y autenticar instrumentos escritos de toda clase que impliquen o encierren la transferencia o el gravamen de bienes de cualquiera clase dentro de los territorios del Estado que ha nombrado a esos funcionarios, y documentos unilaterales, traspasos de inmuebles, disposiciones testamentarias y contratos referentes a bienes situados o a negocios que deban efectuarse en los territorios del Estado que los ha nombrado, inclusive documentos unilaterales, traspasos de inmuebles, disposiciones testamentarias o convenios concluidos únicamente por nacionales del Estado donde dichos funcionarios consulares ejerzan sus funciones.

Los instrumentos y documentos así otorgados y sus copias y traducciones debidamente autenticadas y selladas por el funcionario consular, serán aceptados como prueba en los territorios de las Altas Partes Contratantes, como documentos originales o testimonios autenticados, según los casos, y tendrán el mismo efecto y fuerza que si hubieren sido extendidos por y otorgados ante un notario u otro funcionario público debidamente autorizado en el país que hubiere nombrado al funcionario consular, siempre que esos documentos hayan sido extendidos y otorgados en conformidad con las leyes y reglamentos del país donde deban surtir efectos.

Article XXII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews, pertaining to the enforcement of discipline on board, provided the vessel and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto provided the local laws so permit.

When an act committed on board of a private vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State, subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed to render assistance as an interpreter or agent.

Article XXIII.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or

Artículo XXII.

Un funcionario consular tendrá jurisdicción exclusiva en las disputas que surjan del orden interno de barcos particulares de su país y ejercerá él solo jurisdicción cuando éstas ocurran entre oficiales y tripulantes por el mantenimiento de la disciplina a bordo, con tal que el barco y las personas acusadas de falta toquen un puerto dentro de su jurisdicción consular. Tal funcionario tendrá también jurisdicción sobre cuestiones referentes a sueldos y al cumplimiento de contratos en la materia, si así lo permiten las leyes locales.

Cuando un acto cometido a bordo de un barco particular bajo la bandera del Estado que nombrare al funcionario consular y en aguas territoriales del Estado ante el que estuviere acreditado constituya un delito según las leyes de ese Estado que haga incurrir al culpable en una pena como criminal, el funcionario consular no ejercerá jurisdicción salvo cuando las leyes locales lo permitan.

Un funcionario consular puede invocar con toda libertad la ayuda de las autoridades locales de policía, en todo asunto referente al mantenimiento del orden interior a bordo de un barco bajo la bandera de su país en aguas territoriales del Estado ante el que estuviere acreditado, y ante ese requerimiento se deberá extender la ayuda necesaria.

Un funcionario consular puede presentarse con la oficialidad y tripulación de barcos bajo la bandera de su país, ante las autoridades judiciales del Estado cerca del que estuviere acreditado, a prestarles su asistencia como intérprete o agente.

Artículo XXIII.

En caso de fallecimiento de un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes en el territorio de la otra, sin dejar en dicho territorio ningún heredero conocido o ejecutor testamentario nombrado por él, las autoridades locales competentes informarán inmediatamente de la defunción al funcionario consular más próximo del Estado de donde fuere nacional el fallecido, a fin de que sea transmitida la necesaria información a las partes interesadas.

En caso de que falleciere sin testar un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes,

testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXIV.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provisions of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Article XXV.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other High Contracting Party within his consular district, the private vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his

en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, el funcionario consular del Estado de donde fuere nacional el fallecido y en cuya jurisdicción haya tenido éste su residencia al momento de su muerte, se considerará calificado para encargarse de los bienes dejados por el fallecido, para la preservación y protección de los mismos, en cuanto lo permitan las leyes, mientras penda el nombramiento de un administrador y hasta que no sea extendido mandato de administración. Tal funcionario consular tendrá derecho a ser nombrado administrador por un tribunal u otro ministerio que controle la administración de los bienes herenciales, siempre que así lo permitan las leyes del lugar donde es administrada la herencia.

En caso de que un funcionario consular aceptare el cargo de administrador de la herencia de un connacional fallecido, quedará sujeto como tal a la jurisdicción del tribunal o ministerio que lo nombrare para todos los fines necesarios y en la misma medida que un nacional del país en el cual está acreditado.

Artículo XXIV.

Un funcionario consular de cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede en interés de sus connacionales no residentes extender por ellos recibo por sus participaciones distributivas procedentes de herencias bajo juicio testamentario o que les sean deferidas conforme a las provisiones de las llamadas Leyes de Compensación de Obreros u otros estatutos parecidos, con tal que los fondos así recibidos los remita por medio de los ministerios correspondientes de su Gobierno a los propios partícipes, y con tal que además, suministre a la autoridad o al ministerio que por medio de él realiza la distribución la prueba aceptable de la remisión.

Artículo XXV.

Un funcionario consular de cualquiera de las Altas Partes Contratantes tendrá derecho a inspeccionar en los puertos de la otra Alta Parte Contratante, dentro de su jurisdicción consular, los barcos particulares de cualquiera bandera cuyo destino es o que están para salir para puertos del país que le hubiere nombrado, con objeto de observar las condiciones de sanidad y medidas tomadas a bordo de dichos barcos, y estar así capacitado para extender con cono-

country, and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Article XXVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty and without examination of any kind, of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his incumbency thereof; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Article XXVII.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by the consular officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise is not to be subjected to any

cimiento de causa certificados de sanidad y otros documentos requeridos por las leyes de su país, así como para informar a su Gobierno con respecto a la medida en que hubieren sido observados sus reglamentos sanitarios en los puertos de partida, por buques destinados a sus puertos, a fin de facilitar la entrada a ellos de dichos barcos.

Artículo XXVI.

Cada una de las Altas Partes Contratantes conviene en permitir la entrada libre de todo impuesto y sin registro de ningún género, de toda clase de muebles, equipos y provisiones destinados a uso oficial de las oficinas consulares de la otra, y otorgar a los funcionarios consulares de la otra y a sus familias y séquito que sean nacionales suyos, el privilegio de libre introducción de sus equipajes y de toda otra pertenencia personal, ya sea que acompañen al cónsul a su destino o fueren importados en cualquier tiempo durante el desempeño del mismo; con tal que, sin embargo, ningún artículo cuya importación estuviere prohibida por las leyes de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, pueda ser introducido en sus territorios.

Queda entendido, sin embargo, que este privilegio no se otorgará a los funcionarios consulares que tuvieren una ocupación particular para obtener ganancias en los países donde fueren acreditados, excepto tratándose de provisiones de su gobierno.

Artículo XXVII.

Todas las diligencias relacionadas con el salvamento de buques de cualquiera de las Altas Partes Contratantes que naufragare en las costas de la otra, serán dirigidas por el funcionario consular del país a quien el barco perteneciere y en cuya jurisdicción ocurriera el naufragio. En espera de la llegada de dicho funcionario, que será informado inmediatamente de lo ocurrido, las autoridades locales tomarán las medidas necesarias para la protección de las personas y preservación de la propiedad náufraga. Fuera de eso, las autoridades locales no intervendrán sino en el mantenimiento del orden, protección de los intereses de los salvadores si éstos no pertenecen a la tripulación que hubiere naufragado y para llevar a efecto los arreglos hechos para la introducción y exportación de la mercancía salvada. Es enten-

custom house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XXVIII.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone.

Article XXIX.

Except as provided in the third paragraph of this Article the present Treaty shall remain in full force for the term of ten years from the date of the exchange of ratifications, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

The fifth and sixth paragraphs of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratifications, and if not then terminated on ninety day's previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on

dido que tales mercancías no quedan sujetas a ningún impuesto aduanero, a menos que se destinen al consumo del país en donde el naufragio hubiere tenido lugar.

La intervención de las autoridades locales en esos diferentes casos no ocasionará gastos de ninguna clase, salvo los ocasionados en las operaciones de salvamento y preservación de las mercaderías salvadas y los que estarían en circunstancias similares a cargo de los barcos de la nación.

Artículo XXVIII.

Con las limitaciones o excepciones expresadas anteriormente en este convenio o que después se convengan, los territorios de las Altas Partes Contratantes a los que se extiendan las estipulaciones de este Tratado se entenderá que comprenden todas las extensiones de tierra, aguas y aire sobre las cuales las Partes respectivamente pretendan y ejerzan dominio como soberanas de ellas, exceptuándose la Zona del Canal de Panamá.

Artículo XXIX.

Salvo lo previsto en el tercer párrafo de este Artículo, el presente Tratado tendrá pleno vigor por un término de diez años a partir de la fecha del canje de las ratificaciones, en que comenzará a ser efectivo en todas sus disposiciones.

Si en el término de un año antes de la expiración del período de diez años, ninguna de las Altas Partes Contratantes notificare a la otra su intención de modificar por alteración u omisión alguno de los artículos de este Tratado, o de darlo por terminado después de ese período, el Tratado quedará en pleno vigor y efecto después de ese período y hasta un año después del tiempo respectivo en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes hubiese notificado a la otra la intención de modificarlo o terminarlo.

El quinto y sexto párrafos del Artículo VII y los Artículos IX y XI permanecerán en vigor por espacio de doce meses desde la fecha del canje de las ratificaciones, y si en ese tiempo no hubieren cesado en sus efectos por noticia dada con noventa días de anticipación, permanecerán en vigor mientras cualquiera de las Altas Partes Contratantes no decrete legislación inconsistente con ellos, la que entonces hará caducar aquellos

such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraphs or articles not been embraced in the Treaty.

The present Treaty shall from the date of the exchange of ratifications, be deemed to supplant, terminate and annul the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation, concluded by the United States and Honduras on July 4, 1864.

Article XXX.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Tegucigalpa as soon as possible.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages at Tegucigalpa, this seventh day of December, nineteen hundred and twenty-seven.

(Seal) George T. SUMMERLIN.

(Seal) F. DÁVILA.

automáticamente a la expiración de sesenta días contados desde el decreto respectivo, después del cual término las Altas Partes Contratantes gozarán de todos los derechos que les correspondan como si tales párrafos o artículos no hubieren sido comprendidos en el Tratado.

Este Tratado será considerado, desde la fecha del canje de las ratificaciones, como habiendo invalidado, terminado y cancelado el Tratado¹ de Amistad, Comercio y Navegación celebrado por los Estados Unidos y Honduras el 4 de Julio de 1864.

Artículo XXX.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones correspondientes canjeadas en Tegucigalpa, tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual, los plenipotenciarios respectivos lo han firmado y sellado.

Hecho en duplicado en inglés y español en Tegucigalpa a los siete días del mes de diciembre de mil novecientos veintisiete.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. LIV, page 1134.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 5^B. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET CONSULAIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE HONDURAS. SIGNÉ A TEGUCIGALPA, LE 7 DÉCEMBRE 1927.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, désireux de resserrer les liens pacifiques, qui les unissent heureusement, par des arrangements destinés à favoriser les rapports amicaux entre leurs territoires respectifs, grâce à des dispositions répondant aux aspirations spirituelles, culturelles, économiques et commerciales de leurs peuples respectifs, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. George T. SUMMERLIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :

Le D^r Fausto DÁVILA, ministre des Affaires étrangères de la République du Honduras ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront pénétrer, voyager et résider dans les territoires de l'autre Partie ; ils jouiront de la liberté de conscience et de la liberté de culte ; ils pourront sans entrave se consacrer à toute activité d'ordre professionnel, scientifique, religieux, philanthropique, industrielle et commerciale ; ils pourront exercer toutes les formes d'activité commerciale qui ne sont pas interdites par la loi locale ; ils pourront posséder, construire, louer à bail et occuper des immeubles appropriés, et louer à bail des terrains pour y construire des maisons d'habitation, pour y exercer une activité scientifique, religieuse, philanthropique, industrielle ou commerciale, et pour ensevelir les morts ; ils pourront employer des agents de leur choix, et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire ou tout ce qui se rapporte à l'exercice de l'un quelconque des privilèges ci-dessus mentionnés, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'État dans lequel ils résident ou que les ressortissants d'un pays auquel ledit État pourra ultérieurement conférer le privilège de la nation la plus favorisée, à la condition de se soumettre à toutes les lois et règlements locaux dûment établis.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis, sur les territoires de l'autre Partie, au paiement d'impôts ou taxes intérieures autres ou plus élevés que ceux qui sont exigés des ressortissants de l'autre Partie et acquittés par lesdits ressortissants.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois locales, d'ester en justice, à tous les degrés de juridiction établis par la loi, soit pour intenter une action, soit pour défendre leurs droits par devant les tribunaux de l'autre Partie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, en se soumettant aux conditions imposées aux ressortissants de cette Partie, de la protection et de la sécurité les plus constantes pour leurs personnes et leurs biens, et jouiront à cet égard du degré de protection requis par le droit international. Ils ne pourront être privés de leurs biens qu'en vertu d'une procédure dûment légale et contre paiement d'une indemnité équitable.

Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme affectant les lois actuelles de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante en ce qui concerne l'immigration des étrangers ou le droit pour chacune des Hautes Parties contractantes de promulguer de telles lois.

Article II.

En ce qui concerne la forme de protection accordée par les lois nationales, d'Etats ou de Provinces, établissant la responsabilité civile en cas de blessures ou de mort et accordant aux parents, héritiers ou personnes à la charge de la partie lésée, le droit d'intenter une action ou d'obtenir une indemnité pécuniaire, lesdits parents, héritiers ou personnes à la charge de la partie lésée, si celle-ci ressortit à l'une ou à l'autre des Parties contractantes et si le dommage a été subi sur l'un quelconque des territoires de l'autre Partie, jouiront, dans les mêmes conditions et sans qu'il soit tenu compte de leur qualité d'étrangers ou du fait qu'ils résident hors du territoire où le dommage a été subi, des mêmes droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés aux nationaux de ladite Partie.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines, magasins et autres locaux commerciaux, ainsi que toutes leurs dépendances, appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de l'autre Partie, et utilisés en vue de l'une quelconque des fins énumérées à l'article premier, seront respectés. Il sera interdit de procéder à une visite domiciliaire ou à une perquisition dans l'un quelconque de ces immeubles ou dépendances, ou d'y examiner et inspecter des livres, documents ou pièces de comptabilité, sauf dans les conditions prévues par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux, et suivant les formes prescrites par lesdites lois, ordonnances et règlements.

Article IV.

Dans les cas où, à la mort de toute personne possédant, sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, des biens-fonds ou d'autres propriétés immobilières, ou des intérêts dans des biens-fonds ou propriétés immobilières, ces propriétés ou ces intérêts, en vertu des lois du pays ou d'une disposition testamentaire, seraient transférés ou passeraient à un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante (qu'il s'agisse d'un résident ou d'un non-résident), si ledit ressortissant n'est pas frappé d'incapacité aux termes des lois du pays dans lequel se trouvent lesdites propriétés ou lesdits intérêts, il lui sera accordé un délai de trois ans pour vendre lesdits biens ou lesdits intérêts, ce délai pouvant être raisonnablement prolongé si les circonstances rendent cette mesure nécessaire ; l'intéressé pourra retirer librement et sans entrave le produit de la vente ; il ne sera assujéti à aucun droit de succession ou de liquidation, ni à aucune redevance d'ordre administratif, autres que ceux auxquels peuvent être assujéti, en pareil cas, les ressortissants du pays d'où peut provenir le produit de la vente.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront pleinement du droit de disposer de leurs biens mobiliers, quels qu'ils soient, sur les territoires de l'autre Partie, par testament, donation, ou de toute autre manière ; leurs héritiers, légataires et donataires, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient résidents ou non-résidents, seront saisis de plein droit de ces biens mobiliers et pourront en prendre possession, soit eux-mêmes, soit par des mandataires agissant en leur nom, et conserver ces biens ou en disposer à leur gré, à condition d'acquitter les seuls droits ou taxes auxquels seront soumis, en pareil cas, les ressortissants de la Haute Partie contractante sur les territoires de laquelle se trouvent ces biens et à laquelle lesdits biens ressortissent.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, dans l'exercice du droit de pratiquer librement leur culte sur les territoires de l'autre Partie contractante, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, pourront, sans entraves ou vexations d'aucune sorte, en raison de leurs croyances religieuses ou pour tout autre motif, célébrer des services religieux, soit en leur propre maison, soit dans tout immeuble approprié qu'ils peuvent avoir le droit de bâtir et d'entretenir sur des emplacements convenables, à la condition que ni leur enseignement, ni leurs pratiques, ne soient contraires à la morale publique; ils seront également autorisés à ensevelir leurs morts, conformément à leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés, établis et entretenus à cet effet, sous réserve des lois et règlements équitables, en vigueur, au lieu de l'inhumation, en matière d'hygiène et de sépulture.

Article VI.

Dans le cas d'une guerre entre l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et un troisième Etat, ladite Partie pourra recruter, pour le service militaire obligatoire, les ressortissants de l'autre Partie ayant leur résidence permanente sur ces territoires et qui ont expressément, aux termes de ses propres lois, déclaré leur intention d'adopter sa nationalité par voie de naturalisation, à moins que ces ressortissants ne quittent les territoires de ladite Partie belligérante dans un délai de soixante jours à dater de la déclaration de guerre.

Article VII.

Il y aura liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les mêmes conditions que ceux de la nation la plus favorisée, libre accès, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux, ports et eaux, quels qu'ils soient, qui sont situés à l'intérieur des limites territoriales de l'autre Partie, et qui sont ou pourront être ouverts à la navigation et au commerce étrangers. Aucune des dispositions du présent traité ne pourra être interprétée comme limitant le droit, pour l'une ou l'autre Partie contractante, d'édicter, aux conditions qu'elle jugera appropriées, des interdictions ou des restrictions d'ordre sanitaire, visant la protection de la vie humaine, animale ou végétale, ou d'établir des règlements en vue d'assurer l'application des lois de police ou des lois fiscales.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, d'une manière absolue, à ne pas soumettre l'importation d'une marchandise quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, en provenance des territoires de l'autre Partie, à des mesures de prohibition, à des conditions ou à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels est ou sera soumise l'importation de toute marchandise similaire, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, provenant de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage également, d'une manière absolue, à ne pas soumettre les marchandises exportées à destination des territoires de l'autre Haute Partie contractante, à des taxes autres ou plus élevées, ou à d'autres restrictions ou interdictions, que celles auxquelles sont soumises les marchandises exportées à destination de tout autre pays étranger.

Tout avantage, quel qu'il soit, que l'une des deux Parties contractantes pourra accorder à un article quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, de tout autre pays étranger, s'appliquera simultanément, et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, au même article, produit naturel, fabriqué ou manufacturé de l'autre Haute Partie contractante.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans des ports des Etats-Unis, ou qui sont ou pourront être légalement exportés de ces ports sur des navires des Etats-Unis, pourront être également importés dans lesdits ports ou exportés de ces ports sur des navires du Honduras, sans être passibles de droits ou taxes autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires des Etats-Unis;

réciiproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans les ports du Honduras, ou qui sont ou pourront être légalement exportés de ces ports sur des navires du Honduras, pourront également être importés dans lesdits ports ou exportés de ces ports sur des navires des Etats-Unis, sans être passibles de droits ou taxes, autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires du Honduras.

De même, il y aura égalité absolue et réciproque entre les pavillons des deux Parties contractantes, en matière de primes, drawbacks et autres privilèges de ce genre, quelle qu'en soit la dénomination, dont pourront bénéficier, dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, les marchandises importées ou exportées sur des navires nationaux, de façon que les marchandises importées ou exportées à bord de navires de l'autre pays, bénéficient de ces primes, drawbacks et autres privilèges, dans la même mesure et dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne le montant et le recouvrement des droits sur les importations et exportations de toute nature, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants, navires et marchandises de l'autre Partie, le bénéfice de tout avantage, privilège ou immunité qu'elle aura accordé aux ressortissants, navires et marchandises d'un troisième Etat, que cet Etat ait bénéficié de ce traitement de faveur à titre gracieux ou à titre de compensation réciproque. Tout avantage, privilège ou immunité de cette nature qui sera ultérieurement accordé aux ressortissants, navires ou marchandises d'un troisième Etat, sera simultanément, et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée, et sans compensation, étendu à l'autre Haute Partie contractante, pour son propre avantage et celui de ses ressortissants et de ses navires.

Les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas au régime accordé par les Etats-Unis au commerce de Cuba, en vertu des dispositions de la Convention commerciale conclue par les Etats-Unis et Cuba le 11 décembre 1902, ou de toute autre convention commerciale qui pourra être ultérieurement conclue par les Etats-Unis avec Cuba, ni au commerce des Etats-Unis avec l'une quelconque de leurs dépendances et avec la Zone du Canal de Panama, en vertu des lois existantes ou futures, ni au régime que le Honduras accorde ou pourra ultérieurement accorder au commerce de Costa-Rica, du Guatemala, du Nicaragua, de Panama et ou/du Salvador, tant que tout régime préférentiel accordé au commerce de ces pays ou à l'un d'eux par le Honduras, n'est pas accordé à un autre Etat quelconque.

Article VIII.

Les ressortissants et les marchandises de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, à l'intérieur des territoires de l'autre Partie, du même traitement que les ressortissants et les marchandises dudit pays, en matière d'impôts intérieurs, de droits de transit, de taxes afférentes aux entrepôts et autres facilités, ainsi qu'en ce qui concerne le montant des drawbacks et des primes.

Article IX.

Les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou tous autres impôts ou taxes similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la dénomination, perçus au nom et pour le compte du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements, quels qu'ils soient, ne pourront, dans les ports des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, être exigés des navires de l'autre Partie, que s'ils sont exigés des navires nationaux, dans la même mesure et dans les mêmes conditions. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux navires des deux pays respectivement, quel que soit le lieu d'où ils viennent et quel que soit leur lieu de destination.

Article X.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et qui sont munis des documents exigés par leurs lois nationales en matière de preuve de nationalité, seront considérés, aussi bien dans les eaux territoriales de l'autre Haute Partie contractante qu'en haute mer, comme étant les navires de la Partie dont ils battent pavillon.

Article XI.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, seront autorisés à décharger des fractions de leur cargaison dans un port quelconque des territoires de l'autre Haute Partie contractante ouvert au commerce étranger, et à poursuivre leur route, avec le reste de la cargaison, à destination d'autres ports quelconques des mêmes territoires, ouverts au commerce étranger, sans avoir à acquitter, en pareil cas, des droits de tonnage ou des droits de port autres ou plus élevés que ceux qu'acquitteraient, dans les mêmes circonstances, les navires nationaux : ils pourront également charger des marchandises dans les mêmes conditions, dans différents ports, au cours de la même traversée d'aller, étant entendu toutefois que les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au commerce de cabotage des Hautes Parties contractantes, lequel sera réglementé par les lois respectives des Hautes Parties contractantes relatives à ce commerce. Toutefois, il est convenu que les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les limites territoriales de l'autre Partie, en matière de cabotage, du traitement de la nation la plus favorisée, sinon qu'un régime préférentiel, relatif au cabotage du Honduras, pourra être accordé par cet Etat, sous condition de réciprocité, aux navires de Costa-Rica, du Guatemala, du Nicaragua, de Panama et/ou du Salvador, tant que ce régime préférentiel n'est pas accordé aux navires d'un autre Etat quelconque.

Article XII.

Les voyageurs de commerce qui représentent des fabricants, négociants et commerçants domiciliés sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, recevront, sur les territoires de l'autre Partie, tant à l'entrée que pendant leur séjour et au départ, le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les privilèges douaniers et autres, ainsi que toutes les charges et impôts, quelle qu'en soit la dénomination, dus par eux à titre personnel ou pour leurs échantillons.

Si l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes exige la présentation d'une pièce légalisée, établissant l'identité et la qualité du voyageur de commerce, on considérera comme suffisante à cet égard une déclaration, dûment signée par l'entreprise ou par les entreprises que représente ce voyageur de commerce, et dûment attestée par un fonctionnaire consulaire du pays de destination.

Article XIII.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations, — qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires — qui sont ou pourront être ultérieurement fondées, conformément aux lois nationales, d'Etats ou de Provinces, des Hautes Parties contractantes et aux termes desdites lois, et qui entretiennent un établissement central sur les territoires de ladite Partie, verront leur statut juridique reconnu par l'autre Partie Haute contractante, à condition toutefois qu'elles ne poursuivent pas, sur les territoires de cette dernière, des fins contraires auxdites lois. Elles auront libre accès aux cours et tribunaux judiciaires et d'équité, en se conformant aux lois réglementant cette matière, aussi bien pour y revendiquer que pour y défendre des droits, à tous les degrés de juridiction établis par la loi.

Le droit pour ces sociétés et associations de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi reconnu par l'autre Partie, de s'établir sur les territoires de celle-ci, d'y installer des succursales et d'y exercer leur activité, sera subordonné à l'assentiment de ladite Partie et uniquement régi par cet assentiment, tel qu'il est exprimé dans ses lois nationales, d'Etats ou de Provinces. Si ce consentement est donné sous condition de réciprocité, la condition sera supposée dépendre des dispositions des lois nationales, d'Etats ou de Provinces, sous le régime desquelles est fondée la société ou l'association étrangère qui désire exercer ses droits.

Article XIV.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat en matière de constitution de sociétés anonymes, autres sociétés et associations (qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires) et en matière de participation à ces sociétés, y compris le droit d'émission, d'enregistrement, d'achat, de possession et de vente d'actions, ainsi que le droit d'occuper une situation dirigeante ou officielle dans lesdites sociétés. Dans l'exercice des droits susmentionnés et en ce qui concerne la réglementation ou la procédure relative à la constitution ou à la direction de ces sociétés ou associations, lesdits ressortissants ne seront soumis à aucune condition moins favorable que celles qui ont été ou pourront ultérieurement être appliquées aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Lorsque des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes constitueront ou dirigeront sur les territoires de l'autre Partie, des sociétés ou associations de ce genre, ou qu'ils y seront intéressés à titre de participants, les droits desdites sociétés ou associations, concernant l'exercice de leur activité sur lesdits territoires, seront régis par les lois et règlements nationaux, d'Etats ou de Provinces, qui sont en vigueur ou pourront être ultérieurement établis sur les territoires de la Partie contractante où elles se proposent d'exercer leur activité.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en outre, sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux prescriptions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat, en ce qui concerne l'extraction de charbon, de phosphate, de pétrole, de schiste pétrolière, de gaz, de soude, sur le domaine public de l'autre Partie.

Article XV.

Il y aura entière liberté de transit à travers les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les eaux territoriales, sur les itinéraires les plus appropriés au transit international par voies ferrées, par voies navigables et par canaux, autres que le Canal de Panama, et les voies navigables et canaux qui constituent des frontières internationales, en faveur des personnes et des marchandises arrivant des territoires de l'autre Partie contractante, ou les traversant, à l'exception des personnes auxquelles l'entrée de ces territoires serait interdite, ou des marchandises dont l'importation serait prohibée par la loi. Les personnes et les marchandises en transit ne seront assujetties à aucun droit de transit, ni à aucun délai ou restriction inutiles, ni à aucune discrimination en ce qui concerne les redevances, facilités et toutes autres questions.

Les marchandises en transit devront être enregistrées au bureau de douane approprié, et seront exemptes de tous droits de douane et autres taxes similaires.

Toutes les redevances afférentes au transport en transit seront maintenues dans des limites raisonnables, en tenant compte des conditions du transport.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de recevoir, de l'autre Partie, des fonctionnaires consulaires dans ceux de ses ports, places et villes où leur présence pourra être utile et qui sont ouverts aux représentants consulaires de tout autre pays étranger.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, après leur entrée en fonctions, et à titre de réciprocité, jouiront sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les fonctionnaires du même rang de la nation la plus favorisée. En leur qualité d'agents officiels, ces fonctionnaires auront droit à la haute considération de tous les fonctionnaires nationaux ou locaux avec lesquels ils entretiendront des relations officielles dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités.

Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes fournira sans frais l'exequatur nécessaire auxdits fonctionnaires consulaires de l'autre Partie qui présenteront une nomination régulière signée du chef du pouvoir exécutif de l'Etat qui les nomme, et revêtue du grand sceau dudit Etat ; il délivrera à un fonctionnaire consulaire subordonné ou suppléant, dûment nommé avec l'approbation de son gouvernement par un fonctionnaire consulaire supérieur agréé ou par tout autre fonctionnaire compétent dudit Etat, les pièces qui, aux termes des lois des pays respectifs, seront exigées du fonctionnaire ainsi nommé pour l'exercice des fonctions consulaires. Sur présentation de l'exequatur ou de toute autre pièce délivrée en son lieu audit subordonné, ce fonctionnaire consulaire sera autorisé à entrer en fonctions et à jouir des droits, privilèges et immunités accordés par le présent traité.

Article XVII.

Les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés ne pourront être arrêtés, sauf lorsqu'ils seront accusés d'avoir commis des délits que la loi locale qualifie d'actes criminels par opposition aux contraventions, et qui rendent passibles de sanctions pénales la personne qui en est coupable. Ces fonctionnaires seront exempts de loger des militaires par voie de réquisition, et ne seront astreints à aucun service militaire, naval, administratif ou de police, quel qu'il soit.

Dans les affaires criminelles, la présence d'un fonctionnaire consulaire aux débats, en qualité de témoin, pourra être demandée par l'accusation ou par la défense. La demande en sera faite avec tous les égards dus à la dignité consulaire et aux fonctions de la charge ; le fonctionnaire sera tenu de se conformer à la demande en question.

Les fonctionnaires consulaires seront soumis, en matière civile, à la juridiction de l'Etat qui les agréé. Toutefois, lorsque le fonctionnaire est un ressortissant de l'Etat qui l'a nommé et qu'il ne se livre à aucune opération lucrative d'ordre privé, son témoignage sera recueilli oralement ou par écrit, soit à sa résidence, soit à son bureau, en tenant dûment compte de ses désirs. Néanmoins, ce fonctionnaire devra de lui-même déposer à l'audience toutes les fois qu'il sera possible de le faire sans qu'il en résulte une gêne sérieuse dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article XVIII.

Les fonctionnaires consulaires, y compris les employés de consulat, qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, à l'exception de ceux qui ont des occupations privées lucratives dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exempts de tous impôts nationaux, des Etats, des Provinces et des municipalités, s'appliquant à leur personne ou à leurs biens, à l'exception des impôts frappant la possession ou la propriété de biens immobiliers situés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions ou frappant le revenu des biens de toute sorte situés dans ce territoire ou ressortissant audit Etat. Tous les fonctionnaires et employés consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés seront exemptés du paiement des impôts sur les traitements, honoraires ou salaires, perçus par eux comme rémunération de leurs services consulaires.

Les terrains et immeubles, situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, dont l'autre Partie contractante est propriétaire, en droit ou en équité, et qui sont exclusivement employés à des fins officielles par ledit propriétaire, seront exempts de tous impôts nationaux des Etats, des Provinces et des municipalités, autres que les contributions perçues pour des services ou pour des améliorations publiques locales dont profitent ces locaux et terrains.

Article XIX.

Les fonctionnaires consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs bureaux respectifs les armes de leur Etat, avec une inscription appropriée indiquant le caractère officiel du bureau. Ces fonctionnaires pourront également arborer le drapeau de leur pays sur leurs bureaux,

y compris ceux qui sont situés dans les capitales des deux pays. Ils pourront de même hisser le pavillon de leur pays sur tout bateau ou navire employé dans l'exercice des fonctions consulaires.

Les bureaux et archives des consulats seront en tout temps inviolables et ne pourront en aucune circonstance faire l'objet d'une visite domiciliaire de la part d'autorités quelconques dans le pays où ces bureaux sont situés. Ces autorités ne pourront pas non plus, sous aucun prétexte, procéder à un examen ou à une saisie de documents ou autres biens déposés dans un bureau consulaire. Les bureaux consulaires ne pourront être utilisés comme lieux d'asile. Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra être requis à l'effet de produire des archives officielles devant un tribunal ou de témoigner sur des questions relatives au contenu desdites archives.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence d'un fonctionnaire consulaire qui n'a auprès de lui aucun fonctionnaire consulaire subordonné, les secrétaires ou chanceliers dont le caractère officiels aura été antérieurement notifié au Gouvernement de l'Etat dans lequel étaient exercées les fonctions consulaires, pourront exercer les fonctions consulaires du fonctionnaire décédé, empêché ou absent, et jouiront pendant cet intérim de tous les droits, prérogatives et immunités accordés au titulaire.

Article XX.

Les fonctionnaires consulaires de l'une ou l'autre des Parties contractantes pourront, dans les limites de leurs ressorts consulaires respectifs, s'adresser aux autorités nationales, des Etats, des Provinces ou des municipalités, à l'effet de protéger les nationaux de l'Etat par lequel ils sont nommés en ce qui concerne la jouissance des droits que ceux-ci tiennent des traités ou autrement. Les infractions à ces droits pourront faire l'objet de représentations. Si les autorités compétentes ne prennent aucune mesure de réparation ou n'accordent aucune protection, l'intervention par voie diplomatique sera justifiée, et, en l'absence d'un représentant diplomatique, un consul général ou le fonctionnaire consulaire résidant officiellement dans la capitale, pourra s'adresser directement au gouvernement du pays.

Article XXI.

Les fonctionnaires consulaires pourront, en exécution des lois de leur propre pays, recueillir en tout endroit approprié, dans les limites de leur ressort consulaire, les dépositions de tout occupant de navire de leur propre pays ou de tout ressortissant dudit pays, ou de toute personne résidant en permanence sur le territoire de leur propre pays. Ces fonctionnaires pourront établir, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie. Ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les instruments écrits, quels qu'ils soient, qui ont pour effet d'exprimer ou de comporter le transfert de biens quelconques, ou de grever des biens quelconques, situés sur le territoire de l'Etat par lequel ces fonctionnaires sont nommés ; ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires et contrats relatifs à des biens situés sur les territoires de l'Etat par lequel ils sont nommés, ou à des transactions qui doivent être effectuées sur lesdits territoires, y compris les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires ou accords auxquels participent uniquement des ressortissants de l'Etat sur les territoires duquel ces fonctionnaires exercent leurs fonctions.

Les documents et actes ainsi dressés, et les copies et traductions de ces actes et documents, lorsqu'elles auront été dûment légalisées et revêtues du sceau du fonctionnaire consulaire, feront foi, dans les territoires des Hautes Parties contractantes, comme pièces originales ou copies légalisées selon le cas, et auront la même valeur et les mêmes effets que s'ils avaient été rédigés ou dressés par devant un notaire ou un autre fonctionnaire public dûment autorisé dans le pays par lequel le fonctionnaire consulaire a été nommé, sous réserve que ces actes auront toujours été rédigés et dressés conformément aux lois et règlements du pays dans lequel ils sont destinés à prendre effet.

Article XXII.

Un fonctionnaire consulaire aura droit exclusif de juridiction dans les conflits survenant au sujet de questions d'ordre intérieur sur des navires privés battant pavillon de son pays, et aura ce droit de juridiction dans tous les conflits, en quelque lieu qu'ils se produisent, entre officiers et équipages, relatifs à l'application de la discipline à bord, à condition que le navire et les personnes accusées d'actes répréhensibles aient pénétré dans un port situé dans son district consulaire. Ce fonctionnaire aura également droit de juridiction en matière de litiges concernant le règlement des salaires et l'exécution des contrats y relatifs, à condition que les lois locales en vigueur le permettent.

Lorsqu'un acte commis à bord d'un navire privé, naviguant sous le pavillon de l'Etat par lequel le fonctionnaire a été nommé et dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel ce fonctionnaire a été accrédité, constitue un crime aux termes des lois de ce dernier Etat et rend la personne qui en est coupable passible d'une peine criminelle, le fonctionnaire consulaire n'exercera sa juridiction que dans la mesure où la loi locale le lui permettra.

Un fonctionnaire consulaire pourra librement demander l'aide des autorités de la police locale en toute question relative au maintien de l'ordre intérieur à bord de navires naviguant sous le pavillon de son pays et se trouvant dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel il est accrédité ; à la suite de cette requête, l'aide nécessaire sera donnée.

Un fonctionnaire consulaire pourra comparaître, avec les officiers et les équipages des navires naviguant sous le pavillon de son pays, devant les autorités judiciaires de l'Etat auprès duquel il est accrédité, afin de prêter son concours comme interprète ou comme conseil.

Article XXIII.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie, sans laisser dans le territoire de son décès aucun héritier connu ou exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de son décès le plus proche fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant, afin que les renseignements nécessaires puissent être transmis aux parties intéressées.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie, sans avoir laissé de dernières volontés ou de testament, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant, et dans le district duquel le défunt avait son domicile au moment de son décès, sera, dans la mesure où les lois du pays le permettent, considéré comme qualifié pour prendre charge des biens laissés par le défunt, aux fins de conservation et de protection desdits biens, en attendant la désignation d'un administrateur et jusqu'au moment où le pouvoir d'administration aura été accordé. Ce fonctionnaire consulaire aura le droit d'être désigné comme administrateur, à la discrétion d'un tribunal ou de toute autre autorité chargée de contrôler l'administration des successions, sous réserve que les lois du lieu où la succession est administrée le permettent.

Lorsque le fonctionnaire consulaire acceptera de remplir les fonctions d'administrateur de la succession d'un compatriote décédé, il se soumettra, en cette qualité, et pour toutes les questions relevant de cette administration, à la juridiction du tribunal ou de toute autre autorité désignant les administrateurs des successions, dans la même mesure qu'un ressortissant du pays auprès duquel il est accrédité.

Article XXIV.

Un fonctionnaire consulaire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes pourra, au nom de ses compatriotes non résidents, donner quittance pour les parts revenant auxdits compatriotes sur des successions en voie de liquidation ou en ce qui concerne les sommes dues aux termes des lois connues sous le nom de lois d'assurance ouvrière contre les accidents « Workmen's Compensation Laws » ou de toutes autres lois analogues, à la condition qu'il expédie tous les

fonds ainsi reçus aux destinataires réels, par l'intermédiaire des services compétents de son gouvernement, et à la condition, en outre, qu'il fournisse à l'autorité ou à l'administration qui procède à la répartition par son intermédiaire des preuves satisfaisantes de la remise desdites sommes.

Article XXV.

Un fonctionnaire consulaire de l'une des Hautes Parties contractantes aura le droit de procéder à l'inspection, dans les ports de l'autre Haute Partie contractante situés dans son district consulaire, des navires privés, quel que soit le pavillon sous lequel ils naviguent, à destination d'un port ou en partance pour un port du pays qui l'a nommé, afin de se rendre compte de l'état sanitaire et des mesures sanitaires prises à bord de ces navires et afin d'être ainsi en mesure d'établir, en connaissance de cause, les patentes de santé et autres pièces exigées par les lois de son pays, et de pouvoir ainsi informer son gouvernement de la mesure dans laquelle les règlements sanitaires de celui-ci ont été observés au port de départ par les navires à destination des ports dudit gouvernement, en vue d'y faciliter l'entrée desdits navires.

Article XXVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de permettre l'entrée en franchise, sans visite d'aucune sorte, de tous les meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les bureaux consulaires de l'autre Partie et d'accorder aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie, à leurs familles, aux personnes de leur suite qui sont ressortissantes de ladite Partie, le bénéfice de l'entrée en franchise de leurs bagages et de tous autres biens et effets personnels emportés par le fonctionnaire qui se rend à son poste, ou importés à un moment quelconque pendant l'exercice de ses fonctions ; sous réserve, cependant, qu'aucun article dont l'importation est prohibée par les lois de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne pourra être introduit sur le territoire de ladite Partie.

Il est entendu, toutefois, que le privilège accordé aux termes du présent article ne sera pas applicable aux fonctionnaires consulaires qui exercent une activité privée lucrative dans les pays auprès desquels ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse d'objets et de fournitures de caractère officiel.

Article XXVII.

Toutes les opérations relatives au sauvetage de navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, naufragés sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigées par le fonctionnaire consulaire du pays auquel le navire appartient et dans le district duquel le naufrage aura eu lieu. En attendant l'arrivée de ce fonctionnaire, qui devra être immédiatement informé de l'accident, les autorités locales prendront toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des biens naufragés. Les autorités locales n'interviendront que pour le maintien de l'ordre et la protection des intérêts des sauveteurs, si ceux-ci n'appartiennent pas aux équipages naufragés, et pour faire exécuter les accords conclus en vue de l'entrée et de l'exportation des marchandises sauvées. Il est entendu que ces marchandises ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être consommées dans le pays où le naufrage aura eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera aucune dépense quelle qu'elle soit, à l'exception de celles qui pourront être causées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ainsi que celles qui auraient été encourues, dans des circonstances analogues, par des navires nationaux.

Article XXVIII.

Sous réserve de toutes restrictions ou exceptions énumérées ci-dessus, ou qui pourraient faire ultérieurement l'objet d'un accord, les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels

s'appliquent les dispositions du présent traité comprendront toutes les terres, eaux et régions aériennes sur lesquelles les Parties revendiquent et exercent leur souveraineté respective, à l'exception tion, toutefois, de la zone du Canal de Panama.

Article XXIX.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa du présent article, le présent traité restera pleinement en vigueur pendant une période de dix ans à compter de l'échange des ratifications, et toutes ses dispositions commenceront à prendre effet à dater dudit échange.

Si, dans le délai d'un an avant l'expiration de la période de dix ans susmentionnée, aucune Haute Partie contractante ne notifie à l'autre son intention de modifier, par changement ou omission, l'une quelconque des dispositions de l'un quelconque des articles du présent traité, ou de dénoncer le présent traité à l'expiration de la période susmentionnée, le présent traité restera pleinement en vigueur après la période susmentionnée et pendant une durée d'un an à partir de la date à laquelle l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention de modifier ou de dénoncer le traité.

Les cinquième et sixième alinéas de l'article VII et les articles IX et XI resteront en vigueur pendant une durée de douze mois, à dater de l'échange des ratifications, et, s'ils ne sont pas dénoncés sous réserve d'un préavis de quatre vingt-dix jours, ils resteront en vigueur jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes promulgue une loi incompatible avec les dispositions desdits articles et alinéas ; ceux-ci deviendront automatiquement caducs à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de cette promulgation, et, à dater de l'expiration dudit délai, chacune des Hautes Parties contractantes jouira des droits qu'elle aurait possédés si ces alinéas ou articles n'avaient pas été compris dans le traité.

Le présent traité sera considéré, à dater de l'échange des ratifications, comme remplaçant, dénonçant et annulant le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu par les Etats-Unis et le Honduras, le 4 juillet 1864.

Article XXX.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Tegucigalpa aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, à Tegucigalpa, le sept décembre mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) George T. SUMMERLIN.

(L. S.) F. DÁVILA.

N° 6B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
ETATS-UNIS DU BRÉSIL,
COLOMBIE, etc.

Addition au Code sanitaire pan-
américain. Signée à Lima, le
19 octobre 1927.

UNITED STATES OF AMERICA
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
UNITED STATES OF BRAZIL,
COLOMBIA, etc.

Addition to the Pan American
Sanitary Code. Signed at Lima,
October 19, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 6^B. — ADICIÓN ¹ AL CÓDIGO SANITARIO PAN-AMERICANO ²
FIRMADA EN LIMA EL 19 DE OCTUBRE DE 1927.

Texte officiel espagnol ³ transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1928. Les Etats-Unis n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer ce protocole par le Secrétariat ⁴.

Spanish official text ³ transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1928. As the United States of America is not a Member of the League, it does not register this Protocol with the Secretariat ⁴.

Estando los Presidentes de la REPÚBLICA ARGENTINA, BOLIVIA, ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, ECUADOR, ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMÁ, PARAGUAY, PERÚ, REPÚBLICA DOMINICANA, URUGUAY y ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA, deseosos de adicionar la Convención Sanitaria firmada en la Habana el 14 de noviembre de 1924, han nombrado como sus plenipotenciarios, a saber :

LA REPÚBLICA ARGENTINA :

Al señor doctor Laurentino OLASCOAGA ;
Al señor doctor Nicolás LOZANO ;
Al señor doctor Alfredo SORDELLI ;

LA REPÚBLICA DE BOLIVIA :

Al señor doctor Adolfo FLORES ;
Al señor doctor Adolfo DURÁN ;

LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Al Señor doctor João Pedro DE ALBUQUERQUE ;
Al señor doctor Bento Oswaldo CRUZ ;

La REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al señor doctor Julio APARICIO ;

¹ La ratification des Etats-Unis d'Amérique a été déposée auprès du Gouvernement du Pérou, le 3 juillet 1928.

² Vol. LXXXVI, page 43, de ce recueil.

³ Texte reproduit d'après le Recueil des Traités des Etats-Unis, N° 763.

⁴ Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C. L. 7, 1926. V), vol. XLVIII, p. 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des traités (Voir vol. I, page 8, de ce recueil).

¹ The ratification by the United States of America was deposited with the Government of Peru, July 3, 1928.

² Vol. LXXXVI, page 43, of this Series.

³ The text is reprinted from the United States Treaty Series, No. 763.

⁴ See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C. L. 7, 1926. V), Vol. XLVIII, p. 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

LA REPÚBLICA DE COSTA RICA :

Al señor doctor Solón NÚÑEZ F. ;
Al señor Jaime G. BENNETT ;

LA REPÚBLICA DE CUBA :

Al señor doctor Fernando RENSOLI ;
Al señor doctor Mario G. LEBREDO ;

LA REPÚBLICA DEL ECUADOR :

Al señor doctor Luis M. CUEVA ;

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Al señor doctor Hugh S. CUMMING ;
Al señor doctor Bolívar J. LLOYD ;
Al señor doctor John D. LONG ;

LA REPÚBLICA DE GUATEMALA :

Al señor Pablo Emilio GUEDES ;

LA REPÚBLICA DE HAITI :

Al señor Victor Kieffer MARCHAND ;
Al señor doctor Guillermo ANGULO P. A. ;

LA REPÚBLICA DE HONDURAS :

Al señor doctor José Jorge CALLEJAS ;

LA REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Al señor Julio C. GASTIABURÚ ;

LA REPÚBLICA DE PANAMA :

Al señor doctor José Guillermo LEWIS ;

LA REPÚBLICA DE PARAGUAY :

Al señor doctor Isidro RAMÍREZ ;

LA REPÚBLICA DEL PERÚ :

Al señor doctor Carlos Enrique PAZ SOLDÁN ;
Al señor doctor Sebastián LORENTE ;
Al señor doctor Baltazar CARAVEDO ;
Al señor doctor Daniel E. LAVORERÍA ;
Al señor doctor Julio C. GASTIABURÚ ;

LA REPÚBLICA DOMINICANA :

Al señor doctor Ramón BAEZ SOLER ;
Al señor doctor Alejandro BUSSALLEU ;

LA REPÚBLICA DE URUGUAY :

Al señor doctor Justo F. GONZALEZ ;

LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA :

A señor doctor Emilio OCHOA ;

Los cuales, después de haberse comunicado sus plenos poderes y de encontrarlos expedidos en debida forma, han acordado adoptar, ad-referendum, el siguiente :

PROTOCOLO ADICIONAL AL CÓDIGO SANITARIO PAN-AMERICANO.

Las ratificaciones del Código Sanitario Pan Americano se depositarán en la Secretaría de Estado de la República de Cuba ; y el Gobierno Cubano comunicará esas ratificaciones a los demás Estados signatarios, comunicación que producirá el efecto del canje de ratificaciones. La Convención empezará a regir en cada uno de los Estados signatarios en la fecha de la ratificación por dicho Estado, y quedará en vigencia sin limitación de tiempo, reservándose cada uno de los Estados signatarios o adheridos el derecho de retirarse de la Convención mediante aviso dado en debida forma al Gobierno de la República de Cuba con un año de anticipación.

Hecho y firmado en la ciudad de Lima, el día diecinueve de octubre de mil novecientos veintisiete, en dos ejemplares originales, uno de los cuales se enviará al Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú y el otro a la Oficina Sanitaria Pan Americana, a fin de que pueda distribuirse en copia, por la via diplomática, entre los Gobiernos signatarios y adheridos.

Por la República Argentina :

Laurentino OLASCOAGA.
Nicolás LOZANO.
A. SORDELLI.

Por la República de Bolivia :

A. FLORES.
Adolfo F. DURÁN.

Por los Estados Unidos del Brasil :

João Pedro DE ALBUQUERQUE.
Bento Oswaldo CRUZ.

Por la República de Colombia :

Julio APARICIO.

Por la República de Costa Rica :

Solón NÚÑEZ.
Jaime G. BENNETT.

Por la República de Cuba :

D. F. RENSOLI.
Dr. Mario G. LEBREDO.

Por la República del Ecuador :

Luis M. CUEVA.

Por los Estados Unidos de América :

Hugh S. CUMMING.
Bolivar J. LLOYD.
John D. LONG.

Por la República de Guatemala :

Pablo Emilio GUEDES.

Por la República de Haití :

V. Kiefer MARCHAND.
Gmo. ANGULO P. A.

Por la República de Honduras :

José J. CALLEJAS.

Por la República de Nicaragua :

J. C. GASTIABURÚ.

Por la República de Panamá :

José G. LEWIS.

Por la República de Paraguay :

Isidro RAMÍREZ.

Por la República del Perú :

Carlos Enrique PAZ SOLDÁN.
Sebastián LORENTE.
Baltazar CARAVEDO.
D. E. LAVORERÍA.
J. C. GASTIABURÚ.

Por la República Dominicana :

R. BAEZ SOLER.
A. BUSSALLEU.

Por la República del Uruguay :

Justo F. GONZALEZ.

Por los Estados Unidos de Venezuela :

E. OCHOA.

¹TRADUCTION.

N^o 6^B. — ADDITION AU CODE
SANITAIRE PAN - AMÉRICAIN.
SIGNÉE A LIMA, LE 19 OCTOBRE
1927.

Les Présidents des Etats suivants : RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BOLIVIE, ETATS-UNIS DU BRÉSIL, COLOMBIE, COSTA-RICA, CUBA, EQUATEUR, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GUATÉMALA, HAÏTI, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PÉROU, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, URUGUAY et ETATS-UNIS DU VENEZUELA, désireux d'apporter une addition à la Convention sanitaire signée à La Havane le 14 novembre 1924, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

D^r Laurentino OLASCOAGA ;
D^r Nicolas LOZANO ;
D^r Alfredo SORDELLI ;

BOLIVIE :

D^r Adolfo FLORES ;
D^r Adolfo DURÁN ;

ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

D^r João Pedro DE ALBUQUERQUE ;
D^r Bento Oswaldo CRUZ ;

COLOMBIE :

D^r Julio APARICIO ;

COSTA-RICA :

D^r Solón NÚÑEZ F. ;
M. Jaime G. BENNETT ;

CUBA :

D^r Fernando RENSOLI ;
D^r Mario G. LEBREDO ;

EQUATEUR :

D^r Luis M. CUEVA ;

²TRANSLATION.

N^o. 6^B. — ADDITION TO THE
PAN AMERICAN SANITARY
CODE. SIGNED AT LIMA, OCTOBER
19, 1927.

The Presidents of the ARGENTINE REPUBLIC, BOLIVIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, COLOMBIA, COSTA RICA, CUBA, ECUADOR, THE UNITED STATES OF AMERICA, GUATEMALA, HAITI, HONDURAS, NICARAGUA, PANAMA, PARAGUAY, PERU, THE DOMINICAN REPUBLIC, URUGUAY and THE UNITED STATES OF VENEZUELA, desirous of adding to the Sanitary Convention signed at Habana on November 14, 1924, have appointed as their plenipotentiaries, to wit :

ARGENTINE REPUBLIC :

Dr. Laurentino OLASCOAGA.
Dr. Nicolas LOZANO ;
Dr. Alfredo SORDELLI ;

BOLIVIA :

Dr. Adolfo FLORES ;
Dr. Adolfo DURÁN ;

UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. João Pedro DE ALBUQUERQUE ;
Dr. Bento Oswaldo CRUZ ;

COLOMBIA :

Dr. Julio APARICIO ;

COSTA RICA :

Dr. Solón NÚÑEZ F.
M. Jaime G. BENNETT ;

CUBA :

Dr. Fernando RENSOLI ;
Dr. Mario G. LEBREDO ;

ECUADOR :

Dr. Luis M. CUEVA ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Communiquée par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Communicated by the Department of State of the Government of the United States of America.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

D^r Hugh S. CUMMING ;
 D^r Bolivar J. LLOYD ;
 D^r John D. LONG ;

GUATÉMALA :

M. Pablo Emilio GUEDES ;

HAÏTI :

M. Victor Kieffer MARCHAND ;
 D^r Guillermo ANGULO P. A. ;

HONDURAS :

D^r José Jorge CALLEJAS ;

NICARAGUA :

M. Julio C. GASTIABURÚ ;

PANAMA :

D^r José Guillermo LEWIS ;

PARAGUAY :

D^r Isidro RAMIREZ ;

PÉROU :

D^r Carlos Enrique PAZ SOLDÁN ;
 D^r Sebastián LORENTE ;
 D^r Baltazar CARAVEDO ;
 D^r Daniel E. LAVORERÍA ;
 D^r Julio C. GASTIABURÚ ;

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

D^r Ramón BAEZ SOLER ;
 D^r Alejandro BUSSALLEU ;

URUGUAY :

D^r Justo F. GONZALEZ ;

ETATS-UNIS DU VENEZUELA :

D^r Emilio OCHOA ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus d'adopter *ad referendum* les dispositions suivantes :

PROTOCOLE ADDITIONNEL
 AU CODE SANITAIRE PAN-AMÉRICAIN

Les ratifications du Code sanitaire pan-américain seront déposées au Secrétariat d'Etat de la République de Cuba, et le Gouvernement cubain communiquera ces ratifications aux autres Etats signataires, cette communication

UNITED STATES OF AMERICA :

Dr. Hugh S. CUMMING ;
 Dr. Bolivar J. LLOYD ;
 Dr. John D. LONG ;

GUATEMALA :

M. Pablo Emilio GUEDES ;

HAITI :

M. Victor Kieffer MARCHAND ;
 Dr. Guillermo ANGULO P. A. ;

HONDURAS :

Dr. José Jorge CALLEJAS ;

NICARAGUA :

M. Julio C. GASTIABURÚ ;

PANAMA :

Dr. José Guillermo LEWIS ;

PARAGUAY :

Dr. Isidro RAMÍREZ ;

PERU :

Dr. Carlos Enrique PAZ SOLDÁN ;
 Dr. Sebastián LORENTE ;
 Dr. Baltazar CARAVEDO ;
 Dr. Daniel E. LAVORERÍA ;
 Dr. Julio C. GASTIABURÚ ;

DOMINICAN REPUBLIC :

Dr. Ramón BAEZ SOLER ;
 Dr. Alejandro BUSSALLEU ;

URUGUAY :

Dr. Justo F. GONZALEZ ;

UNITED STATES OF VENEZUELA :

Dr. Emilio OCHOA ;

Who, after communicating to one another their full powers and finding them in due form, have agreed to adopt, *ad referendum*, the following :

ADDITIONAL PROTOCOL TO THE PAN
 AMERICAN SANITARY CODE.

The ratification of the Pan American Sanitary Code shall be deposited in the Office of the Secretary of State of the Republic of Cuba and the Cuban Government shall communicate these ratifications to the other signatory States,

constituant l'échange de ratifications. La convention entrera en vigueur, dans chacun des Etats signataires, à la date de la ratification par ledit Etat, et restera en vigueur sans limitation de temps, chacun des Etats signataires ou adhérents se réservant le droit de dénoncer la convention, moyennant un préavis d'un an, en bonne et due forme, notifié au Gouvernement de la République de Cuba.

Fait et signé dans la Ville de Lima, le dix-neuf octobre mil neuf cent vingt-sept, en double expédition; l'un des originaux sera envoyé au Ministère des Affaires étrangères du Pérou, et l'autre à l'Office sanitaire panaméricain, de telle sorte que des copies puissent être distribuées par la voie diplomatique aux gouvernements signataires et adhérents.

which communication shall constitute exchange of ratifications. The Convention shall become effective in each of the signatory States on the date of ratification thereof by said State, and shall remain in force without limitation of time, each one of the signatory or adherent States reserving the right to withdraw from the Convention by giving in due form a year's notice in advance to the Government of the Republic of Cuba.

Done and signed in the City of Lima on the nineteenth day of October, nineteen hundred and twenty-seven, in duplicate, one of which shall be sent to the Ministry of Foreign Relations of Peru and the other to the Pan American Sanitary Office, so that copies thereof may be distributed through the diplomatic channel, to the signatory and adhering Governments.

Pour la République Argentine :

Laurentino OLASCOAGA.
Nicolas LOZANO.
A. SORDELLI.

For the Argentine Republic :

Laurentino OLASCOAGA.
Nicolas LOZANO.
A. SORDELLI.

Pour la Bolivie :

A. FLORES.
Adolfo F. DURÁN.

For Bolivia :

A. FLORES.
Adolfo F. DURÁN.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

João Pedro DE ALBUQUERQUE.
Bento Oswaldo CRUZ.

For the United States of Brazil :

João Pedro DE ALBUQUERQUE.
Bento Oswaldo CRUZ.

Pour la Colombie :

Julio APARICIO.

For Colombia :

Julio APARICIO.

Pour Costa-Rica :

Solón NÚÑEZ.
Jaime G. BENNETT.

For Costa Rica :

Solón NÚÑEZ.
Jaime G. BENNETT.

Pour Cuba :

D. F. RENSOLI.
Dr Mario G. LEBREDO.

For Cuba :

D. F. RENSOLI.
Dr. Mario G. LEBREDO.

Pour l'Equateur :

Luis M. CUEVA.

For Ecuador :

Luis M. CUEVA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Hugh S. CUMMING.
Bolivar J. LLOYD.
John D. LONG.

For the United States of America :

Hugh S. CUMMING.
Bolivar J. LLOYD.
John D. LONG.

Pour le Guatémala :

Pablo Emilio GUEDES.

Pour Haïti :

V. Kiefer MARCHAND.

Gmo. ANGULO P. A.

Pour le Honduras :

José J. CALLEJAS.

Pour le Nicaragua :

J. C. GASTIABURÚ.

Pour le Panama :

José G. LEWIS.

Pour le Paraguay :

Isidro RAMÍREZ.

Pour le Pérou :

Carlos Enrique Paz SOLDÁN.

Sebastián LORENTE.

Baltazar CARAVEDO.

D. E. LAVORERÍA.

J. C. GASTIABURÚ.

Pour la République Dominicaine :

R. BAEZ SOLER.

A. BUSSALLEU.

Pour l'Uruguay :

Justo F. GONZALEZ.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

E. OCHOA.

For Guatemala :

Pablo Emilio GUEDES.

For Haiti :

V. Kiefer MARCHAND.

Gmo. ANGULO P. A.

For Honduras :

José J. CALLEJAS.

For Nicaragua :

J. C. GASTIABURÚ.

For Panama :

José G. LEWIS.

For Paraguay :

Isidro RAMÍREZ.

For Peru :

Carlos Enrique PAZ SOLDÁN.

Sebastián LORENTE.

Baltazar CARAVEDO.

D. E. LAVORERÍA.

J. C. GASTIABURÚ.

For Dominican Republic :

R. BAEZ SOLER.

A. BUSSALLEU.

For Uruguay :

Justo F. GONZALEZ.

For the United States of Venezuela :

E. OCHOA.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

